« Ce rapport de Plan international qui arrive à point nommé se concentre plus particulièrement sur les besoins des adolescentes qui, dans l'insécurité d'une situation de catastrophe, peuvent être particulièrement exposées. (...) Trop souvent, nous continuons à suivre un schéma « taille unique » dans l'intervention humanitaire, au lieu de recueillir les données nécessaires à la mise en place de programmes qui abordent les questions spécifiques des femmes et des filles. Il en va de la responsabilité de tous les travailleurs humanitaires de comprendre les différents besoins des femmes, des filles, des garcons et des hommes. »

Valerie Amos

Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence

« Je veux quelqu'un vers qui je peux aller s'il y a des problèmes. On devrait pouvoir dire à notre gouvernement qu'on a besoin d'aide, qu'on a besoin d'un abri, de nourriture, de travail, d'écoles, d'endroits où se laver en privé. Je veux trouver une facon de me faire entendre. »

Sheila, 16 ans, aux Philippines

La série de rapports de Plan

Voici le septième rapport annuel « Parce que je suis une fille » de la série publiée par Plan qui évalue la situation actuelle des filles dans le monde. Alors que les femmes et les enfants ont un statut reconnu dans les politiques et la planification, les besoins et les droits des filles sont souvent ignorés. Ces rapports se basent sur des faits, en s'appuyant aussi sur les témoignages des filles, pour montrer pourquoi elles doivent être traitées différemment des garçons et des femmes adultes. Ils se servent aussi d'informations tirées de recherche primaire, en particulier à partir d'une étude à petite échelle entamée en 2006 qui accompagne 142 fillettes dans neuf pays du monde entier. Dans le passé, ces rapports ont traité de l'éducation, des conflits, de l'autonomisation économique, des villes et des technologies, et de la façon dont les garçons et les jeunes gens peuvent soutenir l'égalité des sexes. Plan est une agence de développement internationale et travaille avec des enfants et leur communauté sur 50 pays dans le monde entier depuis plus de 75 ans.

plan-international.org/girls ISBN 978-0-9565219-8-9



Une adolescente traverse un camp de réfugiés balayé par le vent au Burkina Faso.



Parce

que

Je

Suis

une

Parce que je suis une fille LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE 2013

Être adolescente en situation d'urgence : une double peine





Parce que je suis une fille

Être adolescente en situation d'urgence : une double peine





Remerciements

Auteur principal: Nikki van der Gaag

Nikki a écrit cinq des sept rapports sur les filles. Elle est consultante et rédactrice indépendante spécialisée dans la question du genre, en particulier en relation avec les filles et les masculinités.

Ce rapport doit son existence aux conseils et aux contributions de nombreuses personnes et organisations.

Comité consultatif international :

Adam Short Responsable du plaidoyer à Plan International Cécile Mazzacurati Spécialiste du programme humanitaire, UNFPA

Emmanuelle Compingt Spécialiste de la protection infantile en situation d'urgence (violence sexiste), UNICEF

Heidi Lehmann Directrice, Unité de protection et d'autonomisation de la femme, International Rescue Committee

Jeni Kluqman Directrice du genre et du développement au groupe Banque mondiale

Jennifer Schlecht

Responsable de programme pour la santé reproductive, Women's Refugee Commission

Consultante, contrôle et évaluation de « Because I am a Girl ». Plan International

Joanna Wedge Consultante internationale, Protection infantile en situation d'urgence

Jocelyn Kelly Directrice chargée du programme « Femmes dans les conflits », Harvard Humanitarian Initiative

Kathryn Paik Responsable de programme chargée des adolescentes, Women's Refugee Commission

Katie Tong Spécialiste des adolescentes en situation d'urgence, Plan International

Kelly Hawrylyshyn Conseillère RRC et résilience, Plan UK

Kerry Smith Responsable du plaidoyer et de campagnes pour Plan Royaume-Uni

Kristen Woolf Directrice, Girl Hub, Fondation DFID/Nike

Kylah Forbes-Biggs Chercheuse, African Centre for Disaster Studies, Université du Nord Ouest, Afrique du Sud

Lori Heninger Directrice, Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE)

Dr Maureen Fordham Enterprise Fellow, chargée de cours principale en Gestion des catastrophes, Université de Northumbria

Mendy Marsh Spécialiste de la violence sexiste en situation d'urgence, UNICEF

Mette Buchholz Conseillère genre, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)

Pamela Davie Directrice, Opérations internationales de la planification, la qualité et l'apprentissage, Croix-Rouge canadienne

Professeur Ruth Pearson Professeur émérite en études du développement, Politique et études internationales, Université de Leeds

Robin S. Cox Professeur associé. Programme de gestion des catastrophes et des urgences.

Faculté de sciences sociales et appliquées, Université Royal Roads

Roger Yates Directeur des catastrophes et de l'intervention humanitaire

Dr Sarah Bradshaw Chargée de cours principale, Études du Tiers Monde et du développement, Université du Middlesex Sedoi White Coordinatrice nationale, Women and Law in Southern Africa Research Trust Malawi (WLSA-Malawi)

Siobhán Foran Directrice de l'unité humanitaire, ONU Femmes

Sweta Shah Spécialiste de l'éducation mondiale en situation d'urgence, Plan International

Dr Unni Krishnan Responsable de l'intervention et de la préparation en situation de catastrophe, Plan International

Executive Group:

Nigel Chapman PDG, Plan International Rosemary McCarney Tanya Barron PDG, Plan UK

Ont aussi contribué à ce rapport, entre autres : Marie Staunton, Rheal Drisdelle, Angela Penrose, Keshet Bachan, Margaret Sinclair, Christine Persuad, Heather Cameron, Ines Smyth, Lucy Earle, Sally Gear, Chaman Pincha et Roland Angerer.

Comité de pilotage — *Plan International*: Adam Vink, Alana Livesey, Alex Munive, Anja Stuckert, Anne-Sophie Lois, Anthony Davis, Carley Robb-Jackson, Chikezie Anyanwu, Danny Plunkett, Deborah Kenchington, Deepali Sood, Don McPhee, Emily Laurie, Fadimata Alainchar, Giorgiana Rosa, Gorel Bogarde, Janis Risdel, Kanwal Ahluwalia, Karen Craggs-Milne, Karen Schroh, Megan Tucker, Patty O'Hayer, Subhadra Belbase, Yona Nestel.

Contribution juridique de : Cynthia Farid, Monica Roa et Women's Link Worldwide.

Conseillère technique : Christine Ouellette

Un grand merci également à : Elaine Enarson, Siobhan Foran, Sarah Bradshaw, Simon Opolot pour la recherche de Plan Afrique de l'Est et du Sud, Yssa Oumar Basse, Natalie Lucas et Alice Behrendt pour la rechercher de Plan Afrique de l'Ouest, Daniel Stothart et Raquel Casares García pour la recherche en République Dominique, Farrah Naz à Plan Pakistan, Milton Batagoda à Plan Sri Lanka, Yesenia Segovia et Rodrigo Bustos à Plan Salvador, Vanda Lengkong à Plan Indonésie, Jacquelyn Haver, Lisa Overton, Emilie Reiser, Katherine Bourne, Lodz Joseph, Colleen Larkin, et le personnel de l'UNHCR Éthiopie.

Merci à **Nec** UKaid pour le financement de la recherche primaire.







Réfugiées syriennes en Irak.

Équipe du rapport

Sharon Goulds – chef de projet et rédactrice en chef

Jean Casey – chercheuse principale et coordinatrice de projet

Lili Harris – responsable de projet Sarah Lewis – assistante de recherche

Sarah Hendriks – conseillère internationale en matière de genre

Feyi Rodway – coordinatrice de cohorte Simone Schneider – recherche d'image

Recherche complémentaire : Aletheia Bligh Flower, Lindsey Evans, Maxima Missodey.

Un grand merci aux familles participant à l'étude de cohorte « Choix réels, vies réelles » et au personnel de Plan concerné. Remerciement particulier également à Terry Roopnaraine pour son soutien technique permanent au projet.

Imprimé en Italie par Graphicom. ISBN: 978-0-9565219-8-9

Conception et production : New Internationalist Publications Ltd

Malgré tous ses efforts pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent document au moment de l'impression, Plan ne peut être tenu responsable en cas d'inexactitudes.

Les commentaires et opinions exprimés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement la politique officielle de Plan Royaume-Uni et de Plan.

Des parties du présent document peuvent être reproduites à des fins de recherche, de sensibilisation et d'éducation, à condition que la source soit citée. Ce document ne peut être reproduit à d'autres fins sans l'accord préalable de Plan.

Sauf indication contraire, les noms ont été modifiés dans les études de cas pour protéger l'identité des individus concernés.

Sauf indication contraire, les valeurs en dollars sont exprimées en dollars US.



Études de cas et articles

Sommaire

Avant-propos de la Baronne Amos	3 Une question de vie ou de mort : la double discrimination de l'âge et du sexe17	Études de cas et articles
de Brondesbury9		Définition de « catastrophe »12
Section 1 – Chapitre 1	4 Revenir à la normale : le contexte international des catastrophes pour les adolescentes	Recherche primaire: Les adolescents pensent que les filles sont plus affectées par les catastrophes que les garçons
Mise en contexte 10	5 Changer le monde de façon étonnante	Oui sont les adolescents ?
Synthèse du rapport 12	les droits, les risqueset la résilience des filles25	Faire face dans les moments les plus
1 La simple vérité : les adolescentes n'ont aucune visibilité durant les	Dossier:	difficiles : l'expérience d'une inondation vécue par une fille19
catastrophes, pourquoi? 11	Principales directives et normes de l'humanitaire – un article de Siobhán Foran, ONU Femmes 28	Quand il pleuvait des flammes : un
2 Pourquoi se concentrer sur les adolescentes ?		feu de broussailles australien vu par une adolescente21
		Autonomiser les filles pour leur garantir un avenir plus sûr, en Indonésie

3 Une question de vie ou de mort :



Inondation en Colombie.

Chapitre 2
Une question de survie : la santé et le bien-être des adolescentes dans les catastrophes32
1Pas de droits pour les pauvres : les filles, la nourriture et la nutrition pendant les catastrophes
2 Les filles, c'est pas comme les garçons : la santé des adolescentes durant les catastrophes36
3 Une feuille morte qui tombe d'un arbre : les effets psychologiques d'une catastrophe sur une fille
4 Personne ne m'a aidée à part ma sœur : le planning familial et les services de maternité48
5 Ce sont les filles qui sont en danger d'extinction : les maladies sexuellement transmissibles et le VIH 51
6 On a besoin d'être propres : les adolescentes et l'hygiène publique .53

7 Une question de dignité : les adolescentes et leurs règles	5 Ne rien dire : pourquoi les filles ne dénoncent pas les abus	
en situation d'urgence	6 Une petite fenêtre ouverte : Sauvegarder la sécurité des adolescentes au cours des catastrophes80 Dossier :	
Dossiers:		
1 Parce que je suis une fille – Enquête en ligne : Les adolescentes en situation d'urgence	Recherche primaire au Burkina Faso et au Niger	
2 Recherche primaire : Choix réels,	Études de cas et dossiers	
vies réelles	La violence basée sur le sexe (GBV) ou sexiste et la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG) : des termes interchangeables ?64	
Études de cas et dossiers	Les garçons peuvent se débrouiller	
Le programme alimentaire mondial : alimentation scolaire et rations alimentaires à emporter chez soi	lorsqu'ils sont seuls : des dangers différents pour les filles et les garçons au Kenya	
en situation d'urgence	Ouvrir la voie : travailler avec les hommes et les garçons contre la violence et pour l'égalité des sexes 68	
inondations de 2010 au Pakistan 45	Le projet des « Filles Libres » du Cameroun	
familiale et la mortalité maternelle dans le Pakistan rural 50	Stratégies pour une justice de genre .72 Donner sa chèvre à son voisin : le	
Les adolescents identifient les risques de sida en Haïti	mariage adolescent lors des crises alimentaires du Sahel	
Quand on ne peut pas se laver on n'a pas confiance en soi : des adolescentes aux Philippines54	Conclusions de l'enquête en ligne : le mariage des enfants	
Les jeunes font partie de la solution : Anzaira Roxas et le réseau Y-Peer aux Philippines58	La solidarité par le biais de la technologie : le 572, service téléphonique d'intervention d'urgence pour les femmes et les filles en Haïti .82	
Chapitre 3	Un « havre de sécurité » pour la protection des femmes et des filles dans un camp	
La sécurité et la protection des adolescentes durant les	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	
catastrophes62	Chapitre 4	
1 La prévention de la violence à l'égard des filles et jeunes femmes en situation d'urgence64	Bâtir une nouvelle vie : l'éducation et l'apprentissage des adolescentes en situation de catastrophe88	
2 Pourquoi tu m'embrasses ? : la violence au sein de la famille67	1 Envoyez vos filles à l'école : l'importance de l'éducation pour	
3 C'est pas facile quand on a faim : les adolescentes face aux abus et l'exploitation sexuelle	les adolescentes en situation de catastrophe89 a) L'éducation apporte la lumière – Tchad et Pakistan92	
les abus sexuels sont perpétrés par ceux qui sont en position d'autorité 71	2 Sans instruction on n'est rien: pourquoi les adolescentes arrêtent l'école en périodes de catastrophe	
4ll y a beaucoup de filles qui souffrent ici : pourquoi le nombre de mariages précoces peut augmenter lors des catastrophes76		

3 Le bon côté des choses : comment	Dossier:	Réduire les risques en « protégeant »
les situations d'urgence peuvent offrir de nouvelles opportunités aux adolescentes	1 Recherche primaire : Grandir vite : des jeunes femmes méditent sur leur identité sexuelle après l'ouragan	les filles
4 L'éducation pour accroître la résilience :	Katrina122	Conclusion146
impliquer les adolescentes dans la réduction des risques de catastrophe dans les écoles	2 Choix réels, vies réelles	Études de cas et dossiers
	Études de cas et dossiers	L'école : un lieu sûr pour les filles ?142
5 Conclusion : C'est le devoir	Définir la participation de l'enfant113	On se sentirait plus en sécurité :
de la nation de protéger l'éducation des filles	Empêcher les serpents de s'approcher : l'histoire de Shapla	construire des latrines
Dossiers:	On pourrait faire la même chose ici :	aux Philippines, au Salvador
1 Cachées en pleine vue – Elaine Enarson	impliquer les filles dans la réduction des risques de catastrophe	et au Vietnam147 Parce que nous sommes des filles :
2 Recherche primaire en Afrique de l'Est et du Sud108	L'histoire de Kazol	Carte de l'étude de cohorte « Choix réels, vies réelles »
Études de cas et dossiers	Chapitre 6	
L'éducation et les situations d'urgence	Traduire les ambitions	Section 3 –
pour les adolescentes91	en actes 128	Références
Des choix difficiles : les garçons plutôt que les filles ?95	Les droits des filles en situations d'urgence : éléments clés du	La campagne « Parce que je suis une fille » de Plan
L'histoire d'Haymanot96	plan d'action129	Introduction155
Parce que j'étais une fille feu de broussaille en Australie97	Recommandations	Où va l'argent ?156
Changer la perception de l'éducation	Argument : comprendre les besoins et les droits des adolescentes en situation	Cadre juridique
des filles au Pakistan99	de catastrophe	Carte A : Analphabétisme des jeunes filles et adolescentes
Des filles accèdent à l'éducation pour la première fois dans des camps de	Ressources : fournir des services ciblés pour les adolescentes	chefs de famille
réfugiés du Darfour100 À la radio : les droits des filles au	La prévention, la participation et l'intégration : élaborer la résilience des filles134	Carte B : Filles mariées avant l'âge de 18 ans et filles qui ont enfanté avant l'âge de 15 ans
Salvador103	Études de cas et dossiers	Études de cas : pratiques
Le projet G.I.R.R.L (<i>Girls in Risk</i> Reduction Leadership)107	Protéger les filles lors des catastrophes	prometteuses
Chapitre 5	Pratique prometteuse : l'International Rescue Committee	d'Haïti : « Espas Pa Mwen » (Mon espace)172 2 Plan Indonésie : Projet de
Un élément de solution : la participation des adolescentes 110	Enquête en ligne : Les priorités absolues	réduction des risques de catastrophe centré sur l'enfant . 174
1 Un élément de solution : les adolescentes et la participation en situation d'urgence111 a) La résilience et les adolescentes 116	Pratique prometteuse : Le fonds d'innovation contre la violence à l'égard des femmes et des filles 134	3 UNHCR Éthiopie : Faire avancer l'éducation des filles somaliennes réfugiées en Éthiopie
2 Les plus marginalisées n'ont pas voix	Section 2 –	Commission) : « Protéger et autonomiser les adolescentes
au chapitre	Parce que nous sommes des filles :	déplacées : Éthiopie, Tanzanie et
les adolescentes handicapées 119 b) Ils ont dit à mes parents qu'ils n'avaient pas besoin de me nourrir : la discrimination basée sur l'orientation sexuelle	mise à jour de l'étude de cohorte « Choix réels, vies réelles »136	Ouganda »
	Les facteurs de risque chez les filles 138	Références
	Supporter le stress financier et	Les filles en ligne
3 Une façon de se faire entendre :	environnemental139	Bureaux de Plan et carte218
exercer un pouvoir pour aider les filles	L'éducation des filles : Elle n'a que six ans et elle sait écrire son propre nom 141	À propos de Plan International220

Avant-propos

Valerie Amos

Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence

Depuis trop longtemps, les filles sont ignorées ; leurs points de vue ne sont pas considérés, leurs besoins ne sont pas satisfaits. Mais la recherche des deux dernières décennies a montré qu'elles détiennent la clé des problèmes les plus insolubles et les plus complexes rencontrés par les sociétés en voie de développement, en particulier dans les pays plongés dans une crise humanitaire prolongée.

Les filles sont uniques, à la fois dans leur vulnérabilité et dans leur force. Elles peuvent manquer des compétences les plus élémentaires pour surmonter une crise, comme la capacité à nager, ou même à courir, ou à obtenir les informations dont elles ont besoin et à exprimer leur opinion. Mal-informées, elles peuvent être forcées de prendre de mauvaises décisions qui les affecteront toute leur vie, comme le mariage précoce ou le commerce du sexe.

Mais les filles ont aussi le pouvoir de transformer non seulement leur propre vie, mais aussi celle de leur famille et de leur communauté. Si elles restent scolarisées et comprennent comment protéger leurs droits et choisir comment disposer de leur corps, elles gagnent plus d'argent, elles se marient plus tard, elles ont des enfants en meilleure santé et deviennent leaders, entrepreneuses et défenseuses de la cause féminine.

Les catastrophes et situations de crise posent des dangers particuliers pour les filles, qui encourent plus que jamais de grands risques de prendre du retard dans leur éducation et d'être soumises à des violences sexistes. Dans des situations d'intervention d'urgence, les besoins des femmes peuvent être ignorés et les filles sont souvent invisibles. Les hommes participent aux recherches et aux secours, déchargent les convois d'aide, parlent au nom de leur famille et de leur communauté et sont vus comme étant plus actifs. Les filles sont retirées de la vue du public, on les empêche d'interagir avec l'extérieur et on ne leur donne pas d'occasion d'exprimer leurs besoins. Les choses qui les aideraient le plus – l'éducation, la protection et des projets d'autonomisation sexospécifiques - sont souvent considérées comme les moins prioritaires par les donateurs ainsi que les travailleurs humanitaires. Nous devons changer cela. Ce rapport de Plan International qui arrive à point nommé se concentre plus particulièrement sur les besoins des adolescentes qui, dans l'insécurité d'une situation de catastrophe, peuvent être particulièrement exposées.

Les stratégies d'adaptation adoptées par leurs proches peuvent faire qu'elles sont retirées de l'école, mariées trop jeunes ou forcées de vendre leur corps pour nourrir et protéger leur famille. Il n'y a pas beaucoup de lieux vers lesquels se tourner pour obtenir de l'aide, ce qui doit aussi changer. Les agences



humanitaires ont besoin d'écouter, d'apprendre et de mieux communiquer avec les différents groupes de gens que nous cherchons à aider. Pour ce faire, il nous faut en savoir davantage sur les personnes qui sont affectées par une crise, leur âge et leur sexe, et leurs besoins.

Trop souvent, nous continuons à suivre un schéma « taille unique » dans l'intervention humanitaire, au lieu de recueillir les données nécessaires à la mise en place de programmes qui abordent les questions spécifiques des femmes et des filles. Il en va de la responsabilité de tous les travailleurs humanitaires de comprendre les différents besoins des femmes, des filles, des garçons et des hommes. Sans cela, nous échouerons dans notre tâche, serons inefficaces et perdrons du temps et des ressources.

Il y a de nombreuses preuves, dont certaines sont détaillées dans ce rapport, des façons dont les filles font montre de résilience, de ressource et de créativité dans la réduction des risques de catastrophe et dans la réponse aux situations de crise. Il faut que les jeunes, filles et garçons, soient inclus dans la réduction des risques dès le départ. Ils devraient aider à définir ce que sont les risques et comment on peut les empêcher ou les atténuer. C'est seulement ainsi que leurs idées seront entendues et leurs opinions considérées dans le chaos d'une intervention de crise. Les ennemis de la paix et du progrès comprennent très bien le pouvoir potentiel des filles et des jeunes femmes. L'attaque qui a eu lieu l'an dernier à l'encontre de l'écolière pakistanaise Malala Yousafzai montre qu'ils ne craignent rien davantage qu'une fille un livre à la main ; une fille qui peut lire, apprendre, et prendre ses propres

C'est à tous ceux qui travaillent dans les secteurs de l'humanitaire et du développement de faire en sorte que nous soyons à l'écoute de filles comme Malala et que nous les aidions à atteindre leur véritable potentiel, un potentiel transformatif. Je suis heureuse de la venue du rapport 2013 sur la situation des filles dans le monde. Il dessine très clairement la façon dont les filles peuvent devenir les agents influents du changement et en défendre les valeurs.



Mise en contexte

Introduction

Ce rapport 2013 de « Parce que je suis une fille » se penche sur ce qui arrive aux adolescentes en situation de catastrophe, et cherche à en comprendre les raisons. En prenant appui sur la recherche initiale, l'analyse de ressources secondaires, et sur les propres témoignages de ces jeunes filles, nous démontrerons la façon dont les droits des adolescentes sont ignorés avant, pendant et après les catastrophes naturelles, que ce soit dans l'urgence de la réponse au lendemain de la catastrophe ou durant les intervalles entre le travail humanitaire et le développement. Nous étudierons la tension entre la vulnérabilité des adolescentes vis-à-vis de la violence et la résilience dont elles font si souvent preuve en temps de crise. Nous examinerons ce qui doit être fait, et proposerons des exemples de bonne pratique. Notre argument est que le travail humanitaire se doit d'être à l'écoute des adolescentes tout en s'assurant que leurs droits, ainsi que leurs besoins, sont respectés et en renforçant leur résilience.

« Les désastres renforcent, perpétuent et augmentent l'inégalité des sexes, en rendant des situations déjà difficiles encore plus dures pour les femmes. C'est la simple vérité. »

Margareta Wahlström, Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe¹

1 La simple vérité : les adolescentes n'ont aucune visibilité durant les catastrophes, pourquoi ?

Lorsqu'un tremblement de terre détruit une ville, qu'un tsunami inonde des côtes ou que la sécheresse provoque une grave insécurité alimentaire, on voit souvent sur les écrans une femme avec un bébé dans les bras, les larmes aux yeux devant sa maison détruite et devant la possibilité de la mort de ses proches. Par contraste, on voit souvent les hommes en action, en train de secourir des gens, de distribuer de la nourriture, ou de nettoyer les dégâts. Les adolescents, les filles adolescentes en particulier, ont tendance à être tout simplement invisibles.

Mais les situations de catastrophe ne sont jamais à considérer « hors contexte ». Ce qui arrive à une adolescente dans ces momentslà est directement lié aux attitudes générales envers les femmes et les filles et au contexte politique, économique, social et culturel dans lequel elles évoluent. Cela dépend aussi de la famille dont elle est issue ainsi que de son statut, son âge, ses capacités, son bien-être matériel et de tout un panel d'autres facteurs liés au pays dans lequel elle vit et aux groupes sociaux dont elle dépend. Ainsi une jeune fille de 17 ans vivant dans un bidonville de Dhaka n'aura pas du tout la même expérience d'une inondation ou d'un tremblement de terre qu'une enfant de 12 ans dans un village du Salvador ou même qu'une jeune fille de 14 ans en Australie. Mais ce qu'elles ont

toutes en commun, comme le démontrent les conclusions de ce rapport, c'est qu'en ce qui concerne le travail humanitaire, loin des yeux signifie vraiment loin du cœur... de l'action.

Dans les pays et les situations dans lesquels l'inégalité des genres fait que femmes et filles sont déjà considérées comme des citoyennes de seconde zone, le fardeau supplémentaire que représente une catastrophe naturelle peut



représenter une menace pour leur sécurité – et même pour leur vie. C'est particulièrement le cas pour les adolescentes qui sont vulnérables non seulement à cause de leur sexe, mais aussi à cause de leur âge.

Définition de « catastrophe »

Catastrophe: Grave perturbation dans le fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant des pertes et des conséquences humaines, matérielles, économiques ou environnementales étendues et dont l'ampleur est telle que la communauté ou la société associée ne peut faire face grâce à ses seules ressources.

Les catastrophes peuvent provenir de facteurs naturels ou humains, ou d'une combinaison des deux. Elles peuvent survenir soudainement (déclenchement soudain), comme dans le cas du tremblement de terre de 2010 en Haïti, ou elles peuvent être chroniques (gestation lente), comme par exemple les crises alimentaires du Sahel et de la corne de l'Afrique de 2010 à 2013.

SYNTHÈSE

Ce rapport présente une analyse des divers effets que peuvent avoir les différentes étapes d'une catastrophe sur les droits des filles, qui ne sont pas tous nécessairement négatifs. Il s'appuie sur le cadre des quatre catégories de droits mentionnés dans la convention relative aux droits de l'enfant – la survie, la protection, le développement et la participation – et étudie la façon dont ils peuvent s'appliquer aux adolescentes en zone sinistrée. Bien que nous nous intéressions plus particulièrement aux catastrophes naturelles, nous avons pu établir des parallèles avec les effets des situations de conflit, que nous examinerons également.

Dans le chapitre d'introduction, nous définirons le contexte et montrerons à quel point les adolescentes sont vulnérables au cœur d'une catastrophe naturelle, mais exposerons aussi leur capacité de résistance extraordinaire durant toutes ses phases. Nous étudierons la relation directe entre la façon dont elles sont traitées dans l'urgence et leur absence de statut et de pouvoir de décision sur leur propre vie dans des circonstances « normales ». Nous avançons le fait que les droits et le bien-être des adolescentes sont la responsabilité de la communauté humanitaire. Et dans cette optique nous appelons à ce que l'aide humanitaire soit restructurée de façon à prendre en compte leur besoins.

Dans le chapitre 2 sur la survie, nous examinerons la façon dont les inégalités de genre affectent les adolescentes en zone sinistrée au point de mettre leur vie en danger. Nous expliquerons les effets psychologiques des catastrophes sur les adolescentes, et démontrons que leurs droits, y compris en terme

de santé reproductive et sexuelle, ne sont souvent pas pris en compte. Nous étudierons les problèmes qui découlent de l'insuffisance d'équipements sanitaires et de l'absence de dispositions au niveau des menstruations. Nous examinerons les services de planning familial et de maternité et les problèmes découlant des catastrophes, des maladies sexuellement transmissibles au VIH. Enfin, nous présenterons les façons dont on peut impliquer les adolescentes dans des activités qui contribuent à l'amélioration de la santé par le biais de l'apprentissage de la prévention et de la protection.

Dans le chapitre 3 sur la sécurité et la protection, nous exposerons la façon dont le risque de violence, y compris de violence sexuelle, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer, augmente durant les catastrophes, et dont les adolescentes peuvent être plus particulièrement vulnérables de par leur âge et leur sexe. Nous examinerons les stratégies d'adaptation qui ne font qu'aggraver les choses telles que le mariage précoce ou la sexualité transactionnelle. Nous expliquons pourquoi il est difficile pour les filles de parler de maltraitance. Nous donnerons des exemples de bonne pratique et mettrons en avant ce que les gouvernements, les donateurs et la communauté humanitaire peuvent faire pour protéger les adolescentes en situation de catastrophe.

Le chapitre 4 se concentre sur le développement et, en particulier, sur l'éducation et l'apprentissage des filles lors de catastrophes. Nous examinerons l'importance de l'éducation pour les filles, que ce soit la scolarité formelle ou l'apprentissage de techniques de réduction des risques de catastrophe et de compétences qui

2 Pourquoi se concentrer sur les adolescentes ?

« Si les acteurs humanitaires n'investissent pas temps et efforts dans la compréhension des dynamiques d'une crise du point de vue du peuple affecté, les aides ne pourront jamais prétendre à être efficaces ou à avoir un impact durable. »

Index de réponse humanitaire 2011³

Ce rapport montrera en détail les façons dont le système humanitaire néglige les adolescentes et les raisons de ce désintérêt. Il néglige de les comptabiliser ; il néglige de prendre en compte leurs besoins spécifiques ; il néglige d'écouter ce qu'elles ont à dire et de les impliquer dans des décisions qui les affectent. Les adolescentes ont des besoins spécifiques de protection, de soins de santé, d'éducation et de participation qui souvent, en situation d'urgence, ne sont ni pris en compte, ni reconnus.

Au sein du discours sur les droits internationaux de la personne, les filles se voient assigner des droits en vertu du fait



File d'attente pour des vivres dans un camp à Mogadiscio.

que ce sont des femmes ou des enfants et par là même dans le respect des droits de la femme ou de l'enfant au travers de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et de la convention relative aux droits de l'enfant (CIDE). Selon cette dernière convention, trois des quatre principales catégories de droits qui sont les plus applicables aux adolescentes – les droits à la protection, au développement par le biais de l'éducation,

Inondation au Malawi.

pourront les protéger. Nous examinerons les raisons pour lesquelles les filles quittent l'école lors des catastrophes. Nous étudierons la possibilité d'une petite fenêtre d'intervention, juste après une catastrophe, qui permettrait aux adolescentes d'accéder à l'éducation, à la formation, et à un surcroît de choix dans leur vie. Cette fenêtre se referme vite. Mais elle peut aussi être utilisée par la communauté humanitaire pour que le travail sur les catastrophes dépasse le principe du « primum non nocere » (d'abord, ne pas nuire) et développe des nouvelles compétences pour s'adapter à un avenir plus exposé aux catastrophes.

Dans le **chapitre 5**, nous nous intéresserons à la participation des adolescentes à la réduction des risques

de catastrophe (RRC) et au rôle positif qu'elles peuvent jouer. Nous examinerons les raisons pour lesquelles les filles ne sont pas écoutées, en particulier lorsqu'elles ont un handicap, qu'elles sont issues d'une minorité, ou qu'elles ont une orientation sexuelle différente. Ce rapport met aussi en avant des histoires et des citations d'adolescentes qui ont montré leur résistance au cœur même de ces circonstances difficiles ; par exemple, en s'impliquant dans un travail de monitoring ou en aidant à mettre en place des mécanismes de plainte. Ainsi, elles ont aussi été à même de mettre au défi les organisations humanitaires de se mettre et mettre leur travail davantage au service des filles.

Finalement, le chapitre 6 présentera un plan d'action et des recommandations spécifiques pour les donateurs, les gouvernements ainsi que pour la communauté humanitaire qui en ce sens les tiendra responsables de l'amélioration des mesures. Pour donner plus de visibilité aux filles en situation de catastrophe, mais aussi pour les maintenir hors de danger, les décideurs doivent écouter ce qu'elles ont à dire et leur permettre de jouer un rôle dans la prévention des catastrophes et les programmes de réduction des risques. Ils doivent allouer des subventions et se préoccuper séparément des besoins des filles par rapport à ceux des garçons et des femmes. Et ceux qui travaillent dans l'humanitaire doivent être conscients de leurs responsabilités envers les fillettes et jeunes filles, reconnaître la contribution qu'ils peuvent apporter, et se rendre compte que s'ils continuent à les ignorer, les objectifs de développement tels que l'égalité des sexes et une éducation de qualité pour tous ne seront jamais atteints.



Banda Aceh, après le tsunami.

et à la participation – font aussi partie des plus faibles priorités et sont souvent celles qui obtiennent le moins de financement dans la communauté humanitaire. C'est parce que ces droits ne sont pas considérés comme étant d'un secours immédiat, comme la nourriture, l'eau et un abri. Cependant les preuves rassemblées dans ce rapport montrent bien que, pour de nombreuses adolescentes en zone sinistrée, leur importance est réelle.

Bien que les adolescentes restent invisibles dans les situations de catastrophe, la question du genre - qui devrait relever des hommes et des femmes et de la relation entre eux, mais qui souvent ne s'applique qu'aux femmes - commence à attirer un peu plus d'attention. Par exemple, le Comité permanent interorganisations (CPI), outil principal de la coordination inter-agences dans l'aide humanitaire, a introduit une « Notation Genre » en 2010 pour effectuer un suivi des allocations selon leur rapport avec la parité dans les projets humanitaires et ainsi encourager à l'égalité des sexes. Cette initiative s'aligne avec des actions similaires engagées par l'OCDE/ CAD, le PNUD et l'UNICEF. Le CPI a également nommé des conseillers sur l'égalité des sexes pour des urgences spécifiques. 4,5,6 Enfin, la journée internationale de la prévention des catastrophes de 2012 a mis en exergue la

nécessité pour les femmes et les filles « d'être au premier plan de la prévention des risques et de la gestion des réponses mondiales face aux catastrophes naturelles ».⁷

Mais les choses avancent lentement, et la plupart de ces changements ne prennent pas en compte les causes sous-jacentes de l'inégalité des sexes. Ainsi, quand le monde humanitaire est confronté à une catastrophe de grande ampleur, les besoins des femmes et des filles – et ceux des adolescentes en particulier – ont toujours tendance à être considérés aprèscoup, et le rôle actif qu'elles jouent souvent avant, pendant et après des catastrophes passe

Sri Lanka.



PLAN

inaperçu dans la communauté humanitaire.⁸ En pratique, pour ce qui est des conditions à remplir pour que les donateurs incorporent le principe de genre dans le travail sur les catastrophes, il s'agit encore souvent de « cocher des cases ».⁹

Même quand la communauté humanitaire prend en compte le genre, elle se sert rarement d'une analyse qui fasse le distinguo entre les âges ou d'autres indicateurs sociaux. Filles et garçons sont simplement désignés par « enfants » et adolescentes et ieunes femmes se retrouvent inclues dans les catégories plus générales « enfants » ou « femmes ». Il est dès lors impossible de considérer séparément les différents besoins des adolescents selon qu'ils sont plus jeunes ou plus âgés, ou ceux des adolescentes par rapport aux adolescents. À moins que les organisations humanitaires ne sachent combien d'hommes et combien de femmes ils aident, sans même parler du nombre de filles et du nombre de garçons, il leur est difficile de savoir comment réagir aux besoins spécifiques de ces groupes.¹⁰ Cependant une enquête sur le contrôle et l'évaluation dans le secteur humanitaire en 2011 a montré que seulement 37 d'un échantillon total de 1680 indicateurs - environ 2 % - ont été répartis par sexe, ce qui montre que la ventilation est la première faille de l'évaluation.11

Lorsque les stratégies nationales et internationales tiennent bien compte des différents groupes de population atteints par les interventions humanitaires - les filles, garçons, femmes et hommes de tous âges - tout le monde y trouve son compte. Dans des situations de catastrophe ou de conflit, les adolescentes et adolescents ont chacun besoin de leur propre approche adaptée. C'est l'occasion de renforcer les résistances et de promouvoir une croissance économique et une stabilité à plus long terme pour les familles. Les adolescentes ne sont pas simplement des victimes. Elles sont résistantes; elles font preuve d'initiative; elles peuvent montrer la voie à leur communauté et à d'autres jeunes gens, par exemple au niveau de l'atténuation des effets des catastrophes et de leur planification. Elles ont simplement besoin du soutien qui leur est dû, comme un meilleur accès aux informations vitales et appropriées qui leur font défaut ainsi que la possibilité de prendre part aux décisions.

C'est un défi majeur que d'encourager la communauté humanitaire à se concentrer sur les adolescentes alors que l'attention portée sur l'égalité des sexes est encore relativement récente, et que les besoins spécifiques des enfants de tous âges, y compris les pré-ados et jeunes en début d'adolescence, sont tellement négligés. Selon Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée



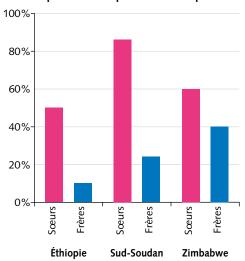
Un camp de Port-au-Prince, Haïti.

des affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence : « Comprendre les besoins singuliers des femmes, des filles, des garçons et des hommes est la responsabilité de tous les travailleurs de l'humanitaire. Sans cela, nous échouerons dans notre responsabilité envers les personnes que nous cherchons à aider. Nous ne pouvons plus repousser le moment de faire ce qui doit être fait. »¹²

RECHERCHE PRIMAIRE: LES ADOLESCENTS PENSENT QUE LES FILLES SONT PLUS AFFECTÉES PAR LES CATASTROPHES QUE LES GARÇONS¹³

Il y a très peu de recherche centrée sur les adolescents, filles ou garçons, lors des catastrophes, ce qui explique que nous ayons commissionné la recherche primaire qui sera représentée tout au long de ce rapport. Pour ne citer qu'un exemple, nous avons demandé à 48 adolescentes et à 48 adolescents en Éthiopie, au Sud-Soudan et au Zimbabwe si c'étaient leurs frères ou leurs sœurs qui étaient les plus affectés par les catastrophes. ¹⁴ Dans les trois pays, la réponse était : les sœurs (voir graphiques ci-dessous). En Éthiopie et au Sud Soudan, les chefs de famille en sont arrivés à la

Enquête sur les adolescents : quels enfants sont les plus affectés par les catastrophes?



même conclusion, quoique marginalement moins que les adolescents. En Éthiopie, les raisons les plus fréquemment données étaient le surcroît de travail pour celles-ci, leur « faiblesse » physique, les attitudes à l'égard des filles, le manque d'opportunités, la vulnérabilité vis-à-vis de la maladie et du mariage précoce.

Les adolescents : un cas à part

Les adolescents, filles ou garçons, peuvent être ignorés durant les sinistres parce qu'ils ne rentrent pas dans une catégorie reconnue : par exemple, les jeunes en milieu ou fin d'adolescence ne sont plus des enfants mais ne sont pas encore des adultes, même s'ils ressemblent physiquement à des adultes et sont fréquemment traités comme tels. Lors des catastrophes, ils peuvent être forcés d'assumer un rôle d'adulte au moment-même où les personnes et les structures qui sont normalement en place pour les conseiller et les protéger font défaut. Ils n'ont pas la maturité cognitive, émotionnelle ou psychologique qui leur permettrait de faire face de la même façon que les adultes - bien qu'ils aient une énergie, de l'enthousiasme et des idées qui pourraient s'avérer essentiels pour aider leur famille et la communauté toute entière à se remettre après un cataclysme.

Dans certaines sociétés, les adolescents sont déjà placés dans la catégorie adulte une fois la puberté atteinte, bien que d'après la recherche il s'avère que tandis que les premières années ont une importance capitale dans le développement du cerveau, même

en fin d'adolescence, les cerveaux des jeunes continuent à établir des connections essentielles pour les aider à apprendre à traiter avec le monde extérieur. La société et la communauté au sens large dans lesquelles ils vivent, et les circonstances dans lesquelles ils se trouvent, ont une influence capitale sur les adultes qu'ils deviendront. Les risques pris durant les années d'adolescence - rapports sexuels non-protégés, addiction à la drogue ou à l'alcool, par exemple - ont des implications pour le reste de leur vie, et même celle de leurs futurs enfants. Par contre, des expériences positives – comme de bons modèles, une éducation adaptée et de qualité, des services de santé ciblés, une aide aux familles et aux communautés, et un environnement général positif, ainsi que des mesures efficaces pour les protéger – peuvent avoir des effets bénéfiques à long terme.15

Qui sont les adolescents?

La convention des Nations unies sur les droits de l'enfant définit un enfant comme une personne âgée de moins de 18 ans. Bien que l'adolescence soit difficile à définir, d'autant plus que les expériences individuelles de la puberté varient considérablement, on comprend en général par « adolescent » une personne entre 10 et 19 ans, qu'on distingue par tranches d'âge : « jeune adolescence » (10 à 14 ans), mi-adolescence (15 à 16 ans) et « fin d'adolescence » (17 à 19 ans). Dans ce rapport, nous parlerons de « fille » jusqu'à l'âge de 18 ans et de « jeune femme » jusqu'à 24 ans.

Préparation du riz dans un camp de réfugiés au Burkina Faso.



3 Une question de vie ou de mort : la double discrimination de l'âge et du sexe

« Les catastrophes ne font pas de discrimination, mais les gens oui... Les catastrophes renforcent, perpétuent et augmentent les inégalités sexuelles, en faisant empirer des situations déjà difficiles pour les femmes. »

Pour l'égalité des sexes dans la prévention des catastrophes : politiques et conseils pratiques¹⁷

Les catastrophes et les crises ont un effet négatif sur toutes les personnes concernées. Il y a des morts et des blessés, les gens perdent leur famille et leurs moyens de subsistance. Mais si on est de sexe féminin, et en particulier si on est adolescente, on encourt de plus gros risques qu'en étant de sexe masculin ; en particulier dans les sociétés où les filles sont déjà désavantagées par rapport à leurs frères. La raison peut se résumer en un seul mot : le pouvoir.

C'est cette impuissance relative des femmes et des enfants de bien des sociétés qui les rend plus vulnérables durant les catastrophes. Même si souvent il n'est pas fait de distinction entre femmes et filles ou entre garçons et filles, en général, des études ont montré que femmes et enfants ont 14 fois plus de risques de mourir dans une catastrophe que hommes.18 Une étude au Pakistan a établi que 85 % des personnes déplacées par les inondations de 2010 étaient des femmes et des enfants.19 Pendant le tsunami d'Asie du Sud-est de 2004, il y a eu jusqu'à 45 000 victimes de plus chez les femmes que chez les hommes pour des raisons diverses, y compris le fait que beaucoup d'hommes étaient sur leur bateau pendant que les femmes étaient à la maison, et que beaucoup de femmes ne savaient pas nager. 20,21

Une recherche de la London School of Economics (LSE) portant sur 141 pays a fait ressortir que les garçons recevaient généralement un traitement préférentiel par rapport aux filles lors des sauvetages.²² On y trouve le poignant récit d'un père « qui, ne pouvant empêcher à la fois son fils et sa fille d'être emportés par un raz-de-marée au milieu du cyclone de 1991 au Bangladesh... lâcha sa fille parce que « [ce] fils devait perpétuer la lignée familiale » ».

Les bébés filles sont plus susceptibles de mourir que les garçons en période de marasme économique, ce qui est souvent le cas après une catastrophe majeure.²³ Une étude de la Banque mondiale portant sur 59 pays en voie



de développement a établi qu'une baisse de 1% du PIB par tête augmente la mortalité infantile moyenne de 7,4 morts pour les filles par rapport à 1,5 pour les garçons.²⁴

Bien que ce soient souvent les femmes et les filles qui encourent le plus de risques au cours des catastrophes, si les hommes sont forcés de jouer un rôle traditionnellement « masculin » lors d'une catastrophe cela peut aussi entraîner la mort : par exemple durant l'ouragan Mitch au Nicaragua en 1998 il y a eu plus de morts d'hommes que de femmes parce qu'ils étaient dehors à essayer de secourir les autres.²⁵

Pour beaucoup d'adolescentes, qui ont peu de pouvoir dans la société et peuvent être dévaluées par rapport à leurs frères, une grande catastrophe ne fait qu'ajouter aux désastres auxquels elles sont confrontées dans leur vie Deuxième vague d'inondations au Pakistan.

Sabita, 16 ans, avec son bébé de huit mois.



quotidienne: mariage précoce, discrimination, violence ou maltraitance. Dans le monde entier, plus d'un quart des filles connaissent l'abus sexuel et la violence; 66 millions d'entre elles ne sont toujours pas scolarisées; et dans le monde en développement, une sur trois est mariée avant d'avoir 18 ans. 26,27,28

Le chaos entraîné par une inondation ou un tremblement de terre, ou la lente destruction de la santé et de la subsistance entraînée par des pénuries alimentaires chroniques mettent encore davantage les adolescentes en péril. Elles sont invisibles parce qu'elles restent dans l'ombre, parfois confinées au fover dans des sociétés dans lesquelles cela est considéré comme une mesure de protection – et de contrôle. Lors d'une catastrophe, cette « invisibilité de protection » peut réduire dangereusement les capacités de ces filles à se mettre à l'abri et limite leur accès à un savoir salutaire. Par exemple, elles peuvent ne pas être au courant des mesures de planification des risques ou ne pas entendre les signaux d'alerte précoce, ou bien ne pas avoir été inclues dans un programme de réduction des risques de catastrophe (RRC). Dans de nombreuses cultures, les adolescentes ont peu de pouvoir de décision et ne savent pas grand-chose de leurs droits. Ces droits sont habituellement ignorés par les organisations et les communautés humanitaires qui partent du principe que les besoins de la collectivité en général - à savoir, le plus souvent, des « hommes » – sont les besoins de tous.

Lorsque les adolescentes obtiennent de la visibilité, cela peut améliorer leur accès à l'aide et mettre en valeur leurs compétences de leadership, mais peut aussi les exposer davantage à l'exploitation et aux abus sexuels. Comme nous le montrerons dans ce rapport, même si la maltraitance peut intervenir à la maison, dans une situation d'urgence sortir de chez soi seule pour aller chercher de l'eau ou pour rechercher un emploi, ou simplement le fait de trouver un endroit où aller aux toilettes en privé peut impliquer un risque d'abus ou de harcèlement sexuel, ou même de viol et d'enlèvement.

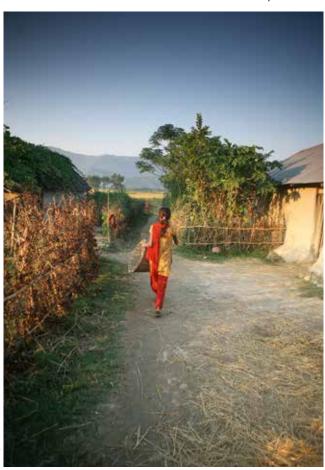
« Pendant et juste après un sinistre, on doit travailler à la journée pour gagner un peu d'argent. On doit supporter les regards concupiscents des propriétaires et d'autres hommes qui nous emploient de temps en temps comme journalières agricoles. C'est aussi une forme d'abus sexuel, la façon dont ils nous traitent. »

Des filles du village de Babiya, au Népal²⁹

Les adolescentes dont les parents ne peuvent pas s'occuper, parce que les familles sont

séparées ou parce que les adultes référents ont été tués, sont plus particulièrement exposées. Elles peuvent être recueillies par des inconnus, ou se retrouver sans adulte responsable, ou chargées des plus jeunes membres de la famille. Talia, une jeune femme soudanaise qui s'est trouvée prise dans les hostilités, raconte sa terreur lorsqu'elle a cru perdre sa mère : « J'ai réalisé que ma mère était restée derrière. C'était trop dangereux de faire demi-tour, mais un peu plus tard je l'ai retrouvée dans la forêt. Quand je l'ai vue je n'ai pas pu m'arrêter de pleurer. J'étais tellement contente. Mais quand je me suis retournée et que j'ai vu qu'il y avait d'autres personnes que je connaissais qui avaient perdu leur mère ou leur père, un fils ou une fille, i'ai été vraiment triste pour eux. »30 Dans de telles circonstances, beaucoup de filles font preuve d'initiative, comme cette ieune fille de 16 ans de Nagapattinam, en Inde: « Le jour du tsunami, j'ai attrapé le nouveauné et j'ai pris les deux petits et j'ai couru sur la terrasse de ma maison quand l'inondation a commencé, »31

Népal.





FAIRE FACE DANS LES MOMENTS LES PLUS DIFFICILES

Reportage de Nikki van der Gaag dans les villages du Pakistan sur l'expérience d'une inondation vécue par une fille.

Quand les pires inondations jamais connues de mémoire d'homme ont frappé le Pakistan en 2010, aucune des femmes et filles de Basti Mohana Wali n'était préparée. Elles continuaient leur routine, allaient chercher de l'eau, faisaient la lessive, préparaient le dîner. Même quand la radio a transmis des avertissements spécifiques, elles sont restées sur place, pensant que les digues contiendraient les eaux et qu'elles seraient à l'abri. Dans d'autres villages, c'était la même chose.

Elles ne pouvaient pas se tromper davantage. Quand le mur d'eau est arrivé il y a eu une effroyable ruée pour attraper ce qu'elles pouvaient – principalement leurs enfants et parents plus âgés.

Farzana, 12 ans, nous a dit: « Dans l'inondation, tout a été emporté, les maisons, les arbres, les affaires, les poules... » Safia, 16 ans, a eu du mal à parler de ce qui s'était passé. « Ça, c'est mon chien », a-t-elle dit, en montrant du doigt une forme dans le dessin qu'elle avait fait pour représenter l'inondation. « J'adore les chiens. Mon chien a été emporté. »

Beaucoup de gens se sont noyés, eux aussi. Presque tout le monde a perdu toutes ses affaires. À Basti Mohana Wali, l'eau a englouti les toits des maisons de terre et a mis des semaines à se retirer. Deux ans après, et cela malgré les aides gouvernementales et le travail acharné de la population, la plupart ont à peine eu assez d'argent pour reconstruire une pièce là où il y en avait deux ou trois auparavant. Cette pièce-là doit contenir toute la famille – qui peut inclure les grands parents, tantes et oncles ainsi que les enfants et leurs parents.

Plus de 30 % de la population du Pakistan vit en-dessous du seuil de pauvreté. 32 Dans les zones rurales c'est encore pire : au Balochistan cela représente 52 % de la population. 33,34 Le niveau d'alphabétisation



Des filles de Basti Mohana Wali

Dessin de Safia. est bas – plus de deux fois plus de femmes et de filles que d'hommes et de garçons ne savent ni lire ni écrire. Il y a très peu d'écoles pour filles. Dans beaucoup de villages il n'y a pas d'électricité et l'eau aussi peut être un problème. Les pompes sont souvent cassées ce qui fait que les femmes doivent souvent parcourir de longues distances simplement pour aller chercher de l'eau. De plus, les routes menant aux zones les plus isolées sont souvent impraticables et généralement dangereuses, de sorte que le taux de mortalité maternelle est élevé parce que les femmes ne peuvent pas accéder à la clinique ou à la maternité à temps.

La vie est dure, en particulier pour les femmes et les filles, même en temps normal. Mais hommes et femmes s'accordent à dire que pendant les inondations de 2010, c'est pour les filles et les jeunes femmes que c'était le plus dur. Les hommes n'étaient pas là et les filles devaient aider leur mère à garder les enfants et les plus âgés, s'occuper des malades et chercher de la nourriture à cuisiner. Beaucoup d'entre elles passaient des jours sur la digue, le point le plus haut de cette région, sans la moindre intimité même pour aller aux toilettes. Apa Khursheed, ancienne enseignante et organisatrice communautaire relocalisée par les inondations, nous a déclaré : « Les filles et les femmes n'ont pas eu le temps de prendre des serviettes hygiéniques et des vêtements de rechange et elles n'avaient rien pour repriser ce qu'elles portaient qui était tout déchiré. Je me souviens d'une jeune femme qui serrait son bébé contre sa poitrine. C'était parce qu'elle avait peur d'être séparée de lui, mais aussi parce que son haut avait un énorme trou. »



Safia, 15 ans, a raconté : « Nos vêtements sont devenus vieux et se sont mis à sentir mauvais. On n'avait pas de chaussures pour marcher dans l'eau et on a eu les pieds infectés. »

Les femmes s'inquiétaient surtout pour leurs filles adolescentes. Zareena parlait au nom de bien d'autres femmes en disant : « Les filles ne peuvent pas survivre dans des espaces à découvert ; c'est très difficile de s'occuper de jeunes filles dans une situation de catastrophe. Non seulement il n'y a rien à manger et rien pour se vêtir, mais tandis que les garçons peuvent se déplacer pour aller voir des parents qui peuvent les garder, les filles, elles, ont besoin d'un homme pour s'occuper d'elles. Elles ne peuvent pas se déplacer toutes seules. »

Dans une culture dans laquelle les hommes décident de ce que femmes et filles peuvent faire ou ne pas faire, et où peu d'entre elles, dans les milieux ruraux, sont scolarisées, ou même écoutent la radio, on refuse aussi aux filles l'apprentissage de compétences de base essentielles à la survie qui pourraient leur être utiles en cas de catastrophe, comme de savoir nager ou même de courir.

En fait, pour certaines filles, vivre dans un camp aura été source d'opportunités qu'elles n'auraient peut-être jamais eues. Elles ont pu rencontrer d'autres filles du même âge, découvrir d'autres points de vue sur la vie. Elles ont reçu une formation pour les préparer à l'éventualité d'une catastrophe et même sur la santé et l'hygiène. Certaines ont appris à lire et à écrire. Les filles de Basti Mohana Wali sont fières d'avoir aidé à reconstruire leur maison. Tahira, 13 ans, nous a dit : « Tout a été détruit, même les arbres. J'ai aidé à reconstruire notre maison. J'ai fait la cuisine pour les maçons. »

Rabia, 10 ans, a déclaré fièrement qu'elle avait porté la terre pour reconstruire la maison de sa famille. Mais les filles qui ont bénéficié de cours supplémentaires et de nouvelles opportunités sont nombreuses à être à nouveau confinées dans leur foyer et sont susceptibles de se marier jeunes et de reproduire la vie de leur mère et de leur grand-mère avant elles.

Hajani Hawa, une des doyennes du village de Haji Sattar Dino Taandio dans le quartier de Thatta, Sindh, nous a confié: « Le plus dur [maintenant] c'est l'absence d'école, en particulier pour les filles, et le fait qu'on n'a ni électricité ni transport. Si on nous donne ça, on pourra s'en sortir même dans les périodes les plus difficiles. »



Des enfants éteignent un feu de broussaille en Australie.

L'impact des rôles traditionnels n'est pas avéré que dans le monde en voie de développement, comme le souligne Briony Towers, chercheuse associée à l'Institut royal de technologie de Melbourne : « En général, ce sont les hommes et les garcons qui rejoignent la brigade de pompiers volontaires, ce qui fait qu'ils ont davantage d'opportunités d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques. Ensuite lorsqu'un feu de broussailles se produit, ce sont eux qui s'impliquent activement dans l'effort pour lutter contre le feu, alors que les femmes et les filles sont souvent reléguées à la maison où elles sont exposées aux dangers sans avoir les connaissances ni les compétences pour se protéger. Bien que cette culture soit en train de changer doucement, il va falloir un long moment avant que les inégalités hommes-femmes ne disparaissent définitivement du paysage de la gestion des feux de broussailles. »35 Selon les auteurs de cet article sur la question du genre en relation avec les feux de broussailles : « Les guestions de différence entre les sexes sont susceptibles de demeurer invisibles au sein des politiques et pratiques sécuritaires autour des incendies de broussailles à moins que les structures et mentalités patriarcales traditionnelles sur la gestion de ces feux ne soient remises en cause à la maison, au sein-même des collectivités, dans les médias, ainsi que dans les systèmes de service d'urgence. »36

QUAND IL PLEUVAIT DES FLAMMES : UN FEU DE BROUSSAILLES AUSTRALIEN VU PAR UNE ADOLESCENTE³⁷

Tess Pollock raconte sa version du feu de broussailles qui a eu lieu à Kinglake, état de Victoria. en 2010.

Lorsque nous avons vu notre montagne en flammes, nous savions qu'elle était vraiment en train de brûler... et que ça venait droit sur nous. Nous avons mis des vieux jeans et des pulls par-dessus nos maillots de bain et mis des seaux d'eau dehors, autour de la maison. Nous avons essayé d'appeler nos voisins pour leur dire ce qui se passait et les avertir que nous allions rester pour protéger la maison. Après quelques appels ça ne répondait toujours pas. Nous nous sommes dit qu'ils devaient être déjà partis. Après ça, la ligne de téléphone a été coupée.

Après, ce qui s'est passé était comme dans un film muet. Le seul son qui me revienne c'est quand j'ai crié pour dire à maman que j'avais trouvé le premier tison. J'étais terrifiée. Je ne pouvais pas bouger. J'étais debout dans la véranda de derrière, je regardais maman faire des allers-retours en courant depuis la piscine avec l'arrosoir. J'avais un seau et une serpillère à côté de moi et je savais qu'il fallait que je suive ses instructions. Les braises s'accumulaient doucement devant moi. Je les éteignais au fur et à mesure qu'elles tombaient.

J'étais complètement hystérique. Je pensais qu'on avait vu le pire. Mais le ciel s'est assombri d'un coup et de l'écorce et des branches enflammées se sont abattues sur nous. Maman a crié qu'on devait rentrer. Nous avons couru dans la maison et avons fermé les portes. Dehors il pleuvait des flammes dans le ciel. C'était comme des météores qui tombaient de l'espace. L'enfer s'était déchainé sur Kinglake. Nous avons regardé depuis l'intérieur de la maison et attendu que la boule de feu nous encercle puis passe au-dessus de nous. Pendant 10 minutes nous avons été secouées par une peur absolue. J'ai beau essayer, je n'arrive pas à me souvenir des bruits qu'il devait v avoir. On m'a dit que c'était comme le tonnerre qui grondait sur nous. Mais maman et moi nous nous souvenons du silence.

Quand le danger a semblé être écarté, je me suis sentie épuisée. Maman et moi on s'est allongées au milieu du salon. J'avais l'impression que Kinglake avait été détruit. Mais nous avions survécu.

4 « Revenir à la normale » : le contexte international des catastrophes pour les adolescentes

« Après un typhon les gens ont besoin d'aide pour revenir à la normale. Il leur faut de l'aide pour se remettre, pour trouver à manger, un abri et de l'eau, mais les gens ont surtout besoin d'aide pour retrouver leur vie. Avec l'école et des emplois, on peut recommencer une nouvelle vie. »

Sheila, 17 ans38

« Les mesures qui intègrent les principes de l'égalité des sexes, font en sorte que l'aide soit concentrée sur la jeunesse, et investissent dans la prévention et les plans d'urgence sont toutes rentables. »

> Hansjoerg Strohmeyer, chef de la branche d'études des politiques de développement de l'OCHA³⁹

Alors pourquoi est-il important de réexaminer la façon dont la communauté humanitaire aborde les besoins des adolescentes dans les catastrophes ?

Tout d'abord, parce que le nombre de catastrophes est en augmentation : il y en avait 90 par an dans les années 1970 et il y en a eu presque 450 par an dans la dernière décennie.⁴⁰ Les avis d'experts diffèrent mais parmi les raisons on trouve le changement climatique, l'urbanisation rapide, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.⁴¹

Au fur et à mesure que les catastrophes augmentent, il est encore plus important de mettre l'accent sur la prévention. Il n'y a pas de statistiques spécifiques sur les filles, encore moins sur les adolescentes mais, par exemple, au Bangladesh, la création de systèmes d'alerte précoce, d'abris anticyclone et autres mesures de prévention des risques ont sauvé des dizaines de milliers de vies. Les investissements font une énorme différence : depuis 1995 le Japon dépense environ 1 % de son budget annuel à des mesures permettant de réduire les effets des catastrophes, avec pour résultat un nombre de morts s'élevant à 6 434 après le grand tremblement de terre de Köbe comparé au séisme du Cachemire de 2005 qui avait fait 75 000 victimes⁴². Pourtant dans les cinq dernières années les dépenses allouées à la prévention des risques de catastrophe se sont limitées à seulement 1 % des 150 milliards de dollars dépensés dans les 20 pays recevant le plus d'aide humanitaire, ce qu'un rapport a qualifié de somme « lamentablement réduite ».43 Une part encore moindre de cet argent est employée à responsabiliser



Camp de réfugiés au Burkina Faso.

les groupes les plus vulnérables tels que les adolescentes pour endiguer les risques toujours croissants de catastrophe.

Deuxièmement, nous savons que les catastrophes affectent implacablement les pays et les populations qui sont le moins en capacité de les gérer : neuf catastrophes sur dix et 95 % des victimes de catastrophe adviennent dans des pays en voie de développement.44,45 Les populations défavorisées sont celles qui souffrent le plus, que ce soit pour une catastrophe particulièrement sévère, comme le tsunami de 2004 dans l'Océan Indien ou pour des cataclysmes chroniques, comme par exemple les récoltes désastreuses et les pénuries alimentaires du Sahel et de la corne d'Afrique entre 2010 et 2012. Cela a toujours été le cas mais la situation atteint un point de plus en plus critique à mesure que les populations, en particulier les plus jeunes, augmentent. Les moins de 25 ans forment maintenant 44 % de la population mondiale. Dans les pays en développement, la proportion d'enfants et de jeunes n'a jamais été aussi élevée : 1,6 milliards et un milliard, respectivement. Sur toute la population féminine en âge de procréer, une personne sur cing est une adolescente entre 10 et 19 ans.46

Pour ces enfants et ces jeunes, les effets adverses des catastrophes peuvent durer jusqu'à la fin de leurs jours, comme le relève le rapport des Nations unies sur le développement humain : « La malnutrition n'est pas un mal dont on se débarrasse lorsque revient la pluie ou que les eaux des inondations se retirent.

Elle crée des cycles de faiblesse que les enfants porteront avec eux tout au long de leur vie. »⁴⁷

Les effets à long terme d'une catastrophe sur les enfants sont qu'ils abandonnent l'école, qu'ils ne retrouveront jamais le poids qu'ils ont perdu lorsque la nourriture manquait, que leur santé à long terme est affectée, et que leurs capacités intellectuelles sont altérées. Une étude sur des enfants qui avaient vécu des pénuries alimentaires à l'âge de 12 ans a mis à jour un lien avec une détérioration de la santé et du bien-être à l'âge de 15 ans.⁴⁸

Ce qui nous amène au troisième point, à savoir que ce qui arrive aux adolescentes durant les catastrophes est à la fois prévisible et évitable, et ainsi représente une violation de leurs droits devant la loi. Comme nous le démontrerons dans ce rapport, il existe des directives, mais elles sont souvent ignorées. « L'égalité des sexes n'est ni un luxe ni un privilège », selon un article interorganisationnel de 2012 sur l'égalité entre les sexes et la sécurité. Celle-ci est ancrée dans des cadres juridiques internationaux qui comprennent : le droit international des droits de l'homme, les droits de la femme et les droits de l'enfance.⁴⁹

Quatrièmement, en pratique, les communautés de l'humanitaire et du développement travaillent souvent en silos séparés. Cela a un effet négatif sur les groupes comme celui des adolescentes qui peut n'avoir

aucune visibilité dans les deux contextes. Le fossé entre le travail humanitaire et le travail de développement est essentiellement artificiel mais continue d'influencer la portée et l'efficacité du travail dirigé vers des communautés affectées. Selon un rapport⁵⁰ « [Nous avons besoin de plus d'] innovations en rapport à la relation entre l'intervention humanitaire et le renforcement de la résilience, comme les programmes de prévention des risques de catastrophe. » Le débat sur les liens entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (LARD) et la résilience offre une opportunité majeure de prioriser les adolescentes et investir dans leur capacité de résilience pour un développement durable.51

Il est temps de se concentrer sur les adolescentes et de réparer un fossé majeur dans la programmation de l'humanitaire et du développement. En 2015, les Objectifs de développement pour le millénaire et le cadre Hyogo pour la réduction de l'impact et du risque d'accident naturel vont tous deux être reformulés. Dans l'intervalle, une discussion mondiale est en train de se développer autour d'une remise en question du « business as usual » par le biais de la restructuration du développement et de ce qu'on appelle gestion des risques de catastrophe (DRM en anglais).

Les Nations unies (ONU), par le biais de l'agenda transformatif humanitaire du Comité permanent interorganisations (CPI)



File d'attente devant un centre de distribution alimentaire de la Croix-Rouge.

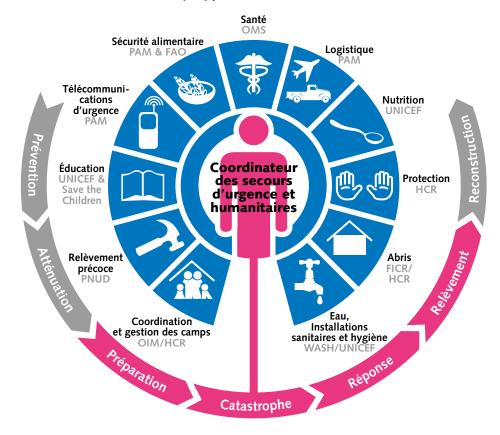
cherchent aussi à consolider la réponse aux catastrophes. Cela serait possible en renforçant le leadership, en améliorant la planification stratégique au niveau du pays concerné, en dépouillant les mécanismes de coordination, et en mettant en valeur la responsabilité. Ces nouveaux mécanismes devront faire en sorte que la nouvelle feuille de route mondiale du développement intègre la gestion du risque en tant que composante fondamentale du développement et contribue au renforcement de la résilience en s'attaquant aux causes fondamentales de la vulnérabilité telles que l'exclusion basée sur le sexe et l'âge. À présent, la réaction humanitaire s'organise autour de 11 « groupes sectoriels » qui comprennent, par exemple, « abris », « eau, installations sanitaires et hygiène », « nutrition », « protection » et « éducation » et qui sont tous liés aux différentes phases d'une catastrophe : prévention, atténuation, préparation, réponse, relèvement et reconstruction.52

Ce rapport soutient que le système courant

dit « de groupes sectoriels », les silos par le biais desquels on délivre l'aide humanitaire, ne fonctionne pas pour les adolescentes. Pour qu'il fonctionne, la coordination sectorielle doit être améliorée et les adolescentes doivent être considérées comme un groupe avec des besoins particuliers.

Il est par conséquent primordial de faire en sorte que les besoins des filles soient présents dans les débats sur les nouvelles structures pour un développement plus résistant et pour l'aide humanitaire car cela affectera la façon dont les catastrophes seront gérées – et dont les adolescentes seront inclues dans le processus – pour les dix prochaines années au moins. C'est l'obligation légale et morale de la communauté humanitaire que de faire en sorte que les 1,2 milliards d'adolescents vivant dans le monde aujourd'hui, filles aussi bien que garçons, grandissent dans des communautés plus sûres et puissent profiter des compétences, savoirs et ressources dont ils ont besoin pour s'épanouir dans un avenir de plus en plus aléatoire.53

Module de référence de l'IASC (CPI) pour la coordination sectorielle⁵⁴





5 « Changer le monde de façon étonnante » – les droits, les risques et la résilience des filles

« [Pendant une catastrophe], les filles peuvent jouer plusieurs rôles même si les gens disent que non. Tout ce qu'un garçon peut faire, une fille peut le faire aussi. »

> Xiomara, jeune femme de 17 ans, à Zapotal, au Salvador⁵⁵

« Avec leur créativité, leur énergie et leur enthousiasme, les jeunes peuvent changer le monde de façon étonnante, et en faire un lieu meilleur non seulement pour eux-mêmes, mais pour tout le monde. »

UNICEF 2002⁵⁶

À l'opposé de la vulnérabilité inhérente aux adolescentes dans les catastrophes, il y a aussi une toute autre histoire à raconter. Comme nous le verrons dans ce rapport, dans les catastrophes, bien qu'on en parle rarement, les adolescentes et les jeunes femmes se sont souvent montrées pleines de ressources et résilientes : elles s'occupent des plus jeunes, des anciens et des malades présents au foyer en l'absence d'adultes, accomplissent des

tâches domestiques concrètes et contribuent aux activités stratégiques qui demandent des compétences et des savoirs qui, normalement, ne sont pas de leur âge.

On ne parle pas ici d'héroïnes en particulier, mais plutôt de reconnaitre le rôle sous-évalué des adolescentes, de les écouter et d'admettre qu'elles ont plus de potentiel qu'on ne le croit pour ce qui est d'aider leur communauté à empêcher une catastrophe, la prévenir et y survivre. Il est aussi important de reconnaître les besoins des adolescentes aux différents stades d'une catastrophe – avant, pendant, et durant les étapes de relèvement, de réhabilitation et de reconstruction, durant lesquelles il y a une possibilité de transformer les rôles et les relations hommes-femmes ainsi que de consolider davantage les efforts pour soutenir l'égalité des sexes.

Cependant beaucoup de stratégies nationales, internationales et organisationnelles dans des environnements post-catastrophe et post-conflit ne reflètent pas la réalité du terrain. La masse des connaissances de la communauté est une ressource vitale, cependant on ne la consulte que rarement, et les opinions des adolescents, en particulier, sont ignorées.

Jeune fille gardant son cousin aux Philippines.

Les débats actuels au sein de la communauté humanitaire portant sur le besoin d'une meilleure qualité et de plus de transparence vis-à-vis des populations affectées représentent une opportunité unique de prioriser les adolescentes, de comprendre leurs vulnérabilités, et de construire à partir de leur résilience, un mot qui est devenu un peu à la mode. Dans le contexte d'une catastrophe, cela signifie la capacité des individus, des foyers, des communautés et des sociétés à supporter, s'adapter à et se remettre des stress et des chocs, et d'en gérer de nouveaux. Les actions menées pour anticiper, atténuer, se préparer à et se remettre d'une catastrophe peuvent contribuer à la consolidation de la résilience à tous les niveaux – que ce soit individuel, familial, communautaire ou national.

Dans le milieu humanitaire, l'agenda de la « résilience » implique un accord entre les agences principales et les organisations en présence – l'ONU, les donateurs, les ONG internationales et certains gouvernements – stipulant que pour la favoriser il faut intégrer des réactions d'urgence à court terme dans des stratégies à plus long terme, exhaustives et intégrées. C'est aussi une démarche rentable, comme le démontre clairement un rapport : « En moyenne, les pays économisent sept dollars en coût de reconstruction par dollar dépensé pour des mesures de réduction des risques. » ⁵⁷

Le droit des adolescentes à la survie, à la protection, à l'éducation et au développement et à la participation doit être reconnu à tous les stades du travail humanitaire. Cela signifie : commencer avant une catastrophe par la préparation, la prévention, l'atténuation et la



Les éléments de base de la construction de l'égalité des sexes et de la résilience pour les adolescentes dans les catastrophes

Résilience, Relèvement et Reconstruction

Égalité des sexes, capacité d'agir, respect pour les adolescentes dans les catastrophes



Protection

Capacités

Communauté

Participation

Réduction des risques de catastrophe et Adaptation au changement climatique

réduction des risques, continuer pendant la phase d'urgence-même, et pendant la phase de relèvement, de réhabilitation et de reconstruction. Cela représente une opportunité de combattre les inégalités basées sur le sexe ou l'âge à l'intérieur de stratégies permettant de reconstruire d'une façon plus efficace, plus sûre et plus équitable.

Ce rapport plaide pour que les adolescentes soient inclues dans les activités de préparation et d'atténuation des effets des catastrophes. Nous démontrons à quel point il est important que le secteur humanitaire reconnaisse et aborde plus sérieusement les droits et les besoins des filles avant, pendant et après les catastrophes, en prenant en compte les propres témoignages des filles. Nous savons que l'adolescence est un moment capital dans la vie d'une jeune personne : elle forme l'adulte qu'elle deviendra plus tard. Si les filles déjà menacées par la pauvreté et les inégalités se font voler ces années-là par les conséquences d'une catastrophe, leur avenir en tant que citoyennes épanouies et productives est loin d'être réalisable. Et ce serait une tragédie non seulement pour chacune de ces filles, individuellement, et leur famille, mais pour nous tous.

AUTONOMISER LES FILLES POUR LEUR GARANTIR UN AVENIR PLUS SÛR, INDONÉSIE⁵⁸

En 2008 Plan international, en partenariat avec l'Institut des études sur le développement de l'Université du Sussex et l'Institut royal de technologie de Melbourne (RMIT), a conduit une étude dans les provinces de Sikka et Rembang en Indonésie pour observer la façon dont les différences de sexes influencent la perception du risque de catastrophe chez les enfants et les adultes.

Cette recherche a déterminé qu'il existait une idée très répandue selon laquelle les opinions des filles et des femmes étaient inférieures à celles des hommes et des garçons. D'après des hommes adultes « les filles ne peuvent pas échapper à une catastrophe », « les filles ne font que crier, effrayées, et elles appellent à l'aide », les filles ne peuvent que « aider à déplacer des choses et des matériaux légers ». Les femmes adultes elles aussi pensaient que les filles étaient moins capables que les garçons de minimiser les risques de catastrophe.

Les chercheurs ont attribué partiellement ces opinions aux origines culturelles et religieuses à dominance patriarcale des communautés interrogées. Pour beaucoup des enfants interrogés à l'époque leur capacité à réduire les risques de catastrophe était limitée : « On est trop jeunes », ont répondu des filles à Wolodhesa, en pays Sikka.

Mais après la participation des filles à un programme de réduction des risques de catastrophe, il a été observé des changements remarquables au niveau de leur perception du risque et de leur capacité à l'aborder. Les filles ont fait état des risques menacant localement leur communauté et ont montré une vision perspicace des raisons pour lesquelles certains membres de leur communauté étaient plus particulièrement vulnérables. Elles ont discuté des ressources et des systèmes d'aide actuellement disponibles et ont développé des idées de façons d'améliorer leur résistance. « Par le biais de la vidéo, on arrive à expliquer la vraie situation de notre village. C'est une des meilleures façons d'influencer les gens. Non seulement on parle de nos problèmes mais en plus on montre quelque chose de concret qu'on peut faire ensemble pour aider à les résoudre, » nous a dit Marlis, 15 ans.

Atelier de réduction des risques de catastrophe en Indonésie.



PRINCIPALES DIRECTIVES ET NORMES DE L'HUMANITAIRE

Siobhán Foran étudie la façon dont elles se rapportent – ou pas – aux adolescentes

Le but de ce document est d'examiner une sélection de directives et de normes humanitaires pour considérer si elles identifient les besoins et droits des adolescentes et y répondent mais aussi comment elles assurent ce processus.

J'ai sélectionné cinq documents dont je pense qu'ils sont globalement représentatifs du panel de matériaux disponibles pour les acteurs humanitaires :

- le Manuel Sphère probablement l'un des outils les plus couramment utilisés par le secteur humanitaire, ce manuel couvre un certain nombre de domaines de ce travail, comme l'approvisionnement en eau, la promotion de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), la sécurité alimentaire et la nutrition, les abris, les camps, les biens non-alimentaires et la santé.⁵⁹
- trois recommandations clés qui sont liées à des sujets particulièrement appropriés pour les adolescentes – l'éducation, la santé sexuelle et reproductive (Sexual and Reproductive Health ou SRH) et la violence sexiste (Gender-Based Violence ou GBV). 60,61,62
- Le Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire du CPI (Comité permanent interorganisations), qui est un outil fondamental pour traiter la question du genre en tant que

question transversale dans l'action humanitaire, or les adolescentes se trouvent à l'intersection à la fois du genre et de l'âge.⁶³

Un défi primordial autour de cette « vue d'ensemble » qui doit être pris en compte avant de pouvoir se concentrer sur les directives et normes existantes est le suivant : où les besoins et les droits de l'adolescente rentrent-ils dans l'architecture générale de l'aide et de la protection humanitaire et, de manière plus spécifique, quand et comment les adolescentes, ou tout sous-groupe au sein d'une population sinistrée, sont-elles considérées par la communauté humanitaire ? Ces questions constituent, selon moi, le nœud même du défi de la prise en compte des adolescentes dans l'action humanitaire.

L'architecture de l'aide humanitaire

La réforme humanitaire de 2006 a mis en place « l'approche par groupe sectoriel » selon laquelle les groupes sectoriels – ou secteurs du travail humanitaire – ont été mis en place pour renforcer la capacité d'agir dans 11 domaines, à savoir la gestion/coordination des camps (CCCM), les abris d'urgence, l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, le relèvement rapide, la protection, l'action WASH, les télécommunications et la logistique d'urgence. En



PLAN/ALF BERG

vertu de la réforme humanitaire, quatre questions — l'âge, le sexe, le sida/VIH et l'environnement — ont été identifiées en tant que sujets de préoccupation pour chaque groupe sectoriel et sont connues sous le nom de « questions transversales ». Au fil des années, depuis cette réforme, bon nombre d'approches et de sujets nouveaux ont été ajoutés à la liste des questions transversales, y compris la santé mentale et l'aide psychosociale (Mental Health and Psychosocial Support ou MHPSS), le handicap, la réduction des risques de catastrophe, le relèvement rapide, la résilience et les droits de la personne.

La réforme humanitaire, et l'établissement de ces groupes sectoriels en particulier puis, plus récemment, l'Agenda transformatif du CPI, ont été considérés par beaucoup comme des occasions de mieux intégrer les questions transversales « Cross-Cutting Issues Network » dans l'action humanitaire. Cependant, cela n'a pas été fait. Alors même que chacun des groupes sectoriels bénéficie d'une plateforme institutionnelle – par exemple, l'OMS pour la santé, l'UNICEF pour la nutrition – beaucoup des questions transversales comme la question du genre, l'âge et le handicap, ne sont pas représentées.

Depuis la dissolution en 2006 du Réseau informel de questions transversales il n'y a plus de plateforme commune pour ces questions et elles se sont retrouvées isolées les unes des autres. En conséquence, la capacité à collecter des fonds pour le conseil technique aux différents groupes sectoriels et initiatives de coordination a été limitée. À cet égard, la question du genre, par le biais du sous-groupe de travail sur le genre du CPI et des spécialistes de l'égalité des sexes, le projet GenCap (Gender Standby Capacity), a peut-être mieux avancé que les autres questions. Pourtant, ce succès relatif n'a pas nécessairement profité aux adolescentes. Il s'est avéré bien difficile de maintenir l'égalité des sexes dans la liste des priorités sans avoir à ajouter la difficulté supplémentaire consistant à faire la nuance entre l'âge et le genre pour pouvoir se pencher de façon spécifique sur les adolescentes et les femmes plus âgées, par exemple.

Où sont les adolescentes?

On peut dire que l'attention portée aux besoins des adolescentes est pour ainsi dire « assise entre deux chaises » : entre le genre et l'âge. Exception faite de l'attention portée par l'UNFPA sur les besoins en santé sexuelle et reproductive des adolescentes et l'action ciblée de l'UNICEF, Save the Children et le Réseau Interorganisations pour l'éducation en situation d'urgence (INEE) dont l'action cible les besoins éducatifs spécifiques des adolescentes, la question de leurs besoins et droits continue à être complètement ignorée par presque toutes les analyses et les programmes humanitaires.

Dans la version 2011 du Manuel Sphère sont inclus huit « thèmes transversaux » – l'enfance, la réduction des risques de catastrophe, l'environnement, les différences hommes-femmes, le VIH et le sida, les personnes âgées, les handicapés et l'aide psychosociale. On y trouve en tout six références à l'adolescence/aux adolescents.

L'une de ces références est comprise dans la section de promotion de l'action WASH et se rapporte au besoin de consulter les « femmes, adolescentes et personnes handicapées » en ce qui concerne le nombre, l'implantation, la conception, la sécurité, l'aspect adapté et pratique des installations sanitaires et de lavage en commun.

Il y a quatre références aux adolescentes dans la partie traitant de la sécurité alimentaire et de la nutrition, dans laquelle il est noté que « un poids maternel insuffisant à la conception est fortement associé avec un poids infantile insuffisant et constitue un des aspects de la grossesse adolescente »; du besoin de programmes prévenant la grossesse adolescente ; du besoin d'inclure les adolescents (ainsi que les bébés, les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants plus âgés, les adultes et personnes âgées) dans les évaluations ou programmes sur la nutrition ; et dans une référence au recours au MUACⁱ.

Le chapitre sur la santé comprend une référence aux adolescents au travers de notes explicatives sur le *Minimum Initial Service Package* (MISP) dans lequel il est noté que « le MISP définit les services les plus importants pour prévenir la morbidité et la mortalité liées à la santé reproductive chez les femmes, les hommes et les adolescentes en contexte de catastrophe. »

Ainsi, avec un petit nombre de références assez générales aux adolescents et adolescentes, les besoins et intérêts spécifiques des adolescentes sont absents de ce guide. Malgré le fait que le Manuel Sphère s'applique bien à la collecte de données ventilées par sexe et par âge (SADD), le problème semble résider dans l'entreprise humanitaire qui « est généralement basée sur l'anecdote plutôt que sur les données » et qui « montre des faiblesses au niveau de la collecte de données SADD, de l'analyse et de la réponse à tous les stades d'une crise ou d'une situation d'urgence ».64

Quelques questions clés pour les adolescentes

Éducation: Sur l'intégralité des documents primordiaux pour l'action humanitaire de l'INEE, les Normes minimales de l'éducation: préparation, réponse, relèvement (Minimum Standards for Education: Preparedness, Response, Recovery, 2010), il n'y a que cinq références aux adolescents. C'est d'autant plus surprenant que l'INEE a une équipe dédiée aux adolescents et à la jeunesse dont l'objectif est de « travailler en collaboration à des tâches techniques pour assurer, à partir de preuves coordonnées, accélérées et élargies, les droits éducatifs, besoins et aspirations des adolescents et des jeunes affectés par les crises ».65

i Mid –Upper Arm Circumference (MUAC), c'est-à-dire la mesure de la circonférence du milieu du bras, utilisée comme indicateur de la détection précoce et du signalement des enfants en état de malnutrition.

Santé sexuelle et reproductive (SRH): Il y a deux chapitres dans l'article du Groupe de travail interorganisations (Inter-agency Working Group ou IAWG) sur la santé reproductive en situation de crise, « Inter-agency Field Manual on Reproductive Health in Humanitarian Settings: 2010 Revision for Field Review » qui cadrent avec notre étude : le chapitre 2 sur le Minimum Initial Service Package (MISP) et le chapitre 4 sur la santé reproductive des adolescents. Dans le chapitre 2 sur le MISP, les adolescents sont mentionnés en passant (par exemple : « y compris les adolescents ») trois fois, par rapport à leur traitement spécifique pour les MST; en tant que référence pour tâcher de comprendre où leurs congénères tendent à se retrouver (en vue de consultations sur le préservatif); par rapport au besoin de collecte de données SADD de mortalité et inclus dans la définition de « services complets de santé reproductive ». Le chapitre 4, cependant, se concentre sur la santé reproductive des adolescents et se prononce explicitement sur les considérations de droits, de besoins et de programmation humanitaire pour les adolescents et adolescentes.

La violence sexiste (GBV): Là encore, on ne trouve que quelques références éparses aux adolescentes dans les directives du CIP sur la violence sexiste. C'est d'autant plus surprenant que, dans une partie concernant « les enfants et la jeunesse » dans l'introduction, il est affirmé que « les adolescentes et les jeunes femmes peuvent être la cible spécifique de la violence sexuelle au cours de conflits armés ou de graves difficultés économiques ». Ces directives n'en développent pas les raisons, ni ne traitent des mesures

spéciales qui pourraient être mises en place pour aider les adolescentes victimes de violences sexuelles ni des mesures spécifiques qui pourraient être prises pour prévenir de telles violences.

Le genre : Le Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire du CPI se concentre explicitement sur les besoins distincts des femmes, filles, garçons et hommes du début à la fin. Ce qui est intéressant, c'est que sur les neuf secteurs traités, il y en a six qui font spécifiquement référence aux adolescents. 66 Dans la majorité des cas, la référence porte sur la participation des adolescents et adolescentes et sur les actions ciblées qui leur sont dédiées. Les seules actions spécifiquement dirigées vers les adolescentes se trouvent dans les chapitres sur l'éducation (installations sanitaires) et sur l'hébergement (participation au travail de construction d'abris). Ce qui manque dans les premiers chapitres sur « Les fondements de l'égalité », « Le cadre juridique international de la protection ». « La coordination sur l'égalité hommes-femmes dans les situations d'urgence » et « Le genre et la participation dans l'action humanitaire », c'est une définition de l'adolescence – ou de tous les groupes d'âges, en fait – et une explication des besoins et des droits distinctifs des adolescentes.

Conclusion

Nous constatons que ce tour d'horizon n'est pas très encourageant et que très peu d'attention est donnée aux besoins et aux droits des adolescentes dans certaines des principales lignes directrices et normes humanitaires. Les adolescentes (et/ou les adolescents) sont rarement identifiées comme étant un groupe



.



distinct avec des besoins, des priorités et des capacités très spécifiques. Si elles sont prises en compte, leurs besoins sont souvent « réduits » aux domaines de l'éducation, de la santé reproductive et des violences sexistes, l'angle juridique étant généralement laissé de côté. Même dans l'éducatif, la SRH et la GBV, l'intérêt pour leur sort demeure minimal avec plusieurs allusions peu informatives telles que « les adolescents en particulier » ou « une considération spécifique pour les adolescentes ».

Selon moi il y aurait deux questions principales à aborder ici. La première est le manque général d'intégration des questions transversales dans l'action humanitaire ; et l'autre l'incapacité persistante des humanitaires à comprendre l'importance de la collecte et de l'analyse de SADD (Sex and Age Disaggregated Data) permettant d'informer la réponse humanitaire.

Pour ce qui est du premier problème, un rapport récent commissionné par l'Office de l'ONU à la coordination des affaires humanitaires (UN OCHA) intitulé « Coordination et financement des questions transversales dans l'action humanitaire » mentionne la « marginalisation des questions transversales » en évoquant dans ses conclusions le fait que « la multiplication des questions qui cherchent à attirer l'attention (...) est généralement vue comme à la fois non-durable et contre-productive. 67 Littéralement bombardés par une variété de thèmes, de sujets et d'approches, les décideurs politiques et les praticiens de terrain de tous pays réagissent par un rejet unilatéral de tout ce qui n'est pas perçu comme essentiel, ce qui rend toute nouvelle intégration d'autant plus difficile. » Si l'on ajoute à cela le fait que le groupe des adolescentes n'est pas une question transversale en soi mais plutôt l'intersection de problématiques de genre et d'âge, il

parait encore plus difficile d'attirer davantage l'attention sur leurs besoins et leurs droits.

Pour ce qui est du deuxième problème concernant l'incapacité des humanitaires à recueillir les SADD, le rapport du Centre Feinstein/Université de Tufts cité ci-dessus avance une argumentation remarquable pour ce qui est d'investir dans la collecte, l'analyse et l'utilisation de telles données. Ainsi que l'écrivent, en conclusion de l'avant-propos du rapport « Sex and Age Matter » (l'importance du sexe et de l'âge), Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations unies chargée des affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence, et Robert Glasser, secrétaire général de CARE international, « il n'y a pas suffisamment de justification intellectuelle, logistique ou financière pour ne pas recueillir et utiliser les SADD pour informer et améliorer la réponse humanitaire ».68

Ainsi, étant donné ce contexte assez difficile, il ne nous reste plus qu'à nous demander à quoi pourrait ressembler une solution. Faire évoluer la perspective des humanitaires sur la distribution de l'aide en passant d'une opération de type livraison à une approche centrée sur les personnes représente un changement considérable. Mais ce changement est *nécessaire* et *possible*. L'attention actuellement portée sur la « responsabilité vis-à-vis des populations sinistrées » et le débat qui s'est ouvert sur les questions transversales, par exemple, nous rassurent quant à la venue d'un jour où, au lieu de chercher le nombre de fois où le mot « adolescentes » est mentionné, nous observerons une identification significative de leurs besoins distinctifs et une réponse à ces besoins ainsi que la reconnaissance de leurs droits.

Siobhán Foran est conseillère en Action sur le genre et l'humanitaire pour l'ONU Femmes.



Une question de survie : la santé et le bien-être des adolescentes dans les catastrophes



Résumé

Dans ce chapitre seront traitées les pratiques et attitudes discriminatoires que rencontrent les adolescentes dans leur vie quotidienne et la façon dont cela les affecte également durant les catastrophes - au point de parfois leur coûter la vie. Leurs problèmes de santé sont rarement pris en compte par les prestataires de services médicaux et cela signifie que leur vie continue à être menacée au-delà de leurs besoins immédiats incontestables de nourriture, d'eau et d'abri. Par exemple, nous examinerons la façon dont les informations nécessaires sur la santé reproductive et sexuelle, l'hygiène privée et publique ou les menstruations sont parfois inaccessibles. Nous nous pencherons sur le fait que les jeunes mères et leurs bébés ne bénéficient pas toujours de planning familial ni de services maternels adaptés. Enfin, les adolescentes sont rarement consultées sur leurs besoins. Les écouter, et les impliquer dans des activités qui contribuent à l'amélioration de la santé grâce à l'apprentissage de la prévention et de la protection, tout en reconnaissant leur besoins spécifiques en termes de survie, n'équivaut pas seulement à soutenir les adolescentes, même s'il est important de le faire: cela peut revenir à une question de vie ou de mort.

- Une étude de la London School of Economics (LSE) portant sur des catastrophes dans 141 pays a observé que les garçons bénéficiaient généralement d'un traitement de faveur par rapport aux filles lors des opérations de sauvetage.¹
- Après le séisme de 2010, les taux de grossesse dans les camps d'Haïti étaient trois fois plus élevés que le taux moyen en zone urbaine avant la catastrophe. Deux tiers de ces grossesses étaient non planifiées et non désirées.²

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT³

Article 6

Chaque enfant a un droit inhérent à la vie. Les gouvernements assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant.

Article 24

Chaque enfant a un droit inhérent à la meilleure santé possible. Les gouvernements doivent fournir des soins de santé de qualité, de l'eau potable, des aliments nutritifs et un environnement sain permettant aux enfants de rester en bonne santé.

Article 27

Tout enfant à un droit inhérent à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, social et mental.

COO HOAGESONS CA ALLEGAM



1 Pas de droits pour les pauvres : les filles, la nourriture et la nutrition pendant les catastrophes

« En période de famine, ce sont les droits de tous qui sont violés. L'important ce n'est plus le respect des droits mais la nourriture. On est pauvres ; c'est pour ça qu'on n'a aucun droit. » Adolescente au Niger⁴

« En se concentrant sur les adolescentes en tant que population spécifique et en leur permettant de prendre des décisions qui peuvent guider leur processus de relèvement... on peut sauver des vies. Pour satisfaire au principe fondamental du « primum non nocere » (d'abord, ne pas nuire), la communauté humanitaire doit recadrer son approche pour ce qui est d'identifier les besoins des adolescentes, d'y accéder et d'y répondre. »

Coalition for Adolescent Girls5

Dans la recherche primaire effectuée en Éthiopie en vue de ce rapport, il a été constaté que les adolescents des deux sexes ont déclaré aller à l'école le ventre vide. 6 Certains ont dit qu'ils « n'avaient jamais mangé à leur faim ». Les adultes ont également confirmé que toute la famille saute souvent un repas par jour pour faire face aux périodes de pénurie alimentaire. La recherche a établi que les filles étaient les plus vulnérables durant ces périodes-là, en particulier dans les « foyers situés sur de petites parcelles de terrain, où l'eau est rare et les ressources humaines limitées ».⁷

Le droit à la nourriture, y compris le droit à la non-discrimination dans l'accès à la nourriture, est garanti en vertu de la déclaration universelle des droits de l'homme (Article 25) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Article 11). Mais le Comité permanent interorganisations (CPI) a déclaré : « Les femmes peuvent être confrontées à des difficultés lorsqu'il s'agit d'avoir accès à des services humanitaires, y compris au ravitaillement, pour cause d'insécurité, de discrimination culturelle et de mobilité réduite » et « en situation de crise, quand la nourriture vient à manquer, femmes et filles risquent davantage de réduire leur consommation de nourriture pour faire face et favoriser les autres membres du foyer. Cela peut contribuer à la sous-alimentation chez les femmes et les filles. »⁸

Cela est lié au fait que les attentes sont différentes envers les garçons et les filles selon les cultures ; par exemple, dans les régions Oromia et SNNPR en Éthiopie. la recherche liée à ce rapport a découvert que « on encourage les garçons à manger parce qu'on part du principe qu'ils dépensent plus d'énergie pour être actifs alors qu'on attend des filles qu'elles soient modérées/réservées pour se conformer aux conventions autour de l'attitude de la femme. » Même quand garçons et filles mangent ensemble – généralement après leur père – « les chances ne sont pas égales car on encourage les garçons dès leur plus jeune âge à manger sans se priver; ils ont tendance à consommer plus que la portion qui leur est servie. »

Dans un rapport sur l'impact du changement climatique sur les enfants du Bangladesh, les enfants ont dit aux chercheurs que durant une crise, ils ont du mal à avoir deux repas par jour. Leurs parents se passaient souvent de nourriture pour faire manger les plus jeunes, et les adolescents et les enfants plus âgés ont dit qu'ils avaient faim en permanence. Les garçons ont déclaré qu'ils mangeaient et buvaient moins pour ne pas avoir à aller aux toilettes trop souvent. Mais le rapport a souligné qu'en général c'étaient les filles qui souffraient le plus car pour des raisons d'interdiction culturelle elles ne pouvaient pas sortir pour aller chercher de



Repas familial.



Afroza, 17 ans, allaitant ses jumeaux.

la nourriture ou faire des courses et n'avaient souvent pas suffisamment à manger. Les filles entre 12 et 17 ans qui étaient enceintes ou allaitaient – le mariage précoce est commun au Bangladesh – souffraient parce qu'il n'y avait pas assez d'aliments nutritifs à disposition.

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL: ALIMENTATION SCOLAIRE ET RATIONS ALIMENTAIRES À EMPORTER CHEZ SOI EN CAS D'URGENCE¹⁰

L'alimentation scolaire, en particulier les approvisionnements en portions à emporter à la maison, est efficace sur deux plans : elle aide à faire en sorte que les enfants soient nourris, et les attire à l'école en s'assurant qu'ils y restent. La rétention des enfants en scolarité leur donne un sentiment de normalité et les protège (surtout les filles) des risques potentiels de mariage précoce, de trafic, de travail des enfants et de violence. Le programme alimentaire mondial (WFP) a trouvé que c'était un aspect particulièrement important de l'éducation et de la protection des filles dans des situations d'urgence et de post-urgence. Grâce à celui-ci, les filles ont moins à lutter pour avoir assez à manger et les enfants peuvent apprendre de façon plus efficace. Il donne aussi aux parents une raison supplémentaire de maintenir leurs filles à l'école.

Une des raisons pour lesquelles les filles et garçons issus de familles défavorisées souffrent de la faim est que les prix de l'alimentaire montent souvent en flèche après une catastrophe. La plupart des gens défavorisés dépensent déjà une partie considérable de leurs revenus en nourriture, et les hausses de prix font qu'il est presque impossible de se nourrir correctement et de nourrir leurs enfants. Marcel Ouattara, d'UNICEF Tchad, a déclaré : « Les femmes et les filles représentent la couche la plus vulnérable de la société. Une situation

En attendant le repas à l'école au Kenya.



PLAN/DAVI



comme celle-ci, dans laquelle la pénurie alimentaire entraine des hausses de prix d'entre 100 et 200%, a des effets dévastateurs... sur les plus faibles. »¹¹

Une nutrition insuffisante durant et après une catastrophe peut affecter des filles en cours de puberté pour le reste de leur vie. Les répercussions peuvent être à la fois physiques et porter sur leurs futures opportunités. Comme cette jeune fille nigérienne nous l'a dit : « On perd toute dignité à cause de la faim. Ce n'est pas la dureté du travail qui me fait du mal pendant les périodes de famine, c'est le fait de savoir qu'il y a des enfants de mon âge qui sont à l'école en train d'étudier et de préparer leur avenir pendant que je suis là à manger les restes de leur repas. Ça, ça fait encore plus mal et je ne peux rien y faire. »¹³

2 « Les filles, c'est pas comme les garçons » : la santé des adolescentes durant les catastrophes

« Bien que les adolescents représentent une grande proportion de la population du monde en voie de développement, où se concentre la majorité des urgences humanitaires, leurs besoins en matière de santé sexuelle et reproductive ne sont globalement pas satisfaits. »

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)¹⁴

« Il nous faut de l'aide pour savoir où on peut trouver de l'aide. Les filles, c'est pas comme les garçons, on n'a pas les mêmes problèmes de santé. »

Sheila, 16 ans, aux Philippines¹⁵

« Reem est une déplacée syrienne de 15 ans. Elle porte son bébé de deux mois qui est sous-alimenté. Son mari a été tué lors de tirs croisés lorsqu'elle était enceinte de sept mois. Elle a accouché prématurément sans sa mère, sa belle-mère ni aucun autre parent à son côté. Elle vit maintenant dans un camp avec son oncle et des cousins. Reem se rend compte que son bébé est malade et elle se souvient des conseils de sa mère. « le lait maternel est le meilleur aliment et le meilleur médicament pour ton bébé ». Mais elle ne sait pas comment allaiter. De plus, personne ne lui a dit qu'elle saignerait après l'accouchement et elle n'a plus de sous-vêtement propre ni de serviette hygiénique. Elle pense que c'est à cause de ses saignements qu'elle ne peut pas allaiter et elle a peur que son bébé et elle ne meurent. »16

Les jeunes femmes comme Reem doivent négocier leur rôle d'adulte en tant que jeunes mères alors qu'elles sont encore des enfants, et dans un contexte dans lequel elles sont confrontées à de multiples risques et à une mort Femmes syriennes et leurs enfants attendant près de la frontière turque.



éventuelle. Il n'est pas surprenant, dès lors, qu'elles aient des difficultés, dues au manque d'information et de soutien adéquats de la part de ceux qui devraient les aider. La position précaire dans laquelle elles se trouvent avant, pendant et après une situation de crise, et la façon dont elles doivent surmonter les circonstances tout en traversant la puberté et même la maternité durant ces périodes de stress, peuvent avoir un effet déterminant pour le reste de leur vie.

Dans de nombreux pays, les adolescents ont un droit inhérent à la santé reproductive en vertu du droit national et international, y compris le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la déclaration universelle des droits de l'homme.¹⁷

Le dispositif minimum d'urgence (Minimum Initial Service Package, ou MISP) est une norme Sphère qui donne une idée de l'équipement nécessaire et des actions que des personnels formés devraient mettre en œuvre dans les prémices d'une crise, mais n'offre pas de critères spécifiques orientés vers les adolescents. Le Kit d'outils de la santé sexuelle et reproductive pour adolescents produit par le FNUAP et Save the Children comprend des critères spécifiques pour les adolescents et la violence sexuelle; les adolescents et la santé maternelle et du nourrisson; les adolescents et la prévention et le traitement des MST/VIH: et les adolescents et le planning familial.18 Le planning familial et l'accès aux traitements antiviraux pour les femmes et les filles enceintes ont été introduits en tant que normes minimales pour l'intervention humanitaire en 2011.19

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) porte son attention sur trois sousgroupes d'adolescents qui sont particulièrement à risque durant les situations d'urgence et les catastrophes. Deux de ces trois catégories sont des filles²⁰:

- Les jeunes adolescents (10-14 ans), de sexe féminin en particulier, encourent le risque d'exploitation et d'abus sexuels de par leur dépendance, leur impuissance, et leur exclusion des processus de prise de décision.
- Les adolescentes enceintes, en particulier de moins de 16 ans, encourent le risque de dystocie, une urgence obstétrique grave qui peut survenir lorsque le bassin est trop étroit pour permettre le passage du bébé par les voies naturelles. Les services obstétriques d'urgence ne sont souvent pas disponibles dans un contexte de crise, ce qui augmente encore le risque de morbidité ainsi que de mortalité chez les mères adolescentes et leur bébé.
- Les adolescents marginalisés, y compris ceux qui sont séropositifs, en situation de handicap,



les adolescents non-hétérosexuels, les groupes indigènes et de migrants, peuvent avoir des difficultés à accéder aux services à cause d'une certaine stigmatisation, de préjugés, ou de différences de culture, de langage ou physiques ou de limitations physiques ou mentales. Ils sont également exposés à une plus grande pauvreté et à l'exploitation et aux abus sexuels de par leur manque de pouvoir

et de participation.

Centre de nutrition au Burkina Faso.

Lors d'une catastrophe, de par les perturbations des familles et des services de santé, les adolescents peuvent se retrouver sans accès aux informations et aux services dont ils ont besoin concernant la santé sexuelle et reproductive. Pour les filles et les ieunes femmes, c'est le moment précis où leur situation, leur âge et leur sexe les rendent le plus vulnérables vis-àvis des risques de grossesse non-désirée, des maladies sexuellement transmissibles (MST) ou du VIH. Pour beaucoup de jeunes l'adolescence est le moment de l'expérimentation, sexuelle ou autre. Ils peuvent avoir la chance d'avoir le soutien de parents compréhensifs et de bénéficier de services de santé sexuelle et reproductive adéquats prodiguant conseils et contraception si cela s'avère nécessaire. Mais le plus souvent ce n'est pas le cas et ils se retrouvent aux prises avec l'émergence de leur propre sexualité et avec les contraintes de la société dans laquelle ils vivent.

Mais les choses peuvent se passer différemment. Un système de santé solide représente un bon amortisseur pour réduire les impacts négatifs d'une catastrophe sur les adolescentes. Et si soutien et services adéquats sont mis en place, et si on écoute les filles lorsqu'elles parlent de ce dont elles ont besoin et de ce qu'elles veulent, comme on le verra plus tard dans ce rapport, alors parfois une catastrophe peut devenir une chance de reprendre sa vie en main.

ENQUÊTE EN LIGNE : LES ADOLESCENTES EN SITUATION D'URGENCE

INTRODUCTION

Avant de préparer ce rapport sur les filles en situation d'urgence l'équipe de « Parce que je suis une fille » a mené une enquête en ligne auprès des personnels humanitaires, pour donner une indication de la réalité des interventions humanitaires du point de vue spécifique des adolescentes. Il a été demandé au panel de fournir des informations pratiques sur le travail dans lequel ils sont impliqués, et d'exprimer leur opinion sur la réalité de la situation et les façons dont les pratiques pourraient être améliorées. Le nombre de personnes interrogées qui ont répondu à des questions individuelles est variable et toutes les sections de l'enquête n'ont pas généré des résultats statistiquement significatifs. En dépit de cela, l'enquête apporte un éclairage sur la situation sur le terrain et sur ce que les personnels humanitaires voudraient voir évoluer.

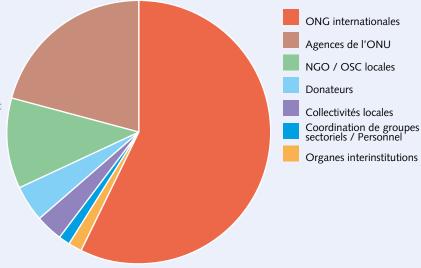
Cette enquête est divisée en trois sections :

1 La première est spécifique aux groupes sectoriels. On a demandé au panel issu des groupes sectoriels individuels d'indiquer combien de bonnes pratiques ils avaient incorporé dans une action récente parmi celles qui étaient listées. Les options proposées étaient basées sur les normes minimales du Projet Sphère et une série de bonnes pratiques concues par un petit groupe de travail interne ciblant les adolescentes dans des contextes d'action d'urgence.21 2 Toutes les personnes

une question sur les mariages précoces et forcés et sur la gestion de camps, là encore en considérant quelles bonnes pratiques ont été employées dans les interventions récentes.

interrogées ont dû répondre à

Pour quel type d'organisation travaillez-vous?



3 Il a été demandé à toutes les personnes interrogées de se projeter et de souligner les recommandations stratégiques et pratiques susceptibles de fournir de meilleurs services aux adolescentes en situation d'urgence.

L'enquête a sondé un total de 318 personnes, 71 % de femmes et 29 % d'hommes. Sur les 54 % de la totalité du panel qui avaient reçu une formation sur la parité, deux-tiers étaient des femmes. Les personnes ayant répondu à l'enquête ont dû identifier leur zone d'opération.

1 Asie centrale et du Sud 122
2 Afrique de l'Est et du Sud-Est 108
3 Monde 93
4 Afrique de l'Ouest 77
5 Amérique centrale et Amérique du Sud 35

La majorité des personnes interrogées, 61,2 %, venaient d'ONG et 21 % d'agences de l'ONU. Les résultats de l'enquête sont intégrés au corps du rapport et la section suivante en présente certaines des conclusions principales.

Interventions du groupe sectoriel du WASH

Les résultats montrent qu'à peine plus d'un tiers des répondants n'abordent pas certains des risques primordiaux qui peuvent mener à une exposition accrue à ce qui menace la protection comme la violence sexiste et la violence sexuelle dans des camps de déplacés internes et des abris. Par exemple, une distance physique appropriée entre les latrines séparées hommes-femmes, des verrous sur les portes des toilettes et une protection autour des points d'eau sont des facteurs qui affectent la sécurité des groupes vulnérables à l'approche des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Les normes minimales font ressortir clairement qu'il faut que ces besoins soient pris en compte, en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables ; cependant, en pratique, ces mesures de sécurité primordiales restent ponctuelles.

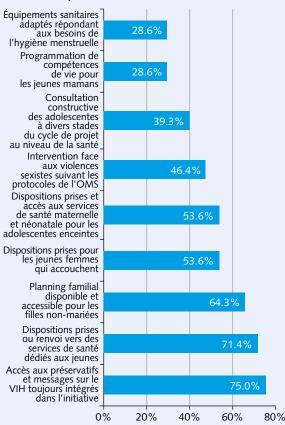
L'action du groupe sectoriel de la santé reproductive et sexuelle

Moins de la moitié des personnes interrogées a déclaré avoir suivi les protocoles pour répondre à la violence sexiste dans leur programmation pour les droits de santé sexuelle et reproductive (SHRH). Cela montre que les adolescentes dans les camps de déplacés internes et les abris ne sont pas protégées de la violence de façon appropriée. Moins du tiers a déclaré avoir mis en place un programme préliminaire pour développer les compétences des jeunes mères ; les installations WASH pour l'hygiène menstruelle faisaient partie des moins prioritaires. Nous savons grâce à une recherche auprès de filles et de jeunes femmes que l'hygiène menstruelle est une préoccupation primordiale pour elles dans les situations d'urgence.²²

Quelles actions parmi les suivantes ont été intégrées dans les initiatives récentes du secteur d'intervention WASH?



Quelles actions parmi les suivantes ont été intégrées dans les initiatives récentes du secteur de la santé sexuelle et reproductive ?



La protection : les interventions du groupe sectoriel de la violence sexiste

La constatation la plus déterminante dans ce secteur est la faible incidence des membres féminins du personnel sur les équipes d'évaluation des besoins – ce qui mène potentiellement à une programmation ignorante des différences hommes-femmes et qui augmente le risque de violence sexiste.

Seulement environ un tiers des répondants ont déclaré que leur intervention au niveau de la contraception d'urgence et de la protection postservice s'aligne sur les normes des protocoles de l'OMS. Bien que ce chiffre ait été plus élevé parmi ceux qui avaient suivi une formation sur la question du genre (40,5 % des personnes interrogées), si l'on considère la fréquence élevée d'agressions sexuelles, d'offenses ou de viols sur adolescentes dans des campements, ce résultat est alarmant.²³ Le risque de violence sexiste est encore aggravé par le manque d'espaces sûrs pour les adolescentes et par le fait que la moitié des interventions humanitaires au niveau de la violence sexiste n'impliquent pas et ne ciblent pas les hommes.

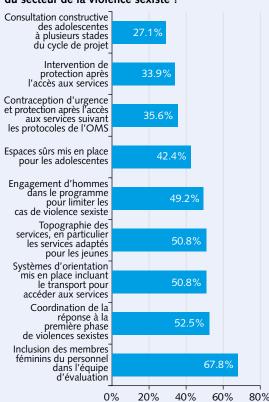
« Souvent les adolescentes échangent des faveurs sexuelles contre des chaussures, du sucre, diverses denrées, etc. C'est un problème laissé pour compte bien que très répandu. Ces filles, très rapidement, ne considèrent plus ça comme un problème. Cela devient une façon normale de se sortir de la situation. »

> Nadine Cornier, Responsable Senior de la santé reproductive, UNHCR

« Protéger les adolescentes non-accompagnées ou séparées est un défi crucial, étant donnés les risques d'exploitation sexuelle. De plus, l'évaluation de l'âge en est toujours à ses prémices et les filles récemment pubères sont trop souvent considérées comme des adultes et non pas comme ayant besoin de protection dans les premières étapes de l'intervention humanitaire. Dans de nombreuses situations les filles dans cette situation chercheraient la « protection » d'un « homme fort » dans la communauté/le camp, avec des conséquences désastreuses. »

Femme, Asie du Sud Est, Agence de l'ONU

Quelles actions parmi les suivantes ont été intégrées dans les initiatives récentes du secteur de la violence sexiste ?



Dans un camp de refugiés au Pakistan.



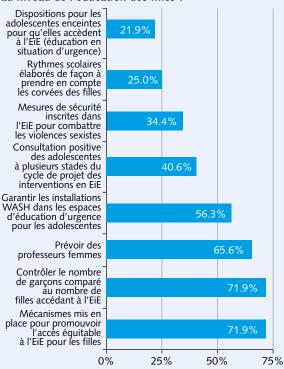
Les interventions du groupe sectoriel de l'éducation

Le groupe sectoriel de l'éducation a eu un total de 32 répondants et a obtenu certains des meilleurs résultats en termes d'intégration des bonnes pratiques. Cependant, il est important de noter que bien que plus de 70 % des répondants aient indiqué que les mécanismes sont en place pour promouvoir l'égalité d'accès pour les filles en situation d'éducation d'urgence (Education in Emergencies ou EiE), leurs réactions ont aussi démontré que les dispositions pour les adolescentes enceintes accédant aux services d'éducation d'urgence étaient faibles, à 21,9 % ; 25 % ont indiqué que la programmation des services d'EiE ne prennent pas en compte les corvées ménagères des filles, ce qui fait que certaines des plus vulnérables sont laissées de côté. Cela suggère que les mécanismes actuels d'EiE ne ciblent pas de façon adéquate les filles les plus fragilisées.

Les personnes interrogées qui avaient reçu une formation sur la question du genre ont priorisé le fait de prévoir des dispositions pour les enseignantes, avec 77,8 % par rapport à un taux plus bas de 65 % pour celles qui n'en avaient pas bénéficié.

« Nos interventions montrent que l'éducation est devenue une opportunité pour les adolescentes. »

Quelles actions parmi les suivantes ont été intégrées dans des interventions humanitaires récentes au niveau de l'éducation des filles ?



Interventions au niveau de la gestion des camps

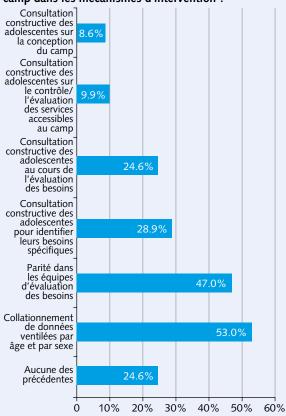
Seulement environ la moitié des 232 répondants ont déclaré avoir collecté des données ventilées par sexe et par âge, et cela malgré le fait que la répartition par sexe et par âge est définie comme une norme fondamentale quand il s'agit de répondre aux droits et aux capacités des personnes vulnérables.

Bien que les normes minimales stipulent également que les femmes et les filles devraient être consultées dans des espaces séparés, l'enquête montre que moins de la moitié des personnes interrogées ont rapporté une parité hommes-femmes dans leurs équipes d'évaluation des besoins.

De même, les résultats de l'enquête indiquent que les consultations avec des groupes d'adolescentes ont été limitées malgré des normes soulignant le besoin d'être à l'écoute d'une variété de personnes de tous âges, garçons et filles et autres groupes vulnérables.²⁴

Globalement, les interventions inclues dans cette partie indiquent que, bien que les directives et normes minimales soient en place, elles ne sont pas suivies dans les situations d'intervention... au détriment des groupes vulnérables qu'elles sont conçues pour protéger.

Quelles actions parmi les suivantes ont été intégrées récemment à la coordination et à la gestion du camp dans les mécanismes d'intervention?



Stratégies clés

Sur 177 interventions, voici les stratégies clés qui sont ressorties comme étant les plus prometteuses pour ce qui est de produire une approche intégrée fructueuse à la réponse aux besoins des filles en situation d'urgence :

1 Accroître la visibilité des filles

La consultation des filles et le fait de leur donner de l'espace pour qu'elles puissent participer à la prise de décisions autour de la programmation et de la conception de l'intervention humanitaire ont été considérés comme une première étape pour comprendre, tout d'abord, si nous répondons aux besoins des filles en situation d'urgence et, deuxièmement, comment nous pouvons améliorer notre action envers les adolescentes.

« Elles font partie d'un de ces groupes dont les besoins uniques sont souvent présumés similaires à ceux des autres dans l'intervention humanitaire. »

Homme. Afrique de l'Est et du Sud. ONGI

« Il faut ÊTRE À L'ÉCOUTE des FILLES, pour connaître les véritables besoins des adolescentes, puis il faut prendre en compte leur détermination tout en soutenant leurs initiatives de développement, en incorporant tous les aspects comme le renforcement de leur capacité à se défendre elles-mêmes, à prendre des responsabilités, à connaître leurs droits et leurs libertés, etc. »

> Femme. Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. Coordination des groupes sectoriels pour une agence de l'ONU

2 Accumuler les éléments de preuve : donner plus de poids aux données qualitatives

Les résultats de cette enquête indiquent clairement que les répondants demandent davantage d'éléments, davantage de recherches et davantage de données ventilées par sexe et par âge pour inciter les donateurs à investir pour quelque chose qui fonctionne. La cause des adolescentes en situation d'urgence est toujours anecdotique. Les mécanismes très complets permettant de documenter leur expérience des catastrophes doivent être mis en place, appliqués et les données collectées être plus largement diffusées pour influencer les politiques et pratiques du secteur.

« En s'appuyant sur les éléments de preuve – il faut utiliser les indicateurs spécifiques du contexte donné qui soutiennent une analyse forte de la situation des adolescentes et des parties prenantes/porteurs d'obligations dans le but de concevoir un programme de protection solide. Des données ventilées devraient en faire partie, mais aussi des méthodes et des outils à même d'aider les humanitaires à recueillir les données d'une façon efficace et protectrice qui ne fausse pas les résultats ni n'aggrave les problèmes. L'incorporation de la participation des filles dans le procédé devrait

devenir une priorité... Que font les filles pour ellesmêmes que nous pourrions utiliser comme base pour notre travail ? Qu'est-ce qui a déjà été mis en place par la communauté qui pourrait être renforcé? »

Femme. Monde. ONGI

« Tous les aspects de l'intervention humanitaire comme la mise en place des camps, les abris, la distribution, le WASH, l'éducation, le psychosocial, etc. devraient prendre en compte les besoins spécifiques des adolescentes. Trop souvent leurs besoins sont considérés après-coup, une fois que quelque chose a mal tourné. Toutes les interventions humanitaires devraient bénéficier de lieux sûrs dans lesquels les adolescentes peuvent aller quand elles en ont besoin. »

Femme. Monde. ONGI

3 Accroître la coordination entre groupes sectoriels

En termes d'efficacité de stratégies il est ressorti de toutes les réponses que davantage de coordination entre les groupes sectoriels était nécessaire. Les domaines de la protection et du bien-être des adolescentes sont en porte-à-faux avec les différents groupes sectoriels. Par exemple, comme de nombreux répondants l'ont mentionné, l'action WASH (services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène) doit être priorisée dans le cadre de l'éducation. De plus, les groupes sectoriels de la violence sexiste et de la protection infantile ont besoin d'être plus alignés, en particulier en ce qui concerne les problèmes difficiles tels que le mariage précoce et forcé.

« Il y a des mesures très pratiques qui doivent être prises par chacun des groupes sectoriels et qui comportent des indicateurs, des activités spécifiques et des questions. À moins que ce ne soit très pratique et qu'on puisse le démontrer par des preuves pour chaque groupe il est souvent trop « difficile » pour une personne impliquée dans le WASH d'inclure les besoins des filles car ce n'est pas inscrit dans sa pensée « normative ». Les sessions de sensibilisation ne sont pas aussi efficaces que des sessions pratiques. »

Femme. Afrique du Sud Est. Agence de l'ONU

« Le ferme renforcement des capacités chez les agences humanitaires (compétences, connaissances et attitudes du personnel, structures de soutien suffisantes) et des mécanismes efficaces de coordination inter-sectorielle avec les besoins des filles est considéré comme une priorité. »

> Homme. Agence de l'ONU. Afrique de l'Ouest et du Sud

4 Augmenter l'engagement pour le développement de la formation aux questions de genre pour mettre davantage l'accent sur les adolescentes Cette enquête a identifié clairement que les répondants qui avaient suivi une formation sur la question du genre intégraient mieux les actions de



bonne pratique pour ce qui est de répondre aux besoins des filles que ceux qui n'en avaient pas suivi. Par exemple, dans le groupe de la santé sexuelle et reproductive, les services ouverts aux jeunes et le planning familial pour les filles non mariées ont sensiblement augmenté lorsque les interventions prenaient en compte la question du genre.

« Je suis consciente qu'il faut se concentrer sur les adolescentes mais je crois que ça devrait être considéré dans le cadre plus large des questions de genre – les femmes et les hommes de tous âges, y compris les adolescents et adolescentes et les femmes et hommes plus âgés. Ce n'est pas pour diluer cette question très importante mais pour aborder la question de la lassitude vis-à-vis des problèmes transversaux dans le milieu humanitaire. Par conséquent, je pense que la communauté qui se concentre sur la question épineuse des adolescentes devrait unir ses « forces » avec les défenseurs des autres genres et âges pour aboutir à une intervention humanitaire intégrée plus holistique et plus globale. »

Femme. Agence de l'ONU. Amérique du Nord

5 Impliquer la communauté et les adolescentes pour reconstruire en mieux

Il y a eu une identification claire du rôle de la communauté et des adolescentes elles-mêmes dans la préparation aux catastrophes et le relèvement. Cela souligne l'importance de la réduction des risques de catastrophe et de l'augmentation de la capacité des filles à faire partie des plans de réduction du risque de leur communauté et à les soutenir. En termes de reconstruction « en mieux », les répondants ont reconnu que la communauté au sens large comme les adolescentes elles-mêmes devraient avoir l'opportunité d'être les agents qui pourront défier les causes profondes de la discrimination et de l'exclusion.

« Regardez l'aspect holistique des programmes, regardez l'aspect communautaire de la question et intégrez les filles dans l'école ; donnez une occasion aux adolescentes d'apprendre des compétences pour la vie, et augmentez leur capacité de résilience ; augmentez la sensibilisation de la communauté vis-à-vis des besoins des filles et garçons. Il est également important de travailler avec des leaders communautaires pour leur faire comprendre l'importance du développement des filles. Dans la plupart des cas la culture joue un rôle majeur dans leur développement. Les communautés ne considèrent pas les filles comme un de leurs groupes constitutifs importants. »

Femme. Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud. ONGI

« Développez la résilience et l'autonomisation, mais il faudrait que ce soit équilibré et qu'on aborde les problèmes de tous les membres de la communauté pour éviter de stigmatiser et de faire encore plus de mal. »

Jessica Lenz, Directrice senior du programme – Protection, InterAction



3 « Une feuille morte qui tombe d'un arbre » : les effets psychologiques d'une catastrophe sur une fille

« Les orages ça me fait une peur terrible. Je suis tellement terrorisée que je n'en dors pas de la nuit. La zone de notre bari [terrain en pente arrosé par les pluies] se réduit d'année en année à cause des glissements de terrain provoqués par les fortes pluies. J'ai aussi peur que les vents violents qui annoncent la pluie fassent s'envoler le toit de la maison, comme quand j'avais six ans. »

Aarati, 12 ans, au Népal²⁵

« Ça me rend triste et déprimée de voir à la télé les reportages qui passent et repassent sur les lendemains du séisme. Ce que je veux, c'est jouer avec mes amis. »

Jeune japonaise hébergée dans un refuge en 2011²⁶

Les conséquences psychiques des catastrophes se manifestent différemment selon les personnes, mais elles peuvent avoir des effets durables qui peuvent s'avérer dangereux.²⁷ D'après une recherche, les adolescents qui survivent à une catastrophe peuvent avoir des difficultés à envisager l'avenir de façon positive; cela peut aussi contribuer à un comportement dommageable pour la santé

comme l'abus d'alcool, l'usage de drogue ou des comportements sexuels à haut-risque.²⁸

Nombre d'études ont montré que dans beaucoup de pays les femmes et les filles développent plus de troubles émotionnels ou de sentiment de détresse post-catastrophe que les hommes et les garçons.²⁹ Cela peut être dû en partie à ce qu'elles ont moins de latitude d'action et ainsi se sentent plus vulnérables, ou parce qu'elles font passer les besoins de la famille avant les leurs. Au Bangladesh, un participant à un groupe de discussion de filles entre 10 et 14 ans a déclaré : « Notre état mental était bien pire durant l'inondation. Dans ma tête j'avais l'impression d'être une feuille morte qui tombe d'un arbre. J'avais l'impression d'avoir perdu tous mes bons souvenirs et je n'arrivais plus à parler. J'ai perdu l'envie de travailler ou de manger. Je ne dormais pas de peur des voleurs. Je me mettais très en colère pour des petits riens, et j'avais l'impression que mes parents n'étaient pas mes vrais parents. »30

Une étude en Afrique de l'Ouest a constaté : « Toutes les filles de notre étude sont plus abattues que les garçons. Elles ont plus de mal à dormir, elles sont plus anxieuses, et elles disent avoir plus de difficultés à se faire des amis. »³¹

La recherche primaire effectuée pour ce rapport dans les Philippines sur les effets du typhon Ondoy sur les adolescentes a rapporté qu'elles étaient nombreuses à continuer à avoir peur longtemps après la catastrophe. « J'ai peur que le typhon revienne, parce que cette fois il arrivera peut-être pendant la nuit pas le matin. Si c'est pendant la nuit, les gens endormis risquent de mourir. Ça me fait pitié. Je pense à eux et à ce que ça voudrait dire si le typhon les emportait. Parfois j'ai besoin de pleurer, » nous a confié Dinna, une fillette de 11 ans. Mirasol, 16 ans, a ajouté : « On a besoin de montrer de la pitié et de faire le deuil. C'est dur de gérer ces sentiments... c'est tellement profond. »³²

Dans ce contexte toute aide psychosociale ou autre dirigée spécifiquement vers les adolescents est primordiale, à la fois pour leur santé psychique, et pour réduire les stratégies d'adaptation négatives telles que le recours à des relations sexuelles transactionnelles ou malsaines, aux drogues ou à l'alcool; des pratiques qui une fois initiées sont très difficiles à régler et qui peuvent anéantir ou écourter leur vie d'adulte.

JE N'AI PLUS L'ESPRIT TRANQUILLE: LA SANTÉ PSYCHIQUE D'UNE FILLE APRÈS LES INONDATIONS DE 2010 AU PAKISTAN Nikki van der Gaag s'entretient avec des jeunes filles au Pakistan au sujet de leurs peurs depuis les inondations désastreuses de 2010 qui ont englouti un cinquième du pays et déplacé des millions de personnes. Par quels moyens peuvent-elles être mieux préparées en cas de nouvelle inondation?

« J'ai très peur des serpents. Quand il y a de l'eau partout ils nagent et ils vous mordent, » a dit Zeinab, 12 ans. Elle a dessiné des maisons aves des serpents qui les traversent à la nage.

Qaisar Jamal, qui travaille pour l'institut des politiques de développement rural (RDPI), une organisation non-gouvernementale qui soutient les populations en période de catastrophe, a affirmé qu'une fois que quelqu'un, en particulier un enfant, a vécu une inondation ou un tremblement de terre, la peur ne les quitte plus jamais vraiment. « Même maintenant, alors qu'il pleut beaucoup durant la mousson, les rumeurs d'inondation commencent, et les gens ont peur que ça se reproduise. »

Dans le village de Kumbhar Wali, Salma, 12 ans, confie: « J'ai toujours peur. J'ai peur que l'inondation revienne. Je n'ai plus l'esprit tranquille. »

Les conséquences persistantes de ce

qui s'est passé sont illustrées de façon éloquente dans les dessins des filles du village de Basti Mohana Wali dans le Pendjab. Les scènes dépeignant « l'avantinondation » sont colorées, remplies de fleurs et d'arbres, de gens et de maisons. Le fleuve n'est qu'une petite ligne bleue sur la droite.

Les dessins de l' « après l'inondation », par contre, sont sombres et monochromes, avec des silhouettes qui se noient et des enfants qui se tiennent désespérément la main. De nombreuses filles ont redessiné leur premier dessin minutieusement puis ont tout barbouillé en couleur sombre.

« Ça c'est pour montrer que tout a été emporté, effacé, » dit Sadia, 13 ans.³³

Tandis que les agences et les gouvernements essaient de s'occuper des besoins immédiats en ravitaillement, en eau et en abris pour ceux qui ont été déplacés par les eaux, il n'y a presque aucune aide psychosociale. C'est pourquoi les espaces aménagés pour les enfants après les inondations ont été si importants. Les enfants se retrouvaient pendant quelques heures par jour pour jouer, pour apprendre et pour parler de ce qui s'était passé. C'était les seuls moments durant lesquels il y ait eu une offre d'appui psychosocial. « Les enfants avaient peur et n'arrivaient pas à dormir la nuit, alors ces moments-là étaient très importants pour eux. » a dit Mohamed Umar, un chef de village de Haji Sattar Dino Taandio, près de la côte de Thatta, Sindh.

Une jeune fille de 14 ans de Rajanpur a commenté: « À cause des inondations, nos jouets ont été noyés et nos maisons se sont écroulées. On avait tellement peur qu'on était réveillés par nos cauchemars. Mais [maintenant] on joue ici et on oublie toutes ces situations. »34

Zeinab et son dessin.



CHOIX RÉELS, VIES RÉELLES

Durant les sept dernières années, l'étude de cohorte de Plan « Choix réels, vies réelles » a suivi 142 filles nées en 2006, qui vivent dans neuf pays en voie de développement à travers le monde. En début d'année, nous avons mené une série de discussion de groupes avec des adolescentes des mêmes communautés que celles des participantes de l'étude de cohorte aux Philippines, au Salvador et au Vietnam. Les chercheurs de Plan dans chacun des trois pays ont aussi mené des entretiens en profondeur avec ces jeunes filles.

Les éléments qu'ils en ont dégagés ont renforcé les opinions et les résultats de recherche soulignés dans une autre partie de ce rapport. Ils ont également mis en évidence l'importance de la participation des filles à la gestion des risques de catastrophe et à l'élaboration de stratégies qui encouragent la résilience et réduisent les risques.

L'impact psychosocial des catastrophes sur les adolescentes : « Ça nous paraissait impossible à supporter »

Il n'est pas rare que le stress psychologique causé par une catastrophe puisse être ignoré dans l'urgence, lorsqu'on doit répondre à des besoins immédiats, physiques. Presque toutes les filles auxquelles nous avons parlé dans ces trois pays (Vietnam, Philippines et Salvador) ont



mentionné un changement de comportement chez elles ainsi que chez les gens qui les entourent à la suite d'une catastrophe et de l'impact que cela a pu avoir sur leur vie. Linda, 16 ans, au Salvador, nous a parlé des effets durables qu'a eu l'inondation sur elle et sur sa famille : « En fait, ça me donne encore envie de pleurer quand j'y repense. On a besoin de plein de choses à la maison, et je n'ai pas eu d'aide de qui que ce soit. Je n'ai pas l'eau courante, je n'ai pas d'électricité, je ne suis pas en sécurité à la maison, ce n'est pas pareil quand il n'y a pas de lumière. » Elle nous a dit que ses parents étaient âgés et en mauvaise santé et qu'en conséquence elle et sa sœur sont résolues à travailler pour rapporter de l'argent à leur famille. « Ma sœur a 23 ans, et elle aussi travaille; on a toujours été très responsables pour la famille... J'avais déjà arrêté l'école quand tout ça [l'inondation] est arrivé. »

Chercher l'aide nécessaire - nourriture.

hébergement, soins de santé – peut se révéler encore plus difficile pour des ménages dirigés par des femmes du fait que de nombreux aspects des secours d'urgence sont organisés sans prendre en compte les besoins des différentes sections de la population jeunes et âgés, filles et garçons, hommes et femmes - et que les domaines tels que l'aide alimentaire ou la coordination temporaire des camps sont menés par des hommes.35 En repensant aux événements qui ont suivi un typhon, Monica, 14 ans, des Philippines, nous a dit que comme son père « n'était pas dans le coin » il n'y avait qu'elle, ses frères et sœurs, et sa mère. Elle dépeint un portrait bien triste de leur lutte pour s'assurer d'avoir un lieu sûr pour dormir et de quoi manger, en insistant sur le manque de soutien qu'elles ont obtenu en tant que foyer tenu par des femmes : « Pendant le premier typhon personne ne nous a aidées ni donné quoi que ce soit... On a demandé à être hébergées en dépannage chez à peu près n'importe qui. » Elle nous a dit qu'elles ont survécu en mangeant « des sardines en boite et du riz... Je ne sais pas pendant combien de jours, mais ils ne nous donnaient pas à manger en permanence. Il y avait beaucoup de bananes qui tombaient, alors on prenait les fruits et on les faisait cuire... Après le typhon on n'a pas pu manger de riz, on mangeait des bananes tout le temps. » Monica nous a dit qu'il lui a fallu longtemps pour se remettre, et qu'elle était « effrayée et inquiète... parce que j'avais pitié pour ma mère. » Le stress extrême entraîné par l'absence de logement et de nourriture à la suite du typhon a provoqué une anxiété chez Monica : « À ce moment-là je me suis dit qu'on allait mourir... À force de trop de froid ; ça paraissait impossible à supporter. »

Duyen, vietnamienne de 14 ans, nous a parlé de l'impact de la sécheresse sur sa vie quotidienne, y compris sur son éducation : « Je me sentais fatiguée, désagréable et préoccupée et mes résultats à l'école baissaient de plus en plus. » Ainsi, même si les filles

PLAN/WILTON CASTILLO



elles-mêmes n'étaient pas directement affectées, il y avait malgré tout des conséquences émotionnelles dues à la catastrophe, comme Ofelia du Salvador nous les décrit : « Émotionnellement je suis triste de voir tant de gens qui souffrent, tant de choses perdues et tant d'efforts gâchés. » Beaucoup de ces filles ont aussi parlé de sentiment d'anxiété à l'idée d'autres urgences ou catastrophes éventuelles.

Il a été rapporté que les tensions entre les membres d'une même famille montaient à l'issue



d'une catastrophe. Nguyet, 19 ans, nous a confié : « Dans ma famille ce sont mes parents qui ont le plus souffert. La perte de productivité sur la ferme les a forcés à trouver une autre façon de gagner leur vie. Leur santé est mauvaise parce qu'ils réfléchissent trop. Je fais de mon mieux pour les aider. » Ngoc Anh, 14 ans, nous a dit : « Ma mère est plus grincheuse ; si les enfants font des bêtises, ils seront punis plus sévèrement ; les pertes de la récolte ça rend les gens plus maussades. »

Nombreuses sont les filles qui ont expliqué à quel point il serait bénéfique pour elles de bénéficier d'un lieu sûr ou d'un moyen de discuter de leurs sentiments. Linda, 16 ans, du Salvador, a fait le commentaire suivant : « Aujourd'hui je vois qu'il y a beaucoup de gens tristes ou déprimés quand ils repensent à ces choses-là, et ça pourrait facilement rendre triste n'importe qui, mais je crois que si on pouvait avoir ces discussions et tout ça plus souvent, ça nous aiderait à avancer. »

Aucune des filles avec lesquelles nous nous sommes entretenus n'a déclaré avoir reçu une aide psychologique à la suite d'une catastrophe. Cependant, il est clair à la fois à partir de ces discussions et de la recherche entreprise pour le rapport « Parce que je suis une fille » de cette année que cette aide est primordiale pour ce qui est de réagir à la pression physique et morale exercée sur les adolescentes lors de catastrophes.³⁶



4 « Personne ne m'a aidée à part ma sœur » : le planning familial et les services de maternité

« C'est mon premier enfant et je n'avais personne pour me conseiller d'aller dans une clinique... J'ai accouché dans le camp parce que personne ne m'a dit d'aller à l'hôpital. Personne ne m'a aidée à part ma sœur. » Ellen, 17 ans, dans un camp de Haïti. Elle a perdu ses deux parents dans le tremblement de

terre de 2010 et vit sous une tente³⁷

L'accès à la contraception et à une éducation sexuelle complète est d'une importance vitale pour les adolescentes. Dans les pays à revenus faibles/moyens, les complications dues à la grossesse ou à l'accouchement font partie des premières causes de décès chez les filles entre 15 et 19 ans.³⁸ Pourtant dans beaucoup de sociétés, discuter de planification familiale, de sexe et de grossesse est considéré comme un tabou pour les jeunes non mariés, et même pour les femmes mariées les décisions concernant le sexe sont habituellement prises par les hommes.

La planification familiale a une importance toute particulière en situation de crise parce que les comportements à risques, y compris la pratique du sexe transactionnel, augmentent souvent dans ces circonstances. Mais la planification familiale n'est qu'une norme minimale pour les « utilisateurs existants », ce qui n'inclut pas forcément les adolescentes, et les directives Sphère stipulent que la contraception d'urgence devrait être disponible en cas de violences sexuelles mais

ne s'aventurent pas plus loin.³⁹ Rien de tout cela n'est susceptible d'aider les adolescentes, lesquelles risquent d'avoir peu d'informations et moins de chances d'accéder à la contraception que les adultes, même avant une catastrophe.

Une étude de 2011 effectuée par l'UNHCR dans des camps de réfugiés de cinq pays différents - Djibouti, Kenya, Ouganda, Jordanie et Malaisie – a établi qu'il y avait peu d'informations et moins d'opportunités d'accès à la contraception. 40 Ce rapport soulignait que l'accès aux informations et services de planification familiale était particulièrement difficile pour les adolescents. La raison en était que « la sexualité avant le mariage n'est pas jugée acceptable, particulièrement dans les populations déplacées d'Irak, de Birmanie et de Somalie ». En Ouganda, les adolescents vivant dans des camps refusaient d'aller à la permanence de planification familiale parce qu'elle avait lieu dans une maternité. Les adolescents présents ont aussi rapporté qu'ils échangeaient des faveurs sexuelles contre de l'argent, mais que très peu d'entre eux se protégeaient. Les distributeurs de préservatifs, offrant une forme d'anonymat, étaient souvent vides.

D'après une étude sur des adolescentes Acholi dans les camps du Nord de l'Ouganda, 91 % des jeunes filles interrogées trouvaient qu'il était difficile de se procurer des préservatifs.⁴¹ D'après l'une d'elles : « Quand ils [les services de planning familial] parlent des préservatifs, ils se cantonnent en général à un public de 18 ans et plus. La planification familiale, c'est pour les femmes mariées... pas les filles... Les jeunes filles de 12 à 14 ans ne savent pas du tout ce que c'est qu'un préservatif. »⁴²

Mais dans certains cas, les catastrophes peuvent ouvrir une fenêtre permettant aux adolescents de bénéficier d'une meilleure santé et même d'un meilleur accès aux contraceptifs – par exemple, au Pakistan après les inondations de 2010, des « travailleuses de la santé » assuraient des services d'aide à l'accouchement pour les accouchements normaux dans les camps, et des mécanismes de transferts mis en place en cas de complications. La contraception était aussi rendue plus accessible pour les femmes, y compris les jeunes femmes mariées.⁴³

Il est commun que le nombre de grossesses augmente après une catastrophe. D'après un rapport du *Human Rights Watch* en Haïti, cela est lié à un certain nombre de motifs. ⁴⁴ Les femmes et les filles qui ont été interrogées ont identifié les facteurs suivants pour leur propre grossesse: un désir de compenser la perte d'un enfant dans le séisme; l'espoir de consolider

une relation avec un nouveau partenaire ; et le manque d'accès aux informations ou méthodes de contraception. Un certain nombre d'entre elles ont aussi mentionné le viol comme étant la cause de leur grossesse.⁴⁵

Le Human Rights Watch raconte l'histoire de Rachelle, qui était une étudiante de 17 ans lorsque le tremblement de terre a frappé la région et qui est tombée enceinte pendant qu'elle vivait dans un camp. 46 Elle a déclaré : « Je voulais utiliser la planification familiale, mais je n'y ai pas eu accès... Je vis dans une tente et il n'y a personne ici pour m'aider. » Même lorsque la contraception est disponible, le rapport a constaté que femmes et filles ne pouvaient pas négocier l'utilisation de préservatifs avec leur partenaire. Selon une autre étude effectuée en Haïti. moins de la moitié des femmes dans une relation ont déclaré qu'elles pouvaient prendre des décisions à propos de leur contraception, et 26 % ont dit que leur mari ou partenaire prenait toutes les décisions concernant leur santé à leur place.⁴⁷ Si les femmes ne peuvent pas négocier des rapports protégés ou une contraception, il n'est peut-être pas si surprenant que les adolescentes ne le puissent pas non plus.

Dans les trois premiers mois après le tremblement de terre en Haïti, les professionnels de la santé publique ont commencé à noter une augmentation du nombre des grossesses. « Après le séisme, toutes les jeunes femmes ont des hommes d'âge adulte avec elles sous la tente, et





Dans un centre médical à Haïti.

maintenant elles sont enceintes et certaines accouchent sous la tente... à 14, 15, 16 ans, » nous a dit un membre du comité des femmes du camp de Maïs Gâté.⁴⁸

Des filles comme Tamara, qui a 17 ans et vit avec ses parents et son frère dans un camp en Haïti. Elle est tombée enceinte pendant qu'elle vivait là-bas. « Personne ne m'a parlé de planning [familial]. Si j'avais su [que ça existait]... je m'en serais servi, » nous a-t-elle dit. Tamara a accouché dans sa tente sans l'aide de personnel médical qualifié. Elle voulait aller à l'hôpital, mais quand le travail a commencé il a été décidé qu'il n'y avait pas assez de temps et c'est sa mère qui l'a aidée à accoucher sous la tente. Aujourd'hui Tamara fait de son mieux pour s'occuper du bébé, mais ce n'est pas facile. « Quand j'ai de l'argent, je mange; quand j'en ai pas, je mange pas. Mais j'essaie quand même d'allaiter le bébé. »49

Margalie, membre de comité d'un camp de Croix-des-Bouquets en Haïti, nous a dit que 150 bébés étaient nés dans le camp et que 83 femmes étaient tombées enceintes. « Certaines sont des filles ; comme leurs parents ne s'occupent pas d'elles, alors elles cherchent un homme pour pouvoir survivre... mais les hommes, en fait, ne s'occupent pas d'elles. Dès qu'ils entendent que la fille est enceinte, ils la quittent. »⁵⁰

Ces histoires montrent à quel point il y a un besoin urgent de contraception pour les adolescentes, d'informations sur les lieux où elles peuvent de la procurer, et de soins prénataux, obstétriques et postnataux après une catastrophe. Il est aussi urgent de pouvoir travailler avec les hommes et les garçons, avant et pendant les situations de crise, sur les questions de la paternité, de l'égalité des sexes et des points de vue sur la masculinité, de façon à ce que la responsabilité au niveau de la contraception et de la garde des enfants ne soit pas la seule prérogative des jeunes mères.⁵¹

IL EST SOUVENT TROP TARD

Le rapport de Nikki van der Gaag sur la planification familiale et la mortalité maternelle dans le Pakistan rural.

Nasreen est assise tranquillement dans un coin pendant que les autres femmes de la région du Kot Adu dans le Pendjab discutent. Elle a l'air d'avoir une vingtaine d'années, mais elle est fatiguée et pâle, et a un jeune enfant qui s'agite et pleure jusqu'à ce qu'il finisse par s'endormir, ivre de fatigue. Nasreen est pauvre, illettrée, et s'est mariée très jeune. Elle déclare, tristement, qu'elle a huit enfants. Elle ne sait pas grand-chose sur la nutrition, l'hygiène, la planification familiale et les précautions pour un accouchement sans danger.

Tout cela est susceptible de mettre sa vie en péril. Officiellement, on estime le taux de mortalité maternelle au Pakistan à 260 morts pour chaque 100 000 naissances.⁵² Mais dans chaque village

que je visite on me parle d'une femme qui est morte la veille ou la semaine précédente. En parlant avec des professionnels de la santé, il apparait possible que le nombre de femmes mortes en couches. en particulier mais pas seulement en cas d'inondation. est plus élevé que ne l'indiquent les statistiques.53

Bilquis, assistante sociale dans le district

de Thatta, nous a dit qu'elle avait rarement été dans des villages où une femme ne venait pas de mourir en couches. Les garçons du village nous montrent comment ils fabriquent une sorte de brancard pour transporter les femmes enceintes à l'hôpital. Il leur faut marcher ou aller dans une charrette tirée par un âne sur des routes rocailleuses et cahoteuses. Il n'est, peut-être, pas si surprenant que tant de femmes meurent en chemin.

Il y a un autre problème. Comme la société est conservatrice et très strictement contrôlée, toute mention de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes non-mariés est impossible. Pour eux, ces services et informations ne sont tout bonnement pas accessibles. D'après un rapport : « Il y a en général un niveau de connaissances très bas en ce qui concerne la planification familiale au Pendjab. Les adolescentes non-mariées n'ont aucun accès aux informations et même celles qui sont mariées et les femmes plus âgées n'ont généralement que peu de

connaissances en matière de méthodes modernes de planification familiale. C'est aussi le cas des garçons et des hommes. »⁵⁴ En conséquence, dans le Pakistan rural, on en sait peu sur la planification familiale et comment y accéder – seulement 30 % des femmes mariées entre 15 et 49 ans utilisent une forme de contraception.⁵⁵

Détail intéressant, femmes et filles, après les inondations de 2010, se sont souvent retrouvées ensemble dans des camps de fortune ou des écoles, ce qui leur a donné une chance d'avoir accès à des informations sur la santé et l'hygiène. Parmi ces informations, il y avait des conseils en planification familiale et des renseignements sur la santé sexuelle et reproductive et la santé maternelle. ⁵⁶ Par exemple,

dans le village de Jadav Wala près de Muzaffagarh au Pendjab, l'infirmièrevisiteuse organisait des sessions de planning familial journalières pour jusqu'à 30 femmes dans les camps gérés par le gouvernement. Pour elle, parmi celles auxquelles elle s'adressait, seule une femme sur 10 avait entendu parler des méthodes



modernes de planification familiale avant d'arriver au camp.

Mais si seulement, chaque jour, quelques femmes comme Nasreen pouvaient commencer à utiliser une contraception, dans une période de deux mois, cela signifierait que plus de 400 femmes auraient moins de bébés; cela contribuerait à réduire les morts liées aux grossesses et la perpétuation des cycles de pauvreté de mère-à-enfant. Une autre des choses positives qui émergent de cette formation était que les hommes s'étaient détendus vis-à-vis de l'utilisation des services de planning familial par leur femme. Cela pourrait aussi avoir un effet à long terme si ces services continuaient à être disponibles.

Mais, dans la plupart des villages, une fois que les eaux se sont retirées, les choses sont retournées à leur état initial pour des femmes comme Nasreen : pas d'école, pas de visites médicales, et peu d'informations ou de dispositions pour la santé, et en particulier la santé sexuelle et reproductive..



5 « Ce sont les filles qui sont en danger d'extinction » : les maladies sexuellement transmissibles et le VIH

« Le lien entre la vulnérabilité au VIH et un désastre humanitaire est reconnu depuis longtemps ; pourtant, en tant que communauté internationale, il nous a fallu du temps pour impliquer de façon proactive des organisations du monde humanitaire dans le combat contre le VIH et le sida. »

Noerine Kaleeba, fondatrice et mécène de TASO, Ouganda ; directrice du conseil d'administration de *Action Aid International*⁵⁷

« Au-delà des risques sanitaires inhérents au choléra et au paludisme qui touchent tout le monde [durant une crise], pour le VIH et le sida, ce sont les filles qui sont en danger d'extinction. »

> Jeune non scolarisée, tiré d'une recherche primaire à Malipati, au Zimbabwe, en vue de ce rapport⁵⁸

Il y a 2,2 millions d'adolescents dans le monde qui vivent avec le VIH... environ 60 % d'entre eux sont des filles.⁵⁹ La vulnérabilité des filles au VIH et au sida est liée à leur bas statut dans la société. Le rapporteur spécial auprès de l'ONU de la commission des droits de l'homme remarque que : « La vulnérabilité des femmes et des filles vis-à-vis du VIH et du sida est aggravée par d'autres questions de droits humain dont l'accès inadéquat aux informations, à l'éducation et aux services nécessaires à la garantie d'une bonne santé sexuelle : la violence sexuelle : les pratiques traditionnelles et de coutumes nuisibles qui affectent la santé de la femme et de l'enfant (telles que le mariage précoce et le mariage forcé); et le manque de compétences légales et d'égalité dans des domaines comme le mariage et le divorce. »60 Comme nous l'avons souligné dans un précédent rapport : « Les racines de l'épidémie sont ancrées dans les structures qui entraînent des relations inégales et mettent l'accent sur le pouvoir de l'homme sur la femme. Dans de nombreuses sociétés, ce sont elles qui dictent le fait que c'est l'homme qui décide quand avoir des rapports, combien de partenaires il peut avoir et s'il doit utiliser un préservatif. »61 Cette vulnérabilité est aggravée en contexte de crise.

Il n'y a aucun chiffre qui puisse montrer s'il y a une hausse dans les MST (maladies sexuellement transmissibles) et le VIH chez les adolescentes en situation d'urgence. Mais ce que nous savons, c'est que durant une crise, le travail de prévention du VIH est souvent suspendu, ce qui entraine une augmentation

La santé sexuelle et reproductive au Sud Soudan. du nombre de cas.⁶² Il arrive aussi que des médicaments d'importance vitale ne soient pas disponibles. Les traitements antirétroviraux destinés aux séropositifs sont souvent perturbés lors de catastrophes.⁶³ Il arrive que des stocks soient détruits, ou inaccessibles.⁶⁴ Ou bien les fournisseurs de santé se concentrent essentiellement sur les secours immédiats, les accidentés, les blessés et les urgences vitales.⁶⁵ Tout cela peut accélérer le déclin de la santé des séropositifs.⁶⁶ Pourtant l'accès aux médicaments rétroviraux pour utilisateurs existants et pour femmes enceintes et filles a été incorporé dans les normes minimales de l'intervention humanitaire en 2010.

Cela constitue un remarquable angle mort au niveau de la programmation humanitaire parce qu'une situation d'urgence est un moment où les contraintes sociales qui régissent normalement les comportements peuvent être anéanties et les comportements à risque s'accroître. Un adolescent peut, et c'est compréhensible, ressentir de la peur et une incertitude vis-à-vis de l'avenir – le risque de devenir séropositif et de mourir dans 15 ans peut paraître sans importance lorsqu'il s'agit de survivre dans le présent.

Alors que les preuves en sont très éparses étant donnée la nature sensible du sujet, il semble que les adolescentes en sachent moins sur la transmission des MST et du VIH/sida que leurs congénères masculins. Par exemple, la recherche de Plan au Bangladesh sur l'impact du changement climatique a établi que les filles entre 12 et 17 ans « avaient entendu parler du VIH mais ne savaient pas expliquer comment ça se transmettait. Les garçons de la même tranche d'âge ont dit qu'ils savaient comment ça s'attrapait et qu'ils l'avaient appris par le biais de la radio, de la télévision et des membres du personnel de [une ONG locale]. »⁶⁷

Les catastrophes peuvent avoir un autre effet : la perturbation des traditions de passation de savoir sur la sexualité. Dans la culture Acholi, en Ouganda, la wayo, ou sœur du père, était la personne qui apprenait à une adolescente les éléments de la vie d'une femme, y compris la sexualité et les menstruations. Les femmes ont rapporté que durant le conflit, les méthodes traditionnelles d'aide aux adolescents avaient périclité. Le programme Wayo, une initiative pour la santé reproductive dans le Nord de l'Ouganda qui formait les femmes locales à assumer le rôle traditionnel acholi, « à la façon des wayos », pour faire passer des informations sur l'éducation sexuelle et la prévention du sida d'adulte à jeune femme, a eu non seulement du succès mais s'est aussi inscrit dans la durée.68

LES ADOLESCENTS IDENTIFIENT LES RISQUES DE SIDA EN HAÏTI⁶⁹

Avant qu'un tremblement de terre ne dévaste Haïti en 2010, les solutions de lutte contre le HIV et le sida se sont concentrées principalement sur le traitement, le soin et l'aide, avec une attention moindre apportée à la prévention.

Alors même qu'Haïti se relève péniblement du séisme, un accord a été conclu pour que le VIH et le sida soient traités par le biais d'une démarche holistique comprenant la prévention. Les services aux personnes affectées par l'épidémie sont de plus en plus fiables et plus faciles d'accès. Mais le nombre de programmes qui répondent à la vulnérabilité particulière des jeunes – des adolescents en particulier – doit être augmenté.

Le taux de séropositivité en Haïti est de 1,9 % des enfants et adultes entre 15 et 49 ans. La population est jeune, 33 % des haïtiens étant entre 10 et 24 ans. Et les jeunes sont les plus vulnérables aux infections, en particulier dans les bidonvilles et les camps de Port-au-Prince.

En partenariat avec deux organisations locales, GHESKIO et l'Office national contre la violence (ONAVC), l'UNICEF cherche à identifier les lieux où adolescents et ieunes courent le plus grand risque d'être infectés par le VIH. Ensemble, ils ont engagé une initiative de cartographie dans deux communautés de Port-au-Prince, dans l'intention de révéler les obstacles qui empêchent les populations adolescentes vulnérables - les filles en particulier - d'avoir accès aux services de prévention contre le sida. Le but du projet est de faire en sorte que les adolescents et les jeunes utilisent davantage les services liés à la santé sexuelle, reproductive et à la séropositivité. En impliquant ces groupes dans la technologie du mapping, cette initiative valorise les jeunes afin qu'ils défendent de façon concrète la prise en compte des problèmes dans leur communauté.



MARTIN VERZILLI/INSTEDD



6 « On a besoin d'être propres » : les adolescentes et l'hygiène publique

« Pendant la mousson, on doit attendre sous la pluie pour utiliser les toilettes parce que c'est difficile de faire ses besoins dehors où le sol est inondé presque partout... Je suis obligée de faire mes besoins dans un lieu public ; j'ai peur d'être vue par un de mes camarades d'école. »

Sunita Kumari Urau, 15 ans, au Népal⁷⁰

« Ça serait bien d'avoir des endroits sûrs et propres pour se laver, déféquer et uriner. On a besoin d'avoir un peu d'intimité. On a besoin de se sentir propre. »

Lilani, 15 ans, aux Philippines⁷¹

Bien que les Normes Sphère 2011 préconisent « un accès suffisant à des installations sanitaires acceptables et un environnement non-contaminé par les eaux usées », à chaque catastrophe les filles et les femmes soulèvent la question des toilettes publiques et des sanitaires. ⁷² Trop souvent, ceux-ci se trouvent

dans des parties isolées du camp, sont mixtes et mal éclairés. Les filles se soucient de leur intimité, mais elles ont aussi un sentiment d'insécurité à chaque fois qu'elles vont aux toilettes ou se laver. « Le pire problème pour les jeunes filles dans le camp c'est de prendre leur douche en public et que leur corps soit exposé au regard d'inconnus. Certains garçons profitent de la situation pour dénigrer les corps [des filles], et les insultent verbalement en utilisant des mots grossiers, » a expliqué Carine Exantus, étudiante en journalisme à l'Université de Haïti avant que celle-ci ne soit endommagée et fermée par le séisme de janvier 2010.⁷³

D'APRÈS UNE ENQUÊTE, L'ÉCLAIRAGE N'EST PAS UNE PRIORITÉ

L'enquête en ligne de 2013 effectuée auprès de travailleurs humanitaires pour ce rapport a montré que l'éclairage avait une place moindre dans les priorités des camps et des refuges de déplacés internes. Seuls 16 % des sondés ont déclaré que la lumière avait été installée sur le chemin des blocs de douche et 16 % pour les latrines. Étant donné que femmes et filles, en particulier au moment de leurs règles, ont souvent tendance à utiliser les sanitaires après la tombée du jour pour avoir plus d'intimité et pour éviter la gêne, l'absence d'éclairage pour s'y rendre pourrait être un facteur de risque de violence sexuelle.

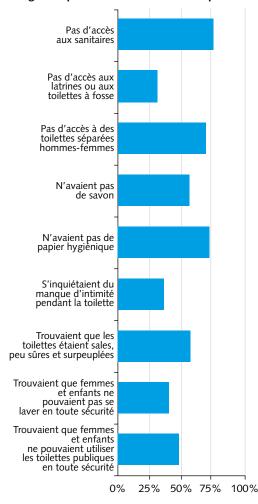
Un des problèmes vis-à-vis de la localisation et de la disponibilité des latrines est que les évaluations sont souvent conduites en association avec « la communauté » plutôt qu'avec les femmes et les hommes, les filles et les garçons séparément. Cela veut généralement dire que les hommes plus âgés et plus puissants contrôlent les réponses et que les besoins et les souhaits des femmes et des filles ne sont tout simplement pas entendus.

En Inde, une étude post-tsunami a établi que les abris provisoires n'étaient pas assez sûrs ni éclairés de façon adéquate, ce qui donnait aux femmes une impression de vulnérabilité, en particulier au regard du nombre d'hommes inconnus, sans-emploi et oisifs en errance sur le site. Ainsi, il y était impossible d'avoir une quelconque intimité. ⁷⁴ Une enquête sur la violence à l'égard des femmes et des filles effectuée sur cinq pays différents à la suite du tsunami a constaté que : « Le manque d'intimité, en particulier au niveau des toilettes et des installations sanitaires, et un éclairage nocturne insuffisant exposent systématiquement les femmes à la violence. »⁷⁵

Une étude portant sur 90 familles dans six camps différents sur huit mois après le tremblement de terre de Haïti⁷⁶ a démontré que les sanitaires et toilettes étaient encore insatisfaisants et considérés comme dangereux par les jeunes femmes et les filles. Une famille de Croix-des-Bouquets a déclaré : « Parfois les jeunes hommes essaient d'enfermer les femmes dans les toilettes. »

Une consultation en bonne et due forme pourrait changer les choses. La même étude a révélé qu'un tiers des latrines construites n'était pas utilisées. Le manque de sûreté faisait que les femmes et les filles qui n'avaient pas été consultées quant à l'endroit où elles devaient être placées, avaient trop peur pour s'y rendre.⁷⁷

Huit mois après le séisme en Haïti : les toilettes et sanitaires sont toujours dangereux pour les filles dans les camps⁷⁸



« QUAND ON NE PEUT PAS SE LAVER ON N'A PAS CONFIANCE EN SOI » : DES ADOLESCENTES DANS LES PHILIPPINES⁷⁹

Une recherche primaire aux Philippines en vue de ce rapport, sur les effets du typhon Ondoy, qui a frappé la province de Risal le 26 septembre 2009, a constaté: « La propreté des latrines est souvent un problème majeur pour les gens qui vivent dans un camp de déplacés et/ou de réinstallation, »80 Les filles ont dit qu'elles prenaient des mesures alternatives pour uriner et déféguer si les latrines étaient sales, sentaient très mauvais, manquaient d'intimité à cause de trous pratiqués pour les épier ou de problèmes de verrous sur les portes, et s'il v faisait trop noir, Mirasol. 16 ans, a raconté : « Quand je suis entrée dans les toilettes, j'ai vu qu'elles étaient immondes, et entourées d'excréments. J'étais prête à y entrer mais je n'ai pas continué. »

Parmi les alternatives il y avait se retenir jusqu'à ce qu'elles arrivent chez une amie ou aux toilettes d'une école, ou utiliser des zones d'herbes hautes ou cachées par un bâtiment. Les filles ont déclaré aller aux toilettes par deux pour plus de sécurité. « On a besoin d'intimité là où on va faire sa toilette. J'ai toujours peur que quelqu'un me voit alors c'est dur de se laver. Il y a tellement peu de sanitaires qu'il y a toujours une longue file et les garçons essaient de nous voir, » a dit Amy, 15 ans.

Elles ont aussi dit que de se retenir d'uriner ou de déféquer menait souvent à des infections urinaires. « S'il y a déjà quelqu'un aux toilettes, il faut vraiment se retenir. On attrape des infections urinaires, » nous a expliqué Lilani, 15 ans.

« Ma copine et moi on a toutes les deux des infections urinaires, on a tellement mal à la vessie quand on urine. On nous a dit de ne pas nous retenir, mais parfois il le faut parce qu'il y a une longue file d'attente ou que les toilettes sont dégoûtantes, » a dit Michelle, 15 ans.

Les filles ont déclaré qu'elles savaient toutes qu'elles devaient se laver les mains, mais ont ajouté que parfois une seule source d'eau était partagée entre 1100 familles et qu'il y avait peu ou pas de savon disponible. Le fait de penser qu'elles pouvaient sentir mauvais les amenait à se mettre en retrait socialement. « Parce que quand on ne peut pas se laver... on perd sa confiance en soi, » nous a dit Mirasol.

7 Une question de dignité : les adolescentes et leurs règles en situation d'urgence

« L'hygiène menstruelle figure encore très bas dans la liste des priorités. En situation d'urgence ce sont l'eau et les latrines qui trouvent leur place sur la liste et même parfois des cabines de douche. Les problèmes de différence entre les sexes sont habituellement pris en compte après les premiers besoins d'urgence comme l'eau et les latrines et après qu'on réalise que les latrines et les douches ne sont pas utilisées par les femmes parce qu'elles ne sont pas adaptées aux femmes. » Membre du personnel d'une ONG qui s'occupe de l'eau et de l'assainissement en situation d'urgence (2011)⁸¹

« Quand j'avais mes règles, je n'arrivais pas à garder une bonne hygiène et je restais sale. Faites que je sois libérée des souffrances de l'inondation ; que toutes les filles du Char soient libérées des souffrances de l'inondation. »

Shiuly, 16 ans, à Dhaka, au Bangladesh82

Dans certains pays, les adolescentes en savent parfois très peu sur les menstruations avant l'arrivée des premières règles. Si cela arrive durant une situation d'urgence, souvent très peu de préparatifs ont été faits, et cela peut être une source de honte ainsi qu'une question de santé.

Le guide Sphère de 2011 propose un certain nombre de conseils pour une hygiène menstruelle sûre et appropriée en périodes d'urgence qui s'adressent aussi aux filles. 83 Par exemple on y trouve : « Les femmes et filles en âge d'avoir leurs règles, y compris les écolières, doivent avoir accès aux fournitures appropriées pour l'absorption et l'élimination du sang menstruel. Les femmes et les filles doivent être consultées sur ce qui est acceptable culturellement. Les latrines doivent comporter des dispositions pour pouvoir éliminer convenablement les fournitures menstruelles ainsi que des espaces privés pour se laver. »

Mais il est clair que ces consignes ne sont pas fréquemment suivies. Trop souvent, il n'y a pas de femme dans les équipes d'évaluation, ce qui signifie que la protection sanitaire peut ne pas être prévue ou que peu de femmes gèrent leurs fournitures d'urgence telles que sous-vêtements et protections sanitaires dans les camps ou les abris. Les filles peuvent ne pas vouloir recevoir ces produits de la part d'hommes, ou demander à des membres masculins de leur famille qu'ils les prennent pour elles.



Ce problème a été souligné dans le sondage en ligne effectué auprès de travailleurs humanitaires pour ce rapport dans lequel il était évident que moins de la moitié des équipes d'évaluation de besoins pour le secteur de gestion du camp dispose d'un nombre égal de femmes et d'hommes, en dépit du fait que les normes de protection du comité interorganisations stipulent que les équipes devraient en avoir le même nombre.⁸⁴

Le manque de matériaux sanitaires peut avoir un effet négatif sur la santé des filles : par exemple, pendant les inondations de 1998 au Bangladesh, un rapport a déclaré: « Les adolescentes ont parlé des rashes génitaux et d'infections urinaires parce qu'elles ne pouvaient pas laver convenablement en privé les chiffons au'elles utilisent comme serviettes hygiéniques, n'avaient souvent pas de place pour les étendre et les faire sécher, ni d'accès à une eau propre. Elles ont dit qu'elles portaient ces chiffons toujours humides, comme elles n'avaient pas d'espace pour les faire sécher.85 » Au Bangladesh, les filles les plus âgées ont mentionné les problèmes inhérents à l'impossibilité de se laver ou de nettoyer les chiffons qu'elles utilisent durant leurs règles et la façon dont cela déclenche des infections vaginales.86 Dans d'autres cas, là où les filles disposent de serviettes hygiéniques, il n'y a pas d'endroit pour les jeter.

Parfois ce qui est fourni n'est pas culturellement approprié: par exemple dans le camp de Dadaad au Kenya, on a donné aux filles des chiffons qui étaient si différents de ceux qu'elles utilisent d'habitude qu'elles s'en sont servi pour nettoyer ou les ont même jetés. L'une d'elles nous a dit: « On croyait que les paquets contenaient quelque chose à manger, et puis quand on a ouvert et trouvé un autre truc qu'on ne comprenait pas, on l'a jeté. »87

File d'attente pour obtenir du sel et du savon dans un camp de réfugiés du Sud Soudan. Au Pakistan, un chef de projet d'Oxfam a raconté comment « pendant les visites de contrôle post-distribution les femmes [les] ont informés que la couleur blanche et le tissu fin [des chiffons distribués] n'étaient pas adaptés à un usage sanitaire et qu'elles les utilisaient pour couvrir des pots à eau ou faire la poussière. Il a été suggéré de fournir du tissu coloré et épais et les femmes l'ont accepté. »88

Il y a aussi le problème de l'intimité, si important pour les adolescentes qui peuvent avoir honte qu'on sache qu'elles sont réglées. Il est difficile de se changer et de se laver en privé quand l'accès à l'eau, aux toilettes et aux blocs sanitaires est limité et commun à toute la communauté. En Inde, une adolescente de Nagapattinam a fait cette réflexion après le tsunami : « Il n'y a pas d'espace privé pour les filles [ou de sanitaires]. C'est très difficile quand on a ses règles. On lave nos chiffons menstruels la nuit et on se lève très tôt pour les récupérer lorsqu'ils ont séché. »⁸⁹

Le sentiment de honte était un thème commun chez les adolescentes dans la recherche en vue de ce rapport, aux Philippines: « J'ai eu les miennes au camp et tous les frères et sœurs étaient autour de moi quand j'avais besoin de me changer. Ils l'ont dit à leurs amis et tout le monde s'est moqué de moi, mais je ne pouvais pas aller aux toilettes parce qu'elles étaient occupées. J'avais honte, » a dit Rizza, 15 ans.

« J'ai eu honte parce qu'après la catastrophe je n'ai pas pu me laver et j'ai eu des fuites que tout le monde a vues. J'étais déjà triste parce





notre vie était finie, mais je ne savais plus quoi faire quand en plus j'avais des fuites et que je ne pouvais pas les arrêter, » a confié Mirasol, 16 ans.⁹⁰

de serviettes hygiéniques à l'école en Ouganda.

D'APRÈS UNE ÉTUDE, L'HYGIÈNE MENSTRUELLE N'EST PAS UNE PRIORITÉ

Dans notre étude auprès de travailleurs humanitaires en vue de ce rapport moins de la moitié des sondés (42.1 %) ont rapporté que des actions avaient été mises en place pour s'assurer que des produits et des équipements appropriés à l'hygiène menstruelle soient disponibles et accessibles aux adolescentes.91 C'est un indicateur de ce que l'hygiène menstruelle n'est pas une action prioritaire dans les interventions sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH en anglais). Cependant, il apparait clairement à l'issue de notre recherche primaire (auprès des jeunes fillesmêmes) que pour elles, les équipements et produits appropriés à l'hygiène menstruelle sont une véritable priorité, en particulier pour celles qui vivent en camps.92 Le manque d'installations et de services affecte leur dignité et leur santé et constitue aussi un obstacle à leur accès à l'éducation : tout ceci associé au sentiment de honte fait qu'elles restent souvent confinées à l'intérieur durant leurs règles.

8 Conclusion : connaître les besoins des filles

« Ça a été très dur pour ma famille et moi. On a perdu nos bien-aimés, on a le cœur brisé, on a du mal à trouver à manger et un endroit pour vivre... Ma mère nous dit qu'il faut croire au lendemain, croire à l'avenir, j'y crois, mais parfois c'est dur quand on a l'impression que tout s'écroule. »

Sheila, 16 ans, province de Rizal, aux Philippines, après le typhon Ondoy⁹³

« Il y a une fâcheuse tendance à faire paraître les chiffres en blocs – le nombre de latrines construites, les tonnes de nourriture distribuées, le nombre d'écoles réhabilitées – sans qu'on sache qui a utilisé ces latrines, qui a mangé la nourriture et qui est allé à l'école. »

> Valerie Amos, secrétaire générale adjointe de l'ONU aux affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence⁹⁴

Nous venons de voir comment la double discrimination de l'âge et du sexe affecte les adolescentes dans les catastrophes. Elles ont souvent déjà très peu de choix dans leur vie, et une crise ne fait qu'empirer leur situation. Leur survie et leur développement postcatastrophe sont mis à mal par la pénurie de nourriture et le manque de compétences et de savoirs, par les travaux domestiques qui les confinent au foyer, et par le fait qu'elles sont sous-estimées par rapport à qui elles sont et ce qu'elles peuvent faire. Ce chapitre a étudié le fait que les adolescentes sont confrontées à des problèmes de santé spécifiques durant une catastrophe ou une situation d'urgence, et que pourtant ces questions sont souvent ignorées par ceux qui s'occupent de l'aide humanitaire. L'accès à la nourriture et à l'eau, priorités de l'aide humanitaire, sont la clé de la survie des

filles, mais il en est aussi ainsi de l'accès aux informations sur la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive ; de l'apport de services de santé et de fournitures appropriées, visant les filles, de même que les moyens d'accéder à ces services ; de l'intimité et de zones de sécurité ; et du sentiment que leurs besoins spécifiques en matière de santé sont reconnus et pris en compte par les pouvoirs en place.

Survivre à un tremblement de terre, une inondation, ou la sécheresse n'est pas le seul objectif du travail humanitaire. Il doit aussi être primordial pour les communautés de l'humanitaire et du développement de faire en sorte que les survivants, en particulier les plus vulnérables, aient le soutien nécessaire pour faire face à leurs pertes et à leur traumatisme, et trouver les ressources dont ils ont besoin pour reconstruire leur vie tout en se préparant à de futures crises.

En ce qui concerne les adolescentes, ce n'est manifestement pas le cas. Des données issues de la recherche primaire montrent que les communautés de l'humanitaire et du développement ne répondent pas aux besoins des adolescentes.95 Elles négligent de leur transmettre les savoirs, les compétences et les ressources qui leur permettraient de survivre à l'impact d'une crue potentielle, d'une sécheresse ou d'un séisme. Elles négligent de subvenir à leurs besoins en cas d'exposition à de plus grands risques au lendemain d'une catastrophe. Des filles en bonne santé peuvent mener les interventions et la reconstruction au sein de leur communauté. Mais les filles qui tombent malades, qui n'ont pas accès à la contraception quand elles en ont besoin, qui tombent enceintes trop jeunes, ou qui sont forcées de faire commerce de leur corps pour survivre, sont potentiellement confrontées à des conséguences désastreuses qui les affecteront non seulement au moment de la catastrophe, mais jusqu'à la fin de leurs jours.





LES JEUNES FONT PARTIE DE LA SOLUTION : ANZAIRA ROXAS ET LE RÉSEAU Y-PEER AUX PHILIPPINES⁹⁶

Lorsque la tempête tropicale Washi s'est abattue sur la région de Mindanao aux Philippines en décembre 2011, des milliers de foyers ont été soudainement détruits et plus de 500 000 personnes ont été déplacées. Mi-janvier, on estimait que plus de 1200 personnes y avaient perdu la vie.

Par le biais de son initiative basée sur les réseaux de jeunes appelée Y-Peer Network, le FNUAP a rapidement mobilisé des jeunes bénévoles dans divers centres d'évacuation pour aider à identifier des femmes enceintes ayant besoin d'aide et organiser les sessions d'information auprès des jeunes. Lorsqu'une crise éclate, les familles et les structures sociales sont perturbées : les adolescents peuvent être séparés de leur famille ou de leur communauté, tandis que les programmes éducatifs formels et informels sont interrompus.

Anzaira Roxas a passé deux mois dans la région de Mindanao du Nord où 30 000 personnes ont été déplacées. Au centre du réseau Y-Peer aux Philippines, cette femme de 26 ans a travaillé sans relâche à mobiliser les jeunes qui participaient à des missions médicales et aidaient à distribuer des « kits dignité ». Ces kits étaient composés d'articles d'hygiène de base tels que du savon, des sous-vêtements et des serviettes hygiéniques.

« J'ai aussi formé des jeunes déplacés internes dans des camps et organisé des activités de soulagement du stress, » nous a expliqué Anzaira. « Certains d'entre eux pensent maintenant que même s'il ont été des victimes, ils peuvent prendre le dessus et aider ceux qui en ont plus besoin. » Dès l'âge de 12 ans, Anzaira a dit à sa famille qu'elle voulait devenir médecin pour la communauté. Aujourd'hui, Anzaira a deux diplômes : elle est infirmière et sage-femme. « Même avec deux diplômes, c'est difficile de gagner de l'argent aux Philippines », explique-t-elle, « mais je vois bien que mon pays a besoin de moi pour aider à améliorer la vie des femmes et des jeunes. »

À la fin de ses études, Anzaira a été embauchée pour procurer des services aux femmes et jeunes impliqués dans le commerce du sexe. Aujourd'hui, tout en étant à la tête du réseau Y-Peer de son pays, Anzaira travaille aussi avec le partenaire opérationnel du FNUAP, l'organisation du planning familial des Philippines.

Discuter de santé sexuelle et reproductive dans un pays religieux comme les Philippines demeure un tabou. Tout en étant active au sein de l'église catholique, Anzaira a réussi à gagner le respect de ses pairs et continue de lutter pour les droits d'accès des femmes et des jeunes aux informations vitales sur la santé sexuelle et reproductive.

Le 30 juillet 2012, une autre tempête tropicale du nom de Saola s'est transformée en un typhon qui a provoqué plusieurs jours de pluies torrentielles et d'inondations. Sept jours plus tard, 51 personnes avaient été tuées et 16 000 avaient trouvé refuge dans des centres d'évacuation. Là encore, Anzaira et ses congénères étaient prêts à aider les communautés dans le besoin. « Dans tout ce que je fais, je souligne toujours et encore ce que j'ai appris grâce au FNUAP », dit-elle. « Les jeunes ne sont pas le problème de notre société, mais font plutôt partie de la solution. »

Anzaira parle de l'hygiène à des jeunes femmes.

LE FOSSÉ ENTRE L'HUMANITAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT

Dr Sarah Bradshaw⁹⁷, auteur de *Gender, Development and Disasters*⁹⁸, examine des façons de le combler.

En 1999, l'UNICEF et d'autres agences ont suggéré que, étant données l'instabilité mondiale, la crise économique, la prolifération des conflits et la montée des catastrophes naturelles, la distinction entre les stratégies d'urgence et de développement était devenue « dépassée ». ⁹⁹ Alors comment se fait-il que, plus de 10 ans après, nous nous retrouvions encore à parler du besoin de combler le fossé entre l'humanitaire et le développement ?

Pour comprendre pourquoi ce fossé continue à exister, il faut chercher une partie de la réponse dans la compréhension de la nature véritable de cet écart. Les acteurs de l'humanitaire et du développement diffèrent en termes de buts, de groupes cibles, de partenaires de coopération, et de principes. 100 Contrairement aux actions de développement, les actions humanitaires avaient traditionnellement un mandat étroit pour sauver des vies et soulager les souffrances en temps de crise. Elles avaient pour but d'initier une intervention rapide pour répondre à des besoins clairs, et leurs opérations étaient sensées durer des semaines et des mois plutôt que des années. Contrairement aux agences de développement, la culture organisationnelle de beaucoup d'agences humanitaires est par conséquent orientée vers la livraison immédiate d'un ensemble de services basés à l'extérieur remis selon un processus vertical.101 Le caractère de l'aide au développement est aussi politique que lié aux besoins, et l'accès aux fonds prend souvent très longtemps. Cependant la nécessité d'un rapide déboursement des fonds, basé sur des besoins immédiats, a poussé les donateurs à créer des mécanismes institutionnels séparés pour traiter l'aide humanitaire. Le fossé, par conséquent, est de nature temporelle, organisationnelle et financière.

Ces dernières années beaucoup d'agences ont cherché à réduire l'écart entre l'aide humanitaire et le développement au moins au niveau du financement.102 Diverses politiques ont été adoptées pour combler le fossé financier tel qu'il est perçu, y compris en augmentant la flexibilité des subventions par le biais de mise en commun de fonds ou en adaptant les critères de financement, en attribuant au relèvement une part spécifique des fonds de l'humanitaire et du développement, et en créant des fonds spécialisés ou des lignes budgétaires centrées spécifiquement sur les périodes et activités liées à ce « décalage ». 103 Chaque politique résout des problèmes mais en soulève d'autres. Aucune ne garantit une stratégie cohérente qui suive les personnes affectées par les catastrophes à partir de la crise, tout au long du relèvement et jusqu'au « développement ». Combler le fossé peut aussi ne pas nécessairement aider à créer des passerelles entre

les deux. Par exemple, alors que les financements transitoires sont utiles, on n'arrive pas forcément à déterminer clairement qui devrait les gérer et il est possible que cela nourrisse une course au financement entre l'humanitaire et le développement, en en faisant des adversaires plutôt que des collaborateurs. ¹⁰⁴ D'un autre côté, cela pourrait introduire encore de nouveaux acteurs, à l'affut d'une nouvelle opportunité de financement ciblé. Il y a aussi d'autres problèmes.

On considère généralement que la période « transitoire » de reconstruction dure plusieurs années.¹⁰⁵ Ainsi une fille de 13 ans qui survit à un événement tel qu'un tsunami grandira durant cette « transition ». Ses besoins peuvent être satisfaits ou non durant la période d'intervention, mais deviendront une priorité durant la reconstruction comme elle ne sera, du moins c'est ce qu'on estimera, ni mère ni employée mais elle sera plutôt conceptualisée en tant que « fille » ou « orpheline ». L'intérêt international se portera sur le soutien de ceux qui s'en occupent, ou la recherche de quelqu'un pour s'en occuper. Les adolescentes ne sont pas, par conséquent, des objectifs à part entière. Tout simplement ignorées durant le relèvement, le fait de devenir mère par le biais d'un mariage précoce ou de travailler par le biais de pratiques d'exploitation peuvent être les seules options de vie qui s'ouvrent à elles. Lorsque l'aide financière du « développement » sera de retour, les filles victimes de catastrophe seront de jeunes femmes, et les choix qu'elles auront pu faire, ou qui auront été faits pour elles, auront déterminé, dans une large mesure, leurs possibilités de « développement ». Les choix limités faits par les filles, ou pour les filles, grandissant durant une période de transition peuvent avoir des conséquences coûteuses à long terme pour leur futur développement. Ainsi les filles présentent l'argument le plus convaincant de la nécessité d'une intervention cohérente et conjointe.

Comme l'a suggéré un article récent sur l'intervention humanitaire d'urgence (*Humanitarian Emergency Response Review*)¹⁰⁶, ce qui est nécessaire c'est un « changement radical » qui placerait les préoccupations humanitaires au cœur de la programmation de développement. Cela viendrait en partie d'une relation plus proche et plus intégrée entre le travail de développement des agences et la façon dont elles agissent pour répondre à une situation d'urgence soudaine. Pourtant, alors qu'on pourrait créer une passerelle entre les aspects opérationnels et financiers, ce fossé est le résultat d'un abîme plus fondamental, moins facile à combler car il est basé sur des différences idéologiques.

Les actions humanitaires sont gouvernées par des principes humanitaires – l'indépendance politique et économique, la neutralité, l'impartialité et l'universalité - et l'impératif humanitaire de toucher ceux qui ont les plus grands besoins aussi bien que le principe primordial du « primum non nocere ». L'aide accordée n'est basée ni sur des préoccupations politiques ni sur celles du donateur mais sur les besoins ; les actions de ceux qui reçoivent les aides en situation de crise ne sont pas remises en cause, mais sont toutes traitées comme également dignes de recevoir de l'aide. Ces principes ne sont pas des notions abstraites mais plutôt des questions pratiques importantes puisque l'indépendance, la neutralité et l'impartialité aident les acteurs de l'humanitaire à avoir accès aux victimes – en général des femmes et des enfants – de conflits et de catastrophes lorsqu'ils interviennent dans des situations chargées politiquement. L'accès dépend de cette réputation de neutralité et aide à conserver les intervenants en sécurité, en particulier dans le contexte d'une militarisation croissante de l'intervention humanitaire.

L'intervention humanitaire dans des événements des années 1990, en particulier au Rwanda, a conduit à la reconnaissance de ce que les actions humanitaires pouvaient faire beaucoup de dégâts, ce qui était le cas. La fin des années 90 a vu le débat sur le rôle de la protection, de la politique et de l'intervention humanitaire dans les situations d'urgence¹⁰⁷ ainsi que l'émergence d'un humanitaire nouveau ou « politique ». Alors que pour certains il s'agissait d'une « attaque » envers le cadre humanitaire¹⁰⁸, pour d'autres le fait que la nature politique de l'aide d'urgence – ou le fait qu'elle soit guidée par des principes « politiquement sensibles » - soit reconnue¹⁰⁹ a apporté une compréhension plus réaliste des actions humanitaires. Il a été reconnu que l'aide pouvait alimenter les conflits si elle était apportée à tous, y compris aux « victimes non-méritantes » qui perpétuent la violence, ainsi remettant en question la notion d'universalité. La valeur de la neutralité a également été remise en cause, et il a été suggéré que les travailleurs humanitaires réagissent aux actes auxquels ils assistent, comme ceux qui vont à l'encontre de la Convention de Genève, en « témoignant » ou en les dénonçant. Ces « témoignages » devraient, bien entendu, s'exprimer contre la violence sexiste en tant qu'arme de guerre et contre la violence systématique contre les femmes après les catastrophes naturelles. Ce qui est le plus important dans ce contexte c'est que la pensée humanitaire actuelle souligne le besoin, plutôt que de « ne pas faire de mal », de faire « le bien » et suggère que l'aide devrait contribuer à l'établissement de la paix, de la stabilité et du « développement ».

Ainsi on peut avoir l'impression que le fossé a été comblé et que les acteurs humanitaires ont maintenant ajouté des objectifs à plus long terme liés au « développement », comme la réduction de la future vulnérabilité aux catastrophes, à leurs objectifs traditionnels d'aide à court terme. Le problème est que l'humanitarisme est devenu une notion relativement controversée et que bien que la « nouvelle » pensée humanitaire propose la possibilité d'une passerelle

entre le développement et l'humanitaire, il pourrait bien y avoir une nouvelle fraction... entre acteurs humanitaires.

Alors que les actions humanitaires sont devenues plus « ambitieuses », il y a aussi une plus grande ambiguïté autour de la façon dont l'humanitarisme est compris, financé et pratiqué.¹¹⁰

Cette approche plus nuancée, conjuguée avec sa nature plus politiquement sensible, peut aussi inspirer une intervention plus ouverte à la question du genre... ou du moins à la possibilité de cette prise en compte. Cependant en termes de parité il y a toujours un fossé qui doit être franchi. La Croix-Rouge décrit un principe humanitaire fondamental par « le désir d'empêcher et d'atténuer la souffrance humaine où qu'elle se trouve », répondant « sans discrimination » pour assurer le respect de « la personne humaine ». Bien que s'adressant à l'origine aux « blessés sur le champ de bataille », dans les contextes complexes d'aujourd'hui l'accent est mis sur ceux qui sont dans le besoin, quelles que soient leurs affinités politiques ou ethniques, leur âge ou leur sexe. L'intervention humanitaire ne se concentre pas sur les différences entre les gens mais sur les « similitudes » de leur détresse. Cette concentration des actions, quoique apparemment utile pour s'assurer que les besoins des filles soient satisfaits, peut ne pas être aussi avantageuse qu'elle le paraît, car parfois il y a un besoin de souligner la différence (des filles) pour affirmer leur similitude (en tant qu'êtres humains égaux).¹¹¹ En d'autres termes, s'appuyer sur la notion de « similitude » peut dissimuler les différences dans la façon dont une fille et un garçon vivent un événement et les besoins spécifiques des filles peuvent ne pas être satisfaits.112 En particulier, les victimes de violence sexuelle ne sont généralement pas prises en compte dans les modèles standards de l'acheminement de l'aide humanitaire.113 De plus, les effets profonds du viol des femmes et des filles n'ont reçu que peu d'attention à plus long terme, étant donné qu'on se concentre sur la recherche de l'identité des coupables plutôt que d'assurer le bien-être continu des victimes.¹¹⁴ Le maintien de la construction de l'intervention



60

humanitaire en tant qu'intervention à court terme signifie que les besoins à moyen terme des victimes de violence tombent dans la « zone grise » entre l'aide et le développement.

Cependant la réalité est qu'au XXIe siècle l'aide humanitaire n'est pas une intervention à « court terme ». Un petit nombre de pays représentent la majorité de la dépense d'aide humanitaire, année après année.115 En l'absence de construction d'un système d'aide durable pour la protection sociale, ces pays continuent à être en « mode assistance ». 116 L'aide humanitaire agit comme un « pansement » en l'absence d'une solution politique en cas de conflit, ou d'une solution de développement en cas de famine et de sécheresse. Les humanitaires peuvent soulager les symptômes à court terme, mais c'est dans le développement que doit se trouver le remède. Cela ne veut pas dire que les travailleurs du développement doivent devenir des acteurs humanitaires, mais plutôt qu'ils ont besoin de reconnaître un risque de catastrophe comme un risque de développement. Comme il a été souligné récemment dans un appel du DFID (département britannique pour le développement international) à un développement « à l'épreuve des catastrophes »117, ce n'est pas l'intervention humanitaire qui doit devenir une question de développement, mais la « catastrophe » elle-même. Cependant, les catastrophes, à ce jour, sont considérées comme des événements « naturels » exceptionnels, sortant de l'ordinaire, qui perturbent ou « retardent » le développement. Un aléa naturel ne doit pas nécessairement aboutir à une catastrophe. Il ne se transforme en catastrophe que lorsqu'il a un impact sur une population vulnérable. À ce titre, une catastrophe révèle la vulnérabilité d'un groupe ou d'une nation, leur capacité limitée à faire face qui provient d'un manque d'accès aux ressources nécessaires à la résilience. Ce manque peut être monétaire et émotionnel, peut être lié à la santé et à l'éducation, aux savoirs et aux capacités stratégiques... ou à un manque de « développement ».

La réduction des risques de catastrophe (RRC) est liée à des mesures structurelles d'atténuation et à la mise en place de systèmes d'alerte rapide, mais elle est aussi clairement associée à la réduction de la vulnérabilité d'une population ou à l'augmentation de sa résilience. Ainsi, c'est une question de développement. Comme le souligne l'article de mi-parcours du Cadre d'action de Hyogo, le RRC est principalement une question de développement, quoique ce soient globalement des mécanismes et des instruments d'aide et humanitaires qui sont chargés de mettre en œuvre la stratégie. 118 C'est là que se trouve le nœud du problème. Cet écart qui doit vraiment être comblé est celui qui sépare le développement des catastrophes au sein même du développement. Le jour où le risque de catastrophe sera considéré comme un problème de développement par les travailleurs du développement, et que la réduction des risques sera un objectif de développement pour les agences de développement, alors ce fossé sera comblé.

En se concentrant sur les filles, on doit s'interroger à nouveau sur ce que nous voulons dire par risques de catastrophe. Considérer, par exemple, ce que révèlent la violence sexuelle envers les filles postcatastrophe, le mariage précoce et le trafic. Sont-ils des phénomènes nouveaux qui s'amorcent à l'arrivée d'un aléa naturel ? Si les filles subissent viols et violences sexuelles après l'événement, est-ce parce qu'il s'opère un changement soudain chez les hommes? Les femmes et les filles souffrent de la violence sexuelle en temps « normal », dans leur vie de tous les jours et, tout comme les catastrophes-mêmes, la violence post-catastrophique ne devrait pas être lue comme exceptionnelle ou sortant de l'ordinaire. Il se peut que le degré de violence augmente, de par la frustration des hommes à ne plus pouvoir remplir leur rôle socialement établi et sexospécifique de protecteur et de soutien de famille. Il se peut que la nature de la violence soit en train de changer, avec des hausses de niveau de violence perpétrée par des inconnus de par la rupture des systèmes sociaux et des structures de protection. Si la violence et l'exploitation subies par les filles sont dues à l'événement c'est alors bien une « catastrophe » pour elles; si cette violence et cette exploitation sont exacerbées après la catastrophe c'est alors pour elles un risque de catastrophe. À ce titre, pour les filles le risque de catastrophe est le risque augmenté de subir des violences ou de plus grands degrés d'exploitation à la maison ou au travail. Après le cataclysme, les actions humanitaires peuvent répondre au besoin pratique de protection. Cependant, réduire le risque de violence contre les femmes et les filles demande une attention concentrée sur le développement stratégique à long terme.

Combler ce fossé signifie comprendre qu'une catastrophe « naturelle » n'est pas naturelle mais que c'est une crise de développement. L'action humanitaire est la réaction à court terme à cette crise. La réduction des risques de catastrophe (ou RRC) est la solution à long terme. Il y a, par conséquent, un besoin de mettre la RRC au cœur du développement. Combler ce fossé signifie également comprendre qu'une catastrophe n'est pas neutre mais sexospécifique et générationnelle. Les actions humanitaires peuvent aborder les besoins sexospécifiques pratiques mais pour éviter que les filles en grandissant ne deviennent vulnérables visà-vis des catastrophes futures il faut que la RRC s'occupe de promouvoir leurs intérêts sexospécifiques stratégiques. Il faudra alors mettre les filles au cœur de l'intervention humanitaire et mettre la RRC au cœur du développement.

Les adolescentes d'aujourd'hui sont logées dans l'espace entre l'intervention humanitaire et le développement, mais si on les plaçait au cœur de ces deux démarches, elles pourraient devenir la passerelle qui les relie.

Dr Sarah Bradshaw est chargée de cours principale en Études du développement à l'Université du Middlesex.



La sécurité et la protection des adolescentes durant les catastrophes



Résumé

Ce chapitre défend la thèse selon laquelle la violence, en particulier la violence sexuelle, l'une des plus graves violations des droits des adolescentes, s'intensifie lors des situations d'urgence. À cause de leur âge et de leur sexe, les filles sont d'autant plus vulnérables dans les situations d'urgence que leur famille et leur communauté sont moins à même de les protéger. Dès lors, elles sont encore plus soumises au risque de viol ou de violence sexuelle. Elles peuvent être forcées d'avoir recours au commerce du sexe pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille en situation d'urgence. Les mariages précoces peuvent se multiplier de par les tentatives des parents de faire face et de protéger leurs filles dans la mesure de leurs possibilités. C'est le devoir des gouvernements, des donateurs et de la communauté humanitaire de protéger les adolescentes lors des catastrophes. La recherche en vue de ce rapport et les propres témoignages poignants des filles ne montrent que trop clairement que ce devoir n'est toujours pas accompli.

« Les jeunes filles n'ont pas de parents pour s'occuper d'elles, alors si un homme peut l'aider, elle fait l'amour avec lui et vit sous sa tente... ce n'est pas facile quand on a faim. » Human Rights Watch, Nobody Remembers Us (personne ne se souvient de nous), Haïti 2011

- Dans un camp au Libéria pendant la guerre, une étude a établi que l'abus sexuel des enfants, en particulier des filles de moins de 15 ans, était une pratique très répandue.¹
- Au Niger après la crise alimentaire, des recherches en vue de ce rapport ont constaté que sur 135 filles, 64 % étaient déjà mariées et 39 % avaient des enfants. L'âge moyen au mariage était de 14 ans.²

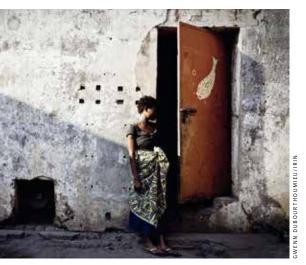
LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Article 19

Les gouvernements doivent prendre toutes les mesures pour protéger l'enfant contre toutes les formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de mauvais traitement pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de toute autre personne à qui il est confié.

Article 34

Les gouvernements doivent protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation et de violence sexuelle. L'enfant a le droit de ne pas subir de pratiques traditionnelles néfastes, y compris l'excision et le mariage précoce forcé.



1 La prévention de la violence à l'égard des filles et jeunes femmes en situation d'urgence

« Une nuit quelqu'un m'a touchée avec de mauvaises intentions, il m'a offert à manger. Quelqu'un a voulu m'enlever et m'a tentée en me proposant de l'argent et de l'aide. Je ne pouvais pas en parler à mes parents parce qu'eux aussi étaient angoissés. »

Shiuly, 16 ans, au Bangladesh3

« Le monde n'a pas été efficace dans son abord de la violence sexiste et/ou l'exploitation dans les camps. Elle perdure et même s'il y a des mécanismes pour rapporter ces abus, souvent les bénéficiaires ne connaissent pas leurs droits et aucun processus à proprement parlé n'est mis en place pour le suivi. »

Jeni Klugman, directrice de « Genre et développement », Banque mondiale 2013⁴

Bien qu'elle soit interdite par les lois nationale et internationale, la violence à l'égard des femmes, y compris sexuelle, est malheureusement toujours fréquente dans la vie quotidienne de nombreuses femmes et filles, résultat d'inégalités structurelles et systématiques et de discriminations qui se multiplient durant les catastrophes. De plus, de nouvelles formes de violence peuvent faire surface. Les adolescentes au sein d'un conflit peuvent subir des violences sexuelles telles que le viol utilisé comme arme de guerre. Il peut y avoir une recrudescence des mariages précoces, que les parents voient comme une façon de garder leur fille en sécurité dans une période trouble. Les mécanismes de protection peuvent être affaiblis à cause

de facteurs tels que le manque de soins parentaux, l'éclatement des structures communautaires, et le fait que les camps ne sont pas administrés de façon à assurer la sécurité des femmes et des filles.

La violence basée sur le sexe (GBV), ou sexiste et la violence à l'égard des femmes et des filles (VAWG) : des termes interchangeables ?

En 1993, la déclaration de l'ONU sur l'élimination des violences à l'égard des femmes proposait la première définition officielle du terme « violence basée sur le genre » ou « GBV » : « Tout acte de violence sexiste causant, ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée. »

« Violence sexiste » est devenu un mot ombrelle qui désigne tout préjudice perpétré contre la volonté d'une personne, et qui résulte d'une inégalité de pouvoir basée sur les rôles sexospécifiques. Dans le monde entier, la violence sexiste affecte presque toujours les femmes et les filles de façon disproportionnée. C'est pour cela que le terme de violence sexiste est interchangeable avec le terme « violence à l'égard des femmes et des filles ».

Pour les besoins de ce rapport nous reconnaissons que la violence sexiste peut être perpétrée envers les femmes, filles, hommes et garçons mais pour notre dossier sur les adolescentes nous ferons référence aux violences sexistes spécifiquement dirigées contre les femmes et les filles, et utiliserons les deux terminologies de façon interchangeable.

Même s'il y a des limites en terme de données, et que peu de chiffres font la distinction entre les femmes et les filles, les quelques statistiques qui sont disponibles témoignent d'une injustice sexuelle choquante.

- Bien qu'Haïti ait déjà des niveaux élevés de violence sexiste antérieurs au tremblement de terre, il y a eu une recrudescence de viols après la catastrophe.^{5,6} ISOFA, une organisation haïtienne pour la santé des femmes, a enregistré 718 cas de violence envers les femmes et les filles uniquement entre janvier et juin 2010.⁷
- Une étude de 2011 a constaté qu'en République Démocratique du Congo,



Sierra Leone.

- sur une population de 70 millions, approximativement 1,8 millions de femmes et de filles avaient été violées.⁸
- Presque neuf femmes sur dix affectées par le tsunami de 2004 en Inde, et six sur 10 au Sri Lanka avaient subi des violences physiques dans les deux ans qui ont suivi la catastrophe.⁹
- Au Libéria, un sondage national d'aprèsguerre, en 2008, a établi que le plus grand nombre de victimes de viols étaient des filles et des jeunes femmes âgées de 10 à 19 ans.¹⁰
- Au Libéria, en 2006, Save the Children UK a rapporté un taux élevé de filles victimes de maltraitance, certaines âgées d'à peine huit ans.¹¹
- Dans le camp de Knembwa en Tanzanie, 26 % des femmes et filles burundiennes entre l'âge de 12 et 49 ans, qui avaient déjà souffert de violences ethniques, y compris de viols, avaient subi de nouveaux viols en tant que réfugiées.¹²

Parfois, filles et femmes se font abuser par ceux qui sont sensés les protéger : leur famille, des militaires ou des travailleurs humanitaires. Dans un camp au Libéria, une étude de *Save the Children* a constaté que la maltraitance des enfants, en particulier des filles de moins de 15 ans, était pratique courante et était perpétrée par des officiels du camp, des travailleurs humanitaires, des gardiens de la paix, des employés du gouvernement et même des professeurs.¹³

« Les filles qui sont principalement impliquées dans la prostitution sont des jeunes enfants, et des adolescent(e)s que l'homme peut facilement tromper avec un peu d'argent. », nous a dit un témoin anonyme. Lorsque les abus sont perpétrés par la communauté humanitaire, une conséquence supplémentaire est de priver les filles de biens essentiels et d'informations. Chamithry, qui a aujourd'hui 22 ans, raconte son expérience après le tsunami de 2004 au Sri Lanka:

« Dans les centres de secours, aux points de distribution alimentaire, les hommes qui donnaient les colis nous regardaient de façon dérangeante, et ils faisaient ça aux adolescentes qui allaient chercher la



nourriture seules. Ça nous mettait mal-àl'aise. Beaucoup des distributeurs étaient des hommes, alors on n'osait pas trop demander des choses »¹⁴

Jagonari, une association pour les droits des femmes au Bangladesh, a déclaré que pendant et après une catastrophe telle qu'une inondation, « les filles sont souvent harcelées, elles n'ont aucun pouvoir économique, aucun moyen d'expression et souvent ces incidents sont cachés par elles-mêmes et leur famille. »¹⁵ Les adolescentes, particulièrement si elles sont séparées de leur famille, peuvent ignorer comment se protéger. Et les systèmes qui sont sensés être mis en place pour les protéger peuvent être perturbés pendant ou après une situation d'urgence.

Les filles dont les parents sont morts ou ont été blessés, et qui sont gardées par un parent, un adulte sans lien de parenté, ou par une institution, encourent encore plus de risques. Cette situation les met à la merci de personnes autres que leurs parents, ce qui donne souvent lieu à des abus.

Un autre facteur de risque pour les filles est qu'une fois déplacées, elles peuvent avoir à faire un trajet dangereux, inhabituel ou très long pour aller chercher de l'eau ou du bois ou parfois même simplement pour aller aux toilettes. Au Bangladesh, d'après une recherche, on sait qu'aller chercher l'eau est un travail réservé aux filles entre 12 et 17 ans.¹6 Même si elles y vont en groupes, elles encourent le risque d'être attaquées.

En Éthiopie, selon l'African Network for the Prevention and Protection of Child Abuse and Neglect (ANPPCAN), une ONG locale pour la prévention et la protection des enfants contre les abus et les négligences basée à Lalibela, la plupart des viols et des enlèvements ont lieu lorsque les filles doivent parcourir du chemin à pied pour aller chercher du bois et de l'eau. 'I' « Je connais deux filles qui ont été violées alors qu'elles allaient chercher de l'eau. Quand on va loin et qu'il n'y a pas grand monde autour, c'est là que ça se passe, » nous a dit Endager, 16 ans, du district de Lasta, en Éthiopie. 18

Durant une catastrophe, les adolescentes peuvent encourir de plus grands risques parce que leur situation est souvent chaotique et que la priorité principale pour les agences humanitaires, et même pour les familles, c'est la nourriture, l'eau, l'hébergement et les soins plutôt que la protection. Les organisations humanitaires doivent se rendre compte de cet état de fait, et prendre des dispositions particulières pour la protection des adolescentes, en reconnaissant qu'elles ont des besoins différents des femmes plus âgées.



« LES GARÇONS PEUVENT SE DÉBROUILLER LORSQU'ILS SONT SEULS » : DES DANGERS DIFFÉRENTS POUR LES FILLES ET LES GARÇONS AU KENYA¹⁹

En 2011, le Kenya et la corne de l'Afrique ont vécu la pire sécheresse depuis 1985, qui a affecté plus de 3,75 millions de personnes et entraîné des taux extrêmes de malnutrition et de décès, de même que la perte de moyens de subsistance. Des recherches en vue de ce rapport ont mis à jour le fait que parents, professeurs et membres du comité scolaire trouvaient que les garçons et les filles étaient confrontés à des dangers différents en temps de sécheresse.

Les répondants trouvaient que les filles couraient plus de risques et étaient plus vulnérables que les garçons. Il était considéré que les filles, surtout les filles plus âgées, qu'on laissait pour qu'elles s'occupent de la famille pendant que leurs parents partaient chercher de l'argent et de la nourriture, encouraient le risque de se faire violer ou d'être convaincues d'avoir des rapports sexuels par la ruse. Parmi d'autres dangers pour les filles étaient mentionnées la grossesse précoce et la possibilité d'être forcée à prendre des drogues.

Pour les garçons, les problèmes principaux étaient le risque de se blesser ou même de mourir lorsqu'ils cherchaient du travail, loin de la maison ou à la chasse. D'après cette recherche, les garçons pouvaient facilement se faire attirer dans des gangs impliqués dans des vols, ou se mettre à boire ou à prendre des substances. Le point de vue général était, comme l'a indiqué un des membres du comité, que « les garçons peuvent se débrouiller lorsqu'ils sont seuls. » Mais cela peut aussi mettre les garcons en danger, car on attend d'eux qu'ils sachent se protéger eux-mêmes; la violence sexuelle à l'égard des hommes et des garcons est tabou et par conséquent n'est pas souvent signalée.

Sarah et Mary prennent de l'eau dans un ruisseau, après une marche de 15 km, au Kenya.

2 « Pourquoi tu m'embrasses ? » : la violence au sein de la famille

« Pendant que je dormais, j'ai senti qu'il m'embrassait. Quand j'ai ouvert les yeux, j'ai dit : pourquoi tu m'embrasses ? Quand je [l'] ai signalé, rien n'a été fait. »

Michelle, 15 ans, aux Philippines²⁰

Comme dans d'autres situations, les faits de violence et d'abus ne sont pas uniquement perpétrés par des inconnus; ils surviennent également et sont même plus courants au sein du fover. Un rapport sur l'impact psychosocial de la guerre, du VIH et d'autres situations à haut-risque sur des filles et des garçons d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale a constaté que, en plus des autres violences et de la détresse vécues par les enfants et jeunes de l'étude, il v avait un « degré choquant de violence » perpétrée par des membres de la famille. Plus de 90 % des filles ont déclaré que les abus physiques ou la violence verbale insultes et humiliations, par exemple – étaient communs et vécus régulièrement à la maison.²¹

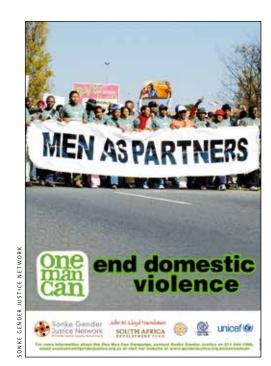
Une enquête au Bangladesh a rapporté que les enfants, filles et garçons, et de tous âges ont dit que le stress chez les membres adultes de leur famille donnait lieu à un surcroît de violence physique et parfois sexuelle ainsi qu'au harcèlement des filles, en particulier entre 12 et 17 ans. « Les familles restent regroupées en général en période de catastrophe... et les enfants sont surveillés. Cependant, si ce n'est pas le cas, ils sont hébergés chez un voisin ou un parent, ou en dernier recours dans l'espace limité de l'abri d'urgence. Les garçons plus âgés comme leurs consœurs ont déclaré être dans certains cas abusés sexuellement ou physiquement par des membres de leur famille. »22 Les enfants ont aussi affirmé que c'étaient ceux qui souffraient de handicaps qui étaient confrontés aux pires difficultés, non seulement en termes d'abus, mais aussi parce que les abris n'étaient pas équipés convenablement.

Une majorité des femmes d'une étude en Inde, aux Maldives, au Pount (en Somalie), au Sri Lanka et en Thaïlande ont dit qu'elles trouvaient que la montée de violence conjugale était due aux pressions exercées sur les hommes pendant et après la catastrophe.²³ La perte de leur rôle de soutien de famille, leur impuissance et leur colère face aux événements sur lesquels ils n'ont aucun contrôle peuvent pousser les hommes à être violents envers ceux qui leur sont le plus proches. Les augmentations de violence dans le cadre de relations intimes envers les femmes et les filles ne se cantonnent

pas aux pays pauvres. Au Japon, après le séisme de 2011, Mitsuko Takano, présidente de l'organisation *Soroptimist Japan* dédiée aux femmes, a remarqué: « Il y a beaucoup de questions qui doivent être prises en compte avec soin. Dans ces abris, il n'y a pas d'intimité et la violence conjugale y est très répandue. »²⁴

En Nouvelle Zélande, selon une enquête, les violences conjugales se sont multipliées à raison de 100 voire 200 % après la catastrophe : « Les rapports sur les violences domestiques déposés par des femmes après une catastrophe, que ce soit en Nouvelle Zélande ou à l'extérieur, montrent que le schéma de la violence et/ou des abus a évolué : de verbale et émotionnelle elle est devenue physique, et de plus en plus fréquente. Tout de suite après l'événement catastrophique, le stress qui en découle associé à une augmentation de la fréquence et/ou de la gravité de cette violence peuvent mener à une augmentation du nombre de femmes qui demandent de l'aide. »²⁵





OUVRIR LA VOIE : TRAVAILLER AVEC LES HOMMES ET LES GARÇONS CONTRE LA VIOLENCE ET POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Comme le rapport « Parce que je suis une fille » 2011 sur les garçons et les jeunes gens vis-à-vis de l'égalité des sexes l'a clairement démontré, la prévention et l'éradication de la violence à l'égard des femmes signifie aussi un travail auprès des hommes.26 Si ce travail est fait avant une catastrophe, il peut aider à empêcher une augmentation de la violence. Il y a des campagnes mondiales comme la campagne du Ruban blanc menée par des hommes contre la violence à l'égard des femmes,²⁷ ou MenCare, une campagne internationale qui vise à engager les hommes en tant que pères non-violents et bienveillants,²⁸ ou le Program H, qui a débuté au Brésil et qui opère maintenant sur plus de 20 pays et soutient des jeunes gens entre 15 et 24 ans pour les aider à s'impliquer et à réfléchir sur les normes traditionnelles de la « virilité ».29

Il y a aussi des programmes nationaux tels que la *One Man Can Campaign*, menée par la *Sonke Gender Justice* (pour l'égalité des sexes) en Afrique du Sud, où le niveau de violence est le plus haut du monde. Cette campagne aide les hommes et les garçons à agir pour mettre fin aux violences sexuelles et conjugales et à promouvoir des relations saines et équitables.³⁰ On

trouve également Ring the Bell (« Sonne à la porte ») en Inde, où les hommes qui entendent un femme se faire abuser vont sonner à la porte ou trouvent une autre façon d'interrompre la violence,31 et ERPAT (qui signifie « père ») aux Philippines, qui vise à changer les normes sociales en impliquant les pères dans l'éducation des enfants et en leur faisant apprécier davantage le rôle et le travail des femmes. « C'est une vraie gageure que de changer les croyances populaires qui sont passées de génération en génération parce que celles-ci ne pourront pas être modifiées du jour au lendemain, » a affirmé Godofredo Capara, un formateur local d'ERPAT père de sept enfants. « Ce qui importe c'est qu'on ait pris ce chemin et qu'on ait des résultats positifs. On mise là-dessus. »32

3 « C'est pas facile quand on a faim »: les adolescentes face aux abus et l'exploitation sexuelle

« Il y a beaucoup de filles qui se sont lancées dans la prostitution [depuis la crise économique], au vu et au su de leurs parents qui se taisent parce que l'argent qu'elles ramènent à la maison aide la famille. »

Jeune fille de 17 ans, au Mozambique³³

Lorsqu'une catastrophe pousse les adolescentes défavorisées et leur famille encore plus loin dans la misère, leur seule option est souvent de vendre le seul atout qu'il leur reste : leur corps. Une étude du *Human Rights Watch* dans les camps de Haïti après le séisme a constaté que bon nombre de femmes et de filles s'étaient engagées dans le commerce sexuel parce qu'elles n'avaient aucune alternative pour se nourrir et nourrir leurs enfants.³⁴

« Il faut bien manger, » a dit Gheslaine, qui vit dans un camp à Croix-de-Bouquets, en Haïti. « Les gens essaient de survivre comme ils le peuvent. Des femmes ont des rapports avec des hommes pour pouvoir nourrir leurs enfants. Ça arrive beaucoup. Ma fille a 12 ans et n'a pas d'amies dans les camps, parce qu'il se trouve qu'on met la pression même sur les filles pour qu'elles couchent pour avoir des choses. Moi je ne travaille pas. Je n'ai pas de parents pour m'aider. Très souvent les femmes tombent enceintes, et il n'y a personne pour s'occuper d'elles. Alors, pour environ un dollar, tu couches juste pour ça. Malheureusement, les femmes parfois tombent enceintes, mais si on avait accès au planning, on se protègerait... C'est pas bien de se prostituer, mais qu'est-ce qu'on peut faire? »35

La recherche primaire en vue de ce rapport sur les effets à plus long terme du typhon Ondoy en 2009 dans les Philippines a observé que les adolescentes luttent contre des problèmes similaires. Anna, 13 ans, a déclaré : « C'est dur, les autres n'ont rien à manger, et elles sont prêtes à faire n'importe quoi juste pour avoir à manger, on ne sait plus quoi faire et à qui parler quand ça arrive. »36 Il a été constaté des faits similaires au Zimbabwe en rapport aux crises alimentaires récurrentes : des hommes d'un groupe de discussion masculin à Malipati, au Zimbabwe, se sont accordés à dire qu'une fois déscolarisés, les adolescents garçons et filles avaient tendance à s'attirer mutuellement vers des activités telles que la prostitution, la drogue et l'alcoolisme, ce qui détruisait toute idée d'avenir. Leur santé était mise en danger par l'usage de drogues et la prostitution et ils encouraient le risque de contracter des MST et de devenir séropositifs.37

Au Bangladesh, l'organisation pour les droits de la femme *Jagonari* a déclaré qu'environ 300 femmes et filles sont dans le commerce sexuel de Barguna en conséquence des inondations : « à cause de la pauvreté, les familles éclatent. Souvent il n'y a pas d'autre issue pour les filles que de devenir travailleuses du sexe. »³⁸ En Inde après le tsunami des femmes ont dit aux chercheurs que les filles de familles défavorisées avaient été poussées dans l'industrie du tourisme sexuel en pleine expansion dans les régions côtières d'Inde, et qu'on avait constaté qu'il y avait du trafic à Prakasam et Visakhapatnam dans l'Andhra Pradesh.³⁹

Cela s'applique aussi aux situations de conflit : une étude sur les adolescentes Acholi vivant dans des camps au Nord de l'Ouganda a découvert que l'incapacité des familles à participer à la subsistance de leurs filles avait un lien direct avec la décision de nombreuses filles de s'adonner à la « prostitution de survie », allant jusqu'à échanger des faveurs sexuelles contre des serviettes hygiéniques ou des biscuits.40

Une fille de 13 ans décrit ainsi son expérience: « La seule alternative c'est d'aller voir un garçon/homme, comme ça il peut t'aider avec de l'argent pour se procurer des choses nécessaires comme des vêtements, de la nourriture et autres. Si tu passes une nuit avec un officier de l'armée dans la caserne, le lendemain tu vas voir un autre homme, du moment qu'il te donne de l'argent. »41

Les recherches au Burkina Faso en vue de ce rapport ont découvert que, bien que le commerce du sexe ne soit pas un sujet abordé, 25 % des parents et des adolescents interrogés ont déclaré qu'ils connaissaient des filles qui l'avaient fait en période de crise. Au Niger, 29 % des adolescents interrogés ont dit connaître des filles qui avaient été forcées de vendre leur corps.⁴²

En République Dominicaine, une recherche primaire pour ce rapport a établi que depuis le séisme en Haïti il y a eu une montée alarmante du nombre de femmes impliquées dans la prostitution, y compris des filles et des adolescentes qui sont exploitées sexuellement dans les rues et les établissements de Jimaní en République Dominicaine.⁴³

Selon des membres du *Child Protection Network* (réseau de protection de l'enfance): « Après le tremblement de terre, les mères de ces adolescents ne peuvent plus soutenir la famille et elles sont forcées d'émigrer, mais ici [en République Dominicaine] la situation n'est pas bonne non plus. Nous avons reçu des rapports disant que les haïtiens adultes trafiquent ces filles en leur disant qu'ils vont les emmener à Saint Domingue... Une fois de l'autre côté de la frontière ils les «vendent» pour 100 ou 200 pesos [2,5 ou 5 USD] »⁴⁴

Dans d'autres pays aussi les filles – et parfois les garçons – sont victimes d'exploitation sexuelle. Le *South Asia Partnership* (partenariat de l'Asie du Sud) à Barguna, au Bangladesh, a signalé une augmentation du trafic durant les périodes d'inondations, de sécheresse et de cyclones : « Après les cyclones Sidr et Aila, il y avait beaucoup plus de trafic à cause de problèmes économiques... En effet, la plupart des prostituées de Dhaka proviennent de cette région du Bangladesh. » ⁴⁵

Dhaka après les inondations.



LE PROJET DES « FILLES LIBRES » DU CAMEROUN"



Certaines régions du Cameroun souffrent régulièrement de la sécheresse, celle-ci pouvant être assez grave pour pousser les populations des villages à chercher à vivre à la ville. Les jeunes femmes qui se trouvent sans domicile peuvent avoir recours à la prostitution pour vivre. « Certaines de ces femmes viennent de zones rurales en pensant qu'elles trouveront un bon travail dans la grande ville, » explique Dr Viviane Nzeusseu, coordinatrice de santé pour l'Afrique Centrale à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. « En réalité, leur situation financière fait qu'elles n'ont souvent pas d'autre choix que de vendre leur corps pour aider leur famille à survivre. »

Mais ce travail est dangereux, car il y a de hauts niveaux de violence sexiste et que leur statut dans la société est très faible. Les femmes et filles – connues ironiquement sous le nom de « filles libres » – ne peuvent même pas négocier l'usage de préservatifs et ainsi risquent d'être infectées par le VIH. Le taux de séropositivité du Cameroun est estimé à 5,3 % (6,4 % pour les femmes et 4,3 % pour les hommes). 47 Il est plus bas que dans beaucoup de pays d'Afrique du Sud, mais plus haut que beaucoup de ses voisins. 48

Au Cameroun, malgré de nombreuses campagnes, on a peur du sida et on en sait peu sur le VIH. Cela entraîne une hostilité envers les personnes séropositives et signifie qu'elles sont stigmatisées et traitées comme des parias. Si, de plus, elles se prostituent, leur vie devient doublement difficile.⁴⁹

Ayant reconnu le problème, la société camerounaise de la Croix-Rouge, avec le soutien du Bureau sous régional d'Afrique centrale de la Fédération internationale, a mis en place le projet « Filles libres » qui procure une aide psychosociale et une assistance médicale à environ 2000 travailleuses du sexe par le biais du Centre de bien-être sanitaire et social Henry Dunant. Ce projet est également soutenu par les associations locales de « filles libres », dont on encourage les membres à faire des conférences, des pièces de théâtre et à discuter de la guestion avec d'autres travailleuses du sexe, en les mettant à l'avant poste de la prévention du VIH. Ce projet propose aussi des formations alternatives pour celles qui veulent sortir de la prostitution, bien que ce ne soit pas son objectif principal.

Hortense, ancienne « fille libre » devenue éducatrice pour ses pairs nous dit : « Nous sommes virtuellement les seules personnes à pouvoir parler aux jeunes filles qui se prostituent dans le « secteur ». Elles savent qu'on a eu des moments difficiles, qu'on ne les juge pas et que ce qu'on veut, par-dessus tout, c'est les aider à protéger leur santé. »

Dominique, 22 ans, une fille libre elle aussi, déclare : « Hortense et ses amies ont mené le même genre de vie que nous. Mais elles ont l'expérience que nous n'avons pas. C'est bien d'écouter leurs conseils. »⁵⁰

Il y a encore bien du chemin à parcourir, mais le projet a déjà créé un climat d'espoir qui est en train de dissiper progressivement les peurs et d'éliminer les attitudes discriminatoires. Dans d'autres villes où le projet va être reproduit, les centres médicaux publics et privés existants seront identifiés de façon à assurer le soutien médical et psychosocial des « filles libres ». Le plus grand accomplissement de cette initiative se trouve dans le fait que les « filles libres » se la soient appropriée, car elles sont maintenant impliquées dans toutes les activités du projet.



70



Soldat en Ouganda.

De quoi remplir la marmite : quand les abus sexuels sont perpétrés par ceux qui sont en position d'autorité

« Parfois, on tombe dans les griffes de faux sauveteurs et on doit suivre des inconnus. On ne veut pas, mais on n'a pas le choix parce qu'on doit essayer de sauver nos vies. »

Groupe de discussion de filles entre 10 et 14 ans, de Dhaka, au Bangladesh⁵¹

Parfois les filles et jeunes femmes sont violées par ceux qui sont en position de pouvoir dans une catastrophe ou une situation de conflit – cela peut être des soldats, des conciliateurs ou des travailleurs humanitaires. En 1996 une enquête de l'UNICEF, « L'impact des conflits armés sur les enfants » a découvert que : « Dans six des 12 pays sondés, l'arrivée des forces de maintien de la paix a coïncidé avec une montée rapide de la prostitution infantile. » Huit ans plus tard, une autre étude a constaté que ces abus perduraient.

Un rapport de Save the Children a constaté des taux élevés d'exploitation et d'abus sexuels perpétrés par les travailleurs humanitaires et les forces de maintien de la paix, bien qu'il ne s'agisse là que des cas rapportés, les chiffres réels étant susceptibles d'être bien plus élevés :54

- En 2006, 37 nouvelles allégations d'exploitation et de violences sexuelles infligées aux bénéficiaires (adultes et enfants compris) ont été déposées contre les personnels d'une totalité de 41 agences du monde entier.
- En 2004 on a rapporté qu'en République démocratique du Congo beaucoup de filles et de femmes avaient développé la tactique de survie consistant à échanger des faveurs sexuelles contre de la nourriture et d'autres biens avec des membres de forces de maintien de la paix.

 En 2003 des casques bleus italiens, danois et slovaques ont été expulsés d'Érythrée, à la suite d'une série d'incidents, pour atteinte sexuelle sur mineurs.

Une enquête de 2010 dans des camps de déplacés en Haïti, au Kenya et en Thaïlande effectuée par le *Humanitarian Accountability Partnership* (Partenariat pour la redevabilité humanitaire) a constaté que la plupart des gens « disaient, dans des proportions variables, qu'ils continuaient à avoir l'impression de risquer d'être exploités ou abusés par des travailleurs humanitaires. »⁵⁵

Les filles et jeunes femmes étaient considérées comme particulièrement vulnérables. « Je me souviens d'une jeune fille [peu de temps après le séisme] parce qu'elle avait perdu sa tente, » a dit une femme en Haïti. « Je lui ai demandé pourquoi elle n'en avait pas eu une autre et elle m'a répondu que l'homme de l'organisation lui avait dit qu'elle pourrait en avoir une si elle couchait avec lui. »⁵⁶

Une femme leader communautaire d'un camp du Kenya a déclaré : « Les femmes mettent une marmite d'eau à bouillir sur le feu et ensuite elles disent à leur fille : « Va et serstoi de ce que tu peux pour ramener de quoi remplir la marmite. » »⁵⁷

Des mesures spécifiques pour empêcher l'exploitation et les abus perpétrés par les travailleurs humanitaires font une réelle différence si elles sont appliquées avec cohérence. « Avant, les personnels d'ONG venaient au camp, avaient des rapports avec des résidentes qui ensuite tombaient enceintes. Ils n'assumaient pas leurs responsabilités et continuaient simplement leur chemin, » nous a raconté un membre de comité de camp en Thaïlande. Filles, garçons et femmes n'avaient pas été consultés sur les mesures mises en place pour assurer leur sécurité, mais avaient beaucoup d'idées sur ce qui pouvait être fait.⁵⁸

STRATÉGIES POUR LA JUSTICE DE GENRE

Women's Link Worldwide s'intéresse à l'accès à la justice : quel recours légal est disponible pour une adolescente victime de la violence sexuelle en Haïti après la catastrophe ?59,60

Le 12 janvier 2010 un séisme de magnitude 7 a frappé Haïti, causant la mort d'au moins 200 000 personnes⁶¹ et l'on estime à 1,5 millions le nombre de personnes supplémentaires à avoir perdu leur maison et à vivre dans un des 1300 camps de déplacés internes.⁶²

Ces dernières années, différents acteurs nationaux et internationaux, y compris Women's Link Worldwide se sont rendu compte qu'en période de crise humanitaire la déstabilisation des structures sociales et familiales accentuait les déséquilibres basés sur le sexe, ce qui rend les femmes et les filles encore plus vulnérables aux violations de leurs droits, en particulier leurs droits sexuels et reproductifs⁶³ et leur droit à vivre sans violence. Cet état de fait est clairement visible dans les taux très élevés de viols et de violences sexuelles dans les camps de déplacés qui ont lieu à chaque crise humanitaire, ainsi que l'utilisation du viol, de la violence sexuelle et d'autres formes d'exploitation sexuelle des femmes et des filles comme moyen de semer la terreur et de contrôler l'ennemi dans les conflits armés. 64 Les actions humanitaires qui ne prennent pas en compte les déséquilibres sexospécifiques risquent d'intensifier cette situation.65

« JE NE ME SENS PAS EN SÉCURITÉ DANS LE CAMP »

Une jeune fille de 18 ans victime de violence sexuelle dans un camp de déplacés internes en Haïti raconte son histoire⁶⁶

« Après le tremblement de terre, on a dormi dans les rues. Je souffrais le martyre ; il y avait des morts partout et des gens qui pleuraient. Deux jours plus tard, on est retournés à la maison prendre des affaires et ensuite on est allés directement dans un camp. Quelques jours plus tard, j'ai retrouvé ma mère.

Au bout de six mois dans le camp, j'ai été violée. Une assistante sociale du IRC m'a emmenée à l'hôpital mais il était trop tard : j'étais enceinte.

Je n'ai jamais revu le violeur. J'ai quitté le camp pour m'installer avec ma tante et, une fois que le bébé est né, je suis allée vivre avec ma mère, qui avait une tente. Il n'y a pas assez de sécurité dans le camp. Je ne m'y sens pas en sécurité : il pourrait encore m'arriver la même chose. On a besoin de plus de sécurité et de lumières pour la nuit, et ces violeurs devraient être envoyés en prison. » Le droit à ne pas être soumis(e) à la violence et les implications au niveau des droits sexuels et reproductifs dans un contexte de catastrophes⁶⁷ Dans le cadre du droit international des droits de l'homme, les filles et adolescentes ont le droit d'être protégées en vertu d'un ensemble de règles spécifiques conçues pour protéger les enfants et les femmes.⁶⁸ En général, les règles de protection des droits de la personne s'appliquent également à elles.⁶⁹ On reconnait cet ensemble de droits dans de nombreux traités internationaux et régionaux qui sont eux-mêmes soutenus par la jurisprudence établie par les organes conventionnels de l'ONU, la commission interaméricaine et la Court interaméricaine, ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme.

Le droit international des droits de la personne définit les droits sexuels et reproductifs comme les droits qui permettent la régulation et le contrôle autonome et responsable de tout ce qui concerne la sexualité et la reproduction, sans contrainte, violence, maladie, ou souffrance quelles qu'elles soient.⁷⁰ Ils comprennent le droit de décider de façon autonome comment vivre sa propre sexualité et sa reproduction, de même que le droit d'accéder à tous les services de santé nécessaires pour pouvoir prendre de telles décisions de façon sûre et opportune.⁷¹ Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé a publié un rapport spécial appelant à l'élimination immédiate de toutes les restrictions qui entravent l'accès à l'avortement, à l'accès intégral aux méthodes de contraception et à des informations exhaustives et précises sur la santé sexuelle et génésique.72

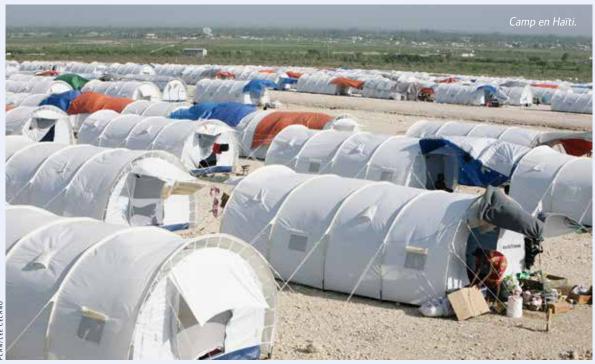
Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ou CEDAW recommande que les États parties fassent en sorte qu'une protection et des services de santé appropriés soient proposés aux femmes, en particulier à celles qui sont en situation difficile, et la jurisprudence internationale et nationale a développé le devoir des États vis-à-vis des droits des filles dans les situations de crise humanitaire. Selon cette jurisprudence mettre fin à l'impunité et assurer l'accès aux services de santé sexuelle et génésique pour les victimes de graves violations des droits de l'homme constitue une forme de compensation pour le mal infligé, ce qui est capital pour le rétablissement de la victime.

La terrible situation de Haïti et les préjudices soutenus infligés aux filles et aux femmes se sont soldés par une action de la Commission interaméricaine pour les droits de l'homme (IACHR) qui a consenti des mesures de protection pour les filles et femmes vivant dans 22 camps de déplacés internes. ⁷⁴ La IACHR a appelé l'État de Haïti à adopter quatre types de mesures pour protéger les droits des femmes et des filles victimes de violence sexuelle dans les camps. Ces mesures devraient être universalisées :

- 1 Garantir la sécurité des femmes et des filles vivant dans les camps et s'assurer que les organismes chargés de l'application de la loi sensés répondre aux incidents de violence sexuelle reçoivent la formation nécessaire pour intervenir de façon adéquate dans les cas rapportés et fournir le niveau de sécurité nécessaire dans les camps, tels que l'éclairage des installations sanitaires et des latrines.
- 2 Fournir aux femmes et filles victimes de violences sexistes des soins de santé complets, comprenant la santé sexuelle et reproductive, conformément aux paramètres de confidentialité et aux critères de secret médical et de sensibilité culturelle, en employant du personnel formé à l'assistance en cas de violence sexuelle, y compris du personnel féminin, de même que la mise à disposition de services de santé sexuelle et reproductive tels que les préservatifs pour la prévention du VIH/sida et des MST et de la contraception d'urgence pour éviter les grossesses non désirées.
- 3 S'assurer de l'élimination de l'impunité dans les cas de viols et d'autres formes de violence sexuelle en encourageant la mise en place d'unités spéciales de police criminelle au sein du Bureau du Procureur général.
- 4 S'assurer que les groupes de femmes locaux participent pleinement et qu'ils aient un rôle de pilotage dans la planification et la mise en œuvre de politiques et pratiques visant à combattre et prévenir le viol et autres formes de violence sexuelle dans les camps.⁷⁵

D'après les normes internationales des droits de l'homme, il y a également une obligation positive des États de fournir aux femmes l'accès à l'avortement dans de bonnes conditions sanitaires ainsi que des informations sur la santé sexuelle et reproductive.⁷⁶

Bien que l'intervention de la IACHR soit perçue comme un progrès par les haïtiens qui veulent faire valoir leurs droits auprès des cours internationales, en réalité la question de faire appel à la loi pour que justice soit rendue demeure compliquée dans de nombreux pays du monde de par les insuffisances « systémiques » du système judiciaire national. Cela limite les possibilités pour une victime de catastrophe d'exercer son droit de recours. Dans l'Haïti de l'aprèscatastrophe, ce qui est troublant, c'est que très peu de cas de violence sexuelle font l'objet de rapports, d'enquêtes et de poursuites. La raison pour laquelle les femmes et adolescentes haïtiennes ne dénoncent pas les crimes sexuels sont multiples et complexes : nombre d'entre elles ne savent pas qu'elles ont des droits légaux et n'ont accès ni aux services ni à l'aide juridiques; les juges et les procureurs, sans formation sur les droits des femmes, ont tendance à se méfier et à minimiser les cas impliquant de la violence sexiste ou bien les considèrent comme des problèmes domestiques sans intérêt juridique. De plus, les lois existantes ne prennent pas en compte les questions de genre. Par exemple, le viol n'a été incorporé au Code pénal haïtien qu'en 2005 et les droits et politiques sexospécifiques demandent encore un effort d'intégration efficace.77



Le droit de réparation des adolescentes

Les filles et adolescentes du pays affecté ont un droit inhérent à la protection de leurs droits humains et cette protection, dans la grande majorité des cas, doit être prévue et assurée par l'État. Dans le cas particulier de Haïti la situation légale est légèrement plus compliquée en ce que l'ONU a exercé des fonctions de l'État, et continue de le faire, dans une certaine mesure. Dans ces conditions il peut potentiellement s'avérer plus difficile de responsabiliser l'État lui-même. Cela dit, le droit international subvient aux besoins des filles et des adolescentes et leur permet de chercher à protéger leurs droits vis-à-vis de l'État en question.

Pour assurer la protection des droits qui leur sont accordés en vertu du droit international, les adolescentes d'Haïti pourraient prendre les mesures suivantes, en vue de porter plainte devant toute instance régionale ou internationale de droits humains.

- 1 Recueil de preuves : Les filles et adolescentes doivent commencer par leur propre témoignage de violation des droits humains. Leurs déclarations peuvent soutenir les dépositions de rapports détaillés et approfondis concernant la situation des adolescentes en camps de déplacés internes rédigés par des organisations telles que Amnesty, Madre et la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Les travailleurs humanitaires et spécialistes des problèmes de violence sexiste dans le contexte d'une crise humanitaire peuvent être appelés en tant que témoins directs ou experts.
- 2 Cadrer les informations recueillies dans le contexte du droit de ne pas être soumis à la violence pour constituer un argument juridique efficace: ⁷⁸ en soulignant en détail les fondements juridiques d'un tel argument que l'on peut trouver dans la Section 3 de ce rapport combinés aux faits et réalités contenus dans les témoignages des victimes et autres rapports mentionnés dans l'étape 1.
- 3 Cadrer les informations recueillies dans le contexte des droits sexuels et reproductifs consécutifs aux violences sexuelles: 79 en soulignant en détail les fondements juridiques de cet argument, qu'on trouve en Section 3 de ce rapport, combinés aux faits et réalités inclus dans les témoignages des victimes et autres rapports mentionnés dans l'étape 1 afin de constituer un argument juridique efficace.
- 4 Demander des réparations qui correspondent à la réalité intersectionnelle des problèmes affectant les adolescentes en Haïti. Les réparations peuvent inclure : la restitution la réunion des filles avec leur famille; 80 la compensation qui paierait les dépenses d'une grossesse résultant d'un viol; 81 la réhabilitation soutien médical et psychologique; la satisfaction poursuites des viols rapportés; 82 et des garanties de non-répétition la libéralisation des lois pour l'avortement.83
- 5 Épuisement des voies de recours internes : généralement en droit international il existe une

condition d'épuisement des recours internes. Tous les arguments juridiques doivent être déposés à l'intérieur de et devant le système étatique, de façon à procurer à l'État une occasion de réagir et de se confronter à la situation, avant de s'engager avec un système juridique régional ou international de droits de la personne. Il y a un certain nombre d'exceptions à cette règle, l'une d'elles étant que là où les recours internes disponibles s'avèreraient inefficaces cela ne sert à rien et que par conséquent il n'y a pas de raison de les épuiser. Dans le cas d'Haïti, on pourrait avancer qu'il y a un mépris et/ou un désintérêt avéré des droits des adolescentes affectées par la violence sexuelle. Ainsi il peut y avoir un chemin direct pour les filles et adolescentes qui veulent porter plainte contre l'État d'Haïti devant un organe régional ou international de droits humains.

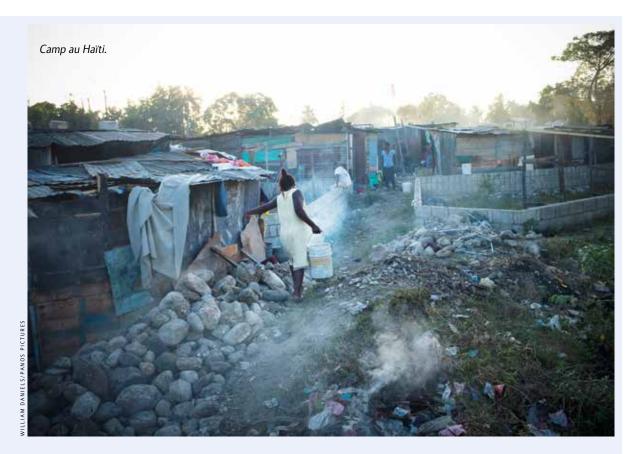
Conclusion

Les droits des filles et des adolescentes en situation de crise humanitaire demandent une analyse spéciale pour pouvoir comprendre en profondeur la façon dont leur droit à l'égalité et à la liberté vis-à-vis de la discrimination constitue un pilier central du Droit international des droits de la personne. À cette fin, nous devons considérer les façons dont l'âge, le sexe et le statut, entre autres aspects, interagissent pour produire des situations uniques de discrimination qui dépassent la simple somme des discriminations vécues par des groupes tels que les enfants, les femmes ou les personnes déplacées.

De plus, il est important d'insister sur la valeur de la compréhension des violations des droits des filles à ne pas être sujettes à la violence et de leur droit au respect unilatéral de leurs droits sexuels et reproductifs. La distinction entre la violence sexuelle et les droits sexuels et reproductifs conduit souvent à un faux choix entre la prise en compte de l'un des deux et à l'investissement des ressources, par exemple, dans la protection du droit à une vie exempte de violence mais pas dans les droits sexuels et reproductifs, comme s'il était possible pour les filles d'être violées sans risque de grossesse ni de contracter une MST. Une analyse et un traitement approfondis de tous ces droits simultanément permet de mettre en place des actions pour protéger et faire en sorte que les droits des filles en situation de crise humanitaire répondent véritablement à leurs besoins

Il est capital d'attribuer une plus grande visibilité aux façons dont les filles et les adolescentes sont exploitées dans un contexte de catastrophe et de conflit, non pas en tant que dommage collatéral ou de violations mineures, mais en tant que crimes sexistes systématiques qui doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites. Si l'on n'arrive pas à faire cela, il sera impossible d'éliminer l'impunité qui mène à la normalisation de cette conduite criminelle.

Enfin, il est bon de souligner ici la question de la mise en œuvre. Comme il est remarqué ci-dessus,



l'inefficacité constante de l'État haïtien (et la présence d'autres acteurs légaux qui reprennent des fonctions de l'État) peut affecter sa capacité à être rendu légalement redevable. Cette même incapacité à remplir ses fonctions, y compris la protection des droits humains, même là où elle est prise en compte et vaincue par le biais d'une victoire légale, peut sérieusement affecter l'application de toute décision fructueuse. Ainsi, il peut être opportun de former des alliances avec des acteurs influents (tels que des donateurs, des agences de l'ONU et des représentants de l'état, etc.) liés au dossier pour tenter de faire en sorte que toute issue positive puisse générer des effets constructifs dans la vie des filles et des adolescentes d'Haïti.

ENTRETIEN AVEC UNE ADOLESCENTE DÉPLACÉE EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE À CAUSE DU TREMBLEMENT DE TERRE DE HAÏTI⁸⁴

« Je suis venue à Jimani pour la première fois en février 2010. J'avais 18 ans. Un ami qui m'a aidée à traverser la frontière m'a dit que j'avais un endroit où vivre ici ; sinon ma tante ne m'aurait pas laissée traverser la frontière. Quand on est arrivés on s'est arrêtés devant l'hôtel et il m'a dit de faire semblant de chercher une chambre. J'y ai passé quelques jours mais je n'avais pas à manger ni rien et j'avais très faim et très soif. Il y avait une haïtienne qui

était bien habillée et sortait de l'hôtel le soir et quand elle rentrait elle me donnait de quoi manger. Un jour je lui ai demandé pourquoi elle rentrait et sortait de l'hôtel comme ça. Elle m'a répondu : « tu veux mourir de faim? Il va bien falloir que tu gagnes de l'argent d'une façon ou d'une autre, je vais pas te donner toutes mes provisions ». Je lui ai dit que si ma famille apprenait ca ils me tueraient et elle m'a laissée tranquille. Quinze jours plus tard, et je n'en pouvais plus, je mourais de faim. Un dominicain est venu demander mes services et j'ai dit non. Il est parti, il est revenu, et a dit qu'il me donnerait 500 dollars dominicains et j'ai accepté. J'ai gardé la chambre. Les hommes payaient 1000 dollars dominicains pour la chambre et me donnaient 200, 300 et parfois 500 dollars. J'ai passé un an comme ca. Ensuite il y a eu plein de filles qui sont arrivées et qui demandaient 50 dollars et les prix sont tombés. Un jour j'ai rencontré un haïtien qui m'a demandé : « ça te plait cette vie-là? ». J'ai répondu que non et il a dit qu'il louerait une chambre juste pour rester avec moi. J'ai été d'accord pour le suivre. Je suis tombée enceinte, j'ai eu un fils, et maintenant on travaille au marché. J'ai quitté l'école tôt et je n'ai rien appris. J'aimerais bien y retourner un jour. Maintenant je vais à l'église. »

4 « Il y a beaucoup de filles qui souffrent ici » – pourquoi le nombre de mariages précoces peut augmenter lors des catastrophes

« Il y a beaucoup de filles qui souffrent ici. À l'âge de 13 ans, elles se marient et sont déscolarisées. Elles tombent enceintes parce que la famille n'a pas d'argent et vend sa fille pour de l'argent et ils n'ont rien pour la dot. Les filles, à 13 ans, développent une fistule et souvent elles meurent. »

Zabium et Idie, 15 ans, au Niger⁸⁵

« En Ouganda, on a fait le lien entre les crises alimentaires associées avec le changement climatique et des taux de mariage précoce plus élevés chez les filles, car elles sont échangées contre une dot ou une somme d'argent. »

Thalif Deen, Service Inter Presse⁸⁶

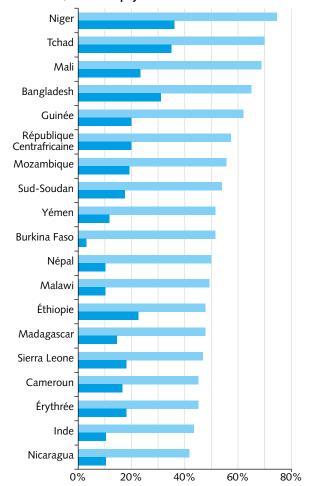
Le mariage des enfants, parfois appelé mariage précoce ou mariage forcé, est un problème du point de vue des droits de la personne, du point de vue éducatif - les filles mariées abandonnent généralement l'école – et du point de vue de la santé infantile. Bien que les conventions internationales, ratifiées par de nombreux pays, proclament que le mariage des enfants constitue une violation des droits humains, c'est une pratique encore très répandue.87,88 Selon une enquête, sur 16 pays, 11 ont enregistré que plus de la moitié des jeunes femmes étaient mariées avant l'âge de 18 ans.89 Et certaines filles sont mariées encore plus jeunes que cela : un rapport de 2012 a estimé à 1.5 millions le nombre de filles de moins de 15 ans mariées chaque année.90

La plupart des 25 pays dont les taux de mariages précoces sont les plus élevés sont considérés comme des États fragiles ou présentant un risque élevé de catastrophe naturelle, avec un classement particulièrement élevé dans les indices correspondants (Indice des États défaillants ou FSI) et l'indice mondial de risque (World Risk Index ou WRI). 91

Comme on l'a déjà fait remarquer, preuve est faite que les catastrophes peuvent mener à une recrudescence des mariages d'enfants. Un rapport du FNUAP sur le mariage précoce fait observer que les parents peuvent marier leurs filles les plus jeunes en dernier recours, pour procurer un revenu à la famille, ou pour donner une forme de protection à la fillette.⁹²

Un rapport de World Vision ajoute également : « Les filles qui vivent dans des

Âge au premier mariage (moins de 18 et moins de 15 ans) dans des pays sélectionnéss⁹³



- mariée avant 18 ans
- mariée avant 15 ans

pays qui vivent une crise humanitaire sont les plus vulnérables [aux mariages précoces], car les réseaux sociaux et les mécanismes de protection en place sont perturbés, les exposant encore davantage aux abus. Dans des cas extrêmes, au cours de conflits violents par exemple, les réseaux informels communautaires de protection sociale peuvent se dissoudre intégralement, et l'aide à la protection de l'enfance peut être inexistante. Les recherches au Somaliland, au Bangladesh et au Niger ont révélé que le mariage des enfants est souvent perçu par les familles comme une mesure de protection et fonctionne comme une réaction communautaire aux crises. »94

i Rupture entre le vagin et la vessie ou le rectum, provoquée par un accouchement prolongé pour cause d'obstruction, et qui entraîne une incontinence. Complication plus commune chez les jeunes parturientes dont le corps n'est pas encore assez développé pour l'accouchement.

En 2010, les personnels de *Interact Worldwide* et de *Plan International* ont rapporté une augmentation du nombre des mariages d'enfants dans les communautés dans lesquelles ils travaillaient après les inondations au Pakistan. ^{95,96} Au lendemain du tsunami de 2004, les filles d'Indonésie, d'Inde et du Sri Lanka ont été forcées d'épouser des « veufs du tsunami » et dans de nombreux cas l'ont fait pour recevoir des aides du gouvernement qui encourageait à se marier et à fonder une famille. ⁹⁷

C'est en Afrique de l'Ouest qu'on trouve la plus grand incidence de mariages d'enfants, avec des taux records dépassant les 70 %.98 Le peuple Touareg, qui a fui les affrontements au Nord du Mali, pratique toujours le mariage d'enfants dans les camps au Burkina Faso.99 Fatimata Nabias-Ouedraogo, la conseillère en protection de l'enfance de Plan Burkina, pense que plus de la moitié des filles entre 11 et 17 ans sont déjà mariées ou promises en mariage. Mais elle dit qu'il est impossible ne serait-ce que d'en parler : « C'est tabou de discuter du mariage d'enfants. Si on remarque une jeune fille en compagnie d'un homme et qu'on lui demande qui est cet homme, elle dira « Oh, c'est un ami. » Nous savons qu'il peut en fait être soit son mari soit son fiancé qui la surveille. »100

La recherche pour ce rapport au Niger et au Burkina Faso, où il y a eu des pénuries alimentaires chroniques sur un certain nombre d'années, a constaté : « Les mariages précoces, en général, et ceux dus aux crises alimentaires, étaient particulièrement critiqués par les adolescentes qui trouvaient que c'était des traditions qui empêchent le progrès... et les empêchent d'aller à l'école. »¹⁰¹ Les résultats de cette recherche, cependant, ne sont pas très tranchés : ils révèlent aussi que dans certaines circonstances le nombre de mariages d'enfants peut décliner pendant les catastrophes.

Il est reconnu internationalement que le mariage précoce est un problème endémique, mais le lien avec des situations de catastrophe ne bénéficie pas encore de cette reconnaissance.¹⁰² Mettre fin à ces pratiques demande une approche holistique qui passe par un travail avec les garçons et les hommes aussi bien que les filles et les femmes.¹⁰³ Il y a là une opportunité pour les communautés de l'humanitaire et du développement de reconnaître que le nombre de mariages d'enfants peut augmenter dans ces momentslà et que, précisément parce qu'il s'agit d'une situation extrême, elles peuvent agir et en agissant changer les choses pour des milliers de jeunes filles.

DONNER SA CHÈVRE À SON VOISIN : LE MARIAGE ADOLESCENT LORS DES CRISES ALIMENTAIRES DU SAHEL¹⁰⁴

La région du Sahel a été confrontée à une série de crises alimentaires majeures. Une recherche effectuée au Niger en vue de ce rapport a constaté deux tendances opposées en rapport avec le mariage d'enfants en période de catastrophe...

Sur 135 adolescentes entre 12 et 19 ans interrogées durant une discussion de groupe, 64 % étaient déjà mariées et 39 % avaient déjà des enfants. L'âge moyen au mariage était de 14 ans.

Mais la situation est complexe : les crises alimentaires ont des effets opposés sur le mariage des enfants selon les communautés. Dans la région de Tillabéry et dans une partie de la région de Dosso, les périodes de crise semblent avoir pour effet de réduire le nombre de mariages des enfants. Au Maradi, elles semblent l'avoir augmenté. Cela peut être lié à l'ethnicité : les Haoussas et les Peuls, qui vivent dans la région de Maradi, épousent souvent les filles très jeunes, alors que c'est moins commun chez les Zarmas, qui vivent dans le Tillabéry et dans certaines régions de Dosso.

Dans la région de Tillabéry, il a émergé d'un groupe de discussion de huit filles que les crises alimentaires freinaient les mariages précoces. L'une d'elles a déclaré : « En période de famine, on n'a rien à manger ; tes parents n'ont rien à manger ; et tes voisins n'ont rien à manger. Si tu donnes ta fille en mariage à un autre membre de la communauté qui est dans la même position que toi, tu risques d'y perdre parce que l'homme à qui tu as donné ta fille est aussi pauvre que toi. Il épousera ta fille mais ce qui est sûr c'est qu'elle reviendra à la maison pour chercher à manger. C'est comme si tu avais vendu ta chèvre au voisin parce que tu n'as rien à lui donner et qu'elle venait tous les jours chez toi pour manger. »

Une autre fille a ajouté: « Même si tu veux te débarrasser de tes filles en les donnant en mariage, tu ne trouveras aucun garçon pour la prendre parce qu'eux-mêmes ont leurs propres problèmes graves. Dans une crise alimentaire, le problème c'est la nourriture et l'homme est sensé nourrir sa femme, s'il n'est pas capable de le faire, c'est la honte pour lui. » Cette recherche a conclu que les crises alimentaires repoussaient l'âge du mariage pour les jeunes gens car ils n'avaient pas les moyens d'avoir une femme.

D'un autre côté, dans le Maradi et certaines parties de la région de Dosso, les crises alimentaires semblaient accroître le nombre de filles mariées jeunes. Une des participantes à un groupe de discussion a déclaré : « Si tu as une grande famille avec beaucoup de filles et tu n'as rien à manger ni à donner à tes enfants, et un homme riche arrive et te dit qu'il aime bien une de tes filles, qu'est-ce que tu es sensé faire ? Tu lui dis « non » et tu regardes tes enfants mourir ou tu acceptes et il part avec ta fille et il s'en occupe et en plus il te donne beaucoup d'argent? »

Une autre fille a dit : « Les parents ne diront pas qu'ils ont donné leur fille parce qu'ils avaient faim, mais tout le monde sait que c'est la raison principale et les filles ne se plaignent pas parce qu'elles seront nourries par leur mari. Ces choseslà arrivent souvent ici mais on les accepte parce qu'on n'a pas le choix. »

Les parents dans les communautés de Maradi affirment également que le manque de moyens est un des facteurs qui poussent les parents à marier leurs filles jeunes. Contrairement aux garçons, qui peuvent émigrer pour chercher du travail à l'étranger et envoyer de l'argent à leur famille, les filles sont un fardeau parce que même si elles aident aux tâches domestiques, elles ont besoin de manger en périodes de famine. Un membre de la famille de Kaiwa, dans le département de Tessaoua, nous résume la situation en ces termes : « Si tu refuses de donner ta fille en mariage tant qu'elle est toujours jeune et belle, quand la famine arrivera, elle sera prête à tout pour trouver à manger. Si tu n'as rien à lui donner, elle risque de déshonorer la famille. En tant que chef de famille, c'est ta responsabilité de

sauvegarder ta descendance et l'honneur de tes enfants ; dans ce cas, si tu vois un homme qui a les moyens de s'occuper de ta fille, c'est mieux de la lui donner et d'être sûr qu'elle pourra vivre en bonne musulmane. »

CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE EN LIGNE : LE MARIAGE DES ENFANTS¹⁰⁵

Dans notre enquête en ligne auprès de travailleurs humanitaires, nous avons demandé aux personnes interrogées d'indiquer le nombre d'actions mises en œuvre dans les dernières opérations d'urgence pour aborder le risque de mariages précoces au lendemain des catastrophes – cela comprenait : le recueil d'éléments de preuve, le suivi des taux croissants de mariages d'enfants, la mise en place de stratégies pour les empêcher, et des consultations avec les adolescentes à ce suiet.

Sur un total de 208 personnes, 41 % ont indiqué que certaines stratégies pour contrer le mariage des enfants avaient été inclues dans les opérations d'urgence tandis que 38 % ont affirmé que cela n'avait pas été pris en compte. Dans la section « commentaires » beaucoup des personnes interrogées ont déclaré qu'ils n'étaient « pas sûrs » de ce qu'ils devaient faire. Cela met en évidence le fait qu'ils ne savent pas, en général, comment gérer le problème. De même, comme le mariage des enfants ne fait pas partie des recommandations sur les violences sexistes du Comité permanent interorganisations, le CPI (2005)¹⁰⁶, il y a un manque de clarté autour de la responsabilité car cette question a tendance à se situer entre le groupe sectoriel de la protection de l'enfance et celui de la violence sexiste.



Sur le chemin du marché au Niger.



5 Ne rien dire – pourquoi les filles ne dénoncent pas les abus

« La raison pour laquelle la plupart des filles n'osent pas dénoncer est que toute la communauté serait informée qu'elle n'est plus une jeune fille, qu'elle a été souillée, et que personne ne voudrait plus l'épouser ni s'en occuper. Alors elle préfère ne rien dire. »

Jeune fille au Sud Soudan107

« Les filles ne peuvent pas vraiment sortir pendant les inondations, parce qu'il y a des hommes mauvais qui font exprès de les toucher. Alors elles rentrent à la maison et pleurent, mais elles ne peuvent se plaindre à personne. »

> Jeune fille bangladaise issue d'un bidonville urbain du district de Gazipur, qui participe à une groupe de discussion thématique pour les 12-17 ans¹⁰⁸

Dans de nombreuses sociétés, en particulier celles dans lesquelles les femmes et les filles ont un statut moindre et moins de pouvoir, les abus sexuels et la violence représentent un sujet tabou. Le viol déshonore les jeunes filles, et même dans les pays riches, les juges et le système judiciaire sont susceptibles d'incriminer la victime plutôt que le violeur. Dans certains pays, cela signifie qu'elle n'ose pas chercher de l'aide et a peur d'être rejetée hors de son foyer parce qu'on considère qu'elle a sali sa famille et violé son honneur.

Au Pakistan, un ancien professeur du Pendjab a parlé d'une mère qui a trouvé sa fille en train de pleurer et a découvert qu'elle avait été violée mais n'osait pas en parler à qui que ce soit.¹⁰⁹ « Après une catastrophe, les enfants, et les adolescentes en particulier, sont les plus vulnérables car elles sont les plus susceptibles d'être abusées et harcelées sexuellement, » selon le South Asia Patnership (SAP), à Barguna, au Bangladesh.¹¹⁰

Au Tamil Nadu, en Inde, après le tsunami, beaucoup de jeunes femmes comme celle-ci n'ont pas osé rapporter ce qui leur était arrivé de peur d'être rejetées par la société : « J'ai 17 ans. Dans le camp de secours, pendant que je dormais, j'ai été violée. Je n'ai pas compris ce qui m'arrivait. Je ne pourrais pas reconnaître le visage de cet homme. J'ai beaucoup saigné. Je n'en ai parlé à personne. Ensuite j'ai vu que mon corps était perturbé et quand ma mère m'a amenée à l'hôpital ils m'ont dit que j'étais enceinte. »¹¹¹

Et en Somalie, cette mère a déclaré : « Ma petite dernière a été violée par un homme en uniforme militaire il y a deux semaines alors qu'elle rentrait de l'école. Avec l'aide de mes voisins, je l'ai amenée à l'hôpital. Elle avait des blessures graves au niveau des organes génitaux. Je n'ai pas pu lui acheter les médicaments prescrits par les docteurs parce que la facture était trop élevée. Tout le monde m'a conseillé de ne pas aller à la police parce que je n'obtiendrais aucune aide... ils ne feront que perdre mon temps. Dieu merci elle va bien au niveau santé mais elle continue à faire des cauchemars. »¹¹²

En Haïti, le Human Rights Watch a constaté que beaucoup de femmes et de filles ne demandaient pas d'aide après un viol parce qu'elles avaient honte de raconter ce qui leur était arrivé. Mary, 15 ans, a attendu huit jours avant de le dire à sa cousine adolescente, et ne lui a dit que parce qu'elle savait que cette cousine avait vécu la même expérience : « Au bout de huit jours, j'en ai parlé à ma cousine parce qu'elle aussi avait été violée après le tremblement de terre. Elle m'a conseillé d'aller au centre GHEKIO [l'acronyme correspondant au groupe haïtien pour l'étude du syndrome de Kaposi et des maladies opportunistes]. J'ai eu une infection. Avant de lui parler de ce viol, je n'osais vraiment rien dire mais je me suis dit qu'elle aussi avait été violée et que donc je pouvais lui parler de ma situation. »113

D'autres ne savent pas où aller : « Je voudrais rapporter un incident, mais je ne sais pas comment faire, » disait une jeune femme en Thaïlande.

Une jeune kenyane nous a dit : « Les gens ne se servent pas des boites à commentaires. Si quelqu'un te voit mettre une lettre là-dedans il va te faire honte, il va se moquer de toi et inventer des chansons sur toi. »¹¹⁴

Panneau de Médecins sans frontières au Libéria. Pendant les périodes d'urgence, les mécanismes de protection sont souvent affaiblis, ce qui rend l'accès aux services nécessaires de prévention, de réaction et de soins plus difficile pour les filles et garçons affectés par la violence. Il en va de la responsabilité des fournisseurs de services de protection d'encourager un environnement dans lequel les victimes de violences pourront être identifiées et redirigées vers les services adéquats. Les mécanismes formels et informels de signalement et d'instruction doivent être consolidés, on doit améliorer la conscience du phénomène et les attitudes doivent changer.

Parfois, en fait, à cause des efforts effectués pour gérer la violence à grande échelle, ces mécanismes de signalement et d'instruction se renforcent après une catastrophe. On a alors une opportunité de changer durablement la culture des rapports et renvois, et de faire en sorte qu'elle soit favorable aux filles. Par exemple, au lendemain du conflit du Timor-Leste en 2006, Plan a travaillé avec d'autres agences et le gouvernement a mis au point des mécanismes d'instruction pour la protection des enfants par le biais de la mise en place d'un système de réseaux de coordination dans les camps de déplacés internes. Plus tard, ce système a également été, avec le soutien de Plan, élargi à des zones extérieures aux camps par le gouvernement.115

La capacité à et les mécanismes permettant de rapporter les abus et les violences ; la certitude qu'on les croira ; et le fait de savoir que les responsables seront jugés, pourraient aider les filles, et cela pas seulement dans un contexte de catastrophe, à parler lorsqu'elles subissent un viol ou un abus.

6 Une petite fenêtre ouverte : Sauvegarder la sécurité des adolescentes au cours des catastrophes

« Des interventions de programme visant les adolescentes en situation de catastrophe peuvent les maintenir en sécurité – et scolarisées – tout en utilisant cette petite fenêtre ouverte par la situation d'urgence pour encourager la discussion au sein des communautés autour des droits et du potentiel des adolescentes. »

Katie Tong, Spécialiste de Plan International chargée des adolescentes en situation d'urgence¹¹⁶

« On pense savoir quoi faire pour signaler des problèmes, mais aujourd'hui la justice c'est juste pour les riches parce que d'habitude si ce sont les pauvres qui dénoncent, personne n'y prête attention, il n'y a pas de solution à moins d'avoir de l'argent. »

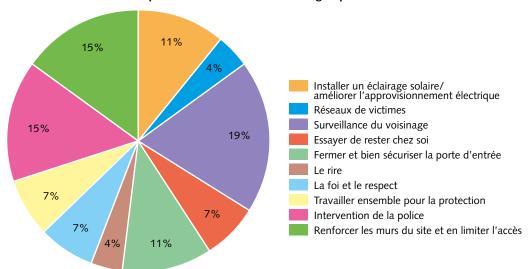
Christine, 14 ans, aux Philippines¹¹⁷

Beaucoup des idées visant à assurer la sécurité des filles pendant et après une catastrophe ne sont pas compliquées. Elles servent aussi à assurer la sécurité de toute la communauté. Les interventions en urgence sont plus susceptibles de réussir si elles sont intégrées dans des initiatives à long terme entreprises avant la catastrophe, et ne finissent pas une fois que la catastrophe est « passée ». Souvent, les interventions humanitaires s'effectuent rapidement, et n'ont pas de connexion avec le travail à plus long terme, ce qui crée une foule de problèmes et fait passer à côté de



Presque 300,000 personnes ont dû être évacuées de villages près du volcan du Mont Merapi en Indonésie

Solutions communautaires pour améliorer la sécurité (tous groupes confondus) à La Piste



nombreuses opportunités de changement positif.

Le fait même d'être conscient de la possibilité de violences et d'abus sexuels, y compris perpétrés par des membres de la famille et de la communauté aussi bien que des gens qui travaillent dans le secteur humanitaire, peut aider à protéger les filles à la fois dans les urgences et dans la vie de tous les jours. Cela demande plus de formation, et la mise en place de mécanismes pour contrôler si les interventions humanitaires clés prennent en compte les questions de genre et d'âge.

Comme nous l'avons vu. ceux-ci comprennent le fait de faire en sorte que dans les camps il y ait des toilettes séparées pour les hommes et les femmes, qu'elles ne soient pas trop éloignées du camp et bien éclairées la nuit ; que des abris appropriés soient mis à disposition pour chaque unité familiale, qu'il y ait bien l'espace pour que les adultes et les enfants puissent dormir séparément, les espaces communaux pour dormir étant rendus unisexes ; ou que les points d'eau soient placés dans des endroits sûrs proches des camps. Cela signifie aussi que les mécanismes de protection existants doivent être activés – par exemple, les services de prévention et d'intervention, et les mécanismes axés sur la violence sexiste contre les enfants.

Préserver la sécurité des adolescentes dans de telles situations n'est pas du ressort des filles elles-mêmes. C'est le rôle des fournisseurs de services, mais aussi de la communauté toute entière. Par exemple, les garçons peuvent jouer un rôle important dans la protection des filles et des femmes, dans la mesure où ils sont informés et savent ce que sont les abus

et comment les signaler. Les garçons et les hommes, armés des bonnes informations et engagés contre la violence sexiste, sont plus susceptibles de parler pour les filles dans leur famille et leur communauté.¹¹⁸

C'est aussi du ressort de la communauté humanitaire. L'ignorance n'est plus une excuse ; nous savons comment et pourquoi les adolescentes encourent des risques, et ce qui peut être fait pour pallier cela. Les filles ellesmêmes ne peuvent qu'adopter un éventail de stratégies qui peuvent aider à les protéger comme de se déplacer en groupes, mais beaucoup des autres options qu'elles ont à leur disposition pour survivre nuisent à leur bien-être.¹¹⁹

Une recherche dans deux camps urbains d'Haïti a constaté que toutes les sections de la communauté, bien qu'ayant elles-mêmes peur de la violence, étaient d'accord pour dire que les jeunes femmes étaient les plus vulnérables et que la violence sexuelle était le plus grand problème. 120 Ils ont proposé un éventail de solutions au problème de la violence, comme on peut le voir sur le diagramme circulaire ci-dessus. Dans « La Mairie », un autre site, la communauté a aussi inclus « activités de supervision parentale » ; « problèmes et réunions de communauté » ; et « ne pas quitter le site seule »121

Il est également important de savoir à l'avance qui contacter en cas de besoin, de sorte que des services comme une permanence téléphonique gratuite mise en place par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Haïti (voir encadré à la page 82) peut être salutaire pour une fille qui ne pense pas pouvoir se confier à sa famille... du

LA SOLIDARITÉ PAR LE BIAIS DE LA TECHNOLOGIE : LE 572, SERVICE TÉLÉPHONIQUE D'INTERVENTION D'URGENCE POUR LES FEMMES ET LES FILLES EN HAÏTI

En 2010, *Digital Democracy* (Dd), association non lucrative basée à New-York, a entamé une collaboration avec les groupes de femmes haïtiennes KOFAVIV (*Commission of Women Victims for Victims*, c'est-à-dire « commission des victimes féminines pour les victimes ») en vue de concevoir des outils technologiques pour s'attaquer à la violence sexiste en Haïti. Ensemble, les deux organisations ont lancé un système de gestion de l'information et un service téléphonique d'intervention d'urgence pour les victimes de violences sexistes.

Malgré l'influx des ONG et des organisations multilatérales après le tremblement de terre, beaucoup d'efforts pour lutter contre la violence sexiste ont échoué pour diverses raisons, de l'inadaptation aux besoins linguistiques régionaux à un manque de compréhension de l'environnement local. Durant les premiers mois ultérieurs à la catastrophe, les réunions de coordination humanitaire avaient lieu exclusivement en anglais et en français, ce qui excluait les acteurs communautaires et les groupes populaires locaux qui ne parlaient que le créole haïtien. Dans certains camps, les organisations internationales établissaient des Cliniques de la violence sexuelle pour les victimes de viols, et la plupart de ces permanences n'ont vu personne durant des mois.

Les acteurs communautaires locaux ont expliqué que non seulement beaucoup de femmes et de filles avaient honte à l'idée que leur communauté soit au courant de ce qui leur était arrivé, mais que de plus être vue en train d'entrer dans une clinique d'aide aux victimes de viols pouvait se transformer en grave menace si l'agresseur de la femme vivait toujours dans la communauté.

Dans l'année qui a suivi le tremblement de terre, Digital Democracy et KOFAVIV ont amorcé



un partenariat pour développer des systèmes technologiques qui devaient rationaliser les efforts communautaires existants et efficaces pour fournir des services médicaux, juridiques et psychosociaux aux victimes de violence.

En reconnaissant le besoin urgent d'un système centralisé pour faire remonter les cas de violence sexiste et connecter les victimes aux services de soins nécessaires, les deux organisations se sont associées aux prestataires de services mobiles Digicel et Voilà pour lancer la première hotline dédiée aux services d'urgence liés aux violences sexistes du pays. Ouvert 24 heures sur 24, sept jours sur sept, le centre d'appels de la ligne est tenu par des agentes de KOFAVIV et l'accès en est gratuit pour tous les abonnés au mobile en tapant le code abrégé 572. Par le biais de ce centre d'appels, les femmes et les filles obtiennent des informations sur quoi faire après un épisode de violence et sur l'accès aux services directs par le biais de KOFAVIV et d'autres fournisseurs. Ce centre d'appels a reçu plus de 10 000 appels à ce jour et a relié des centaines de victimes de violences sexistes à des services gratuits.

À mesure que la popularité du 572 grandit, KOFAVIV s'étend au-delà de son objectif originel de soins aux victimes de viols pour devenir un centre d'appels très populaire, en particulier pour les jeunes haïtiennes. « Nous recevons beaucoup d'appels de filles qui demandent des conseils, parfois sur la façon de gérer une relation dont les parents ne veulent pas, parfois pour démêler une dispute ou une rixe qu'elles ont eue avec leur petit ami. On entend à leur voix qu'elles se sentent mieux simplement du fait d'avoir quelqu'un avec qui partager ces questions-là. Je suis fière d'être ici pour les femmes et les filles dans le besoin et de leur donner des informations qui peuvent les aider à prendre de meilleures décisions, » nous a dit Wismide, une opératrice du 572.

Tout en continuant à consolider des réseaux d'orientation pour les victimes de violences par le biais du centre d'appels, les opératrices de KOFAVIV reçoivent des cas déférés en justice par la police de l'ONU, la police nationale haïtienne, le ministère des femmes, ainsi que d'autres organisations locales et internationales. Ce projet a aussi permis à KOFAVIV de saisir un ensemble de données considérable sur la violence sexiste en Haïti qui est partagé en continu avec des autorités et sentinelles nationales et internationales pour informer les mesures permettant une protection accrue des femmes et filles d'Haïti.

Par Emilie Reiser & Garance Choko, *Digital Democracy*, Mars 2013.

Centre de nutrition au Burkina Faso.



moment qu'elle a accès à un téléphone.

Afin de maintenir la sécurité des adolescentes, et de faire en sorte qu'elles aient un rôle à jouer dans la prévention et la réduction des catastrophes, il est important que, en ce qui concerne la protection, les lois et directives appropriées soient acceptées et adoptées en période de catastrophe, et qu'elles incluent également des dispositions spécifiques pour les adolescentes plutôt que de les regrouper sous les catégories « femmes » ou « enfants ».

Et il ne suffit pas de mettre en place des lois; il faut qu'elles soient mises en œuvre et que la justice les fasse appliquer. Comme l'a fait remarquer l'ONG bangladaise Odhikar pour la journée internationale de la femme dans une déclaration : « Il y a des lois pour protéger les femmes de diverses formes de violence, y compris une loi de 2002 contre le vitriolage, l'Acid Crime Control Act, une loi de 1980 contre le paiement d'une dot, le *Dowry Prohibition* Act, et en 2000 celle qui prône la prévention des violences faites au femmes et aux enfants, le Prevention of Oppression against Women and Children Act. Cependant, ces lois ne servent pas à grand-chose de par leur manque d'application à proprement parler. La violence faite aux femmes au Bangladesh est profondément ancrée dans les mentalités qui mènent aux injustices sociales. Un système judiciaire faible contribue aussi au manque de protection des femmes et beaucoup d'accusés ne peuvent pas être jugés à cause de leur pouvoir d'influence. Ce « pouvoir » peut être monétaire ou politique, ou les deux à la fois. Parfois, à cause de la corruption de la police ou parce que les preuves ne sont pas convenablement préservées, les femmes n'obtiennent tout simplement pas justice. »122

C'est pourquoi, durant les situations d'urgence, les ONG internationales et nationales, les forces de maintien de la paix et autres doivent démontrer que la prévention de l'exploitation et des abus sexuels est inscrite dans leurs codes de conduite et leurs politiques. Les personnels doivent être conscients des questions de protection, et les organisations doivent avoir des mécanismes de rapports et des procédures d'investigation. Les donateurs pourraient contrôler cela pour assurer la redevabilité et faire en sorte que justice soit faite. 123

Et enfin, la communauté humanitaire a besoin de travailler avec, et de consulter, les adolescentes et leur famille de même que les communautés et les garants de l'autorité, que ce soient les parents, les professeurs, les officiels locaux et les conseillers municipaux, les agents humanitaires, les casques bleus et les gouvernements nationaux. Ce n'est qu'alors qu'on pourra répondre aux besoins de protection des adolescentes dans les situations de catastrophe.

UN « HAVRE DE SÉCURITÉ » POUR LA PROTECTION DES FEMMES ET DES FILLES DANS UN CAMP 124

Une étude dans des camps en Tanzanie en 1995 menée par la Commission féminine pour les femmes et les enfants réfugiés a constaté que les femmes du Rwanda et du Burundi étaient agressées sexuellement lorsqu'elles allaient chercher de l'eau et du bois. Les attaques étaient souvent commises par des soldats du gouvernement ou les forces de sécurité qui n'étaient pas bien supervisés et ne recevaient pas de directives claires de leurs supérieurs

- concernant leurs devoirs. L'abus d'alcool et les gains personnels issus de vols étaient souvent impliqués dans ces actes. C'étaient de très jeunes femmes qui étaient souvent l'objet des attaques de par le désir des coupables d'éviter d'attraper le sida. En 1999, la commission des femmes a évalué les programmes et trouvé de nombreuses initiatives positives :
- L'équipe de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) dans le camp de Mukgwa en Tanzanie a coupé l'herbe sur une route fréquemment empruntée par les femmes, leur a donné des torches, leur a appris à se déplacer en groupes, et a aidé les communautés à mettre en place des « surveillances communautaires ». Cette organisation a aussi développé une campagne d'information pour apprendre aux femmes des façons de se protéger, ce qui a amélioré la situation au niveau de la sécurité. On a aussi pris des précautions pour faire en sorte que les latrines soient placées dans des zones plus sûres. Un effort a été fait pour réunir des travailleurs au service de la communauté et des officiers de protection pour discuter de stratégies de protection, en insistant sur les consignes générales de l'agence des Nations unies pour les réfugiés pour la protection des femmes et filles réfugiées.
- Des centres de jour ont été créés dans le cadre du programme contre les violences sexistes et sexuelles de l'IRC dans les dispensaires de quatre camps, ce qui

- a attiré l'attention sur la protection en tant que question de droits de la personne et sur la façon dont on peut signaler la violence ; développé une bonne participation communautaire et autonomisé les femmes au sein de la communauté en prenant en compte leur culture ; développé un soutien au sein de la population masculine pour le programme ; convaincu plus de femmes de mener des actions en justice : été considéré comme utile aux veux des victimes de violences sexuelles et sexistes et leur famille ; encouragé le développement de programmes complémentaires; et sensibilisé davantage les autorités tanzaniennes aux violences sexuelles et sexistes.
- Au Kenya, la section African Women in Crisis de l'ONU Femmes a développé un module de formation pour les unités militaires kenyanes dans un effort pour anéantir les abus et a encouragé le placement d'un poste de police près des camps. L'UNHCR a également établi un programme pour planter des haies vives pour décourager les incursions dans la zone du camp, et impliqué les femmes dans la recherche de solutions. Le nombre de viols dénoncés est tombé de 50 % après ces programmes, bien qu'il ne soit pas évident de savoir combien n'ont pas été signalés. Les jeunes filles ont continué à être les premières victimes de viols. cependant, et l'impunité des coupables a continué à affaiblir la protection.



RECHERCHE PRIMAIRE AU BURKINA FASO ET AU NIGER

Conclusions principales

Depuis le début des années 1980, la région du Sahel a rencontré des crises alimentaires récurrentes qui ont compromis la survie de la plupart de ses habitants les plus vulnérables qui vivent en majorité dans les régions rurales. De nombreuses études ont été effectuées pour attester de l'impact de ces crises, mais elles se sont concentrées sur les enfants de moins de cinq ans. L'impact spécifique de ces crises sur les adolescents et adolescentes n'a pas été pleinement analysé.

L'objectif global de cette étude, par conséquent, a été d'effectuer une recherche qui explore les effets des crises alimentaires sur les adolescents et adolescentesⁱ, aidant ainsi à renforcer les mécanismes de protection et d'adaptation.

Objectifs

Cette étude a été effectuée par Yssa Oumar Basse et Natalie Lucas, du Groupe Stratégies et Leadership.

Cette recherche avait deux objectifs principaux :

- 1 D'observer les effets des crises alimentaires sur les droits à la protection et à la participation des adolescents et adolescentes, et en particulier sur leur exposition à l'exploitation sexuelle, à la maltraitance et au mariage des enfants.
- 2 D'explorer les facteurs qui rendent les adolescents et adolescentes particulièrement vulnérables ou résilients à ces attaques, et étudier la possibilité d'opportunités de leadership.

Méthodologie

Cette étude a consisté en une analyse documentaire et une collecte de données sur le terrain effectuée au Niger et au Burkina Faso entre octobre et décembre 2012.

Dans chaque pays, l'équipe sélectionnait trois régions administratives affectées par les crises alimentaires récurrentes. La collecte de données, tant qualitative que quantitative, a été effectuée avec l'aide de chercheurs locaux dans neuf communautés par région, qui ont visité un total de 27 communautés, la plupart d'entre elles situées dans des zones rurales.

Parmi les méthodes il y avait 990 questionnaires structurés – 239 destinés à des adolescentes, 250 à des adolescents, 251 à des mères ou chefs de familles féminins et 250 à des pères ou chefs de familles masculins. Il y avait trois groupes de discussion thématique dans chaque région, des études de cas avec des adolescentes et adolescents, et un large éventail d'entretiens individuels approfondis. Ceux-

ci ont impliqué des leaders communautaires et des représentants du gouvernement, des maires, des professeurs, des travailleurs sociaux, des professionnels de la santé et des représentants d'ONG.

Les conclusions principales de cette recherche sont divisées dans les catégories suivantes : la survie, la santé, la protection, l'éducation, la participation et la résilience.

SURVIE

Changement de rôles

Les crises alimentaires – et les problèmes mentaux, financiers et physiques qui en découlent – changent souvent les rôles que les adolescents avaient au sein de la famille. Les jeunes étaient davantage sollicités pour trouver un travail rémunéré et contribuer au revenu familial. Les parents avaient changé leurs attentes vis-à-vis de leurs enfants, qui étaient forcés d'abandonner à la fois leur enfance et leur temps de loisirs, de prendre des rôles et des responsabilités d'adultes prématurément. En dépit de cela, la plupart des adolescents acceptaient leur nouveau rôle comme une nécessité, même s'ils se rendaient compte des implications sur leur propre avenir.

Le travail des enfants

Au Burkina Faso comme au Niger, il y a eu une augmentation du travail rémunéré chez les jeunes à cause des crises alimentaires. Au Burkina Faso, 81 % des adolescents et 58 % des adolescentes ont dû régulièrement aller travailler pour leur famille, comparé à 75 % des garçons et 42 % des filles avant les crises alimentaires. Les adolescents, filles comme garçons, ont déclaré être allés travailler dans les mines d'or, mais alors que les garçons avaient tendance à migrer vers des mines plus éloignées, les filles allaient plutôt dans des sites plus proches de leur communauté.

Au Niger, 60 % des adolescents (89,07 % des garçons et 30, 93 % des filles) ont déclaré qu'ils ont été obligés d'aller travailler à cause des crises alimentaires, par rapport à 31 % (39 % des garçons et 22,4 % des filles) qui avaient travaillé avant la crise alimentaire. Les adolescents étaient plus susceptibles de prendre un travail en temps de crise, et partaient chercher du travail dans des plus grandes villes ou à l'étranger, alors que les adolescentes restaient dans leur communauté pour faire des tâches ménagères et garder des enfants pour un maigre salaire ou ramasser des plantes sauvages pour les manger.

i Adolescents et adolescentes entre 13 et 18 ans.

ii Les trois régions sélectionnées au Niger étaient Tillabery, Dosso et Maradi ; au Burkina Faso les trois régions de Kouritenga, Namentenga et Sanmatenga ont été sélectionnées.

SANTÉ

L'accès aux soins médicaux

Les filles et garçons adolescents des deux pays ont déclaré avoir trouvé difficile l'accès aux soins médicaux, les filles ayant eu plus de mal que les garçons. Au Burkina Faso seulement 64 % des filles ont signalé qu'elles avaient eu accès à un centre médical par rapport à 81 % des garçons. Mais il apparait que l'accès n'a pas été particulièrement affecté par les crises alimentaires. Parmi les adolescents qui n'avaient pas accès aux soins de santé à ce moment-là seuls 19 % ont déclaré qu'ils y avaient eu accès avant la crise. Cette étude a constaté que malgré le stress dont ils souffraient, il n'y avait pas de structures proposant une aide psychologique aux adolescents.

PROTECTION

Protection sociale

Au Niger, les communautés et familles étaient traditionnellement organisées de façon à permettre la solidarité et le partage des ressources de sorte que les plus mal lotis puissent trouver de l'aide en temps difficiles. Les enfants étaient élevés par la communauté toute entière. Cette forme de protection sociale traditionnelle s'était affaiblie durant les crises, laissant les enfants comme les adolescents dans une position plus vulnérable. Lorsqu'on leur a demandé vers qui ils se tournaient dans les temps difficiles, 62 % des adolescents interrogés au Niger ont répondu leur « famille » ; 15 % ont répondu « personne » ; 11 % ont répondu « le chef du village » ; 4 % ont répondu « la police » ; 3 % ont répondu « Dieu » et 5 % ont répondu « autres ».

Mariage précoce

Dans les deux pays, le mariage précoce est chose commune. Il semblerait que l'impact des crises alimentaires sur le mariage précoce ne soit pas le même selon les zones étudiées. Dans certaines régions, on a constaté que les crises rendaient cette pratique plus courante, alors que dans d'autres endroits elles la retardaient, ou du moins c'était le cas pour les cérémonies traditionnelles qui officialisent les mariages.

Ces variations pourraient être attribuées aux différences culturelles des zones d'étude. Ces raisons principales données pour la diminution des mariages précoces dans certaines régions étaient liées à la réticence des hommes à assumer de nouvelles responsabilités à cause de leur manque de moyens financiers. Dans d'autres régions, cependant, les parents donnaient leur enfant en mariage pour qu'elle puisse avoir une vie meilleure; pour réduire le nombre d'enfants à nourrir; et pour obtenir une dot de leur nouvelle famille par alliance.

Prostitution, commerce du sexe

Certains adolescents s'adonnent à des relations sexuelles transactionnelles au Burkina Faso. Sur tous les adolescents interrogés, 7 % des garçons et 25 % des filles ont admis avoir reçu de l'argent ou des cadeaux en échange de relations sexuelles. On doit noter à ce stade qu'il s'agit là d'un sujet très sensible et qu'il pourrait y avoir bien plus de cas que ne le suggère cette enquête. Presque la moitié d'entre eux - 48 % des garçons et 46 % des filles - ont précisé qu'ils avaient commencé ce type de pratique au cours de la dernière crise alimentaire, ce qui indique une augmentation de l'utilisation des rapports sexuels monnayés en tant que mécanisme de survie aux catastrophes. Au Niger presque tous les adolescents ont nié avoir eu des rapports transactionnels à cause des crises alimentaires. Il a été découvert que la prostitution était une pratique cachée, cependant, au Burkina Faso; presque un quart des parents et adolescents interrogés ont admis connaître des filles au sein de leur communauté qui étaient forcées de se prostituer en période de crise. Au Niger, bien qu'en entretien public les participants niaient l'existence de la prostitution, au cours d'entretiens approfondis confidentiels 29 % des adolescents ont confirmé qu'ils connaissaient des filles au sein de leur communauté qui s'étaient prostituées en période de crise. Dans les deux pays, il est apparu plus rare pour les garçons adolescents d'avoir recours à la prostitution dans de telles conditions.

ÉDUCATION

Décrochage scolaire

Mise à part la faim, la préoccupation majeure de la majorité des adolescents des deux pays était que les crises alimentaires les privaient d'une éducation. Au Burkina Faso, cela avait différents impacts sur les adolescents des deux sexes. Le taux d'assiduité des garçons a chuté de 73 % avant la crise à 53 % après ; celui des filles a chuté de 61 % à 52 %. Au Niger, seulement 35 % des garçons et 27 % des filles étaient scolarisés avant les crises alimentaires. Ce chiffre a chuté à respectivement 22 % et 19 %.

Les résultats scolaires ont aussi décliné à cause de la crise. Au Burkina Faso, à peine 19 % des garçons et 33 % des filles interrogées ont répondu que leurs résultats scolaires étaient « très bons » ou « bons », par rapport à 40 % des garçons et 52 % des filles avant la crise alimentaire. Ce déclin des résultats a été attribué à la faim – les garçons comme les filles ont déclaré ne pas pouvoir se concentrer ni bien comprendre les cours parce qu'ils n'avaient pas assez mangé. L'étude a révélé qu'au Burkina Faso, en période de crise, les familles nourrissaient les plus jeunes avant les enfants plus âgés ou les adolescents.

iii Au Niger, sur 135 adolescentes entre 12 et 19 ans interrogées dans des groupes de discussion pour cette étude, 64 % étaient déjà mariées et 39 % avaient déjà des enfants.

PARTICIPATION ET RÉSILIENCE

Confrontés aux pressions leur demandant de soutenir leur famille financièrement, aux violations de leurs droits, et à l'obligation de supporter la souffrance imposée par la migration et un travail physique ardu, les adolescents de cette étude ont montré une remarquable résilience en continuant à s'adapter à des circonstances difficiles. Mais en dépit de cela, la plupart ont dit qu'ils n'étaient pas impliqués dans les processus de décisions communautaires. Au Burkina Faso, à peine 13 % des adolescentes et 36 % des adolescents ont trouvé qu'ils étaient impliqués dans des décisions qui les affectaient. Alors qu'on donnait à certains garçons plus de respect et une place dans l'organisation d'événements publics à cause des rôles qu'ils avaient endossés durant les catastrophes, les filles, elles, ont continué à être en marge.

Le manque d'implication des adolescents dans les prises de décisions communautaires et dans les décisions qui les affectent indique un manque d'opportunités de leadership. Il y avait aussi très peu d'organisations de jeunes pour soutenir les adolescents pendant ces temps difficiles. Aucune des structures rencontrées durant les études au Burkina et au Niger n'avaient développé de programme d'aide ciblant les adolescents en période de crise alimentaire.

Conclusion

La génération actuelle d'adolescents des deux sexes qui aident leur famille financièrement passe trop de leurs jeunes années à faire face à des problèmes communautaires et familiaux amenés par une série de crises alimentaires. En même temps ils sont privés des ressources dont ils ont besoin pour les y aider parce qu'ils ont été obligés d'abandonner l'école. Le résultat est la création d'un cercle vicieux de pauvreté qui peut être brisé en faisant en sorte que les adolescents restent scolarisés plutôt qu'ils soient forcés à émigrer pour trouver un travail rémunéré ou qu'ils doivent se marier très jeunes. Changer cela implique des mesures qui remettent en cause le statu quo et ne reposent plus sur des solutions à court-terme pour traiter des problèmes qui risquent de devenir structurels et permanents.





Bâtir une nouvelle vie : l'éducation et l'apprentissage des adolescentes en situation de catastrophe

Résumé

Ce chapitre pose comme postulat de base que l'éducation des filles est vitale pour leur propre développement et celui de leur communauté. Il démontre comment, malgré le nombre croissant d'adolescentes qui fréquentent l'école, cette évolution peut rapidement s'inverser lors d'une catastrophe.1 Il examine en détail les effets immédiats et à long terme des catastrophes sur l'éducation des filles, et les effets d'une interruption forcée de scolarité pour chercher un travail pour aider sa famille à survivre. Il avance également l'argument de l'importance de la réduction des risques de catastrophe dans le programme scolaire, d'une éducation secondaire de qualité ainsi que d'un apprentissage non-formel souple et d'une formation professionnelle. Enfin, il se penche sur la façon dont les catastrophes peuvent représenter une ouverture vers des possibilités pour l'éducation et l'apprentissage des adolescentes qui peut changer leur vie pour toujours.

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Article 28

Chaque enfant a un droit inhérent à l'éducation. L'éducation primaire doit être gratuite. L'éducation secondaire doit être accessible à chaque enfant.

- Au Pakistan, après les inondations de 2010, 24 % des filles et 6 % des garçons ont abandonné l'école.²
- Au Zimbabwe, selon les résultats de la recherche primaire en vue de ce rapport, deux chefs de familles sur trois ont dit que les garçons auraient plus de chances d'aller à l'école que les filles après une catastrophe.³
- 1 « Envoyez vos filles à l'école » : l'importance de l'éducation pour les adolescentes en situation de catastrophe

« Voici mon message pour les femmes du Congo, du Sahel, et du monde entier : envoyez vos filles à l'école. C'est ce que vous pouvez faire de mieux pour leur avenir. »

Kristalina Georgieva, Commissaire européenne à la coopération internationale, l'aide humanitaire et à la réaction aux crises⁴

« Une génération sans éducation est une génération perdue. On a besoin d'être entendues et de participer, on a besoin d'un avenir. On a droit à l'éducation et on veut aller à l'école. »

> Betty, 17 ans, jeune déplacée au Nord de l'Ouganda⁵



On a fait grand cas de l'éducation des filles en tant que moyen d'émancipation. L'éducation leur donne la capacité de devenir des citoyennes actives et la possibilité de faire des choix dans leur vie. Elle signifie qu'elles seront plus susceptibles, en tant qu'adultes, de gagner de quoi sortir leur famille de la pauvreté. Elle donne également plus de chances à leurs enfants de survivre au-delà de leur petite enfance et de bénéficier eux-mêmes d'une éducation. C'est pourquoi Malala Yousafzai, une écolière de 15 ans du Pakistan, a risqué sa vie pour que les filles puissent bénéficier d'une éducation.⁶

Heureusement, dans de nombreux pays, de plus en plus de filles sont aujourd'hui scolarisées. Cependant, en situation d'urgence, l'éducation est souvent interrompue, parfois de façon permanente. Et pourtant c'est dans ces moments-là qu'elle est particulièrement importante. « L'éducation apporte une stabilité, une normalité et une routine dans la vie des enfants, qui est absolument essentielle, en particulier s'ils sont déplacés », a déclaré Radhika Coomaraswamy, représentante spéciale du secrétaire général pour les enfants et les conflits armés.⁷

L'INEE (Inter-Agency Network for Education in Emergencies), réseau international pour l'éducation en situations d'urgence, mentionne trois façons dont l'éducation peut bénéficier aux adolescentes en situation de catastrophe :8

- 1 Elle peut fournir une protection physique. Quand une fille est dans un environnement sûr, elle encourt moins de risques d'être sexuellement ou économiquement exploitée ou exposée à d'autres risques comme le mariage précoce.
- 2 Elle peut proposer un espace psychosocial sûr qui aide les filles à comprendre ce qui se passe autour d'elles. L'éducation peut aussi procurer une forme de routine et des bénéfices à plus long terme pour la

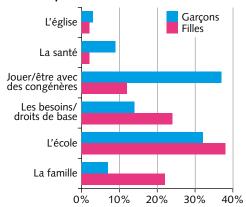
- promotion des droits et des responsabilités des enfants.
- 3 Elle peut véhiculer des messages salutaires : les écoles peuvent être au centre de la communication de messages sur le lavage des mains, qui réduit les risques de maladies, sur les moyens d'éviter le HIV et d'accéder aux soins de santé et à la nourriture en situations d'urgence. De cette façon, les adolescentes peuvent apprendre comment jouer un rôle positif d'agents potentiels du changement dans la réduction des risques de catastrophe.

Amy, 14 ans, des Philippines, était d'accord. Elle parlait des effets du typhon Ondoy: « On a besoin d'aide pour retourner vite à l'école comme ça on peut être occupées et retourner à la normale. Avant de retourner à l'école j'étais triste tout le temps; j'avais le temps de penser à la destruction et à tous les morts. Quand je suis retournée à l'école j'ai pu travailler pour essayer de rattraper. C'était dur, mais ça m'a donné de la détermination. »9

Une enquête en Afrique centrale et de l'Ouest¹º sur l'impact de la guerre, du VIH et d'autres situations à risque a constaté qu'en réponse à la question : « Qu'est-ce qui vous rend heureux ? », la réponse la plus citée chez tous les enfants était « de participer à l'école ». C'était le cas pour les garçons aussi bien que pour les filles, les filles défendant ce point de vue encore plus que les garçons. Les auteurs ont déclaré : « On dirait que le simple fait d'être inscrit à l'école, d'avoir les frais payés, de recevoir ses livres et de réussir ses contrôles, est une source de bien-être pour les enfants. »

Un rapport récent de la Banque mondiale a affirmé qu'il y a un lien direct entre le nombre de filles et de femmes ayant reçu une éducation et l'efficacité des mesures de réduction des pertes lors des catastrophes provoquées par

Qu'est-ce qui vous rend heureux?





le changement climatique.11 « Les pays qui se sont concentrés sur l'éducation féminine ont subi bien moins de pertes à l'issue de sécheresses et d'inondations que ceux dont les taux d'éducation féminine sont bas. » a affirmé le rapport. Puis il en a calculé le coût et fait le lien entre le développement et les aides humanitaires, en soutenant que : « L'éducation des jeunes femmes est probablement un des meilleurs investissements de prévention des catastrophes causées par le changement climatique, en plus des taux de rendement social élevés au cœur des objectifs globaux du développement durable. »

L'éducation est un droit garanti par les engagements internationaux et la législation nationale du monde entier. Pourtant, comme le fait remarquer l'INEE : « Jusqu'à récemment... l'éducation était vue comme faisant partie d'un travail de développement à long terme plutôt qu'une réaction nécessaire aux situations d'urgence. Cependant, la capacité de l'éducation à protéger ou sauver des vies a été reconnue et l'incorporation de l'éducation dans la réponse humanitaire est aujourd'hui considérée comme cruciale. »12

L'ÉDUCATION ET LES SITUATIONS D'URGENCE POUR LES ADOLESCENTES Lori Heninger, directrice de l'INEE, discute des dispositifs éducatifs en situation d'urgence pour les adolescentes.

Avant 2000, les dispositifs éducatifs dans les situations d'urgence étaient extrêmement limités : l'intervention humanitaire se concentrait sur l'hébergement, la nourriture. l'assainissement et la santé. Ces domaines étaient, et sont encore dans une certaine mesure, considérés comme des interventions « salutaires » pendant les situations d'urgence. La protection et l'éducation des enfants n'étaient pas considérés à même de sauver des vies et n'avaient pas la priorité

dans les situations d'urgence. C'était le cas malgré le fait que l'éducation soit une des premières requêtes des communautés affectées, et malgré la situation de crise dans laquelle, selon une estimation, se trouvaient la moitié des enfants déscolarisés en âge d'être en primaire.

La même année, pendant la conférence de l'éducation pour tous, un petit groupe de personnes se sont rapprochées pour créer le Réseau interorganisations pour l'éducation en situation d'urgence (INEE) en vue de travailler pour les droits des enfants à l'éducation dans ces contextes difficiles. En 2004, les Normes minimales pour l'éducation en situation d'urgence : crises chroniques et reconstruction précoce étaient lancées. La dernière version des normes minimales pour l'éducation : préparation, intervention et relèvement offre une plateforme et un langage communs pour soutenir l'éducation dans des situations de crise, la question du genre étant intégrée dans le document. En 2006-2007, le groupe sectoriel de l'éducation du Comité permanent interorganisations a été créé, institutionnalisant l'éducation dans la réaction humanitaire aux côtés de l'eau. de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de la nourriture, des abris, et de la gestion des camps. Les groupes sectoriels de l'éducation sont aujourd'hui opérationnels dans plus de 40 pays. Ces initiatives ont contribué à accroître la visibilité de l'éducation en situation d'urgence, et son accès. Cependant, le financement accuse toujours un retard considérable et la plupart des initiatives éducatives se concentrent sur les enfants du primaire. Cela ne laisse pas beaucoup de place pour l'accès des adolescentes à des matériaux adaptés à leur âge. Le Guide de poche sur le genre en situations de catastrophe peut aider à concevoir et mettre en œuvre des programmes éducatifs pour cette tranche d'âge.

Enfants réfuaiés dans une école provisoire au Niger.

Construction d'une nouvelle maison en Ouganda.



Malgré ces engagements, les financements de l'éducation en période d'urgence restent insuffisants - bien que le pourcentage de l'aide humanitaire destinée à l'éducation ait presque doublé entre 2006 et 2008, il ne représente que 2 % de l'aide humanitaire globale.13 À l'approche de la fin des Objectifs de développement pour le millénaire, il est de plus en plus urgent de s'assurer que l'éducation devienne un facteur clé de l'intervention humanitaire dans les catastrophes et situations d'urgence, pas seulement sur le papier, mais concrètement, dans l'espoir que les objectifs de l'éducation pour tous et la parité des sexes dans l'éducation puissent être atteints. Les abandons définitifs de l'école par les adolescentes pour cause de catastrophe ne doivent pas être un des facteurs qui font que ces objectifs ne sont pas atteints.

« L'ÉDUCATION APPORTE LA LUMIÈRE » :
DEUX GÉNÉRATIONS SUR DEUX
CONTINENTS DIFFÉRENTS S'EXPRIMENT
EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION DES FILLES
EN SITUATIONS D'URGENCE
Les histoires suivantes provenant de deux
générations différentes de femmes au
Tchad et au Pakistan illustrent l'importance
de l'éducation de filles en situations
d'urgence.

Madiya Ahmat Abakar a 19 ans et vient du Soudan. Elle vit dans un camp de réfugiés au Tchad depuis l'âge de 9 ans. Apa Khursheed est grand-mère et vit dans un village du Pakistan. Elle n'a toujours pas fini de reconstruire sa maison depuis les inondations de 2010 au Pakistan. Pour toutes les deux, il est clair que leur propre éducation, même pendant les périodes de conflit et de catastrophe, a changé leur vie et qu'il en sera de même pour les générations futures.

Madiya fréquentait une école dans le camp. Elle y enseigne maintenant tout en continuant son éducation secondaire. Elle nous dit : « Si on n'est pas instruite la vie est dure. On ne trouve pas de travail, et on est forcée de quitter sa famille et de déménager. Maintenant que j'ai un bagage et un travail, je peux aider toute ma famille. Je peux les soutenir dans leurs problèmes et subvenir à leurs besoins. Sans instruction tout est sombre et la vie est difficile ; l'éducation apporte la lumière et on peut voir un changement positif. Maintenant que j'ai de nouvelles compétences je veux voyager et voir différents pays et aller y travailler. »14

Apa Kursheed était enseignante et conseillère municipale du Sud du Pendjab au Pakistan.15 Elle est membre du comité scolaire du collège local, et mentor et soutien d'innombrables femmes et filles de son village et des villages environnants dans leur lutte pour l'éducation et pour continuer de résister aux conséquences des inondations. Elle est catégorique dans sa défense de l'éducation des filles : « Mon père était tailleur, ma mère travaillait à la maison. Bien que mon père soit illettré, il voulait que ses trois filles puissent lire et écrire. Alors nous sommes toutes allées à l'école et sommes devenues nous-mêmes enseignantes, grâce à mon père. » Elle ajoute : « Je crois fermement que les parents ainsi que le gouvernement doivent soutenir et promouvoir l'éducation des filles pour qu'elles puissent gagner leur vie comme je l'ai fait. Je suis une optimiste. Je crois que le changement est possible. J'ai trois fils et cinq petits-enfants. L'un d'eux est une fille. Je suis sûre qu'elle aura un avenir aussi brillant que ses frères. »



Madiya.



2 « Sans instruction on n'est rien » : pourquoi les adolescentes arrêtent l'école en périodes de catastrophe

« On a trouvé de l'aide, de la nourriture et de l'eau, mais mon plus gros problème est qu'on ne peut pas aller à l'école. J'aimerais vraiment que les écoles rouvrent bientôt, je reste à la maison, sans rien faire, je n'en peux plus.»

Haïtienne de 16 ans¹⁶

« Maintenant pour survivre ma sœur de 16 ans coiffe des gens, mon frère de 12 ans fait des petits boulots, mais c'est juste assez pour du pain et un peu plus. »

Orpheline qui s'occupe de son frère et sa sœur, Mozambique, 2011¹⁷

Une fois le besoin de nourriture et d'abri satisfait, il est vraisemblable que l'éducation des enfants continuera à être perturbée. Les écoles peuvent avoir été endommagées ou démolies, ou bien, si elles sont toujours d'aplomb, servir d'abris pour les familles sans logis. Il est possible que les enseignants aient été tués ou blessés ou qu'ils soient retenus pour s'occuper de leur famille. Cela peut signifier des semaines, des mois ou parfois des années sans école.18 Au Sri Lanka, deux ans après le tsunami, Save the Children a mené une consultation sur presque 2 500 enfants et a constaté que presque un tiers d'entre eux étaient toujours déplacés et n'avaient pas pu retourner à une scolarisation normale.19 Au Niger, selon le Ministère de l'éducation, 47 000 enfants ont été obligés d'abandonner l'école en 2012 à cause de la crise alimentaire.20

Les catastrophes ont souvent un effet négatif sur les revenus familiaux, à moyen ou à long terme, comme immédiatement après la catastrophe, ce qui peut entraîner un abandon de scolarité. Dans une étude de l'UNICEF en Asie du Sud et dans le Pacifique, presque un quart des enfants de zone rurale ont déclaré avoir quitté l'école parce que de mauvaises récoltes avaient fait que leurs parents ne pouvaient plus se permettre financièrement de les y envoyer.²¹ Au Zimbabwe, une jeune femme nous a dit : « C'est moi le chef de famille. J'ai arrêté l'école en 2012 quand j'étais en CE2 pour avoir plus de temps aux champs pour aider mes frères et sœurs. »²²

Manquer l'école pendant une certaine période a pour effet que beaucoup, en particulier les filles, n'y retournent pas du tout – aux Philippines les filles ont dit qu'il était si difficile de rattraper le retard que l'abandon devenait définitif. « Si elles n'y retournaient pas c'était parce qu'elles n'osaient pas parce que ça faisait presque un mois qu'elles n'étaient pas allées à l'école et que c'était trop tard pour qu'elles rattrapent les leçons » nous a confié Mirasol, 16 ans.²³



Dégâts dans une école aux Philippines.



Une jeune fille de 15 ans, au Niger, nous a expliqué: « Tous nos problèmes sont arrivés parce qu'on n'avait rien à manger. On ne peut pas comprendre ce que dit le professeur si on va à l'école le ventre vide. Alors j'espère que je pourrai avoir assez à manger pour aller à l'école. »²⁴

Aux Philippines après le typhon Ondoy, Lolianne, 15 ans, nous a dit : « Je ne vais plus à l'école parce qu'on manque d'argent. J'ai été forcée de travailler à cause de ce qui est arrivé. Mes frères et sœurs n'ont rien à manger alors ils ne vont plus à l'école. » D'autres filles ont dit que ça les gênaient d'y aller parce qu'elles n'avaient pas de vêtements adaptés. « Quand je suis retournée à l'école, j'étais triste et j'avais honte parce que j'étais en chaussons » nous a confié Vanessa. 17 ans.²⁵

Dans de nombreux cas, ce sont les garçons et les jeunes hommes qui quittent l'école pour chercher un travail rémunéré, alors que les filles doivent prendre en charge les tâches supplémentaires à la maison. Mais en Éthiopie, Plan a découvert que les filles aussi travaillent pour un salaire en cas de sécheresse. ²⁶ Une étude de *Young Lives* à Andhra Pradesh, en Inde, a estimé que lorsque la récolte d'une famille est perdue à cause d'une catastrophe, la charge de travail d'une fille passe de 3,5 à 6,5 heures par jour – une augmentation de 40 % .²⁷

« MÊME LES ÂNES NE VEULENT PAS DE CES FEUILLES »²⁸

Notre recherche a découvert que les crises récurrentes au Niger avaient reporté le fardeau de la subsistance de la famille sur les épaules des adolescents, filles et garçons. Ils ont dit qu'avant les crises alimentaires, seuls 31 % d'entre eux étaient régulièrement obligés de travailler pour aider leurs parents. Mais durant les crises alimentaires, ce pourcentage est monté à 60 %. La recherche a estimé à 86 % (91 % des garçons et 80 % des filles) le nombre d'adolescents qui travaillent

maintenant plus de cinq heures par jour soit à la maison, soit à l'extérieur.

Une des adolescentes nous a dit : « C'est vrai que nos parents nous forcent à quitter l'école pour chercher du travail, mais la plupart du temps, ils ne nous demandent même pas d'abandonner l'école. On le fait de nous-mêmes parce que quand tu sais qu'après l'école quand tu rentreras à la maison tu ne vas rien trouver à manger, tu es obligé de faire quelque chose pour aider tes parents et aussi pour toi-même. »

Une autre adolescente se souvient : « Je n'oublierai iamais la crise alimentaire de 2011. Après avoir vendu tous nos animaux on a eu tellement faim que beaucoup d'enfants sont morts. Même les plus forts d'entre nous tombaient malades à cause de la faim. Je me réveillais tous les jours avant les prières pour aller dans la forêt chercher des feuilles qu'on allait vendre au marché pour pouvoir acheter du sorgho. On quittait la maison avant la prière du matin et rentrait après la prière du soir avec un seul sac de feuilles. Avec un sac on ne pouvait acheter que deux kilos de sorgho, ce qui n'était pas assez pour nourrir notre famille nombreuse pour une seule journée.

Je me souviens d'un jour où je me suis levée tôt le matin, il faisait encore nuit et j'avais très faim et j'ai dû marcher plus loin que la veille parce que lorsqu'on est arrivé pour ramasser les feuilles, on a vu que des filles d'autres villages étaient venues pour faire pareil que nous. On a dû se battre et se dépêcher de remplir nos sacs. Ce iour-là. mes chaussures s'étaient déchirées et j'ai dû marcher pieds nus. J'ai marché tellement longtemps que mes pieds étaient en sang. Je suis rentrée à la maison tard ce jour-là en sachant que le lendemain il me faudrait me lever très tôt pour retourner chercher des feuilles dont même les ânes ne veulent pas normalement. »

Fabrication de beedis en Inde.





De retour à l'école après les inondations au Pakistan.

Des choix difficiles : les garçons plutôt que les filles ?

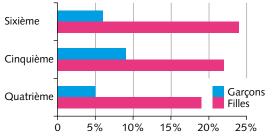
Dans beaucoup de pays, si les parents sont forcés de choisir qui envoyer à l'école, la préférence va toujours aux garçons plutôt qu'aux filles. Il se pourrait bien que cette tendance s'accentue en situation d'urgence, comme l'a noté une étude : « Globalement. les filles et les femmes sont plus susceptibles que les garçons et les hommes de voir leur éducation écourtée à cause de circonstances difficiles telles que la pauvreté, les conflits, les catastrophes naturelles ou les crises économiques. »29 Au Népal, garçons et filles ont rapporté que lorsque les difficultés de l'après-catastrophe forcent leurs parents à faire des compromis, ce sont généralement les filles qui sont retirées de l'école.30 Au Niger, Tani Yamboni, infirmière, nous a dit : « La crise alimentaire a poussé les familles à dépenser tout leur argent pour leur estomac... les filles ont été obligées d'arrêter l'école pour réduire les dépenses familiales. »31 Au Sri Lanka, Undani, âgée de 20 ans maintenant, a souligné : « Depuis le tsunami, l'éducation de beaucoup de filles a décliné, parce que les familles ne peuvent pas la payer. »32

Une recherche au Pakistan a comparé les chiffres de fréquentation de huit écoles en zone rurale de la sixième à la quatrième avant et après les inondations de 2010.^{33,34} Dans tous les cas, plus de filles que de garçons sont restées déscolarisées après la réouverture des écoles après les inondations. Après l'inondation, 22 % des filles et 7 % des garçons ont abandonné leur scolarité, ce qui rend la différence encore plus frappante. Une fille de sixième nous a

dit: « Beaucoup de filles ont arrêté pendant des mois, après l'inondation. Certaines sont revenues et ont continué leur éducation, mais quelques-unes n'ont pas pu, parce que leurs parents ne pouvaient plus les envoyer à l'école, à cause de la pauvreté. »

Au Burkina Faso, au Niger, au Sud-Soudan, au Zimbabwe, au Pakistan et aux Philippines, notre recherche a constaté que les taux d'abandon de scolarité étaient élevés pour les filles comme pour les garçons en période de crise, mais les répondants ont trouvé que les filles étaient plus susceptibles d'arrêter l'école que les garçons.35 Au Sud-Soudan, Sarah, 15 ans, a déclaré « Cette année [2013], je ne crois pas que mes parents vont m'envoyer à l'école parce que les bêtes qu'ils espéraient vendre pour payer mes frais de scolarité sont mortes à cause de la sécheresse terrible de la saison dernière. Je ne sais pas du tout quoi faire parce que c'est une situation qui fait obstacle à mon éducation. Parfois je me demande pourquoi Dieu m'a créée pour me punir ainsi? »36

Pourcentage d'abandon de scolarité au Pakistan à cause de l'inondation de 2010, par sexe, de la sixième à la quatrième





En dehors du manque de ressources, c'est aussi la peur de la société qui peut pousser les parents à retirer leur fille de l'école. Là encore, c'est aussi le cas en dehors des catastrophes, mais au lendemain d'un désastre, ils peuvent la craindre encore davantage. Il est primordial de s'appliquer à la question de la sécurité à la fois sur le chemin de l'école et à l'école.³⁷ Les comités locaux d'éducation en Irak, par exemple, ont fourni des escortes pour les filles en route pour l'école et assigné des mères pour servir d'assistantes en classe avec les hommes professeurs, ce qui a eu pour effet de rassurer les familles qui ainsi permettaient à leur fille adolescente d'aller en cours.³⁸

L'HISTOIRE DE HAYMANOT³⁹
Haymanot vit en Éthiopie rurale. Son
histoire illustre les effets cumulatifs de la sécheresse qui peuvent pousser les filles à abandonner l'école.

En 2008, Haymanot avait 12 ans et vivait avec sa tante. Elle allait à l'école dans une ville voisine. Mais sa mère est tombée malade, et elle a dû rentrer à la maison pour s'occuper d'elle et de ses jeunes frères et sœur. Comme sa mère ne pouvait plus travailler, les revenus familiaux ont diminué et ils ont manqué de nourriture. Au départ Haymanot allait à l'école les après-midis et travaillait le matin. Mais ensuite sa sœur aussi est tombée malade. En même temps la sécheresse a sévi dans la région et les récoltes ont été mauvaises. Sa mère nous explique: « Il y avait la sécheresse dans toute la communauté. Dieu ne nous a pas donné de pluie et la terre n'a plus donné d'herbe, ni de récolte. On a manqué de nourriture. »

En conséquence, Haymanot a dû abandonner l'école et aller travailler dans

une usine de concassage de pierres. Elle a dit que c'était elle qui avait décidé toute seule mais a ajouté : « Je suis vraiment malheureuse parce que je ne vais pas à l'école et que ma mère est malade. » Sa mère aussi a reconnu que ce n'était pas bon pour Haymanot d'abandonner sa scolarité : « En lui faisant arrêter l'école, je sais que je perturbe ses futures opportunités. »

Puis Haymanot a elle aussi contracté le paludisme, et a commencé à avoir des diarrhées, des vomissements et de la fièvre, ce qui était encore aggravé par sa charge de travail à la maison et à l'usine. La vie était terriblement difficile, et finalement Haymanot et sa mère ont décidé que bien qu'à peine âgée de 15 ans, son mariage procurerait sécurité et protection étant donné que la famille était dans une situation tellement difficile. Son mari, choisi par la famille, est employé du gouvernement. Elle a pu arrêter de travailler à l'usine.

La vie de Haymanot est une vie dure. Mais son histoire illustre aussi à quel point elle a de la ressource. Son dur labeur et sa résistance ont assuré sa réputation dans leur communauté. Sa mère a dit : « Il y a des gens qui l'ont vu toujours au travail et qui ont dit : « Comment a-t-elle pu travailler et supporter autant de difficultés à son âge ? »

Aujourd'hui, Haymanot dit que sa vie s'est améliorée, et elle espère pouvoir repousser le moment d'avoir des enfants et retourner à l'école l'an prochain... si son mari le lui permet.

Éthiopie.





La fumée d'un feu de broussaille envahit un port à Sydney.

Manquer l'école à cause d'une catastrophe n'arrive pas que dans le monde en voie de développement. Susan Davie, aujourd'hui Conseillère principale en politiques d'urgences nationales à *Save the Children*, explique comment son expérience de la perte en tant qu'adolescente dans les feux de broussailles de 1983 l'ont obligée à redoubler une classe... tout en modelant son avenir.

PARCE QUE J'ÉTAIS UNE FILLE...

Susan Davie, aujourd'hui conseillère principale en politiques (urgences nationales) à Save the Children, en Australie, raconte son expérience traumatisante lorsqu'elle était adolescente dans un feu de broussaille en Australie, et comment cela l'a amenée à devenir infirmière et à travailler dans l'humanitaire.

J'avais 16 ans le 16 février 1983 lorsqu'un feu de broussailles a démarré à quelques kilomètres de ma maison à Victoria. Mon père, mon frère et moi avons essayé de trouver mon oncle et ma tante qui étaient âgés. Nous avons fait le tour de tous les centres d'évacuation toute la nuit. Tragiquement, on nous a confirmé le lendemain que mon oncle et ma tante faisaient partie de ceux qui avaient péri.

Mon école a fermé quelques jours après le désastre. Quand elle a rouvert, on s'est concentré sur les familles dont les maisons avaient été détruites par le feu. Même si j'avais le sentiment que ma famille avait souffert et perdu énormément, je n'arrivais pas à en parler. Dans un cours quand un professeur m'a demandé directement si le feu avait affecté mon foyer, j'ai répondu « non ».

J'ai ensuite été grondée parce que je n'avais pas fini mes devoirs. J'étais incapable de dire tout haut que mon oncle et ma tante étaient morts... je ne savais simplement pas comment l'exprimer. J'ai refusé de reprendre l'école jusqu'à ce que l'enterrement soit passé.

J'ai manqué deux semaines d'école. Avec en plus ma détresse et mon chagrin, cela m'a mise à la traîne par rapport à mes camarades de classe dès le début de l'année. Bien que je sois passée dans la classe supérieure, j'ai dû redoubler l'année suivante. À cette époque je n'ai pas reçu de soutien officiel parce que je ne vivais pas dans la zone affectée par le feu.

Durant les semaines et les mois qui ont suivi la catastrophe mes jeunes frères ont eu besoin de mon soutien. Nos parents étaient très choqués et je ne voulais pas les inquiéter. Comme j'étais une fille mes frères attendaient de moi un soutien émotionnel qu'ils auraient normalement reçu de nos parents. Leur bien-être était une inquiétude supplémentaire pour moi et j'ai eu le sentiment de devoir surmonter mon traumatisme émotionnel pour protéger mes frères.

Je suis finalement devenue infirmière et je travaille aujourd'hui dans la gestion des situations d'urgence. Mon expérience de 1983 m'a donné un aperçu de la façon dont les catastrophes affectent les enfants. Je n'ai jamais oublié ce que j'ai ressenti à cette période et ça m'a influencée dans le travail que je fais maintenant dans lequel je milite pour la planification des besoins spécifiques des enfants. Je comprends en particulier les différences de besoins entre les filles et les garçons au lendemain de catastrophes et j'essaie d'influencer la planification de gestion de situations d'urgence dans ce sens.

Le fait que tant d'adolescents – en particulier les adolescentes, pour qui l'éducation est si importante – soient forcés, par les catastrophes ou les conflits, à quitter l'école et ne puissent pas y retourner ensuite, devrait faire honte à une communauté internationale engagée dans l'éducation pour tous. Cela appelle à une mobilisation urgente.

« Peut-être que si on avait des programmes pour aider les gens à se rendre compte de l'importance des droits des filles, et aider les droits des filles à évoluer dans leur éducation après l'âge de 16 ans, ça pourrait aider les familles à maintenir les filles à l'école... Pour avancer, quand on est une fille, on a besoin d'avoir une éducation. »

Udani, 20 ans, Sri Lanka40



3 Le bon côté des choses : comment les situations d'urgence peuvent offrir de nouvelles opportunités aux adolescentes

« Il me tarde de retourner en classe parce que j'adore l'école. Si on ne reçoit pas une éducation, si on ne va pas à l'école pour apprendre, on n'est rien dans cette vie... Quand je serai grande je voudrais être un grand médecin, une grande gynécologue, et diriger ma propre clinique privée. J'aurai de la compassion pour les gens. »

Christina, 14 ans, Port au Prince, Haïti, déplacée à la suite du tremblement de terre⁴¹

« Parce que nous sommes ici tous ensemble nous pouvons éduquer nos filles. C'est le bon côté du Darfour. »

Un père au Tchad42

Parfois lorsque les écoles officielles n'existent plus, des cours informels peuvent faire le lien éducatif entre l'avant et l'après catastrophe. Cela peut être sous la forme d'une école temporaire, ou de cours quelques heures par jour, ou d'une formation professionnelle. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a reconnu l'importance de la formation professionnelle pour les personnes déplacées, remarquant que : « L'exclusion des jeunes de l'éducation secondaire générale et de l'enseignement supérieur signifie que souvent la seule possibilité est la formation professionnelle. »

Il est aussi possible d'inclure la formation professionnelle et une instruction générale dans une seule démarche. Par exemple l'UNHCR à Dadaab, au Kenya, propose un programme de packs éducatifs pour les jeunes qui offre chaque année une formation professionnelle et sur les compétences de vie d'un an à 250 jeunes. En 2012 l'UNHCR a augmenté ses budgets pour la subsistance de 75 % par rapport à 2010 et s'adresse en priorité aux femmes et aux jeunes, dont « les compétences contribueront au développement de la communauté, à la remise en question des rôles sexospécifiques et au soutien des jeunes et des femmes pour les empêcher de développer des stratégies d'adaptation dangereuses ».⁴³

Pour les filles plus âgées, comme l'a fait remarquer une jeune somalienne, « L'éducation ce n'est pas seulement le primaire et le secondaire, mais c'est aussi la formation professionnelle ».

Elle a elle-même pu bénéficier de cours dans une école de couture où elle a acquis les moyens de gagner un salaire.⁴⁴

Au Pakistan, après les inondations de 2010, de nombreuses agences ont monté de telles écoles dédiées plus particulièrement aux filles. Karen Allen, représentante adjointe de l'UNICEF au Pakistan, au sujet de la présence des filles dans les écoles temporaires mises en place après les inondations de 2010, a parlé de parents qui disaient : « Peut-être qu'on devrait considérer d'envoyer nos filles à l'école parce que regardez comme ça les a rendues heureuses et elles ont vraiment appris des choses utiles. » Elle a ajouté : « Nous pensons que lorsqu'ils ramèneront leurs enfants à la maison il y aura

Une classe provisoire au Pakistan. eu un changement de perception ou du moins l'amorce d'un changement du fait d'envoyer les filles à l'école. »⁴⁵

Les situations d'urgence peuvent parfois rendre l'éducation plus accessible pour les familles et les adolescentes : les frais de scolarité peuvent être réduits ou complètement abolis, les bourses pour adolescentes peuvent être créées, et des mesures peuvent être mises en place pour réduire le coût imposé aux parents qui scolarisent leur fille adolescente. Cela peut être mis en œuvre à la fois au niveau des programmations et des politiques. Au Bangladesh, par exemple, un programme de bourses pour les filles (Female Stipend Program) a aidé à payer les coûts éducatifs de filles dans le secondaire tels que les fournitures scolaires, uniformes, chaussures, manuels, frais d'examens, transports et frais de scolarité.46

CHANGER LA PERCEPTION DE L'ÉDUCATION DES FILLES AU PAKISTAN⁴⁷

Immédiatement après les inondations de 2011 au Pakistan, Plan a créé des espaces spécialement pour les enfants de tous âges qui comprenaient de l'éducation non-formelle, des activités psychosociales et récréatives. Cela a eu pour effet que, dans une zone où il y avait des obstacles



traditionnels et religieux à leur éducation, beaucoup de filles, souvent pour la première fois, aient pu assister à ces cours non-formels. En fait, plus de filles que de garçons ont participé à cette expérience et il s'est opéré un changement progressif d'attitude envers l'éducation des filles.

Trois éléments-clés ont été essentiels pour ce qui est de fournir cet accès aux filles et d'amorcer le changement de croyances ancrées depuis longtemps dans la communauté selon lesquelles les filles n'avaient pas besoin d'instruction:

- 1 Les femmes ont été recrutées comme facilitatrices. Pour beaucoup de parents il était plus facile d'envoyer leur fille apprendre dans un lieu où il y avait des femmes pour s'occuper de leurs enfants et leur faire la classe.
- 2 Le programme impliquait les parents de bout en bout. Leur intérêt pour les progrès scolaires de leur enfant a augmenté et ils ont aussi appris beaucoup sur leurs besoins en termes de protection et de développement au cours d'une catastrophe. Les mères en particulier étaient heureuses que leurs filles aient une chance de s'instruire pour la première fois. Le Mountain Institute for Educational Development (MIED). institut pour le développement éducatif au Pakistan organisme partenaire de Plan dans la réponse d'urgence, a considéré que c'était un changement positif dans l'attitude des parents envers l'éducation de leurs enfants et en particulier envers l'éducation des filles.
- 3 Les chefs religieux ont été impliqués.
 Les espaces pour les enfants ont été
 implantés près des mosquées pour obtenir
 le soutien des mullahs et des imams.
 Certains ont même été embauchés, ainsi
 que des femmes de la communauté, en
 tant que facilitateurs pour des activités.
 Les chefs religieux ont beaucoup
 d'influence dans certains villages, et
 leur implication a encouragé les autres
 membres de la communauté à soutenir
 l'éducation des garçons et des filles.
 Nadia, enseignante dans une école de
 filles dans un camp, nous a dit : « J'ai 103

Nadia, enseignante dans une école de filles dans un camp, nous a dit: « J'ai 103 élèves ici. Ces filles étudient l'ourdou, l'anglais et les mathématiques. Elles veulent apprendre. En regardant d'autres enfants étudier, il y en a davantage qui sont attirées vers l'instruction pour la première fois de leur vie. Certaines n'allaient pas à l'école mais ici elles étudient, et avec beaucoup d'ardeur. »⁴⁸

Mise à disposition d'espaces sûrs au Pakistan.

Il est essentiel, cependant, que de telles opportunités perdurent lorsque la crise s'achève; ce qui s'avère difficile lorsque – comme c'est le cas au Pakistan – les écoles ne sont pas forcément ouvertes aux filles. Au Soudan, l'UNICEF propose des cours du soir pour les filles afin qu'elles puissent rattraper ceux qu'elles ont pu manquer si elles ne pouvaient pas ou n'avaient pas le droit d'aller à l'école avant. On attend d'elles alors qu'elles aillent à l'école comme les autres lorsqu'elles sont prêtes et on leur donne un uniforme pour les y encourager.⁴⁹

L'accès à l'école est important, mais la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage est primordiale. Les situations d'urgence au Yémen et ailleurs ont procuré des occasions d'introduire de nouvelles pratiques d'enseignement, l'apprentissage participatif, la gestion de classe adaptée aux enfants et sensible aux différences sexospécifiques, la communication non violente au sein de la classe. De plus, les situations d'urgence ont permis l'introduction d'un nouveau contenu de programme qui est particulièrement adapté aux adolescentes : les droits de la personne et l'éducation à la paix, les compétences de vie, la santé sexuelle et reproductive, les soins pré et postnataux, l'hygiène personnelle, la formation professionnelle.50

Ces situations d'urgence ont ouvert des possibilités qui doivent être soutenues par la communauté humanitaire en collaboration avec les adolescentes au niveau national. Cela peut signifier des lois, des normes, des politiques, des plans de secteur éducatifs nationaux et des plans de contingence nouveaux ou réorganisés.⁵¹

DES FILLES ACCÈDENT À L'ÉDUCATION POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS DU DARFOUR⁵²

Tout en ayant des répercussions désastreuses sur les communautés, le conflit du Darfour a été l'occasion pour les filles d'avoir accès à l'éducation pour la première fois.

Selon des données de l'UNICEF, les filles des camps de réfugiés de l'Est du Tchad ont été plus nombreuses que les garçons à aller à l'école primaire et à participer aux programmes d'apprentissage modulable parce qu'elles étaient tellement contentes d'avoir la possibilité de le faire. Les femmes plus âgées, pour la plupart mères de ces petites en premier apprentissage, ont également exprimé la volonté d'apprendre, ce qui a eu pour conséquence que l'UNHCR et d'autres ONG ont démarré des cours d'alphabétisation et de calcul pour les femmes. Les mères adolescentes, ainsi que les filles responsables de leurs jeunes frères et sœurs, ont pu participer aux cours dans lesquels un système de garde avait été prévu. L'UNHCR ainsi que d'autres ONG partenaires ont également persuadé les ministères de l'éducation du Tchad et du Soudan d'accepter que l'instruction obtenue par les étudiants soit reconnue à leur retour au Darfour.

De plus, le gouvernement soudanais a autorisé le fait que leurs examens soient administrés dans les camps au Tchad de façon à ce que les enfants puissent être inclus dans le système éducatif soudanais. Cela a permis aux filles d'obtenir des qualifications valables à la fois au Soudan et au Tchad. Pour les adolescentes en particulier, cette longue période de crise aura permis un accès durable à des opportunités éducatives sans précédent.



Formation professionnelle en Haïti.



4 L'éducation pour accroître la résilience : impliquer les adolescentes dans la réduction des risques de catastrophe dans les écoles

« Dieu merci nous avions déjà fait cette préparation à l'école, donc on savait plus ou moins comment mener un comité, nous organiser pour faire sortir les gens des maisons. J'ai été une des personnes à devoir quitter sa maison... Je crois qu'on a mis en pratique tout ce qu'on avait appris à l'école et ça nous a beaucoup aidées. »

Xiomara, 19 ans, de Zapotal, au Salvador⁵³

Tout au long de ce rapport, nous avons présenté des exemples de filles impliquées dans des activités de réduction des risques de catastrophe (RRC) à l'intérieur et à l'extérieur de la classe. Le *Hyogo Framework for Action* (HFA) ou cadre d'action de Hyogo, une stratégie sur 10 ans développée durant la conférence mondiale de Hyogo de 2005 qui portait sur la réduction des risques de catastrophe, pose trois objectifs principaux pour le RRC dans les écoles : la protection des étudiants et du personnel, la continuité éducative, et une culture de la sécurité. Ceux-ci peuvent s'accomplir à travers trois domaines

d'activité qui se chevauchent : des bâtiments scolaires sûrs, la gestion des catastrophes en milieu scolaire et une éducation en RRC. Cette dernière doit inclure des compétences pratiques de même que la capacité d'identifier les risques.

À Musaffagarh au Pakistan, Saina, 16 ans, est présidente d'un groupe Enfance et Jeunesse monté par Plan et son partenaire le RDPI (Rural Development Policy Institute, institut de politique de développement rural au Pakistan). Il y a actuellement 75 groupes de ce type dans 75 villages. Saina nous parle de la formation qu'elle et ses collègues ont suivie. « Ils nous ont appris à préparer un sac d'évacuation qui contient des médicaments, du lait pour les enfants, des couvertures et d'autres choses. Nous avons aussi fait notre première session de premiers secours et appris comment dégager quelqu'un coincé sous des débris. Notre famille et nos camarades de classe savent aussi qu'on a eu cette formation



Bangladesh.

Saina.

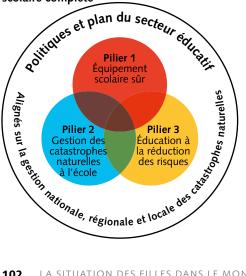
donc ils peuvent venir nous demander s'ils ont besoin de nous. »54

Avec le soutien de la campagne Safe Schools (pour la sécurité dans les écoles) de l'UNISDR, qui comprend les trois piliers de la sécurité scolaire, et la participation d'ONG internationales, d'agences de l'ONU, la RRC a de plus en plus de visibilité dans les politiques et pratiques éducatives. 55,56

Dans certains pays où les catastrophes sont fréquentes – tels que l'Équateur, Cuba, le Nicaragua, le Pérou, le Venezuela, le Salvador et le Panama – la réduction des risques et les activités de préparation font maintenant partie intégrante du programme scolaire.57 En Afrique du Sud aussi, le National Disaster Management Framework ou cadre national de gestion des catastrophes appelle à l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes du primaire et du secondaire. Donald Grant, le ministre de l'éducation au gouvernement provincial du Cap Occidental, a déclaré : « Nous devons éduquer nos enfants sur les catastrophes à l'extérieur comme à l'intérieur de l'école. En tant que ministre de l'éducation, une de mes priorités est d'assurer à nos enfants un environnement sûr et sécurisé. »58

Jusqu'à présent, il semble y avoir très peu d'accent mis sur le besoin d'impliquer les adolescentes aussi bien que leurs congénères masculins dans ces activités. Lorsque les filles sont impliquées, elles participent souvent activement, mais elles peuvent avoir besoin de programmes spécifiques ou d'encouragements supplémentaires. Katerin, 11 ans, de La Libertad au Salvador, nous a expliqué son rôle : « On effectue des sessions d'entraînement dans les écoles. Ce qu'on doit faire en cas d'urgence

Les trois piliers d'une sécurité scolaire complète



est expliqué avec des images aux plus petits. On fait différentes activités. À notre dernière intervention à l'école, on a donné aux plus petits des crayons et des couleurs pour qu'ils puissent dessiner. Ils ont dessiné le fleuve quand il a débordé, les arbres tombés, quand les animaux sont morts, ils ont dessiné tout ça. Ils se souvenaient de tout... On leur explique que quand il y a une inondation il faut qu'ils montent se mettre à l'abri, qu'ils doivent faire attention aux risques de glissement de terrain ou s'il y a un tremblement de terre qu'ils ne doivent pas courir partout. »59

Jonisha, 15 ans, vit dans un village au Népal qui est à haut risque de tempêtes et d'inondations. Elle a participé à des activités de RRC dans son école organisées par Plan et une ONG partenaire Samudayeek Urja and Paryavaran Vikas Manch (Forum du développement de l'énergie et de l'environnement communautaires). Elle nous a dit : « Mon grand-père est mort [après avoir été frappé] par la foudre, alors j'ai peur dès que j'entends parler d'une catastrophe. À la formation, j'ai appris qu'on peut minimiser les dégâts des cataclysmes en les gérant. J'ai participé à plusieurs campagnes de sensibilisation, à des campagnes d'assainissement dans les écoles, et à des activités de diminution du risque en étant membre du Club de conservation de l'environnement et de réduction du risque des catastrophes. Au fur et à mesure que j'ai acquis des compétences d'aide aux personnes après une catastrophe, et que j'ai appris à donner les premiers soins à des gens blessés dans des catastrophes, ma confiance en moi s'est développée et maintenant je sais quoi faire s'il y a une catastrophe dans mon école ou dans ma communauté. »60

Dans le village de Haji Sattar Dino Taandio près de la mer dans le district de Thatta au Pendjab, Husan Bano nous a dit: « Notre savoir a augmenté donc nous pouvons mieux affronter la situation. La formation aide à diminuer la peur. Maintenant nous avons plus confiance et nous sommes plus courageux. Les plus jeunes se sentent plus indépendants et n'attendent pas que les plus âgés les aident. »61

Si les activités et matériaux de RRC comportent une sensibilité aux différences entre les sexes en tant que question transversale, ils peuvent aider à lutter contre les préjugés contre les filles, en particulier si les filles comme Katerin, Jonisha et Sindy sont impliquées dans la formation, et que les matériaux présentent des filles qui participent activement à la gestion de catastrophe. Pour l'heure cette opportunité unique de changement est globalement perdue.

Sindy.



À LA RADIO : LES DROITS DES FILLES AU SALVADOR

Sindy, jeune salvadorienne, a appris de sa propre expérience des catastrophes à quel point il est important pour les filles de connaître leurs droits... c'est pourquoi elle anime aujourd'hui une émission de radio spécialement dédiée aux filles.

Sindy, de La Libertad, vit dans une communauté qui est constamment secouée par des catastrophes. Elle avait seulement 13 ans lorsque sa région a été frappée par l'ouragan Stan.

« Le fleuve a inondé notre communauté et les gens ont perdu leur maison et le peu qu'ils avaient. Nous avons arrêté d'aller à l'école parce qu'elle a été utilisée comme refuge pour les familles démunies. J'ai aidé mon père à trier la nourriture.

« Ensuite, en 2009, nous avons été touchés par la tempête tropicale Ida. C'était ma première année dans le secondaire et le pont s'est écroulé, du coup c'était difficile d'accéder à l'école et de continuer à étudier. En tout cas, mon école est devenue à nouveau un abri et mes amis et moi avons aidé à organiser des activités pour les enfants présents. Nous avons utilisé la radio de l'école pour faire passer des informations, par exemple, pour répondre aux questions des gens sur les lieux qui avaient été endommagés.

« En 2011, ma zone a été à nouveau affectée par une dépression tropicale. J'étais entre-temps devenue étudiante en technologie. Une fois de plus notre radio scolaire donnait des informations sur les façons que les gens avaient de se protéger, quels refuges étaient disponibles et pour donner au public des précisions sur la situation dans chaque zone. »

Sindy est aujourd'hui respectée en tant que leader communautaire. Elle anime une émission de radio hebdomadaire sur CESA FM qui touche six communautés voisines. un total de 3000 foyers, avec des messages sur la préparation et la réduction des catastrophes. Il v a aussi des émissionsdébats et des interviews avec des autorités locales à qui elle demande des comptes quant à leur devoir d'agir en période de catastrophe. « J'ai interviewé Felicita Ivarra, qui est la coordinatrice de la protection civile dans notre communauté. Avec ces entretiens je vise à sensibiliser les gens sur les situations d'urgence et j'espère un jour que cela sauvera des vies. »

Sindy anime aussi une émission hebdomadaire intitulée The World's Girls (les filles du monde). « Nous discutons des droits des filles dans notre communauté. Il y a tellement de filles marginalisées et exposées à la violence. Nous voulons sensibiliser les gens à l'importance des filles. On a beau les appeler « le sexe faible », elles devraient avoir les mêmes opportunités que les garçons. » Sindy a déjà commencé à faire passer les compétences qu'elle a apprises, en enseignant à d'autres jeunes femmes à faire des émissions de radio et en leur apprenant la production radio.

CACHÉES EN PLEINE VUE

Dans cet article, **Elaine Enarson** avance l'argument selon lequel, bien que l'adolescence soit une période cruciale, nous devons mettre l'accent sur les besoins sexospécifiques des filles bien plus jeunes afin que les droits des filles de tous âges soient respectés et que leurs capacités soient reconnues.

Comme leur mère, les filles de tous âges ont un rôle méconnu d'« amortisseurs » de crise qui prennent la relève quand c'est nécessaire. Les filles, même à un très jeune âge, sont poussées à prendre un surcroît de rôles domestiques quand une inondation ou un séisme désastreux transforme leur routine familiale ou leur enlève leur famille. Elles doivent marcher plus loin pour trouver du combustible, du bois ou de l'eau, ce qui les rend plus vulnérables aux agressions sexuelles. Si leur école est encore debout, elles doivent aussi l'abandonner. Alors que les catastrophes mettent sans conteste en péril les droits des enfants, mêmes les filles les plus jeunes sont loin d'être passives et peuvent aider les autres à apprendre à faire face à leurs pertes et à réduire les risques à venir si l'on est à leur écoute. 62 Comment savons-nous cela ? En fait, nous ne le savons pas... car les filles deviennent invisibles dans les catastrophes et sont négligées par la recherche. Mais ce que nous savons nous pousse à regarder d'un peu plus près. Il n'y a pas de ligne ferme et définitive qui sépare les petites filles des adolescentes, ce qui fait que les difficultés décrites dans d'autres parties de ce rapport pourraient bien être vécues par des filles plus jeunes... mais nous ne pouvons pas encore le savoir.

Ni vues, ni entendues

Les images d'enfants sont facilement exploitées pour obtenir des fonds ou de l'attention au cours des catastrophes... et les vrais enfants derrière les images disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. Les études et rapports qui promettent une analyse par âge et par sexe font systématiquement passer la vie spécifique des jeunes écolières dans la catégorie des adolescentes plus âgées, presque femmes, ce qui n'éclaire pas la situation des fillettes et n'est utile pour personne. 63 Les normes de protection de l'enfance sont, elles aussi, conçues globalement, sans souligner la dimension sexospécifique de l'enfance ni les étapes de développement de l'identité sexuelle qui rentrent en jeu pendant et après les catastrophes. Les guides de bonnes pratiques pour l'aide humanitaire sont tout aussi opaques en ce qu'ils considèrent les « filles », comme le font la plupart des chercheurs spécialisés dans les catastrophes, même dans les rares cas où ils prennent en compte à la fois l'âge et le sexe. Les filles peuvent littéralement ne pas être « comptées » lorsqu'elles perdent leur famille, qu'elles n'ont pas de papiers, qu'elles sont sans domicile, isolées socialement à cause d'un handicap ou de leur appartenance à un groupe ethnique stigmatisé, ou bien qu'elles n'apparaissent sur aucun registre d'aide en cas de catastrophe. Pour protéger les filles en cas

de crise et les guider vers la résilience aux catastrophes il faut se recentrer fortement sur les différences et les inégalités d'âge et de sexe qui donnent corps à leur monde au niveau institutionnel, culturel, et domestique. Cela est rendu possible par la ventilation des données et une analyse plus nuancée au niveau de l'âge et du sexe, une légère modification méthodologique qui, conceptuellement, est un plus grand changement dont pourront bénéficier les filles de tous âges.

Les fillettes dans les situations d'urgence

Comme il a déjà été souligné dans d'autres parties de ce rapport, les inégalités persistantes entre les sexes se rapportent au développement en amont et au risque de catastrophe en aval, l'un et l'autre étant formulés par les relations sexospécifiques et autres axes sociaux de pouvoir qui affectent diversement la vulnérabilité. Bien que la période d'enfance des filles représente une catégorie sociale large qui ne peut pas être comprise hors contexte, lorsqu'elles viennent de pays à bas revenus où la discrimination sexuelle est la norme elles ont moins de chances de survivre à une catastrophe – un destin qu'elles partagent avec leur mère et leurs aînées.⁶⁴

Comparativement à leurs frères, les filles peuvent être physiquement plus faibles dès leur plus jeune âge de par les privations alimentaires qui causent leur malnutrition dans des camps « temporaires » et plus vulnérables aux effets de la sécheresse, par exemple. 65 Dans la période d'urgence de l'aide, filles et garçons dépendent également de leurs parents, gardiens, et aînés pour l'obtention de marchandises de première nécessité. L'approvisionnement en nourriture par le biais de réseaux de femmes peut augmenter leurs chances de recevoir une part équitable bien que ce type de ciblage de l'aide soit assez controversé. Les jeunes filles, là encore comme leurs aînées, peuvent aussi être affaiblies davantage par les normes culturelles qui les découragent d'avoir une activité physique pouvant permettre d'acquérir une force ou des compétences potentiellement salvatrices. Après la catastrophe, le simple fait d'être une femme est un facteur de risque élevé pour ce qui est des effets négatifs sur la santé mentale, à la fois pour les femmes adultes, les adolescentes et les filles en primaire. Les filles, quel que soit leur âge, ont aussi une façon différente d'accepter les catastrophes, car elles s'appuient davantage sur les compétences d'adaptation interpersonnelles que leurs frères qui ont, eux, tendance à externaliser leur stress ou se concentrer sur la résolution des problèmes. 66 Tout accompagnement psychosocial visant les filles doit être sensible à ces schémas sexospécifiques.

Comme nous l'avons appris, la vie de famille n'est pas, fondamentalement, sûre pour les enfants et nous devons donc également comprendre les limites et les menaces sexospécifiques auxquelles sont confrontées les écolières de primaire, y compris au sein de leur foyer qu'elles peuvent partager avec des adultes en dépression chronique, sans emploi, ou handicapés à la suite de la catastrophe. Les jeunes filles sont à la merci de maltraitances ainsi que de la traite des enfants ou de toute autre forme de violence sexiste qui tend à augmenter lorsque les réseaux de protection s'affaiblissent et que la pauvreté s'intensifie. Les femmes adultes déplacées font de plus en plus partie des personnes consultées au sujet de la localisation des latrines et de l'éclairage, des besoins en hygiène, et de la conception de lieux sûrs pour les femmes... mais qu'en est-il des filles ? Comment savoir à quel point les espaces réservés aux enfants sont adaptés pour les filles sans le leur demander ?

Plus manifestes que jamais dans les classes de primaire, les taux d'abandon de scolarité des filles sont obstinément plus élevés que ceux des garçons, les catastrophes exacerbant les difficultés. 67 Les filles peuvent être difficiles à atteindre à cause de l'extrême pauvreté ou de normes extrêmes imposant une ségrégation sexuelle, mais une éducation aux situations d'urgence tenant compte des questions de genre peut aider même les filles et les garçons les plus jeunes à imaginer un avenir plus grand. Quels textes devraient être enseignés – et quel est le message sous-jacent des leçons que nous donnons aux filles après les catastrophes ? Qui voit son autorité renforcée et ses connaissances validées par ce biais ? Nous devons respecter les amitiés que forment les petites filles et leur façon de communiquer, de même que leur façon de négocier leurs relations avec les filles et garçons plus âgés qu'elles, souvent en dépit des normes sexospécifiques binaires imposées dans les écoles. 68 Éviter d'inclure des jeux et des activités scolaires qui reproduisent les inégalités entre les sexes dans les programmes d'éducation aux situations d'urgence fait sans nul doute partie du processus de « reconstruire en mieux ».

Construire la résilience aux catastrophes avec les jeunes filles

L'écolière de primaire est encore une fois « cachée en pleine vue » dans les projets de réduction du risque de catastrophe et d'autonomisation centrés sur les filles qui, si tant est qu'ils existent, l'excluent implicitement de leurs programmes qui en pratique sont plus adaptés à ses aînées. ⁶⁹ Mais il existe de bonnes pratiques. Le projet G.I.R.R.L. (*Girls In Risk Reduction Leadership*) basé en Afrique du Sud décrit dans ce chapitre donne de précieuses occasions aux fillettes comme à leurs sœurs adolescentes de développement personnel et de développement de compétences par le biais de partenariats avec des agences de gestion des catastrophes naturelles et du développement. ⁷⁰

Même les filles les plus jeunes ont une contribution à apporter. Tout comme leurs frères et leurs sœurs aînés, les filles ont des connaissances environnementales et culturelles particulières qui sont basées sur une division sexospécifique du travail correspondant à leur époque et leur lieu de vie. Elles peuvent aider à faire des évaluations de risques menés par la communauté, en expliquant à leur façon et avec leurs propres mots les dangers que connaissent les filles dans leur quartier et leurs idées

pour s'y adapter ou les réduire. Beaucoup de très jeunes filles participent déjà à l'élaboration de sacs de sable [pour endiguer l'eau NdT], à la plantation d'arbres, à la récupération d'eau de pluie, et de nombreux autres projets d'atténuation. Les remarques des filles sont également nécessaires en ce qui concerne les plans de sécurité scolaire, qui en général partent du principe que les filles et les garçons vivent dans des environnements sociaux fondamentalement identiques. Mais est-ce vraiment le cas ? Les jeunes filles et jeunes gens sont-ils, respectivement, bien préparés pour pouvoir réagir lorsque leur vie et leur sécurité sont menacées, que ce soit à la maison ou à l'école ? Comment peut-on soutenir au mieux les plus jeunes filles comme les plus jeunes garçons ?

La curiosité et la créativité des fillettes est une plateforme vitale pour l'éducation communautaire à la réduction des risques.⁷¹ L'éducation aux catastrophes naturelles est une double voie, comme cela a été largement démontré dans la campagne 2012 de l'UNISDR sur les filles et les femmes en tant que « forces invisibles de la résilience » et dans les exemples pratiques de l'éducation à la réduction des risques de par le monde compilés dans Let Our Children Teach Us (« Que nos enfants nous apprennent »).72 Les filles peuvent partager, et elles le font d'ailleurs, ce qu'elles ont appris sur la gestion des risques de catastrophe par le biais de réseaux de fille-à-fille qui utilisent des moyens de communication adaptés à leur âge et respectant les différences culturelles dont on ne sait que trop peu. Les éducateurs spécialisés en situations de catastrophe peuvent et doivent travailler en partenariat avec les filles les plus jeunes et leurs défenseurs, en s'efforçant de s'appuyer sur des moyens d'enseigner et d'apprendre qui soient responsables vis-à-vis des questions de différences entre les sexes et devraient minimiser dans l'éducation aux catastrophes les stéréotypes sexospécifiques qui sont tellement présents dans le monde des enfants et tellement limitants. Toutes les filles n'aspirent pas à devenir des « masters of disasters » (« maîtres des catastrophes »), pour citer un modèle particulièrement populaire de l'éducation aux catastrophes naturelles.

Compter les filles... pour que les filles comptent

Si nous ne nous penchons pas séparément sur les étapes distinctes de développement de l'enfance et de la jeunesse, même nos meilleures initiatives passeront à côté des toutes jeunes filles. En délaissant cellesci, nous ne faisons qu'accentuer leur vulnérabilité et manquer un tournant crucial d'influence au moment où les jeunes filles deviennent les jeunes femmes qui seront des acteurs tellement primordiaux dans nos tentatives d'adaptation aux difficultés d'une planète toujours plus dangereuse. Les enfants à chaque étape de leur vie ont quelque chose à apporter à la réduction des risques de catastrophe et quelque chose à perdre s'ils en sont exclus. Il nous faut compter avec les filles.

Elaine Enarson est une chercheuse indépendante venant du Colorado.



5 Conclusion : « C'est le devoir de la nation de protéger l'éducation des filles »

« Ce serait bien qu'ils investissent plus dans l'éducation des filles. Je pense que les filles sont de belles fleurs, et que c'est le devoir de la nation de protéger leur éducation. »

Chamithry, 22 ans, au Sri Lanka⁷³

« Quand j'ai parlé aux [familles] de ce qu'ils désiraient le plus pour leurs enfants, leur réponse n'était pas un abri, bien qu'ils en aient besoin ; ni de la sécurité, bien que ce soit nécessaire ; ni à manger, bien qu'ils en aient désespérément la nécessité ; c'était une éducation pour leurs enfants. »

Gordon Brown, Envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation mondiale⁷⁴

Nous avons vu dans ce chapitre comment et pourquoi les adolescents, et en particulier les adolescentes, abandonnent leur scolarité durant une catastrophe – et peuvent ne jamais la reprendre. Dans une enquête en ligne sur les travailleurs humanitaires, effectuée pour ce rapport, ⁷⁵ l'éducation a été mise en valeur comme l'une des interventions clés qui pourraient protéger les filles dans les situations

d'urgence. Le fait d'aller à l'école, ou de trouver des espaces moins formels dans lesquels apprendre, représente pour les adolescentes un accès aux informations concernant la santé, la protection et les droits. Ces informations, par la suite, les aident à mieux négocier la situation dans laquelle elles se trouvent et ainsi à limiter les atteintes potentielles sur leur vie.

Une éducation de qualité en situation de catastrophe n'est pas seulement un droit, mais comporte des bénéfices immédiats à court terme tels que la protection physique, le bien-être social et un retour à la normalité. À plus long terme, elle bénéficie aux filles ellesmêmes, à leur famille et à leur communauté. Elle fournit aux adolescentes les connaissances et compétences qui les aideront à obtenir un emploi pour soutenir leur famille. Et lorsqu'elles peuvent travailler et bien gagner leur vie, cela contribue à la croissance et à la prospérité économique. C'est pourquoi l'éducation en espaces provisoires ou extérieurs à l'école en situation de catastrophe est si importante : elle peut donner aux adolescentes de nouvelles connaissances et compétences qui peuvent leur sauver la vie et les aider à retourner ensuite à l'éducation formelle. Cela peut même encourager des familles qui n'ont jamais envoyé leur fille à l'école à le faire.

École provisoire en Haïti. Les garçons et les hommes ont aussi un rôle dans la promotion de l'éducation des filles ainsi que pour contribuer à la sensibilisation sur l'importance du maintien des filles en scolarité, de la protection des filles vis-à-vis de la violence à l'école, et de la lutte contre les stéréotypes sexospécifiques qui sont de tels obstacles à l'éducation des filles en situation de catastrophe. Au Baluchistan, par exemple, 40 000 scouts se sont joints à l'UNICEF et ont été formés à aider les communautés locales à comprendre l'importance de l'éducation des filles.⁷⁶

L'éducation en situation d'urgence commence à être considérée comme une partie essentielle de la réponse aux catastrophes, mais nécessite toujours qu'on lui donne une plus grande priorité, et nous croyons que la part consacrée à l'éducation dans le financement humanitaire devrait passer de 2 à au moins 4 %. Les donateurs et les gouvernements doivent s'assurer que le financement humanitaire pour l'éducation comporte des ressources spécifiques pour des programmes d'éducation formelle et non-formelle pour les adolescentes en plus du soutien à l'éducation primaire. Les plans éducatifs sectoriels doivent comprendre une analyse fondée sur l'âge et le sexe pour faire en sorte que les adolescentes comme les adolescents aient accès à des opportunités éducatives de qualité, formelles ou nonformelles. Les adolescentes elles-mêmes n'ont aucun doute sur le fait que l'éducation est une priorité – que dans une catastrophe c'est la seule chose qui les rendra « heureuses ». Les communautés de l'humanitaire et du développement peuvent-elles relever le défi ?

LE PROJET G.I.R.R.L (GIRLS IN RISK REDUCTION LEADERSHIP)

« Vous nous avez encouragées à nous débrouiller seules pour affronter les défis de notre vie. »

Lerato, 18 ans, participante du G.I.R.R.L⁷⁷

Pour les filles qui vivent dans des colonies informelles d'Afrique du Sud, la capacité à gérer inondations et feux de cabanes est mitigée par la violence physique et sexuelle. Re Le projet G.I.R.R.L. a été lancé en tenant compte de ce facteur, pour reconnaitre les adolescentes en tant qu'agents du changement dans la réduction des risques de catastrophe. Pe ce projet a débuté en 2008 avec un travail en collaboration avec les adolescentes marginalisées du bidonville de Sonderwater. Des séances de formation en éducation de l'environnement.

premiers secours et sécurité-incendie ont été prodiguées dans le cadre d'un programme de développement des ressources. 80 Les filles ont participé à un événement communautaire conçu par elles-mêmes qui visait à accroitre la sensibilité aux risques chez la communauté toute entière en leur montrant les capacités de leadership des filles.

Basé sur la réussite du premier projet, ce programme a été repris dans d'autres zones d'Afrique du Sud. Quatre-vingt une adolescentes ont été formées directement.81 Éducatrices pour leurs propres congénères, les filles ont transmis leurs connaissances pour sensibiliser la communauté et améliorer les compétences de survie. De nouvelles opportunités ont également été créées dans les rôles de leadership et dans la participation à la coordination en cas de catastrophe. Certaines d'entre elles ont aussi été impliquées dans une émission radiophonique hebdomadaire qui fait la promotion de la sécurité au niveau local.

Le projet G.I.R.R.L. a aidé à dépasser la perception des filles en tant que victimes, dans une société qui peut présenter pour elles des conditions sociales et des obstacles difficiles. Il a attiré l'attention de personnels locaux importants dans le domaine des catastrophes sur leurs capacités et leurs besoins spécifiques. Et il a montré qu'en offrant une formation et des compétences aux filles, on leur donne la possibilité de prendre de la confiance en elles et de l'autonomie afin de communiquer des messages clés à la communauté au sens large sur la réduction des risques de catastrophe.⁸²

Groupe du projet GIRRL.



RECHERCHE PRIMAIRE EN AFRIQUE DE L'EST ET DU SUD

Conclusions principales

Les quatre pays de cette étude – l'Éthiopie, le Mozambique, le Sud-Soudan et le Zimbabwe – sont sujets aux catastrophes, en particulier aux inondations et aux sécheresses, et aux pénuries alimentaires qui en découlent. L'objectif global de la recherche était d'examiner leurs effets sur les droits à la protection, à la santé et à l'éducation des adolescents et adolescentes et d'étudier leurs structures de soutien et leurs mécanismes d'adaptation lorsqu'ils sont confrontés aux catastrophes.

Cette étude a été effectuée par les bureaux de Plan Afrique de l'Est et du Sud pour le rapport « Parce que je suis une fille ».

Méthodologie

Cette méthodologie a combiné une recherche qualitative et quantitative comprenant de la recherche documentaire, des entretiens avec des personnes clés, des discussions thématiques de groupe et des enquêtes auprès de ménages sur les quatre pays, qui ont été effectués entre décembre 2012 et janvier 2013. Les participants aux groupes de discussion comprenaient des mères et des pères, des adolescentes et adolescents de 10 à 19 ans, mariés ou non mariés. Au total 192 adolescentes et 192 adolescents, scolarisés ou non, ont participé aux discussions thématiques de groupe.

Les conclusions principales de cette recherche sont classées selon les catégories suivantes : survie, santé, protection, éducation, et participation et aide. La recherche a remarqué que tous les adolescents des zones à risque ont été touchés d'une façon ou d'une autre par des catastrophes passées.

SURVIE

- En Éthiopie et au Zimbabwe, il a été noté que les adolescentes souffraient davantage de carences alimentaires que les garçons durant les catastrophes.
- En Éthiopie, les participants ont déclaré qu'on encourageait généralement les garçons à manger beaucoup parce qu'on pense qu'ils ont besoin de plus d'énergie pour être actifs, alors qu'on attend des filles qu'elles renvoient une image de féminité durant les catastrophes. Au Zimbabwe, bien que les familles mangent en plus petites quantités durant les sécheresses, sautent des repas ou se replient sur des fruits et plantes sauvages incongrus, ce sont les filles dont la santé est le plus affectée.
- Les adolescentes et adolescents prennent des responsabilités et des rôles différents de par les pressions économiques exercées sur les ressources familiales durant les catastrophes. Le travail des enfants a été signalé par de nombreux répondants des quatre pays comme étant une des façons dont les parents peuvent alléger la souffrance de la famille dans la période post-cataclysme. Par exemple, cette

étude a montré que les adolescentes en âge d'être scolarisées au Mozambique travaillent souvent comme « filles de maison » et s'occupent des bébés, font le ménage et la cuisine.

SANTÉ

- La grossesse précoce a été identifiée comme représentant un problème de protection pour les filles dans les quatre pays. Dans la région SNNP en Éthiopie, la grossesse non-désirée a été associée avec la vulnérabilité croissante des filles et leur recours au commerce du sexe durant les catastrophes.
- Les filles et garçons consultés dans cette étude de recherche ont identifié les besoins suivants comme étant unique aux adolescentes en situation de catastrophe : des serviettes hygiéniques, soutiens-gorge, sousvêtements et autres fournitures sanitaires, accès aux services de planning familial et prévention du VIH.

PROTECTION

- L'étude a constaté que les adolescentes qui ont été affectées par les catastrophes ont des besoins de protection uniques et sont particulièrement vulnérables au mariage précoce et aux violences sexistes et sexuelles.
- Les adolescentes des quatre pays ont identifié le mariage précoce comme étant un problème de protection. Au Sud-Soudan, les répondants des États de Jonglei et des Lacs ont dit que les filles se marient souvent jeunes et contre leur volonté, à cause de l'état de pauvreté de la famille.
- Au Sud-Soudan, certaines filles qui s'étaient soustraites à un mariage forcé se sont tournées vers le commerce du sexe, ce qui a potentiellement compromis leur santé reproductive et a augmenté leurs risques de contracter des MST ou le VIH. De même, au Zimbabwe, l'étude a trouvé que lorsqu'une catastrophe s'abat sur le pays, les filles sont susceptibles d'arrêter leur scolarité pour se marier et peuvent aussi avoir recours à la prostitution et/ou à échanger des rapports sexuels contre de la nourriture. Celles qui sont séropositives, orphelines, handicapées ou déscolarisées sont le plus à risque.

ÉDUCATION

 Mis à part pour le Sud-Soudan, où l'étude a constaté une scolarité de 28 % pour les adolescentes et 38 % pour les adolescents, un pourcentage raisonnable d'adolescents ayant pris part à l'étude sont scolarisés. En Éthiopie, 80 % des adolescentes et adolescents étaient inscrits; au Zimbabwe, les chiffres étaient de 78 % des filles et 75 % des garçons; au Mozambique, 78 % des filles et 76 % des garçons. On doit noter, cependant, que l'inscription n'est pas une garantie de fréquentation régulière.

- Il a été constaté que la fréquentation de l'école chutait en période de catastrophe. Au Mozambique, les groupes de discussion thématique réservés aux filles (au sein de l'école comme à l'extérieur) ont fait ressortir l'impact négatif de leur somme de travail ménager sur leur temps de travail scolaire. Par exemple, après avoir fait de longues marches pour aller chercher l'eau elles trouvaient qu'elles étaient moins attentives en classe et n'arrivaient pas à faire leurs devoirs, ce qui avait un effet négatif sur leur travail scolaire. Même si les écoles restaient ouvertes, la capacité des enfants à apprendre et à participer en classe était affectée par les catastrophes.
- Dans les situations de conflit telles qu'il y en a eu dans l'état de Jonglei, au Sud Soudan, les écoles ont été perturbées durant de longues périodes. Des professeurs ont fui ou ont été tués, et les écoles ont fermé puis ont ré-ouvert selon le degré des hostilités. Dans certaines zones du pays, il a été signalé que les fournitures scolaires sont souvent pillées et que les problèmes de sécurité ainsi que la peur des inondations ont souvent rendu difficile le trajet entre l'école et la maison.
- Les adolescentes et adolescents de l'étude ont identifié les points suivants comme besoins primordiaux pour les adolescentes lors des catastrophes : l'encouragement à aller à l'école même pendant les événements, les vêtements, un uniforme pour l'école, des conseils, une écoute spécialisée et une sensibilisation

aux problèmes de la vie et aux droits, des draps, des sacoches, des moustiquaires et des frais de scolarité.

PARTICIPATION ET STRUCTURES D'AIDE

- En Éthiopie, au Zimbabwe et au Mozambique. il y a des politiques de réduction des risques de catastrophe, des lois, des stratégies et des programmes, basés sur le cadre de Hyogo et des priorités qui sont demandées par les gouvernements pour renforcer leur gouvernance au niveau de la gestion de l'aide en cas de catastrophe, les informations au niveau du risque et de l'alerte rapide, la sensibilisation aux catastrophes, la réduction des risques sous-jacents et la préparation et l'intervention en situation d'urgence. Ces points ont été mis en œuvre à divers niveaux. Au Mozambique, par exemple, le gouvernement a mis en place un conseil de coordination pour la gestion des catastrophes au niveau national et provincial; des comités techniques au niveau des régions ; et des comités de gestion des catastrophes au niveau des villages.
- Il y a à la fois des structures formelles et des structures informelles pour les personnes aux prises avec les catastrophes. Pour la plupart des répondants

- de cette étude, le ménage est la structure de soutien primordiale en période de catastrophe.
- Au Mozambique, 75 % des adolescentes et 68 % des adolescents ont déclaré qu'ils savaient où demander de l'aide en cas de catastrophe. Dans l'état de Jonglei au Sud-Soudan, 65 % des adolescentes et 42 % des adolescents ont aussi dit qu'ils savaient où aller chercher de l'aide en cas de situation d'urgence.
- Les associations parents-professeurs en Éthiopie travaillent activement à la passerelle entre l'école et la communauté pour maintenir les enfants scolarisés. Si ces associations apprennent qu'un enfant n'est pas à l'école, ils vont souvent faire une vérification au domicile de l'enfant.
- Cependant il y a un manque de participation d'adolescents aux programmes, ainsi qu'un manque de ressources qui leur soient dédiées, des connaissances limitées sur la question du genre et des droits des filles et de la femme, et souvent un cadre politique qui ne prend pas en compte le genre.
- Les adolescentes du Zimbabwe on fait une liste des difficultés qu'elles rencontraient pour avoir accès

à l'aide en cas de catastrophe, comme des difficultés à s'inscrire parce qu'elles n'avaient pas droit à une aide ; l'aide n'arrivait pas dans leur zone ; il y avait un manque d'informations ; ou les parents n'encourageaient pas les jeunes à s'impliquer. Les filles ont dit qu'elles « n'osaient pas redemander aux voisins » et ont affirmé que les gens « choisissent les vieux et laissent les



Conclusions

Cette étude a démontré qu'il y a des différences d'âge et de genre importantes dans la façon dont les catastrophes affectent les populations. Il apparait que le droit des adolescentes à la protection, à la santé et à l'éducation est incontestablement compromis durant les catastrophes. Beaucoup des personnes interrogées ont confirmé que les adolescentes étaient particulièrement affectées dans ces cas et que le mariage des enfants et les grossesses non-voulues étaient susceptibles de compromettre les droits des filles à la protection, l'éducation et la santé en situation de catastrophe.

Enfin, cette étude a fait un certain nombre de recommandations spécifiques, demandant en particulier à ce que les considérations de genre et d'âge soient intégrées dans la réduction des risques mais aussi dans les lois, politiques, stratégies et programmes de gestion des risques de catastrophe. Les gouvernements devraient investir à la fois dans la protection sociale et la protection de l'enfance pour assurer le bien-être, la santé reproductive et les opportunités d'éducation protective des adolescentes dans leur transition vers l'âge adulte.

i Dans le Comté de Pibor, au Sud-Soudan



Un élément de solution : la participation des adolescentes



Résumé

Ce chapitre s'intéresse aux raisons pour lesquelles les adolescentes participent rarement à la gestion et à l'atténuation de l'impact des catastrophes. Il démontre que certains groupes de filles – celles provenant de minorités ethniques, ou porteuses de handicap, ou qui sont stigmatisées de par leur orientation sexuelle – sont encore moins susceptibles de se faire entendre. Il examine les conséquences de cette absence de participation, pour les filles-mêmes, mais aussi pour leur communauté. Il fait aussi le récit des histoires d'adolescentes du monde entier qui ont été écoutées... et de la façon dont elles ont aidé leur communauté à améliorer sa préparation aux catastrophes et défié les inégalités garçons-filles dans leur village.

 Au Burkina Faso, à peine 13 % des adolescentes et 36 % des adolescents ont trouvé qu'ils étaient impliqués dans les décisions qui les affectaient en temps de crise.¹

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Article 12

Chaque enfant a le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération.

1 Un élément de solution : les adolescentes et la participation en situation d'urgence

« Normalement, les opinions des enfants et des jeunes gens n'ont qu'un poids social et politique minimal, pour autant qu'elles aient un poids. C'est le cas en particulier chez les filles des sociétés dans lesquelles on les considère comme citoyennes de seconde zone. »

World Disasters Report (rapport sur les catastrophes dans le monde) de 2007²

« Au moment où on classe dans des catégories, je peux faire partie de la solution, plus juste être une des victimes. »

Fatema Idriss, jeune femme, directrice de Tadamon, au Caire, Egypte³

Nous avons vu, tout au long de ce rapport, des exemples d'adolescentes qui ont montré du courage, de la sagesse et de l'initiative face aux catastrophes; elles ont aidé leur famille, et même sauvé des vies. Leurs histoires sont singulières non pas parce qu'elles arrivent rarement, mais parce qu'elles sont rarement racontées, que ce soit par la communauté humanitaire ou par les médias.

Ce silence est directement lié à une discrimination sexospécifique plus large. Par exemple, cela aide souvent d'avoir des femmes



dans les parages si l'on veut encourager les adolescentes à s'exprimer, mais dans le travail sur les catastrophes, peu de femmes occupent des postes à responsabilités. Le rapport de l'indice d'intervention humanitaire ou Humanitarian Response Index a indiqué que : « Le secteur est toujours dominé par les hommes, ce qui soulève la guestion de la capacité des organisations humanitaires à comprendre pleinement les besoins des femmes et des hommes de différents contextes culturels et sociaux. »4 Notre sondage en ligne a révélé que la présence de femmes dans des équipes d'évaluation des besoins était très variable – par exemple, dans les équipes de protection de l'enfance, un tiers des sondés ont dit qu'il n'y avait pas de femmes, alors que pour la gestion de camps, le chiffre dépassait les 50 %.5

Cette absence de femmes peut aussi affecter la façon dont les catastrophes sont le plus souvent gérées sans prendre en compte les différences entre les sexes. Par exemple, au Japon durant le séisme et le tsunami de 2011, seuls deux des 27 membres du Conseil central de gestion des catastrophes et 8,5 % des 1 169 membres du conseil régional de gestion

des catastrophes étaient des femmes.⁶

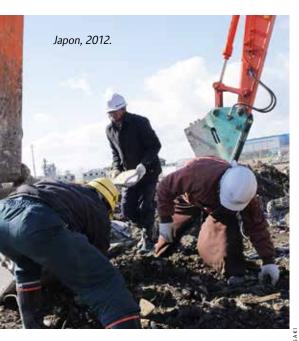
Ce déséquilibre a eu des conséquences très pratiques pour les personnes affectées par la catastrophe. Ainsi, les femmes ont dû préparer des repas, pour lesquels elles n'étaient pas payées, alors que les hommes étaient payés pour ramasser et enlever les ordures. Comme le souligne une enquête, ce déséquilibre peut aussi signifier que « les contributions potentielles que peuvent proposer les femmes... sont souvent ignorées et le leadership féminin de la construction de la résilience communautaire face aux catastrophes est fréquemment négligé. »⁷

« Je pense qu'il y a souvent un a priori de genre dans le domaine de la gestion du risque et du changement climatique », a déclaré Francisco Soto, le conseiller en gestion du risque de catastrophe de Plan Salvador. « Il est très difficile d'en savoir davantage au suiet de l'impact sur une communauté toute entière guand 95 % du temps ce sont les hommes qui répondent aux questions. Ce n'est pas parce que les femmes ne connaissent pas les interventions; c'est parce qu'elles pensent qu'elles n'ont pas le droit de donner leurs propres opinions. C'est le cas en particulier chez les femmes âgées. Lorsque vous demandez un avis et que cinq hommes lèvent la main et que vous demandez à une des dames : « Doña Ana, qu'en pensez-vous ? », elle réagit très timidement, en regardant tous les gens autour d'elle. Elle répond avec humilité, en essayant d'être brève. C'est un bon exemple de ce que participer dans les décisions de leur communauté représente pour les femmes. »8

Au Burkina Faso, la recherche effectuée en vue de ce rapport a constaté que 36 % des adolescents mais seulement 13 % des adolescentes avaient le sentiment d'avoir été impliqués dans les décisions les affectant. L'étude a aussi relevé que : « Bien que de

Jeunes bénévoles au Salvador.





nombreux adolescents doivent assumer la charge de responsabilités d'adultes comme gagner de l'argent et trouver de quoi nourrir sa famille, le manque d'implication de ces adolescents dans les forums de prise de décisions communautaires – y compris dans des décisions qui les affectent directement – indique un manque évident d'opportunité d'exercer un leadership pour ces jeunes. »9

Le World Disasters Report relève que : « Dans la réponse à une catastrophe, malgré les outils disponibles, peu d'agences humanitaires font l'effort de ou s'engagent à faire en sorte que les évaluations et la conception des programmes incluent une contribution des enfants équilibrée au niveau de la participation des deux sexes qui ne soit pas purement symbolique. Cela donne des interventions et des programmes – même ceux qui sont spécialement conçus pour les enfants – qui ne sont pas représentatifs des avis des enfants. »¹⁰

Un professeur dans le secondaire à Mutorashanga au Zimbabwe, où Save the Children a proposé des comités de commentaires d'enfants, nous a dit : « C'est traditionnel de regarder les enfants de haut et de leur déverser simplement des informations dans les oreilles comme s'ils ne savaient pas penser. Nous avons tendance à oublier que ce sont des êtres humains, des gens qui peuvent apporter des contributions significatives. Ils ont en eux des connaissances qu'ils ne peuvent exprimer et partager que si on les soutient dans cette action. »¹¹

Définir la participation de l'enfant¹²

Les enfants ont le droit de participer dans des domaines qui affectent leur vie et leur participation devrait s'aligner sur les principes généraux de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle devrait être non-discriminatoire, et dans les meilleures intérêts de l'enfant qui a le droit d'exprimer son opinion librement. Une participation significative ne peut avoir lieu que dans un environnement de respect mutuel et d'apprentissage, et par conséquent la création de cet environnement doit être une priorité. Les suggestions en matière de principes de programmes participatifs sont: l'inclusion, la démocratie et l'égalité des chances ; la sécurité physique, émotionnelle et psychologique des participants; et le fait que cette participation devrait être une expérience volontaire, agréable et stimulante et être suivie par des adultes responsables. La participation peut aider les enfants à se protéger. Elle peut encourager le développement de leurs stratégies d'adaptation, de leur estime de soi et de leur confiance en eux.

Si les adultes ne sont pas à l'écoute des enfants durant les catastrophes, cela peut entraîner des erreurs. Pour donner un exemple : « Au cours des opérations de secours et de reconstruction à Gujarat, en Inde, après le séisme de 2011 qui a tué plus de 11 000 personnes, il a été réalisé que de nombreuses structures conçues pour améliorer la vie des enfants étaient dangereuses parce qu'elles n'avaient pas été considérées en tenant compte du point de vue de l'enfant. Dans le cadre de ce projet on avait placé des vitres en verre dans des fenêtres qui

La réduction des risques de catastrophe au Cambodge.



LAN

pouvaient être facilement retirées et brisées par des enfants curieux, on avait construit des aires de jeux qui étaient dangereuses, installé des toilettes dont les enfants ne pouvaient atteindre les chasses d'eau, et qui demandaient l'utilisation d'eau que les familles n'avaient pas, et on avait bâti des cuisines qui ne convenaient pas pour des enfants de zone rurale et leur famille qui cuisinaient au sol et avaient besoin d'extracteur de fumée pour éviter les maladies respiratoires. »13 De même, les organisateurs du camp ont livré des conteneurs d'eau d'une capacité de 20, voire 50 litres qui étaient trop lourds pour que les filles puissent les porter lorsqu'ils étaient pleins. Personne n'avait pensé à consulter les jeunes filles, alors qu'aller chercher l'eau est une des tâches qui leur incombent en général dans les familles.14

Dans notre enquête en ligne, les sondés des différents groupes sectoriels on dit que « II y avait peu de consultation significative avec les adolescentes, le plus grand nombre étant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (47 %) et le plus bas dans celui de la protection (26,8 %). »¹⁵ Cependant 83 % des sondés ont identifié cela comme étant une importante priorité dans la planification et la programmation humanitaire.

Nous avons remarqué que lorsque les filles participent pleinement, les choses commencent à bouger, comme l'explique Francisco Soto : « Cette formation [en RRC], qui a débuté comme un atelier lorsque ils [les jeunes] avaient 12 ans, a ouvert la voie vers un changement positif dans le développement communautaire

à plus long terme. Aujourd'hui les jeunes, et en particulier les jeunes filles, sont perçus comme des leaders capables de leur communauté. Les jeunes femmes participent autant que les jeunes hommes. En fait, elles participent souvent davantage ; ce sont les premières à lever la main, elles s'expriment davantage. Elles ont du courage. C'est un indicateur du fait que les jeunes femmes vont de l'avant et qu'elles savent qu'elles ont les mêmes droits que les garçons. »¹⁶

María Elena, qui a maintenant 18 ans, a participé à cette formation. Elle nous a dit : « Pour moi, dans ma vie personnelle, la formation m'a aidée de plusieurs façons différentes. Elle m'a aidée dans mon estime de soi, elle m'a aidée à ne pas me considérer moins que les autres parce que je suis une jeune mère... et je connais mes droits, je sais comment les défendre et comment empêcher qu'ils soient bafoués. »¹⁷

La formation seule ne suffit pas : elle doit être associée à la tâche bien plus ardue de la lutte contre les préjugés et la discrimination envers les filles, mais la meilleure façon de faire en sorte que ceux qui gèrent les effets des catastrophes connaissent les besoins des adolescentes est très claire : il faut gagner leur confiance, leur donner les compétences et l'assurance requises pour pouvoir s'exprimer, et créer des espaces dans lesquels elles peuvent parler plus ouvertement de ce qui les touche. Et enfin, s'assurer que leurs idées sont entendues, et qu'elles ont un rôle dans la formulation de ces idées.



Jackeline, 14 ans, membre de la Brigade de protection civile, au Salvador.

EMPÊCHER LES SERPENTS DE S'APPROCHER : L'HISTOIRE DE SHAPLAY®

« Je m'appelle Shapla. Mon île s'appelle Holdibari Est. Elle est située au Nord Ouest du Bangladesh. Quand c'est inondé ici, certains vont sur le continent. Ils ont des terres ou de la famille là-bas. Mais nous non. Alors on reste là. Pour moi le fleuve est douloureux parce que quand le niveau de l'eau monte, les maisons sont inondées, nos cultures sont dévastées et on manque de nourriture. Mais le fleuve amène aussi de la joie parce que lorsque le niveau baisse il nous donne des terres fertiles pour nos récoltes. »

Shapla a 11 ans et c'est une fille qui a de l'assurance et qui s'exprime clairement, mais lorsqu'elle explique ce qui s'est passé pendant les inondations de 2008 il est évident que c'était une expérience terrifiante : « Pendant les inondations les eaux sont montées jusqu'ici » — elle indique un point, à hauteur d'épaule, sur le mur de sa maison — « alors on a mis des cordes autour du lit et on l'a soulevé jusqu'au plafond. Je suis restée là-haut avec mes frères et sœurs pendant 7 jours. Pendant tout ce temps on n'a presque rien eu à manger et on avait peur des serpents alors certaines nuits on n'a pas pu dormir. »

Après cette épreuve, avec l'aide de Plan, le groupe des enfants de Holdibari a décidé de créer un plan d'action pour se préparer aux futures inondations : « Maintenant nous mettons de côté du riz comme ça nous aurons à manger s'il y a une inondation. Quand on n'aura plus de riz on pourra se servir de l'argent de cette tirelire. Ça, c'est du savon au phénol. On le casse et on le suspend dans les coins de la maison pour empêcher les serpents de s'approcher. Je viens de



suspendre toutes ces choses là-haut pour qu'elles ne se mouillent pas quand les inondations reviendront. »

La mère de Shapla nous a dit : « J'ai beaucoup appris du groupe des enfants. Shapla m'a même montré comment suspendre un jardin potager. »

Shapla nous a déclaré : « On a aussi conçu un réchaud portable parce que c'est difficile de cuisiner lorsqu'il y a une inondation. » Son frère ajoute : « Ma mère est en train de fabriquer un fourneau avec de la terre que j'ai ramenée des rives du fleuve. Elle mélange la boue avec de l'eau et elle la faconne. »

« Je n'ai pas peur du fleuve » dit Shapla, « mais il prend beaucoup de choses aux gens et c'est ça qui me fait peur. Si le fleuve continue l'érosion nous ne pourrons plus rester ici. Il nous faudra déménager dans une autre partie de l'île. Nous espérons que le travail de notre groupe assurera la sécurité des enfants et des familles. »





N



La résilience et les adolescentes

Les communautés de l'humanitaire et du développement s'intéressent actuellement au concept de résilience – qui, comme il a été relevé dans un rapport, « est devenu le souci de chacun mais la responsabilité de personne ». Pour développer cette résilience, une technique consiste à prendre en compte les besoins et désirs d'adolescentes et adolescents. La participation à la réduction des risques de catastrophe (RRC) peut procurer aux adolescentes et à leur communauté de nombreux bénéfices :

- Augmente l'estime de soi, la confiance en soi et la résilience chez une fille
- Améliore les compétences de communication, de négociation et de travail en équipe
- Développe des relations plus positives avec les adultes et les garçons
- Fait en sorte qu'elles sachent vers qui se tourner s'il y a un problème
- Les rassure que quelqu'un qui fait partie des autorités se préoccupe de leurs besoins
- Encourage de meilleures performances éducatives pour les filles elles-mêmes
- Prépare mieux aux situations de catastrophe pour elles-mêmes, leurs congénères et leur communauté
- Contribue à avancer vers l'égalité des sexes
 les adultes et les adolescents constatent

qu'elles sont capables ; respect accru pour les idées et les droits des filles.

Les filles ont de la force et de l'endurance, comme l'a révélé notre recherche sur des filles de Philippines après le typhon Ondoy : « Les filles interrogées dans cette étude sont fortes, mentalement et émotionnellement. Elles ont dû s'adapter à leurs circonstances et trouver de la positivité à travers leurs amis, leur famille, et des satisfactions quotidiennes. »²⁰ Mais il y a encore trop de filles dont l'expérience des catastrophes a été emportée dans une spirale fatale de violence, de pauvreté et de discrimination.

La communauté humanitaire doit reconnaître que les adolescentes sont la clé quand il s'agit de s'attaquer aux causes originelles de la pauvreté et à la vulnérabilité intergénérationnelles au cours des catastrophes. Cela signifie qu'il faut écouter les souhaits et les expériences des filles. Il n'est nul besoin de demander à une « communauté » ce qu'elle pense ou ce dont elle a besoin, ce seront souvent les hommes qui répondront. Femmes et hommes, garçons et filles doivent être consultés séparément. La communauté humanitaire sait que c'est ce qu'elle doit faire, et pourquoi elle doit le faire, mais manque systématiquement de le faire. Les adolescentes pourraient nous montrer la voie dans les catastrophes... si seulement nous les laissions s'exprimer.

Après le passage du typhon Bopha.

« ON POURRAIT FAIRE LA MÊME CHOSE ICI » : IMPLIQUER LES FILLES DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

En Indonésie, dans un projet de RRC centrée sur l'enfant en Indonésie (*Child Centred DDR*) filles et garçons se sont appliqués à construire localement une résistance aux catastrophes. ²¹ Les filles ont dressé la liste des risques localement encourus par la communauté et ont montré de la perspicacité dans l'analyse des raisons de la vulnérabilité de certains membres de cette communauté.

« Les arbres sont abattus pour faire place à l'agriculture mais la colline est très pentue et la terre glisse avec la pluie. Ensuite ça fait des glissements de terrain et les maisons sont enterrées et les animaux meurent. Dans certains endroits ils construisent des terrasses et ça peut arrêter les glissements de terrain. On pourrait faire la même chose ici » nous a dit Helen, 13 ans.

Ce programme a également encouragé les filles à se servir de leurs nouveaux savoirs pour mobiliser d'autres membres de la communauté. Par exemple, les filles de Rembang ont utilisé la forme du Qasida, musique traditionnellement jouée dans les festivals et événements religieux. Elles ont écrit des paroles qui font la promotion de l'action de réduction des risques de catastrophe et ont fièrement joué leurs nouvelles chansons lors d'événements dans leur village. Elles ont été encouragées par des retours positifs de la part de leurs congénères et de leurs parents ainsi que par

le fait d'entendre tant de gens reprendre les paroles entraînantes de leurs chansons. Les filles d'autres communautés ont utilisé le théâtre et la vidéo. « Par le biais de la vidéo, nous pouvons expliquer la véritable situation de notre village. C'est une des meilleures façons d'influencer les gens. Nous ne parlons pas seulement de nos problèmes mais nous montrons aussi quelque chose de vrai que nous pouvons faire ensemble pour aider à résoudre ces problèmes » nous a dit Marlis, adolescente de 15 ans originaire de Sikka.

Grâce au travail de ces jeunes filles, les communautés où elles vivent ont amélioré leur gestion des déchets, et planté plusieurs hectares d'arbres qui aideront à les protéger des inondations et des glissements de terrain et à protéger leurs sources d'eau potable. Elles ont aussi aidé les membres de la communauté à s'engager plus fortement dans la prévention de la détérioration des mangroves de la région. La détermination de ces jeunes filles à préparer un avenir plus sûr a engendré de nouvelles perspectives chez les leaders locaux. S Hamid Hasan. Chef de l'Association indonésienne pour le développement du programme scolaire, nous a confié : « La façon la plus efficace de minimiser les risques est d'éduquer les enfants, d'introduire la réduction des risques de catastrophe dès leur plus jeune âge. Nous devons impliquer les filles comme les garçons. »



DI A N

2 Les plus marginalisées n'ont pas voix au chapitre

« Je crois que le pire c'était de ne pas pouvoir parler. La communauté ne voulait pas reconnaitre qu'on avait quelque chose d'important à dire parce qu'on était jeunes et qu'on était des filles. »

Xiomara, 19 ans, au Salvador, qui s'est impliquée dans un programme de réduction des risques de catastrophe à l'âge de 12 ans²²

« Les catastrophes combinent l'exclusion sociale et les vulnérabilités déjà existantes, en affectant les pauvres, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les minorités, et ceux qui sont marginalisés d'autres manières. De plus, les interventions de relèvement et de reconstruction ne sont pas neutres. Elles peuvent augmenter, renforcer ou réduire les inégalités existantes. »

Margaret Arnold et Cynthia Burton²³

Si les femmes et les adolescentes sont souvent marginalisées et qu'on ne les écoute pas durant une catastrophe, la situation est encore plus délicate pour celles qui se retrouvent face aux multiples aspects de la discrimination, non seulement à cause de leur âge et de leur sexe, mais aussi, par exemple, parce qu'elles viennent d'un groupe ethnique minoritaire, ou souffrent d'un handicap, ou de discrimination à cause de leur orientation et de leur identité sexuelle, ou une combinaison de tous ces critères.

Bien qu'il soit nécessaire de faire davantage de recherche, des éléments de preuve montrent que les filles issues de minorités religieuses, ethniques, linguistiques, raciales ou autre sont plus susceptibles d'être privées de scolarité même en temps normal, et sont confrontées à un surcroît de préjudices lors de catastrophes.24 Par exemple, dans un rapport du Human Rights Watch il est noté qu'après le séisme de Gujarat en 2001, les camps ont été séparés par castes et par religions, ce qui a eu pour effet que les dalits et les musulmans n'ont pas été autorisés à accéder aux abris. à l'électricité. à l'eau courante et autres fournitures qui étaient mis à la disposition des hindous des castes supérieures.²⁵ On sait que durant le tsunami de 2004 en Inde. les dalits (anciennement connus sous le nom d'intouchables) ont continué à être victimes de discrimination au niveau de l'aide d'urgence. Une écolière de Raja Nagaar nous a décrit son expérience : « À mon école, ils distribuaient des chaussures, des livres et d'autres choses pour les victimes du tsunami. Comme mon village avait été très touché, et que mes parents avaient perdu leur emploi, moi aussi j'ai accepté les dons. Mais les enfants meenavar [d'une caste supérieure] ont dit à leurs parents qu'ils fassent demander aux professeurs qu'on leur rende tout. J'ai été obligée de tout rendre. Les professeurs m'ont fait agenouiller devant la classe pour m'humilier, comme punition. »26



Dalits vivant près du chemin de fer à New Dehli.

Le droit à une vie pleine et digne : les adolescentes handicapées

« Toute la question de la façon dont on peut assister les personnes handicapées en situation d'urgence, sans parler de la façon dont ils pourraient s'aider eux-mêmes, s'aider mutuellement, et aider les planificateurs, a été sérieusement négligée. »

> Professeur David Alexander, University College de Londres²⁷

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Article 23

Les enfants handicapés doivent mener une vie pleine et décente dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

Selon le rapport mondial sur le handicap, environ 15 % de la population mondiale et 200 millions d'enfants vivraient avec un handicap. 28,29 Quatre sur cinq d'entre eux vivent dans les pays en voie de développement. On ne connait pas le nombre de filles et de garçons ni le nombre d'adolescents inclus dans ces chiffres. Rien n'est officiellement prévu non plus pour les jeunes porteurs de handicap en situation de catastrophe. Selon un autre rapport : « Des estimations prudentes suggèrent que sept millions d'enfants porteurs de handicap sont touchés par les catastrophes chaque année. Des millions de plus deviennent handicapés durant leur enfance à la suite d'une catastrophe. » 30

Il y a de nombreux obstacles à franchir pour que les enfants handicapés soient pris en compte dans les catastrophes:

- Les aides et les appareillages perdus dans les catastrophes figurent rarement dans les listes de biens non-alimentaires
- Filles et garçons handicapés sont souvent invisibles dans les procédés d'enregistrement et exclus de l'aide d'urgence et de services essentiels (comme la distribution alimentaire, les abris et le WASH)
- Filles et garçons handicapés sont souvent exclus des programmes éducatifs et des activités communautaires de RRC là où ces interventions ont lieu
- Les enfants handicapés, les filles en particulier, sont vulnérables aux abus et à l'exploitation, en particulier dans des contextes de personnes déplacées ou de réfugiés dans lesquels ils peuvent être séparés de leur famille, de leur gardien et de leur communauté.³¹



Par exemple, bien qu'il ne soit pas fait de différenciation entre filles et garçons, une recherche au Bangladesh a démontré que les personnes interrogées pensaient que « les enfants handicapés sont négligés par leur famille pendant les catastrophes naturelles. Leurs maladies sont traitées bien plus tard que celles des autres enfants. Ils sont souvent réprimandés s'ils parlent de leurs problèmes physiques. Les répondants ont dit que durant les catastrophes il est bien plus difficile pour des enfants handicapés d'aller voir un kabirai, docteur local, ou de se rendre au Complexe médical Upazilla. Ces enfants ne bénéficient pas de traitement extérieur durant les catastrophes naturelles, et ils ne sont envoyés dans des établissements à l'extérieur que si leur vie est en péril. »32

De même, une recherche primaire au Sud-Soudan en vue de ce rapport a établi que : « le fait d'avoir une mobilité réduite rend les enfants handicapés plus vulnérables. » ³³ Par exemple, dans l'état de Jonglei cette étude a constaté que les enfants handicapés étaient en général abandonnés lorsque le reste de la famille fuyait le danger. Certains d'entre eux finissaient brûlés lorsque les attaquants brûlaient les maisons, d'autres étaient massacrés.

Le handicap peut aussi rendre les femmes et filles plus vulnérables face aux agressions sexuelles et aux viols : une enquête en Haïti a découvert qu'il y avait plus d'agressions sexuelles dirigées contre les femmes et filles handicapées que contre celles sans handicap.³⁴

WAHID ADNAN/DRIK, BANGLADESH, CDD/CBM AUSTRALIA.

Les adolescentes handicapées sont confrontées à la discrimination dans des situations qui ne sont pas seulement dues à leur handicap, mais aussi à leur âge et leur sexe. « Les enfants m'embêtent. Ils me jettent des pierres et ils me crient dessus... Je préfèrerais qu'ils me parlent et qu'ils me disent qui ils sont » nous a dit Hoda, qui a perdu la vue et la partie supérieure du bras dans un bombardement près de sa maison en Somalie quand elle avait neuf ans. Elle vit maintenant dans un camp de réfugiés en Éthiopie, a appris le Braille et est devenue une jeune femme sûre d'elle. 35

Dans un rapport de la commission des femmes réfugiées (*Women's Refugee Commission*) il est stipulé que : « Dans toutes les situations de camps de réfugiés étudiées, il y avait plus de garçons handicapés à l'école que de filles handicapées. »³⁶ En Thaïlande, par exemple, l'enquête ZOA de 2005 sur l'éducation a découvert que 51 % des enfants scolarisés dans les camps Karens étaient des garçons et 49 % étaient des filles. Mais les données de *World Education* et de l'organisation des femmes Karens montrent que parmi les enfants handicapés scolarisés dans les mêmes camps, 61 % étaient de sexe masculin et seulement 39 % de sexe féminin.³⁷

Dans le camp Dadaab au Kenya, selon le rapport de la Women's Refugee Commission, « une montée considérable de la prise de conscience collective était nécessaire pour persuader la communauté des réfugiés que tous les enfants handicapés, même les filles, avaient le droit d'être instruits ».

Les filles handicapées peuvent être plus vulnérables face aux abus. La mère d'une jeune femme handicapée du camp de réfugiés Awbare en Éthiopie, nous a confié : « Si vous avez une fille handicapée, vous vous faites toujours du souci... un homme peut venir lui donner de l'argent. Elle prendra l'argent pour aller chercher à manger et il lui demandera quelque chose en retour... et elle se retrouvera enceinte. »³⁸



L'HISTOIRE DE KAZOL³⁹

Kazol est une jeune femme du Bangladesh. Elle se déplace en fauteuil roulant et préside le Comité de quartier sur les catastrophes. Elle est aussi directrice d'un sous-comité sur la propreté en période d'inondations.

« En 2003 je suis tombée d'une chaise et la partie inférieure de mon corps s'est trouvée complètement paralysée. À partir de ce jour-là différents traitements ont été tentés par des docteurs et autres mais mon état ne s'est pas amélioré.

J'avais une bonne vie avant l'accident. J'étais à l'école et je m'étais mariée. Mais après mon accident mon mari m'a quittée. L'attitude de la communauté a elle aussi changé. Je suis devenue un fardeau de plus dans la famille de mon frère, car ils devaient dépenser beaucoup d'argent pour mon traitement.

Avant, on me traitait avec affection, mais après l'accident c'était fini. J'étais très triste. Des gens de GUK, une organisation locale, m'ont repérée et soutenue. Ils m'ont donné une chaise roulante qui m'a aidée pour la mobilité. Cela m'a beaucoup soulagée de l'utiliser dans ma communauté. Avant le fauteuil roulant, j'avais un problème au niveau de l'eau potable et des sanitaires : le puits tubé et les toilettes n'étaient pas accessibles pour moi. Il fallait au moins deux personnes pour me porter aux toilettes et au puits. Ça a été un grand moment pour moi quand le fauteuil roulant est arrivé et que la rampe a été installée pour rendre le puits et les toilettes accessibles.

J'ai été formée à la couture par le GUK. J'ai acheté une machine à coudre, et j'ai pris des commandes des gens du village pour ensuite fabriquer les vêtements et les leur vendre. Avec tous ces changements, je n'ai plus l'impression d'être un fardeau dans ma famille ; dans la communauté les gens sont gentils avec moi.

Je suis présidente du Comité de quartier sur les catastrophes. Je suis aussi leader d'un sous-comité sur la propreté en période d'inondations. Je dois aider les gens à comprendre comment garder la nourriture propre afin qu'elle ne soit pas attaquée par des microbes. Nous avons un système d'alerte précoce, et nous nous assurons que ceux qui souffrent d'une déficience auditive ou d'un trouble du langage sachent comment ce système d'alerte fonctionne pour eux.

Lorsqu'une inondation arrive, il faut se préparer : on stocke des aliments secs et du bois de chauffage. On fait une liste de



docteurs, avec leur numéro de téléphone; on se sert de cette liste pendant l'inondation si nécessaire. On planifie aussi les façons de secourir les personnes handicapées en cas d'inondation et où les mettre à l'abri, avec des toilettes accessibles.

Avant ces comités, nous étions très vulnérables. Lorsque notre zone a été touchée par une inondation, personne ne se préoccupait des handicapés ; nous étions complètement négligés et sans défense car lorsqu'il faut partir tout le monde se presse. Mais maintenant nous avons une liste de personnes handicapées dans la région. Nous savons où ces personnes vivent et nous pouvons donc immédiatement prendre des mesures pour les évacuer.

J'avais toujours peur à l'idée d'une inondation mais maintenant nous savons quoi faire, et je n'ai plus peur. S'il y a une inondation, je peux y faire face. Je me sens fière de mon rôle dans la collectivité : les gens ne savaient pas quoi faire et aujourd'hui je suis là pour les aider à apprendre. Je me sens bien! »

« Ils ont dit à mes parents qu'ils n'avaient pas besoin de me nourrir » : la discrimination basée sur l'orientation sexuelle

« Quand les leaders du quartier sont venus distribuer les vivres, ma famille n'a reçu que la moitié de ce qui avait été donné aux autres. Ils ont dit à mes parents qu'ils n'avaient pas besoin de me nourrir, et que ma famille ne méritait pas une portion entière parce qu'ils avaient un enfant comme moi. »

Manosh, qui vit dans un village du Népal et se présente comme étant un meti ou personne féminine dans un corps masculin, souvent étiquetée « gay » ou « transgenre »⁴⁰

Nous savons que les préjugés existants ont tendance à se cristalliser dans les catastrophes, et ceux qui existent contre les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) ne font pas exception. Les adolescentes qui sont lesbiennes, bisexuelles, transgenres ou intersexuées peuvent être mises en difficulté en situation de catastrophe. Dans certaines sociétés, l'homosexualité est illégale ou n'est pas reconnue, et les jeunes lesbiennes et gays ont déjà du mal avec la discrimination à laquelle ils sont confrontés lorsqu'ils se révèlent, une épreuve que ne facilitent pas les catastrophes.

Pour les jeunes hommes et femmes qui savent qu'ils ne sont pas hétérosexuels, ou qui découvrent leur sexualité, l'adolescence peut être une période difficile et déroutante. Les documents produits par le Comité permanent interorganisations ne mentionnent pas les besoins des LGBTI. Les protocoles d'aide d'urgence de l'ONUSIDA, le programme en partenariat des Nations unies sur le VIH et le sida, non plus.

Une étude au Népal constate : « Les secours d'urgence ont tendance à prendre la famille comme unité commune pour l'analyse et la distribution des aides. En conséquence, cette aide s'étend rarement aux LGBTI. Les LGBTI sont susceptibles d'être forcés de quitter leur situation de vie en famille à cause de la stigmatisation et des préjugés. Pour ceux qui vivent en famille, les préjugés au sein même de la cellule familiale peuvent faire que les membres LGBTI de la famille reçoivent moins d'aide matérielle dans le foyer. »

D'un autre côté, comme le montre la recherche ci-après, l'impact d'une catastrophe peut parfois mener à une réévaluation de la vie des jeunes filles et à une confiance plus affirmée dans leur orientation sexuelle et leur identité sexuelle, dans qui elles sont et ce qu'elles veulent faire.

Le défilé de la Gay Pride au Népal.



GRANDIR VITE : DES JEUNES FEMMES MÉDITENT SUR LEUR IDENTITÉ SEXUELLE APRÈS L'OURAGAN KATRINA[®]

Dans le cadre de la recherche primaire en vue de ce rapport, Lisa Overton s'est entretenue avec huit jeunes femmes qui ont vécu l'ouragan Katrina en 2005 à La Nouvelle Orléans, en Louisiane, qui est l'un des états les plus pauvres des États unis. 42 Au moment de la catastrophe elles avaient entre 13 et 20 ans ; elles en ont maintenant entre 20 et 26 ans. Elles ont toutes raconté à quel point Katrina les a choquées et leur a fait réaliser l'importance de vivre une vie heureuse et épanouie et de rester soi-même.

Les jeunes femmes se rappellent toutes très bien l'ouragan Katrina; où elles étaient, avec qui, et ce que qui leur est arrivé alors. Elles ont toutes parlé du fait que d'être jeune et d'avoir du mal avec son identité rendait l'expérience particulièrement difficile. Beaux nous a confié: « C'était une période dingue et je ne crois pas que les gens savaient ce qu'ils faisaient. J'avais très peur de me retrouver seule après Katrina et je me sentais très vulnérable, en tant que jeune

femme. Ça m'a fait réaliser à quel point cette ville est dangereuse. »

Elles ont toutes admis que si Katrina était arrivée alors qu'elles étaient adultes, leur expérience aurait été totalement différente. Katrina a changé le cours de leurs années d'adolescence en changeant leur rôle au sein de la famille : « Je pense qu'il y avait une pression sur beaucoup de [jeunes de notre âge] pour qu'ils grandissent plus vite qu'on ne l'aurait voulu. Je crois qu'on en attendait plus des gens plus âgés et qu'ils en attendaient beaucoup de nous. » C'était une expérience à la fois négative et positive : « Je pense que c'était mieux pour nous, quand même... J'en ai retiré une nouvelle indépendance » nous a dit Elizabeth.

« Ma sœur était tellement bouleversée qu'elle ne voulait être qu'avec moi ou ma mère », nous a dit Beaux. « Mais ma mère était coincée à l'hôpital et aucun de nous ne savait si elle allait bien. On ne savait rien mais j'ai dû rassurer Amy et l'aider... Chaque nuit je



EZ COULSON/PANOS PICTURES

pleurais toute seule dans ma chambre... Et puis ensuite j'étais forte pour Amy et ma famille. »

Pour certaines, les relations avec les membres de la famille étaient déjà tendues, et Katrina a exacerbé ce stress. Avant Katrina, les filles ont dit qu'il y avait une forte pression de la famille pour les faire se comporter d'une certaine façon pour se conformer à des normes sexuelles et parce qu'elles étaient jeunes. Betty nous a dit : « Pendant des années ma mère s'est évertuée à faire de moi la fille parfaite. » Et Jessica a expliqué : « J'ai ressenti [de la discrimination contre les homosexuels] à la maison mais c'est parce que je viens d'une famille hispanique. Ma mère croit que le mariage c'est une femme et un homme, pas une femme et une femme. »

Des filles en âge d'être à l'université ont pu bénéficier de la bonne volonté post-Katrina car de nombreuses universités ont ouvert leurs portes aux « évacués de Katrina », non seulement en supprimant les frais de scolarité pour le semestre mais aussi en proposant le logement gratuit, des bourses modestes et d'autres soutiens. Pour ces jeunes femmes admises à l'université, c'était la première fois qu'elles étaient éloignées de leur ville d'origine et de leur famille, ce qui représentait une occasion de devenir indépendante, autonome et de se



forger le caractère. Comme Beaux nous l'a expliqué : « Partir m'a permis de recommencer à zéro. J'ai fait mon coming-out en plusieurs étapes et c'était bien ; après Katrina j'ai pu faire l'expérience d'un coming-out que j'ai pu contrôler. »

Pour Jessica c'était le même sentiment : « Katrina a été un moment d'exploration sexuelle pour moi. D'abord, j'ai commencé à sortir avec des filles, et j'ai réalisé que je voulais être avec des filles. Ça a été une révélation [et j'ai appris ce que] je voulais sexuellement. C'était presque comme si je me disais : alors, il y a eu cette catastrophe, qu'est-ce qui peut se passer de plus ? J'ai eu l'impression que beaucoup de gens ont changé après Katrina et sont devenus plus tolérants. »

Elizabeth, qui avait 17 ans et se droguait à l'époque de Katrina, a elle aussi décidé de changer de vie. Elle nous explique : « Katrina ca a été la pire et la meilleure des choses qui se soient passées dans ma vie... quand la tempête est passée j'allais m'asseoir sur le toit de ma maison et l'écoutais le silence, tout simplement. Ça a commencé à me faire apprécier tout ce que je n'appréciais pas avant et c'est à ce moment que j'ai décidé de me sevrer donc c'était un moment charnière pour moi. J'ai réalisé qui j'étais. Aujourd'hui, j'ai toujours mon indépendance, je suis toujours sans drogue et j'aime toujours la vie, j'aime ma copine, j'aime les femmes et j'aime tout. Si tu as fait ça, que tu as survécu et que tu es toujours vivante, c'est vraiment la belle vie. » Elizabeth exerce maintenant le métier de coiffeuse.

Quand on leur a demandé ce qui aurait pu être fait à ce moment-là pour les adolescentes, ces jeunes femmes ont fait un certain nombre de suggestions. L'idée la plus marquante était celle d'un « lieu sûr » dans lequel elles auraient pu aller, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école. Phoebe a suggéré un « coin sympa et un espace pour que les jeunes se rencontrent sans être obligés de boire pour être sociables ». Jay a eu l'idée d'un lieu de formation sûr où les professeurs auraient appris à gérer les questions de LGBTI et porteraient un sticker triangulaire pour que les élèves sachent qu'ils peuvent discuter de problèmes liés à la sexualité avec elle ou lui. Billie aurait aimé « un endroit pour ne pas être avec sa famille », et Jessica a suggéré « des cours d'auto-défense pour que les jeunes femmes sachent se protéger elles-mêmes ».

En dépit de la peur et du stress qui transparaissaient clairement dans les discours des jeunes filles interrogées, cette étude à petite échelle révèle aussi que l'expérience liée à l'ouragan a eu quelques effets positifs. Elle a ouvert une opportunité pour ces jeunes filles d'aller plus loin dans l'exploration de leur sexualité et de faire changer les préjugés et les stéréotypes. À travers leur propre détermination, leur résilience et leurs ressources, elles ont été à même de créer quelque chose de positif pour elles-mêmes, même dans ces circonstances si difficiles.



Exercice d'évacuation d'urgence au Salvador.

3 « Une façon de se faire entendre » : exercer un pouvoir pour aider les filles

« Le but de la journée internationale de [la réduction du risque de catastrophe] 2012 est de se détacher de l'image traditionnelle des femmes et des filles en tant que victimes. Il s'agit de montrer au monde qu'elles sont en fait parmi les plus actives lorsqu'il s'agit de créer de la résilience et de protéger leur communauté. »

Margareta Wahlström, réprésentante spéciale de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe

« Je veux avoir quelqu'un vers qui aller s'il y a un problème. On devrait pouvoir dire à notre gouvernement qu'on a besoin d'aide, qu'on a besoin d'un toit, de nourriture, de travail, d'école, d'endroits où on peut se laver en privé. Je veux une façon de me faire entendre. »

Sheila. 16 ans43

À maintes reprises, les filles et les jeunes femmes ont prouvé leur intelligence, leur bon sens et leur ténacité en situation de catastrophe, en sauvant souvent leur famille grâce à leur présence d'esprit, agissant pour sauver frères et sœurs, grands-parents et biens familiaux contre vents et marées. Nous avons montré comment les choses peuvent être améliorées et ce qui arrive lorsque les filles sont consultées. Cela peut être très simple à mettre en place. Filles et jeunes femmes qui ont pris part aux programmes de préparation aux catastrophes connaissent les signes avant-coureurs de danger d'une inondation ou d'un tsunami. Celles qui ont participé à des exercices de simulation ont appris les meilleures façons de travailler ensemble à l'approche d'une catastrophe.

Elles se sont servi de leurs connaissances pour non seulement se mettre à l'abri ainsi que leur famille, mais aussi mettre hors de danger leurs amis et la communauté au sens large. Les adolescentes peuvent aussi être consultées sur toute une série d'activités, des estimations des besoins à la conception des camps, des activités de réduction des risques au contrôle et à l'évaluation des programmes.

Comme Honey, qui vit à Santa Paz dans les Philippines. Elle avait 15 ans quand elle a appris à l'école que le gouvernement avait trouvé que son école était construite sur une zone à risque de glissements de terrain. Elle a décidé d'y faire quelque chose. Alors, avec quelques camarades de classe, elle a entamé une campagne pour faire déplacer tout le collège avec ses 379 élèves dans un lieu sûr. Au début, les parents et les officiels du gouvernement local s'y sont opposés : c'était trop onéreux, ça n'arriverait jamais, il y avait des choses bien plus

importantes à régler... Mais Honey et ses amies ont persévéré. Elles ont organisé un référendum sur toute la communauté... et ont gagné.

Ensuite elles ont fait du lobbying auprès du gouverneur de la province, qui a finalement accepté de faire construire une nouvelle école dans un site plus sûr. Aujourd'hui, alors que Honey a grandi et a quitté l'école, ses jeunes frères et sœurs vont à la nouvelle école, où ils n'ont plus à vivre dans la peur de la prochaine catastrophe. Honey nous a déclaré : « J'espère que tous les gens du village apprendront que c'est vraiment important de penser à la sécurité d'abord, pour que les enfants soient en sécurité et qu'il n'y ait pas de vies perdues s'il y a une autre catastrophe. »⁴⁴

Xiomara et María Elena du Salvador œuvrent dans la réduction des risques de catastrophe depuis l'âge de 12 ans. 45 Leur conseil aux autres filles est le suivant : « N'abandonnez pas, il arrive un moment où vous aurez votre mot à dire, mais il faut travailler dur et tout va se mettre en place. Comme on dit, « l'union fait la force! ». Nous voulons encourager et inspirer [d'autres filles] pour qu'elles puissent avoir les mêmes initiatives, la même énergie, la même attitude positive que nous, comme ça quand le moment viendra, elles pourront se débrouiller toutes seules. »

Ces filles sont prêtes à relever le défi. Il s'agit aussi de sensibiliser la population et de renforcer la capacité des adultes, des éducateurs, des collectivités, des médias et des gouvernements locaux pour qu'ils tiennent compte des adolescentes dans la gestion et la planification des mesures d'urgence. C'est aux personnes qui décident des politiques et des pratiques de décider d'être à l'écoute des adolescentes et d'agir sur ce qu'elles ont à proposer, pour le bénéfice de la communauté toute entière. Les médias doivent aussi être





alertés du fait que différents secteurs de la population ont des besoins différents, et faire en sorte que les adolescentes aient voix au chapitre.

Lorsqu'il a été demandé dans une enquête pour ce rapport effectuée auprès de travailleurs humanitaires à quoi ressemblerait une intervention intégrant les bonnes pratiques en cas d'urgence, ce sont la consultation et la participation des filles qui ont été perçues comme primordiales.46 Une des personnes interrogées a remarqué : « Une intervention intégrée est une intervention dans laquelle les besoins sont identifiés par les filles ellesmêmes, et mis en œuvre avec leur participation et feedback continu. Faire de la sensibilisation au sein des communautés sur les droits et la participation des adolescentes devrait faire partie intégrante de l'intervention, avec le plus haut niveau de plaidoyer possible pour soutenir le changement. »

Le prochain chapitre fait le détail de tout ce qui doit changer pour que les adolescentes trouvent leur place dans les programmes humanitaires. Si les gestionnaires des camps et ceux qui distribuent les aides d'urgence font deux choses : qu'ils comptabilisent les filles par âge, et séparément des garçons plutôt qu'en les mettant dans la catégorie « femmes » ou « enfants » ; et qu'ils travaillent en collaboration avec des filles comme Honey, Xiomara et María Elena pour identifier les besoins de filles et de leurs familles et comment les mettre en place, alors les prévisions en cas de situation d'urgence seront améliorées, et cela non seulement pour les adolescentes, mais pour toute la population. Dans un monde où les catastrophes dues au climat sont de plus en plus nombreuses, et où les situations d'urgence se complexifient de jour en jour, il est impératif, tant au niveau pratique que moral, de s'intéresser aux besoins des adolescentes, et d'écouter ce qu'elles ont à dire.

Exercice de préparation aux catastrophes naturelles au Bangladesh.

Formation aux premiers secours au Bangladesh.

CHOIX RÉELS, VIES RÉELLES

Dans les sept dernières années l'étude de cohorte de Plan « Choix réels, vies réelles » (voir section 2 de ce rapport) a suivi 142 filles, nées en 2006, qui vivent dans neuf pays en voie de développement dans le monde entier. En début d'année, nous avons organisé des séries de discussions de groupes dans trois de ces pays qui avaient vécu une catastrophe – les Philippines, le Salvador et le Vietnam – en faisant participer des adolescentes issues des mêmes communautés que celles de l'étude de cohorte. Les chercheurs de Plan de chaque pays ont aussi conduit des entretiens approfondis avec les filles les plus âgées.

Ce qu'il en ressort renforce les idées et les résultats de recherche exposés dans d'autres parties de ce rapport. Cela souligne également l'importance de la participation des filles dans la gestion des risques de catastrophe et dans le formatage de stratégies pour encourager la résilience et réduire les risques.

Réagir en situation de catastrophe : « Il n'y a personne pour nous apprendre »

À en juger par nos entretiens dans les trois pays cités, il est clair que les filles veulent participer aux activités de leur communauté pour réduire les risques de catastrophe et y réagir.

Notre recherche suggère que les filles, même si elles ont les capacités, le savoir et les compétences nécessaires pour contribuer aux programmes de sensibilisation aux catastrophes, doivent être autonomisées pour pouvoir mettre en pratique ces derniers. Certaines ont identifié à la fois les causes et les effets des dangers potentiels, et montré qu'elles avaient reçu une forme d'instruction concernant la réduction des risques de catastrophe et les interventions. Mary Jane, 16 ans, des Philippines, nous a dit qu'en cas de catastrophe elle sait « mettre les choses à l'abri, et puis prendre de la nourriture qui ne se gâte pas facilement, et puis les vêtements, les préparer, comme ça s'il y a un typhon qui arrive, ça sera facile à emporter ».

De même, Evelyn, 17 ans, du Salvador, nous a dit que depuis un séisme en 2011, « maintenant je sais plus ou moins quoi faire, parce qu'on a fait des simulations à l'école. ».

Cependant, d'autres filles ne savent pas vraiment, voire pas du tout, comment réagir en cas de catastrophe. Beaucoup nous ont dit qu'elles comptaient sur leur père dans ces moments-là. Ngan, 13 ans, du Vietnam, a confirmé : « En cas de catastrophe ou d'urgence, je ne sais pas quoi faire et je dois demander à mon père. » Cette phrase est un exemple de la tendance à s'accrocher aux normes et aux stéréotypes du genre en période de crise et de la déresponsabilisation des filles et des femmes et de leur capacité à contribuer aux efforts d'intervention. Par contraste, Linda, 16 ans, du Salvador, attribue sa survie lors de l'inondation qui a frappé sa communauté à sa

mère: « Dieu merci ma mère s'y attendait; quand l'eau s'est approchée elle a remarqué une mauvaise odeur, une odeur de boue, parce que l'eau des crues est très sale. Alors ma mère elle a senti la boue et elle s'est levée et elle a vu que la rivière était très proche, alors on a commencé à empaqueter nos vêtements, nos chaussures, nos documents et nos affaires pour quitter la maison. Le temps que l'eau arrive à notre maison, nous étions déjà en hauteur. »

Les filles ont ensuite expliqué certaines des facons dont elles ont eu des renseignements sur les catastrophes potentielles : par le biais d'informations retransmises par leurs parents ou d'autres adultes qui avaient suivi des réunions de comité de village, par le biais d'annonces diffusées dans la rue, de leçons à l'école, ou de prospectus distribués à l'école. Certains ont aussi mentionné l'accès à la télévision ou à d'autres technologies comme la radio et les médias sociaux, comme sources d'informations sur les catastrophes. Au Vietnam, Hue, 19 ans, nous a déclaré : « Dans ma famille, mes parents regardent une émission de météo tous les jours pour savoir quel jour il va faire beau, quel jour il va pleuvoir, pour être bien préparés. » De même, aux Philippines, les filles nous ont dit comment sont annoncées les catastrophes à la télévision et à la radio: « Le gouvernement du village nous l'annonce. Il nous conseille de stocker de la nourriture. » Au Salvador, Miriam, 16 ans, nous a dit qu'elle a été alertée de l'arrivée d'une tempête par une émission télévisée : « On avait entendu aux actualités de Moises Urbina qu'il allait y avoir des vents violents. »

April, 13 ans, aux Philippines, nous a expliqué qu'elle croyait que les hommes étaient mieux préparés pour les catastrophes, et qu'ils sont plus susceptibles de savoir quoi faire dans cette éventualité à cause de « leurs capacités ». Pourtant, elle dit que les femmes ont plus de chances d'avoir plus d'informations sur les alertes d'urgence par le biais de la télévision parce qu'elles sont « toujours à la maison » alors que les hommes sont « à la ferme, pendant que d'autres sont en mer ».

Beaucoup des autres filles interrogées se rendaient bien compte qu'elles pouvaient contribuer. L'école



d'Evelyn, 17 ans, est dans une zone à risque de glissements de terrain et se trouve sous un énorme rocher. Elle nous a dit : « Si ça tombe, ça va détruire l'école. La maîtresse a écrit plein de lettres demandant de l'aide mais personne ne fait rien. Alors quand il pleut ils annulent les cours comme ça personne n'est en danger... Quand il pleut je ne me sens pas en sécurité à l'école, je me sens mieux à la maison. J'ai peur d'être à l'école. » Ensuite Evelyn nous a raconté que ça l'aiderait, ainsi que ses camarades de classe, d'avoir une formation : « Mon rôle en tant que jeune. je crois, c'est de m'occuper des plus petits. S'il se passe quelque chose comme ça, alors il faut aider les professeurs à calmer les enfants à l'école. Si on est formées ce qu'on apprend ne doit pas rester juste avec nous. Il faudrait qu'on apprenne aux autres classes ce qu'il faut faire en cas d'urgence. » Hoa. 18 ans. du Vietnam, nous a dit: « À mon avis, les filles devraient avoir leur propre sens des responsabilités. Elles devraient améliorer leurs connaissances en regardant la télé, en lisant les journaux ou en apprenant à l'école. En cas de catastrophe, je dois rester calme ; et avec mes parents, je dois être prête à mettre les plans d'urgence en action. » Ensuite elle nous a dit que les syndicats étudiants pouvaient jouer un rôle en aidant les filles à surmonter les difficultés rencontrées lors des catastrophes. Ce sentiment a trouvé un écho chez d'autres filles vietnamiennes, dont Hue, 19 ans : « On devrait monter des clubs d'enfants comme ça les enfants pourraient s'y inscrire pour partager leurs inquiétudes et aussi apprendre la façon de réagir en cas d'urgence. Ce que je peux faire toute seule, c'est d'organiser [la formation en] techniques de natation, de réanimation ou donner des bases de compétences de vie. En cas de catastrophe, les filles ont des besoins personnels différents. »

Un autre groupe de filles entre 13 et 15 ans au Vietnam a suggéré l'emploi de cours particuliers pour aider les filles à ne pas se laisser dépasser par leur travail scolaire, et « pour aider et communiquer avec les filles sur leur hygiène personnelle ou ce qu'on peut manger pour éviter des maladies ». April, jeune philippine, a parlé du « bonheur » qu'elle a ressenti en aidant sa famille pendant un typhon : « Tu as l'impression d'être légère, l'impression que tu as aidé, et que tu n'as pas besoin de penser à quoi que ce soit d'autre. »

Des suggestions de jeunes entre 13 et 16 ans au Vietnam ont montré à quel point elles aimeraient voir mettre en place une variété d'activités sur la réduction du risque qui soient directement destinées aux filles. Elles ont fait quelques suggestions d'ordre très pratique : faire en sorte que les filles aient un « endroit sûr » où aller après la catastrophe, « fournir des gilets de sauvetage », « fournir des abris temporaires séparés et des tests de santé supplémentaires pour les filles. » Aileen, philippine de 17 ans, a trouvé que « Il faudrait qu'il y ait des centres d'évacuation séparés pour hommes et femmes » après les catastrophes. Aileen a ensuite ajouté : « S'il y a des hommes et des



femmes, quand tu dors tu devrais être installée près de ta mère, comme ça il y a quelqu'un pour s'occuper de toi » Mynelyn, 17 ans, des Philippines, a ajouté que « aux femmes, il leur faudrait de l'intimité » dans les sanitaires. Linda, 16 ans, salvadorienne, nous a dit que dans sa communauté, « il y avait des serviettes hygiéniques qui sont arrivées avec la nourriture ; mais je n'ai pas vu s'il y avait des jouets. ».

Quand on lui a demandé si sa vie avait changé à cause de l'inondation qu'elle a vécu, Linda nous a dit : « Je crois que oui. Je n'avais jamais rien vu de pareil, je crois que j'ai changé, parce que la première fois que je l'ai vue j'ai eu très peur, mais quand c'est arrivé la deuxième fois je me suis dit « ça t'est déjà arrivé » et je n'avais pas autant peur que la première fois. »

April, philippine de 13 ans, a dit que « la confiance en soi » était la clé des opportunités pour les filles en situation de catastrophe et que les gouvernements pouvaient arriver à ça en procurant aux filles ce dont elles « ont besoin personnellement... des effets personnels comme un peigne, des vêtements, du shampoing et du savon, et des chaussures. » Les filles ont parlé de l'importance d'avoir une représentante ou un leader féminin dans leur comité de village, et comme April l'a si bien dit, d'avoir une représentation féminine et le retour des filles sur ce dont elles ont besoin pendant et après les catastrophes est important « parce qu'elle-même dira ce qu'elle sait, parlera de son expérience, et de ce qui doit être fait. ». Linda, 16 ans, salvadorienne, est allée plus loin : « La jeunesse devrait avoir une formation sur l'éducation sexuelle et sur la sexualité ; souvent les jeunes ont besoin de ca... Je pense qu'on a besoin de plus de formation sur le leadership, les jeunes la plupart du temps ils n'apprennent pas parce qu'il n'y a personne pour nous apprendre... et aussi on devrait être formés sur les plans d'action d'urgence et sur d'autres sujets. » Elle a ajouté : « Il y a beaucoup de gens qui disent qu'on n'a rien à dire parce qu'on est trop jeunes, mais je crois que nous aussi on peut ajouter nos idées. »



Traduire les ambitions en actes



« L'incapacité à traduire explicitement les besoins et les préoccupations des femmes et des filles dans le travail humanitaire affecte l'efficacité des secours d'urgence. »

Michelle Bachelet, directrice exécutive de l'ONU femmes^{i,1}

« La plupart des comptes-rendus des adultes étaient différents de ceux des enfants. Par exemple, les enfants dénonçaient de la négligence, des abus sexuels ainsi que physiques, alors que les adultes voulaient parler de l'aide alimentaire. »

Jesca, 17 ans, Vice-présidente du Comité de feedback des enfants, au Zimbabwe

Tout au long de ce rapport, nous avons soutenu la thèse selon laquelle mettre les jeunes et la collectivité locale au cœur de l'action humanitaire est la clé d'une intervention plus efficace et du relèvement. Cela demande une approche intégrée qui inclut la connaissance des besoins et des droits de la population affectée, une compréhension de leurs capacités et de leurs contraintes, et un engagement pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. Ce besoin d'intégration devient d'autant plus important que les droits des adolescentes sont reconnus comme étant une guestion critique.

Les droits des filles en situation d'urgence

Éléments clés du plan d'action :

- 1 Consulter les adolescentes à tous les stades de la préparation et de l'intervention en situation de catastrophe.
- 2 Former et mobiliser les femmes pour qu'elles travaillent dans des équipes d'intervention d'urgence.
- 3 Fournir des services ad-hoc pour les adolescentes dans les domaines fondamentaux de l'éducation, de la protection et de la santé reproductive.
- 4 Inclure des financements pour la protection contre la violence sexiste dans la première phase d'intervention d'urgence.
- 5 Recueillir des données ventilées par sexe et par âge, pour montrer les besoins des adolescentes et orienter la planification des programmes.

Dans des situations dans lesquelles les inégalités entre les sexes impliquent que les femmes et les filles sont déjà des citoyennes de seconde zone, le fardeau supplémentaire d'une catastrophe peut mettre leur sécurité – et même leur vie – en danger. C'est particulièrement le cas chez les adolescentes qui sont vulnérables non seulement parce que

i En mars 2013 Michelle Bachelet a démissionné de son poste de directrice exécutive de l'ONU femmes pour briguer un deuxième mandat en

Refugiés au Burkina Faso.



ce sont des filles mais aussi à cause de leur jeune âge. La recherche en vue de ce rapport a établi que ce sont les filles qui sont le plus susceptibles d'être déscolarisées, mariées trop jeunes, ou poussées aux rapports sexuels transactionnels ou la prostitution pour pouvoir aider leur famille en proie à la pauvreté et au chaos entraînés par la catastrophe. Leurs besoins spécifiques, cependant, sont rarement pris en considération ; elles ne sont ni comptées ni consultées, et à cause de cela elles sont négligées tout autant que leurs droits.

Il est vital de conduire une recherche pour fournir des éléments de preuve qui permettent d'orienter la programmation, mais c'est pour l'instant, au mieux, une initiative aléatoire. Une étude de l'Université de Tufts² a démontré que « le système humanitaire montre des faiblesses significatives dans la collecte, l'analyse des données et la réponse à celles-ci à tous les stades d'une crise ou d'une situation d'urgence », et a ajouté que « si les informations sur le sexe et l'âge sont insuffisantes cela limite l'efficacité de l'intervention humanitaire dans toutes les phases d'une crise ». Cette étude a constaté que, en dépit du fait que presque toutes les notes d'orientation, qu'elles soient générales, sectorielles ou spécifiques à des agences, préconisent la collecte de données ventilées par sexe et par âge (SADD), il était très rare, dans la pratique, que ces données soient correctement recueillies, analysées et utilisées pour influencer le travail de programmation.

Une compréhension critique du public

auquel on réagit - quels sont leurs besoins, leurs droits et leurs compétences – est primordial pour maximiser la productivité et l'efficacité de l'aide et des interventions d'urgence. Dans la plupart de ces situations, la population locale est la première sur les lieux et ce sont ces gens qui connaissent le mieux leur communauté. Il est primordial de faire en sorte de préparer toutes les sections de la population et de mettre ensuite en place un système qui puisse exploiter leurs connaissances et leurs compétences dans la phase d'intervention. Dans le sondage de 318 travailleurs humanitaires effectué pour ce rapport, la consultation des adolescentes, « écouter les filles pour connaître les vrais besoins des adolescents » a été identifiée comme un point crucial permettant à la fois de comprendre leurs besoins et de les prendre en compte de façon efficace. Soutenir les initiatives de développement des adolescentes, renforcer leur capacité à se protéger ellesmêmes et à connaître leurs droits étaient considérés comme des stratégies essentielles pour améliorer les interventions.

C'est un bon moment pour faire le point sur la pratique humanitaire. Alors que se profile 2015, année où il est prévu que les Objectifs du millénaire pour le développement³ ainsi que le Cadre d'action de Hyogo⁴ soient reformulés, il est de plus en plus question dans le discours mondial de bousculer le cours des choses en intégrant la gestion du risque de catastrophe plus radicalement dans la politique et la pratique du développement,

pour effectivement reconnaître le potentiel de continuité entre le travail de développement et le travail humanitaire. Le programme de transformation du comité permanent interorganisations⁵ cherche aussi à renforcer la réaction du système humanitaire aux catastrophes par le biais d'un renforcement du leadership, d'une amélioration de la planification stratégique au niveau des pays, de la rationalisation des mécanismes de coordination, et d'une plus grande redevabilité. Ces nouvelles initiatives doivent s'assurer que tout nouveau plan d'action mondial de développement intègre la gestion du risque comme composante essentielle et contribue à développer la résilience en s'attaquant aux racines de la vulnérabilité telles que l'exclusion basée sur le sexe ou l'âge.

Prises entre plusieurs catégories, ni femmes ni enfants, les adolescentes font partie des membres les moins visibles des collectivités et, comme nous l'avons évoqué, cette invisibilité accroît les risques qu'elles encourent. Cependant, sans la mise en place de systèmes forts pour assurer leur protection, elles sont également en péril lorsqu'elles sont visibles. Si l'on réduit ces risques, qu'on se concentre sur la protection, l'éducation et la santé reproductive et génésique, qu'on s'assure que les filles sont consultées et que leur vulnérabilité aussi bien que leurs capacités sont reconnues, alors reconstruire en mieux, en plus sûr et plus juste sera un but plus accessible. Et celui, moindre, du principe « primum non nocere » ne sera pas enfreint. Certaines recommandations et normes sont déjà en place à cet égard. Cependant, elles sont rarement appliquées ou contrôlées, et elles ne vont pas assez loin non plus. Prendre des mesures pratiques pour consulter les filles directement, former du personnel, prendre la violence sexiste sous toutes ses formes sérieusement et mettre l'égalité hommesfemmes définitivement au centre de la pratique humanitaire sera à la fois un moyen efficace et une façon de promouvoir et de protéger les droits humains des filles et des ieunes femmes.

« Si l'on veut que notre aide soit efficace et rentable, nous ne devons pas nous contenter de panser la plaie... nous devons trouver un remède. Pour cela il faut une vision commune entre les communautés humanitaire et du développement et un engagement commun à agir. »

Kristalina Georgieva, Commissaire européenne à la coopération internationale, l'aide humanitaire et à la réaction aux crises

Protéger les filles lors des catastrophes

La recherche de Plan au Bangladesh et en Éthiopie⁶ a interrogé des filles sur ce qu'elles pensaient nécessaire à leur sécurité dans les catastrophes. Elles ont exprimé trois priorités distinctes :

- 1 Un meilleur accès à une éducation de qualité: pour mettre en valeur leurs connaissances, leurs compétences et leur capacité à s'adapter et à réduire les risques de catastrophe; améliorer leurs chances de vivre de façon à être plus résistantes; et sauvegarder leur avenir.
- 2 Une plus grande protection contre la violence sexiste: pour s'assurer que ceux qui ont l'autorité comprennent et réagissent aux risques liés à la protection aggravés par les catastrophes et le changement climatique, y compris le travail des enfants, la migration infantile, le mariage des enfants et la violence sexuelle.
- 3 Une plus grande participation aux processus de décision sur l'adaptation au changement climatique et aux activités de réduction des risques : pour s'assurer que les idées des filles soient prises en compte et qu'on agisse selon leurs priorités au niveau des toutes les décisions qui touchent leur bien-être. Cela participe également au développement de leurs connaissances, de leurs compétences et de leur confiance en elles pour les aider à devenir plus résilientes.



Recommandations

Dans les sections ci-dessous nous faisons des recommandations aux secteurs de l'humanitaire et du développement, travaillant aux niveaux international, national et local, aux gouvernements nationaux et aux institutions locales qui pourraient transformer l'expérience des adolescentes lors des catastrophes naturelles.

Elles sont regroupées sous les rubriques suivantes :

Argument: Comprendre les besoins et les droits des adolescentes en situation de catastrophe

Ressources : Fournir des services ad-hoc pour les adolescentes

Prévention, participation et intégration : Construire la résilience des filles

situation de catastrophe

Argument : Comprendre les besoins et les droits des adolescentes en

La notation Genre du Comité permanent interorganisations⁷ représente une avancée positive mais son efficacité sera améliorée en prenant en compte non seulement le genre mais les différentes tranches d'âge. Les normes Sphère actuellement mises en place doivent être appliquées et leur prochaine révision devrait aussi comporter cette ventilation supplémentaire, comme indiqué plus loin. Avec des informations précises, non seulement la visibilité des adolescentes sera augmentée et un ciblage plus efficace des services sera rendu possible, mais ce sera un pas vers la reconnaissance de la contribution précieuse que cette catégorie d'âge peut apporter en période de crise.

1 Le Comité permanent interorganisations (CPI) doit :

- a. Inclure l'âge dans la notation genre ; les donateurs doivent faire en sorte que cette nouvelle norme soit appliquée et contrôlée.
- b. Recueillir des SADD présentant des groupes d'âge plus précisément définis qui s'alignent avec les normes Sphère – 0-5 ans, 6-12 ans, 13-17 ans, 18-24 ans (jeunes gens et jeunes femmes) – et lorsque c'est possible fournir des critères de ventilation supplémentaires au sein de ces cohortes.

2 Les agence de l'ONU, ONG internationales, gouvernements nationaux ou donateurs doivent :

 a. S'assurer que toutes les équipes d'évaluation des besoins aient un bon équilibre de représentation hommes-femmes.

- b. Intégrer les SADD dans toutes les évaluations de besoins en situation de catastrophe.
- c. S'assurer de la participation d'adolescentes dans le processus d'évaluation.

PRATIQUE PROMETTEUSE L'INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE (COMITÉ DE SAUVETAGE INTERNATIONAL)⁸

L'International Rescue Committee, qui travaille avec des victimes de violence sexiste dans des situations d'urgence et post-conflit, a opéré de grands changements dans ses politiques et sa programmation interne, après avoir appris que 45 % des rescapés du monde entier cherchant de l'aide dans ses programmes avaient moins de 18 ans. Alors qu'au départ cet organisme pensait que ses programmes pour les femmes répondaient aux besoins des adolescentes, il s'est rendu compte grâce à d'autres analyses de données que ceux-ci, dans leur conception, soit les excluaient involontairement, soit augmentaient leur vulnérabilité. L'IRC a entamé un dialogue interne (dans les unités de protection de la femme, de protection de l'enfant et de santé) et externe (dont le Population Council et la commission des femmes pour les réfugiés (Women's refugee commission), entre autres, ce qui a entraîné l'identification des actions suivantes nécessaires pour améliorer des programmes pour adolescentes et faire en sorte que l'organisation n'ait pas d'effet négatif.

- Un meilleur ciblage et une meilleure segmentation des populations au sein des programmes
- Une compréhension des besoins selon l'âge
- La création d'espaces sûrs et le recrutement de mentors féminins
- Le développement de réseaux sociaux positifs avec les mentors
- Le travail avec les familles pour mettre en place des systèmes d'aide pour les adolescentes.

En s'appuyant sur ce changement d'approche et sur son expérience significative dans ces domaines, l'IRC a ensuite développé des modèles de programme intégrés pour optimiser la réponse collective aux adolescentes. Pour cet organisme, la prochaine étape est de continuer la collaboration interne autour des modèles intégrés, et d'obtenir un financement pour un projet pilote.



Écolières au Pakistan.

Ressources : fournir des services ciblés pour les adolescentes

L'éducation et la protection sont en tête de liste lorsqu'on demande aux filles quelles sont leurs priorités dans une situation d'urgence.9 Cependant l'argent alloué pour la protection et l'éducation ne représente pas une grande portion des budgets d'aide humanitaire en général : l'analyse globale du financement par l'OCHA (Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires) démontre que l'allocation finale attribuée aux programmes de protection et d'éducation constitue moins de la moitié du financement requis. Les besoins en termes de protection devraient être inclus dans les différents secteurs sur lesquels porte l'aide humanitaire: par exemple la planification pour le WASH - l'éclairage, la localisation et l'intimité des latrines et d'autres équipements sanitaires – devraient aussi permettre aux adolescentes d'être à l'abri et en sécurité.

Il existe déjà une législation, des outils, des consignes et des ressources qui devraient

soutenir et protéger les adolescentes en période de catastrophe. En 1999 le CPI a publié une déclaration de politique pour l'intégration d'une perspective paritaire dans l'aide humanitaire, qui a été appuyée par une variété de projets, d'outils et de ressources. Au niveau international, le cadre d'action de Hyogo compte parmi ses aspirations prioritaires pour 2005-2015 la volonté que « une perspective paritaire soit intégrée dans toutes les politiques de gestion du risque, de planification et de processus de décision au niveau des catastrophes, y compris celles liées à l'évaluation du risque, à l'alerte précoce, à la gestion d'information, à l'éducation et à la formation ». Pourtant ces recommandations ne sont pas systématiquement mises en pratique et. de plus, la plupart des outils et des programmes ne mentionnent jamais les adolescentes séparément par rapport aux femmes et aux enfants ni ne reconnaissent qu'elles ont une place unique à la fois dans les situations de catastrophe et dans la gestion des risques de catastrophe.

Enquête en ligne : les priorités absolues

Dans l'étude sur les travailleurs de l'humanitaire effectuée en vue de ce rapport, les personnes interrogées ont fait ressortir « un besoin urgent de formation, de consignes et de mécanismes pour la redevabilité des humanitaires envers les adolescentes. »¹¹ On leur a aussi demandé de prioriser une liste d'actions qui, combinées, pourraient représenter une stratégie qui s'appuie sur les bonnes pratiques pour améliorer l'intervention humanitaire envers les adolescentes en situation d'urgence. Les principales priorités de 176 travailleurs humanitaires étaient :

 De se focaliser davantage sur l'élaboration d'une base de recherche sur les besoins spécifiques des adolescentes

- D'accroitre l'intérêt des donateurs dans les programmes de financement pour les adolescentes
- D'améliorer et d'augmenter la collecte de données ventilées par sexe et par âge
- De créer et de promouvoir des consignes spécifiques / outils pour répondre aux besoins des adolescentes
- Augmenter les effectifs / la formation pour répondre aux besoins spécifiques des adolescentes
- Sensibiliser davantage les populations sur le thème des besoins spécifiques des adolescentes
- Entreprendre des consultations constructives avec les adolescentes pour identifier leurs besoins spécifiques.

B Les donateurs doivent :

- a. Prioriser davantage l'éducation dans l'intervention humanitaire. Les financements pour l'éducation en situation d'urgence devraient passer de 2 à 4 % des budgets globaux.¹¹
- b. Accroître la protection de l'enfance : Le financement¹² et les fonds cibles doivent combattre la violence sexiste envers les adolescentes. Il faudrait inclure cette clause dans la première phase de réponse et toutes les interventions devraient être accessibles et adaptées aux adolescentes.
- c. Allouer un financement suffisant pour la santé et prévoir des services d'information sur la santé sexuelle et génésique et le droit pour les adolescentes comprenant des soins et une aide au niveau psychosocial, en intervention d'urgence.
- d. Financer et demander l'intégration d'une analyse de la parité et des droits de l'enfant tout au long du cycle de programmation humanitaire.

4 Les agences et coordinateurs humanitaires de l'ONU et le Comité permanent interorganisations doivent :

a. Renforcer l'implantation d'outils et de consignes existants, y compris le soutien aux programmes humanitaires GenCap¹³ en augmentant les effectifs et en s'assurant du déploiement d'au moins deux conseillers par situation d'urgence (de niveau 2 et plus) ainsi qu'en développant la formation à la parité hommes-femmes pour le personnel humanitaire.

PRATIQUE PROMETTEUSE LE DFID : LE FONDS D'INNOVATION CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

Le Département britannique pour le développement international (*Department for International Development* ou DFID) a investi pour constater ce qui fonctionne pour s'attaquer à la violence faite aux femmes et aux filles (VAWG) et la prévenir, par la mise en œuvre d'un fonds atteignant les 25 millions de livres Sterling (de 2012 à 2018).^{14,15}

Ce fonds consistera en trois composantes distinctes mais liées entre elles qui abordent des manques cruciaux au niveau des indices internationaux: 16 la prévention primaire des VAWG (dans des contextes stables ou fragiles), les VAWG en situation d'urgence de conflit ou humanitaire et le coût économique et social des VAWG.



provisoire au Burkina Faso. e on,

Il recueillera des preuves de violences faites aux femmes et aux filles dans 10 pays d'Afrique et d'Asie pour contribuer à former une nouvelle stratégie de prévention sur une période de cinq ans.¹⁷ Il conduira l'innovation, construira la base de preuves et soutiendra de nouveaux programmes pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles. Ce fonds soutiendra la recherche opérationnelle et les évaluations d'impact, y compris des programmes pour les urgences de conflit ou humanitaires et des bourses d'innovation pour de nouveaux programmes qui auront le potentiel d'être élargis.¹⁸

La prévention, la participation et l'intégration : élaborer la résilience des filles

Au sein d'un travail pour soutenir les communautés en situation d'urgence, il est vital de reconnaître les agents spécifiques qui pourront promouvoir la résilience des adolescentes. La planification de programmes pour le développement devrait intégrer une analyse de risque rigoureuse qui prenne en compte les rôles et les capacités de différents groupes communautaires. Mettre en place une résilience dans un environnement à risques multiples peut aider à faire le pont entre différentes disciplines telles que le développement et l'intervention d'urgence. L'écart entre le travail humanitaire et le travail de développement est plutôt artificiel, mais il est inscrit dans l'esprit de praticiens qui ont planifié et pratiqué leur action durant des décennies dans un certain isolement. Aujourd'hui, le continuum et les connections entre le développement, la promotion de la résilience et l'intervention d'urgence sont de plus en plus évidents et de plus en plus difficiles à ignorer. Le cadre post-OMD doit soutenir l'intégration plus étroite des secteurs de l'humanitaire et du développement, en reconnaissant l'importance de la mise en œuvre de la résilience en tant que facteur primordial de la réussite du développement.

5 Le UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction) doit:

- a. Inclure des références spécifiques aux adolescentes en tant que groupe exclu, en reconnaissant leurs points de vulnérabilité spécifiques et faisant la promotion des mesures ciblées pour accroître leur résilience.
- b. Intégrer les SADD dans le cadre d'action de Hyogo avec des indicateurs, sur lesquels les gouvernements se basent pour rapporter leurs progrès.

6 Les gouvernements doivent :

- a. Entreprendre une analyse d'urgence des plans sectoriels d'éducation et s'assurer de l'inclusion de l'éducation dans la préparation aux situations d'urgence. Désigner des financements appropriés pour aborder tous les manques au niveau de la parité dans ces plans, et faire en sorte que la planification pour l'éducation en situation d'urgence soit adaptée aux paramètres sexospécifiques.
- b. Inclure dans toute législation sur les catastrophes des mesures spécifiques pour une protection adéquate de l'enfance, en reconnaissant et en se confrontant aux risques de protection accrus pour les

- adolescentes en situation d'urgence.
- c. Prendre des mesures spécifiques pour impliquer les filles activement et de façon significative dans le développement et le contrôle des politiques et de la législation, y compris les programmes nationaux d'adaptation à l'action (NAPA) et les mesures de gestion des risques de catastrophe.

7 Tous les acteurs impliqués dans la mise en place du programme doivent :

a. Inclure activement les adolescentes dans la planification, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation tout au long du cycle du programme.

« Je suis encore plus déterminée depuis le tsunami, et à l'avenir, quand j'aurai fini mes études et que je serai, si tout va bien, professeur de sciences politiques, et que j'aurai bien posé les bases de ma vie future, c'est seulement à ce moment-là que je voudrai penser à avoir des enfants... Je vois bien pourquoi c'est si important que les filles participent à des opérations de secours, parce qu'elles savent elles-mêmes ce que veulent les filles. »

Udani, 20 ans, au Sri Lanka¹⁹

Récréation dans une école située dans un camp.



NAME THE BIT WILL BE



Parce nous sommes des filles

Mise à jour de l'étude de cohorte « Choix réels, vies réelles »

CHOIX RÉELS, VIES RÉELLES

L'étude « Choix réels, vies réelles », qui entre dans sa septième année, suit 142 filles de neuf pays à travers le monde – le Bénin, le Togo, l'Ouganda, le Cambodge, le Vietnam, les Philippines, le Salvador, le Brésil et la République Dominicaine. Elle s'appuie sur des séries d'entretiens et de discussions thématiques de groupe avec les familles et les membres de la communauté pour livrer une image détaillée de la réalité des vies de ces fillettes. Nées au cours de l'année 2006, elles auront toutes sept ans cette année.

L'an dernier, nous avons rendu compte des réflexions et des expériences des mères de ces fillettes au travers d'une série d'entretiens sur leurs histoires de vie. Nous en sommes arrivés à la conclusion que les mères des filles – des femmes entre 20 et 30 ans – détiennent la clé de l'avenir de leur fille dans une mesure jamais égalée par les générations précédentes de femmes. Une des raisons principales en est que la plupart d'entre elles ont reçu un certain niveau d'instruction et que, par conséquence, elles veulent absolument que leurs filles aillent aussi à l'école et qu'elles aient une chance de vivre une plus grande égalité des sexes et une vie plus épanouie.

Cette année nous observerons comment, malgré les espoirs que cela peut engendrer, la vie quotidienne de ces enfants de sept ans et de leur famille implique de négocier une série de risques et de dangers dont beaucoup ne sont ni détectés ni reconnus.

C'est en prenant cet aspect en considération que nous retraçons les progrès des fillettes au fur et à mesure qu'elles grandissent, en observant leur éducation, leur santé et leur bien-être en général, et la situation économique de leur famille durant l'année achevée. Quelles stratégies utilisent les familles et communautés pour atténuer les risques pour leurs filles ? Quelles interventions seraient utiles ? Les épreuves de la vie quotidienne, les discriminations enracinées dans toutes les sociétés, et les dangers auxquels les filles sont particulièrement vulnérables feront-ils que les obstacles qu'elles rencontreront seront insurmontables lorsqu'elles atteindront l'adolescence ?

Les facteurs de risque chez les filles

Ce ne sont pas seulement les événements exceptionnels comme les inondations, les séismes et les guerres – catastrophes reconnues au niveau international – qui affectent le plus les filles et les jeunes femmes.

Parmi les familles, beaucoup vivent dans une pauvreté chronique, menacées par les pénuries alimentaires, un manque d'infrastructures et un coût de la vie de plus en plus élevé. Pour beaucoup, la vie de tous les jours revient à une lutte permanente contre la catastrophe imminente. Ce stress quotidien est souvent ignoré mais peut avoir un impact significatif sur la capacité des filles et des jeunes femmes à construire un capital social et économique, à se maintenir en vie et en bonne santé, et à accéder à l'éducation.

Depuis leur plus jeune âge, les filles de notre étude sont encouragées activement à imiter le travail de leur mère et de leurs grandsmères. Leurs jeux tournaient autour du travail domestique lorsqu'elles étaient petites, et en grandissant, elles ont eu à prendre en charge de plus en plus de tâches ménagères. Maintenant, elles ont presque toutes des besognes régulières à accomplir. Cintia, au Brésil, nous explique : « Je fais des choses à la maison quand je rentre de l'école. Je balaie par terre, je nettoie le canapé, je fais le lit, et je balaie la terrasse et la cour arrière. » La mère de Sipha, Han Ra, au Cambodge, nous a dit : « Elle se réveille à six heures, se brosse les dents, prend un bain toute seule. Elle m'aide à m'occuper du

bébé et ensuite elle prend son petit déjeuner avant d'aller à l'école. C'est à dix minutes de marche. L'après-midi, elle garde son petit frère pendant qu'il dort, pendant à peu près trois heures. » Notre recherche a également révélé l'ampleur des risques journaliers encourus par les filles de par leur rôle sexospécifique et leurs responsabilités. Les causes les plus courantes d'accident voire de décès sont généralement peu rapportées. Dans notre propre recherche, à petite échelle, six filles sont malheureusement mortes; au moins deux d'entre elles ont péri à cause d'un accident domestique : l'une dans un incident impliquant un feu de cuisson à l'intérieur de la maison, l'autre par noyade dans une rivière avoisinante qui était utilisée faute d'une installation sanitaire appropriée.

Au cours des entretiens de recherche, durant les six dernières années, nous avons examiné



4



les mesures prises par les familles pour réduire les risques afin de protéger leurs filles. Dans certains cas ce sont les protections-mêmes aui limitent les opportunités des filles en les maintenant à la maison. Déscolarisées, leur accès à l'information est limité tout comme leurs chances de pouvoir développer leurs compétences. Les atteintes des pénuries alimentaires sur la santé et la subsistance engendrent d'autres risques et dangers. Elles finissent par affecter les chances des filles et des jeunes femmes de suivre une éducation formelle. Les familles agissent pour anticiper, atténuer, se préparer aux difficultés et s'en remettre, ce qui est primordial pour les filles qui grandissent. Beaucoup de parents se rendent compte que l'éducation est la clé de la réduction des risques, mais lorsqu'il s'agit d'envoyer sa fille à l'école, ce n'est pas une simple question de choix ou de désir.

Supporter le stress financier et environnemental

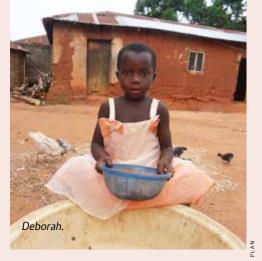
Toutes les familles participant à notre étude ont rapporté que les prix ont monté au cours de l'année dernière. Exception faite des familles vietnamiennes, elles ont toutes déclaré que le prix de l'alimentation avait augmenté, dans certains cas jusqu'à un tiers de plus. Certaines ont expliqué que c'était un phénomène saisonnier; d'autres que la hausse des prix était plus marquée que d'habitude. Au Vietnam, les augmentations se sont limitées aux intrants agricoles. Leur impact sur les revenus de ces ménages de zone rurale a été dévastateur. Le père de Diep nous a donné son opinion : « C'est la combinaison entre la hausse du prix du carburant et celle des importations alimentaires chinoises qui a fait monter le prix des intrants nécessaires à nos activités agricoles. Mais le prix auquel nous pouvons vendre nos produits a baissé. » L'impact de la macro-économie sur les finances

des ménages peut être terrible pour les familles, en particulier pour les plus défavorisées, qui dépensent souvent jusqu'à 90 % de leurs revenus sur les produits de première nécessité. De nombreuses études ont démontré à quel point les femmes et les filles sont généralement les plus affectées lorsque les familles sont touchées par des difficultés financières sur de longues périodes.¹

Un nombre important des familles a expliqué la facon dont les sécheresses, les inondations et les pluies saisonnières influençaient leur vie quotidienne. Le risque grandissant associé au changement climatique affecte les saisons de pousse et les récoltes, ce qui a un impact direct sur les finances familiales. Presque toutes les familles mentionnent des mauvaises récoltes, des augmentations au niveau du prix de l'alimentation et des pénuries alimentaires régulières à différentes périodes de l'année. Parfois, l'impact peut être encore plus spectaculaire. La rue dans laquelle Eloiza vit avec sa famille au Brésil n'est pas goudronnée et ne bénéficie pas d'assainissement. Il y a un grand ruisseau qui passe tout près de la porte d'entrée de la famille. La saison des pluies cause chaque année des inondations et des glissements de terrain, ce qui met en danger la vie de nombreuses personnes dans la communauté d'Eloiza. Au Salvador, la mère de Brenda s'inquiète de la menace de glissement de terrain omniprésente pendant la saison des ouragans. Elle a également expliqué comment les familles de sa communauté doivent maintenant aller chercher l'eau encore plus loin à cause du tarissement progressif de la source.



PLAN



Les filles les plus âgées de ce groupe ont été interrogées. Elles nous ont expliqué l'impact des mauvaises récoltes et la façon dont leurs pères avaient dû chercher un travail alternatif, généralement un travail manuel comme la maçonnerie.

La plupart des familles ont évoqué diverses stratégies pour supporter ce stress financier et environnemental. Beaucoup ont déclaré qu'elles se passaient de certaines denrées alimentaires, mais que globalement elles avaient réussi à nourrir leur famille. Au Bénin, cependant, la famille de Deborah a mentionné que durant la période de pénurie alimentaire annuelle ils passaient de trois à deux repas par jour. D'autres, comme la famille de Rosybel en République Dominicaine, ont adapté leur propre production agricole pour accommoder leurs besoins lorsque les prix de l'alimentaire local dépassaient leurs capacités financières. Paul, le père de Gloria, nous a dit que les gens avaient dû chercher des emplois occasionnels et précaires, partant fabriquer des briques ou travailler dans les fermes de riches propriétaires, pour pouvoir acheter de l'olukoba.

Quelques familles ont témoigné que malgré tous leurs efforts, leur situation était en train de décliner insensiblement. La mère de Chariya, au Cambodge, a expliqué comment leur famille survivait depuis l'année dernière : « Nous mangeons de la soupe de riz, et parfois nous y



ajoutons des nouilles [de riz]. Depuis presque un an, nous n'avons pas assez de nourriture pour notre famille. Parfois quand les enfants rentrent à la maison après leur matinée à l'école, il n'y a rien à manger. Ils mangent juste du riz. » La malnutrition crée des cycles de désavantage qui suivront les enfants toute leur vie. Les enfants et les jeunes gens qui souffrent de la faim dans leurs années de croissance continuent souvent de souffrir de malnutrition dans leur vie d'adultes.² Ils risquent de ne pas pouvoir retrouver le poids qu'ils ont perdu lorsqu'il y avait pénurie de nourriture, leur santé à longterme est affectée, et leurs capacités cognitives sont altérées.3 Les filles emportent avec elles ce cycle de malnutrition jusqu'à la maternité.4

Pour certaines familles, la stratégie d'adaptation correspond à une dépendance accrue à un tissu complexe de réseaux sociaux. Les filles participant à notre étude sont de plus en plus nombreuses à vivre avec leurs grandsparents, pendant que leurs parents cherchent du travail dans les communes et grandes villes. Au Vietnam, ce sont les grands-parents de Thoung qui s'occupent d'elle. Son grand-père nous a raconté sa joie lorsque Thuong a été admise à l'école et l'inquiétude qui allait de pair avec ce bonheur: « Nous étions très contents mais en même temps nous étions inquiets. Sa mère est veuve. Notre situation économique est difficile. Nous avons peur que, si nous n'arrivions plus à soutenir ses études, son avenir soit menacé. » Il aioute : « Nous allons continuer à l'aider dans ses études, selon ses capacités, pour que sa vie ne soit pas aussi dure que la nôtre. » D'autres comptent sur des membres de la famille, des voisins et des amis pour obtenir des prêts pour payer les frais de scolarité, la garde des enfants et la nourriture. Parfois la nourriture est échangée de famille en famille. La plupart ont dit avoir dû emprunter de l'argent en urgence ; peu d'entre eux ont des économies.

LES AIDES D'ÉTAT

En Amérique Latine et en Asie un nombre grandissant de systèmes de protection sociale ou de prévoyance proposent un soutien capital pour les familles aux moyens économiques limités. Certaines familles de notre étude ont bénéficié d'un système de rémunération en vivres du programme mondial alimentaire au Salvador, du programme de protection sociale « Bolsa Familia » du gouvernement brésilien, des programmes philippins 4-Ps pour la protection sociale et le travail communautaire, ainsi que de Solidaridad, le programme de prévoyance du gouvernement de République Dominicaine.



Dans la plupart des cas, l'éducation des enfants constitue une part importante des dépenses familiales. Quand le fardeau économique s'intensifie, les familles trouvent souvent que le seul choix qui leur reste est de décider de quel enfant pourra continuer sa scolarité. Au fil des années, ce type de décision n'a pas touché les filles de notre étude. Cependant, aux Philippines, où les familles participantes sont plus grandes, les parents des filles ont parlé du type de décisions stratégiques qu'ils sont forcés de faire au niveau de la scolarité de leurs aînés. En Ouganda, Paul, le père de Gloria, nous explique que sa fille aînée, Violet, a le niveau requis pour obtenir son diplôme, « mais n'ira pas à l'école ce trimestre. Je n'ai pas d'argent. Elle apprenait la finance et la comptabilité. » Son fils aîné Samuel, pourtant. a eu la possibilité de continuer ses études et il est aujourd'hui à l'université. Par ailleurs, la famille de Walidatou au Togo nous dit que le coût de la scolarité des cinq enfants est très abordable. Cette famille a de nombreuses sources de revenus, de l'épargne, et assez de ressources pour pouvoir considérer l'éducation de ses garçons aussi bien que de ses filles comme un investissement, avec le potentiel de donner de bons rendements.

L'éducation des filles : « Elle n'a que six ans et elle sait écrire son propre nom »

Presque toutes les filles qui participent à l'étude « Choix réels, vies réelles » sont en primaire et nous commençons à analyser la façon dont leurs familles abordent leur éducation. Tout d'abord, nous avons demandé aux parents de nous en dire plus sur le premier jour d'école de leur fille. La plupart des familles ont décrit une journée remplie de fierté, de joie et d'espoir. Cependant, comme de nombreux parents dans le monde entier,

certains ont vécu une journée dans laquelle ils avaient surtout à l'esprit leurs inquiétudes quant à l'avenir de leur fille. La mère de Trang au Vietnam nous a expliqué : « J'avais peur qu'elle ait du mal à s'adapter au nouvel environnement de l'école. Je m'inquiétais aussi pour son trajet pour aller à l'école et je me demandais comment on allait faire pour la récupérer à l'heure. » Presque toutes les familles nous ont exposé la façon dont ils ont tout préparé avec soin pour le premier jour de leur fille, avec de petits moyens, dans certains cas en empruntant de l'argent pour acheter l'uniforme et les fournitures. Rossy, la mère de Rosybel en République Dominicaine, a affirmé : « Quand on a un enfant et qu'il va à l'école et qu'on l'aide, on est vraiment heureux. Avant elle pleurait beaucoup parce qu'elle voulait aller à l'école alors je l'ai prise et ie suis allée l'inscrire. »

Voici quelques indications sur l'investissement que font les parents pour mettre leur fille à l'école. On estime que sur une année les familles consacrent entre 5 et 30 % des revenus du ménage à des dépenses liées à l'éducation. L'éducation primaire d'état est gratuite dans tous les pays participants. Pourtant, beaucoup des familles ont mentionné le fardeau financier des coûts cachés – les uniformes, les chaussures, les repas, les manuels, les crayons et autres fournitures. Certaines écoles aux faibles ressources demandent aux familles de contribuer au mobilier. Après la nourriture, le budget de l'éducation des enfants constitue





la plus grande dépense de la famille. Cela représente un coût encore plus important pour le petit nombre de familles qui ont choisi de scolariser leur fille dans le privé. La mère de Consolata au Bénin paie des cours particuliers en plus des frais de scolarité du privé. « Quand elle rentre de l'école je lui dis de réviser ses leçons ; elle est aussi suivie par un professeur qui vient à domicile et renforce ses capacités là où elle a des faiblesses. Nous payons ses services. » Elle explique : « Nous dépensons un tiers de nos revenus annuels pour la scolarité des enfants. »

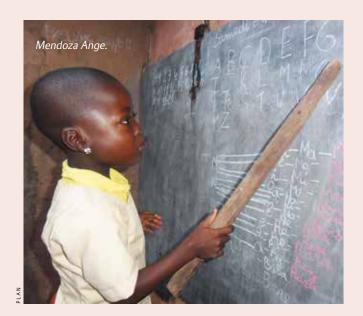
Nous avons évalué l'investissement pratique des membres de la famille dans l'éducation des filles pour estimer l'engagement dont ils pourraient témoigner à mesure que les filles grandissent. Au Brésil, la mère de Kevyllen est allée à l'école pour se plaindre de l'absentéisme du nouveau professeur. Cette démarche a eu pour effet une amélioration de l'assiduité de celui-ci. Aujourd'hui elle trouve qu'elle doit être « visible et présente à l'école, comme garante de la performance des professeurs et de l'école » et elle apprécie beaucoup cette nouvelle responsabilité. La grand-mère de Noelia, en République Dominicaine, a déclaré son engagement envers l'éducation de sa petite-fille en décidant de quand elle commencerait l'école et en réorganisant les tâches ménagères de façon à ce que Noelia ait assez de temps pour ses devoirs. Un petit nombre de familles a rapporté que les filles elles-mêmes encourageaient leurs parents à les envoyer à l'école, inspirées par leurs aînés et motivées pour les rejoindre. Au Bénin, la mère de Mendoza Ange a expliqué comment « un jour Mendoza Ange a suivi ses aînés à l'école de sa propre initiative. Elle a dit à la directrice qu'elle voulait commencer l'école! »

LES ÉCOLES : DES LIEUX SÛRS POUR LES FILLES ?

Les parents envoient leur fille à l'école dans le but de leur assurer un bel avenir et une sécurité. Comme cela a été confirmé dans notre étude. les parents attendent beaucoup des débouchés de l'éducation de leur fille. Cependant, les filles participant à notre étude racontent déjà des épisodes de violence ordinaire infligée par les professeurs. On ne devrait pas ignorer leurs propres comptes-rendus des risques de violence au sein de l'école. Le châtiment corporel est une pratique sexospécifique par laquelle les professeurs et autorités scolaires cherchent à contrôler garcons et filles.6 À mesure que les filles s'approchent de l'adolescence, le risque de violence sexuelle et d'autres formes de violence sexiste à l'intérieur et à l'extérieur des écoles va s'accentuer.7 Cela agit sur les expériences et les résultats scolaires des filles, et représente une des raisons d'abandon de scolarité citées par les adolescentes.

Mais beaucoup de filles et leurs parents disent du bien de leurs professeurs. Au Bénin, Massama-Esso, six ans, a beaucoup d'estime pour sa « dame » professeur. Elle et sa grand-mère ont toutes deux mentionné combien elles trouvent qu'elle enseigne bien et qu'elle aide Massama-Esso. La mère de Diep, au Vietnam, nous livre sa réflexion : « Sa maîtresse est une femme d'âge mûr et elle est vraiment gentille et attentionnée avec les enfants. ». Emily aux Philippines s'exprime sur la maîtresse de sa fille Mikaela: « On voit bien qu'elle aime vraiment son travail. » Yolanda, la mère d'Enely en République Dominicaine, nous a dit : « C'est une bonne maîtresse. Elle est bien, pas comme ces profs qui aiment frapper les enfants. »





Aujourd'hui que la plupart des filles ont une éducation formelle, on peut aussi voir plus distinctement la façon dont les opportunités éducatives de leurs parents peuvent les affecter. La mère de Cintia n'a pas eu d'instruction formelle. Elle soutient l'éducation de ses enfants, mais ne peut pas les aider à faire leurs devoirs. Elle remarque que Cintia fait des progrès, cependant. « Elle a six ans et elle sait écrire son propre nom... Je ne sais ni lire ni écrire alors je ne peux pas l'aider. Elle me dit quand elle a des devoirs. Lucas [le grand frère de Cintia] l'aide quand il rentre à la maison. »

Justine, la mère de Judith au Bénin, explique qu'elle aimerait aider sa fille dans son apprentissage mais ne peut pas car elle-même n'a pas recu d'éducation formelle. La mère de Sipha au Cambodge, d'un autre côté, nous explique : « Elle me parle de ses bonnes notes à l'école. Je la suis toujours dans ses apprentissages et [je lui donne] des cours et des explications supplémentaires quand elle a de mauvaises notes. Je l'aide aussi à préparer ses fournitures et je l'amène à l'école. » Au Vietnam, les grands-parents de Thuong, qui en ont la garde, ont travaillé pour la collectivité locale et pour le centre médical de la commune et comprennent donc clairement ses besoins; ils ont les connaissances et compétences requises pour l'accompagner dans son éducation à la maison.

Un nombre important de familles se sont engagées dans l'éducation de leur fille dans le long terme et la planifient. Au Cambodge, la mère de Cham nous explique: « Je me suis engagée à l'envoyer

à l'école jusqu'à ce qu'elle ait terminé son baccalauréat universitaire. » La mère de Deborah, au Bénin, nous a dit : « J'essaie de ne pas lui donner de tâches ménagères à faire, comme ça elle a assez de temps pour ses leçons. Je veux qu'elle aille au bout de son cursus universitaire. » Elle ajoute que la grossesse fait partie des choses qui pourraient interrompre l'avenir éducatif de Deborah. « Pour éviter ça [elle devra] faire du planning familial, mais pour l'instant c'est une petite fille. » La mère de Deborah nous a parlé de sa détermination pour que ses enfants, en particulier ses filles, aient une vie meilleure. D'autres mères ont exprimé leur inquiétude quant à leur capacité à aider leur fille à long terme. Au Bénin, la mère de Mendoza Ange a dit : « Je veux qu'elle ait son diplôme en poche à la fin de ses études secondaires. C'est possible dans la mesure où elle ne redouble pas de classe. La raison de l'en retirer plus tôt serait si on manquait de moyens financiers. ».

Nous avons aussi réalisé à quel point la qualité de l'éducation que reçoivent les filles varie. La mère de Trang au Vietnam nous a dit : « Elle étudie de 7h15 à 10h30 du matin puis de 13h30 à 16h00. Elle a école l'après-midi trois fois par semaine. Elle apprend la littérature, les maths, s'entraîne à l'écriture, fait du dessin, de la musique et de l'éducation physique. L'école a un portail tout neuf et une nouvelle cour de récréation. »

La maîtresse de Trang lui convient : « Nous pouvons choisir des enseignants pour nos enfants. J'apprécie la pédagogie employée. J'espère qu'il y aura un cours d'informatique pour que les élèves aient une occasion de découvrir et de participer aux concours de maths sur internet. » Par contraste, l'équipement scolaire du Bénin rural où Mendoza Ange est scolarisée est plus basique, avec de plus grands ratios étudiants-professeurs et moins de matériel.

Globalement, les parents des fillettes sont satisfaits de leur éducation. La majorité des filles vont régulièrement à l'école et presque toutes y sont accompagnées par un adulte ou un aîné, ou s'y rendent avec leurs amis. Un petit nombre de filles s'y rendent toutes seules. Un peu plus de la moitié ont une journée scolaire qui se limite au matin. Les écoles au Salvador, en République Dominicaine et aux Philippines fournissent des repas mais ce n'est pas le cas de celles des autres pays de notre étude. Beaucoup de familles donnent aux filles une petite somme d'argent pour acheter un en-cas dans la journée. Presque toutes les filles sont scolarisées dans le public.

Réduire les risques en « protégeant » les filles

Maintenant que les filles grandissent et vont régulièrement à l'école, nous voyons que le fait qu'elles soient ainsi exposées au monde extérieur provoque des inquiétudes quant aux risques qu'elles peuvent encourir. D'autres études montrent que les angoisses parentales vis-à-vis du parcours des enfants pour aller à l'école s'intensifient à mesure que les filles approchent la puberté, moment où les risques d'attaque sexuelle s'intensifient.8

Pour l'instant, la plupart des parents s'inquiètent de ce que leur fille ait à traverser des routes très fréquentées ou des autoroutes. La mère de Consolata, au Bénin, nous a dit : « Le danger est que l'école est située près de la route à un croisement, et par conséquent il y a beaucoup de trafic. » La mère de Tam, au Vietnam, a déclaré : « Il y a un pont sans rambarde sur le chemin de l'école. Nous passons aussi devant une rue fréquentée par de nombreux véhicules. » Pendant la saison des pluies au Salvador, Yacqueline n'a pas pu se rendre à l'école à cause d'une inondation. Sa mère a dit : « Quand les vagues sont fortes, la mer arrache le tarmac et





l'emporte. Les voitures ne peuvent pas passer et les enfants ne peuvent pas emprunter ce chemin. »

Le risque de violence est aussi très réel pour certaines. Au Brésil, Eloiza, six ans, nous raconte : « Ma mère ne nous laisse pas [dehors] jouer avec les garçons, ma sœur et moi. » Les chercheurs de Plan dans cette région ont confirmé que cette communauté n'est pas sûre ; il est question de vols, d'agressions, de guerres de gangs et de meurtres. Ils ont commenté : « La famille de Eloiza s'inquiète beaucoup de la sécurité à la maison. Ils m'ont dit qu'ils veulent surélever le mur de la cour arrière et installer une clôture électrique. » L'équipe de chercheurs a aussi fait remarquer que lorsqu'ils allaient voir Eloiza chez elle - dans une autre communauté semi-urbaine du Brésil : « Il v a un très gros risque en ce moment : l'équipement électronique utilisé pour le sondage risque d'être volé, comme la maison est dans un quartier dangereux et qu'elle n'est pas du tout sécurisée. » Kevyllen, sept ans, au Brésil, remarque : « Je n'aime pas les criminels dans la rue. J'aimerais devenir avocate et travailler dans les tribunaux pour envoyer les criminels en prison. »

Au Salvador, beaucoup des familles participantes vivent dans la peur permanente pour leur sécurité personnelle. Certaines des mères des fillettes ont elles-mêmes été victimes de violence sexuelle. Les grands-mères des fillettes en République Dominicaine ont exprimé, dans de précédents entretiens, leur inquiétude face à l'augmentation de la violence sexuelle dans leur communauté. Comme les aînées des filles que nous avons interrogées aux Philippines, au Vietnam et au Salvador nous l'ont confirmé, la peur de la violence sexuelle augmente en période d'incertitude et de catastrophe.

Une stratégie de protection contre la violence sexuelle peut être de conserver les filles à la maison, en les retirant complètement de l'école. Les garçons, d'un autre côté, ne sont pas considérés à risque vis-à-vis de la violence sexuelle sur le chemin de l'école.9 Des discussions thématiques de groupe effectuées pour notre précédente recherche au Brésil, en Ouganda et aux Philippines illustrent le décalage entre les attentes importantes au niveau de l'éducation des filles et de leurs parents, et le désir de protéger filles et jeunes femmes en réduisant leurs mouvements aux communes et aux villes.10 Cette stratégie consistant à limiter la mobilité des filles et des jeunes femmes a un impact direct sur les résultats éducatifs et sociaux des filles et pourrait bien augmenter leur vulnérabilité.

Tant que les filles sont jeunes, les parents assument ces risques en faisant en sorte qu'elles soient accompagnées sur le chemin de l'école. Au Bénin, la mère de Déborah nous explique : « Pour aller à l'école elle marche 45 minutes à travers le bush. Son frère aîné l'accompagne. » Au Vietnam, la mère de Vy nous explique : « Elle va à l'école en bicyclette avec ses amis. Elle doit rouler 50 mètres sur la route principale qui est pleine de véhicules et très dangereuse. Le reste de son parcours est sûr. Récemment, elle a dû manquer trois ou quatre jours d'école parce qu'elle s'était fait mal aux genoux à cause d'une chute de vélo. »





La santé des filles : être soulagée du fardeau de la maladie

Au fur et à mesure que l'étude avançait, nous avons remarqué que de moins en moins de maladies graves nous étaient rapportées, bien qu'il y ait quelques fillettes traitées à l'hôpital pour des raisons diverses cette année. Elles se sont toutes bien remises. La grande majorité des filles ont été traitées dans des dispensaires, des cliniques locales ou par le biais de médecine traditionnelle – selon leurs symptômes et les finances familiales. Au Bénin, la mère de Mariama a dit : « Elle va bien. Quand elle était malade, la dernière fois, je lui ai acheté du paracétamol au bord de la route parce que je n'avais pas d'argent pour aller au centre médical. Malgré cela, elle a souvent des crises de paludisme. » La grand-mère de Massama-Esso au Togo a déclaré : « Si elle se plaint de douleurs à l'estomac, je lui donne des capsules ; si c'est un mal de tête, du paracétamol. En général je le paie, mais on utilise souvent des herbes. Avant elle se plaignait souvent de maux d'estomac. Elle avait une hernie qui a été traitée. » Au Vietnam, la mère de Vy ajoute : « À cause des grandes distances entre la maison et le centre médical, on lui achète souvent des médicaments en pharmacie. »

Dans les pays où le paludisme affecte le plus les familles – le Bénin, le Togo et l'Ouganda – presque toutes les filles de l'étude reçoivent des traitements réguliers contre la malaria, même si certaines dorment sous une moustiquaire. Il y a

eu des épidémies de dengue au Cambodge, au Salvador et aux Philippines. Le paludisme et la dengue sont des maladies qui proviennent des moustiques. Certaines familles au Cambodge ont décrit la façon dont ce risque constant a été réduit. La mère de Chariya nous a raconté : « Les autorités locales nous ont donné une moustiquaire. Beaucoup d'enfants et d'adultes ont la dengue. Le personnel du centre médical encourage aussi la prévention de la dengue. » En République Dominicaine, l'équipe de santé locale est régulièrement allée rendre visite aux familles comprenant des jeunes enfants, les conseillant au niveau de la protection sanitaire. Au Vietnam, la mère de Tam nous a expliqué comment on les avait alertés, en début d'année, face au syndrome pieds-mains-bouche. « Le personnel médical nous a donné des prospectus d'alerte sur la maladie. Les professeurs ont aussi nettoyé l'infirmerie de l'école. »

« ON SE SENTIRAIT PLUS EN SÉCURITÉ » : CONSTRUIRE DES LATRINES

On estime à 2,6 milliards le nombre de personnes vivant sans système d'assainissement convenable et à 2,5 milliards ceux qui ne bénéficient d'aucun système sanitaire. Ils pratiquent la défécation à l'air libre, ce qui présente des risques importants pour les femmes et les filles. Dans notre étude, un nombre significatif de familles n'utilisent pas d'installation sanitaire adéquate. Toutes les familles interrogées qui n'avaient pas de sanitaires appropriés



nous ont dit qu'ils préfèreraient profiter d'un équipement amélioré et plus sûr. La mère de Chariya au Cambodge nous a expliqué qu'ils vont faire leurs besoins derrière leur maison et a dit : « Ca ne nous plaît pas mais nous n'avons pas le choix. Nous n'avons pas assez d'argent pour construire des latrines pour notre famille. » Elle a ajouté : « Bien sûr, si nous en avions à la maison, ça serait bien pour les femmes et les filles. On se sentirait plus en sécurité que quand on doit aller dans un champ ou dans la forêt. ». Au Togo, la mère de Mariama nous a confié : « On ne se sent pas libres quand on va faire nos besoins dans le bush et on a peur d'être regardées, parce qu'on va près de la route principale. On se cache derrière les buissons. » Au Salvador, la mère de Brenda a dit qu'elle et ses filles ne se sentent pas « à l'aise et en sécurité, et [ont] peur d'être observées. » Le père de Blandine, au Togo, ajoute : « Nous n'avons pas de latrines. Nous faisons nos besoins derrière la maison. Ce n'est pas comme il faut pour les femmes mais on n'a pas le choix vu qu'on n'a pas d'argent pour en faire construire pour nous. Elles sont sous la seule protection de Dieu. »

Conclusion

Nos entretiens annuels avec ces familles montrent comment se passe la vie des millions de gens de par le monde qui vivent dans la pauvreté et réagissent, au jour le jour, à un réseau complexe de risques et de dangers. La hausse du prix de la vie et le risque croissant de catastrophes naturelles est une inquiétude constante pour la plupart des familles. Certaines prennent des décisions stratégiques qui auront pour effet au bout du compte de diminuer ces risques. Cellesci comportent la construction de réseaux sociaux forts, l'augmentation de leurs moyens de subsistance et la diminution du poids des tâches ménagères chez les filles en âge d'aller à l'école. Cependant protéger contre les risques peut être synonyme de limiter les mouvements des filles et leur accès à l'éducation. C'est cette interaction entre la pression financière et l'augmentation des risques, ainsi que la pression à se conformer aux stéréotypes sexuels, qui poussent souvent aux décisions prises au sein de la famille qui, au final, affectent les filles. Nous savons que cette génération de mères est engagée dans le soutien du droit à l'éducation de leurs filles, et témoigne d'une détermination également apparente chez les filles-mêmes. C'est dans cette détermination que nous pouvons voir se profiler un meilleur avenir pour les filles.

CHOIX RÉELS, VIES RÉELLES : Recherche aux Philippines, au Salvador et au Vietnam

En début d'année, nous avons animé une série de discussions ciblées de groupe avec des adolescentes des mêmes communautés que les participantes de l'étude de cohorte aux Philippines, au Salvador et au Vietnam. Les chercheurs de Plan dans chacun de ces pays ont aussi conduit des entretiens approfondis avec ces jeunes filles.

Ces trois pays font partie des pays les plus sujets aux catastrophes naturelles parmi les neuf compris dans cette étude. Les familles participantes ont souffert à cause d'inondations, de glissements de terrain et de typhons aux Philippines, de la sécheresse aussi bien que des inondations au Vietnam, et au Salvador ont vécu un séisme, des ouragans et, plus récemment, des inondations. Les Philippines sont le pays qui, au monde, après Vanuatu et Tonga, est le plus exposé aux catastrophes naturelles.¹²

Les groupes de discussion et entretiens ont donné aux filles une occasion d'exprimer les raisons pour lesquelles selon elles il existait des inégalités liées au sexe en situation de catastrophe et la façon dont, en tant qu'adolescentes, leurs droits étaient souvent ignorés dans de telles situations. Les idées qu'elles ont émises renforcent les points de vue et les résultats de recherche révélés dans d'autres parties du rapport de cette année. Elles soulignent aussi l'importance de la participation des filles à la gestion du risque de catastrophe et à la mise au point de stratégies pour encourager la résilience et réduire les risques.

Les risques environnementaux et la pauvreté : « Arrête d'aller à l'école »

Presque toutes les filles interrogées nous ont dit que le changement climatique et un certain nombre de dangers environnementaux les affectent ainsi que leur communauté. Au Vietnam, Hue, 19 ans, s'est fait l'écho des sentiments de la plupart des autres filles lorsqu'elle a expliqué que : « Les saisons dans l'année ne sont pas très clairement distinctes. L'hiver est court, les températures sont très basses. L'été est extrêmement chaud. les températures beaucoup plus élevées. Quand il pleut, le tonnerre et les éclairs sont plus impressionnants. Et on a même de la grêle. Un phénomène météo comme ça, ça a un effet dramatique sur ma communauté. Ca affecte leur vie quotidienne. Ca rend les déplacements difficiles. Ma maison est près de la montagne ; il y a eu de l'eau qui a coulé par le toit et c'est difficile de maintenir les provisions au sec. » Cette image décrivant une instabilité croissante de l'environnement a aussi été dépeinte par Monica, 14 ans, qui nous a dit que « [Il y a] aussi les pluies intermittentes : ce n'est pas qu'il ne devrait pas pleuvoir du tout en ce moment, parce qu'on est en mars, mais maintenant il pleut de façon intermittente à cause du changement climatique. »

Les dommages infligés à l'environnement ont sans nul doute eu un effet sur les communautés qui en dépendent pour leur subsistance. Ils entraînent une baisse du revenu familial. Le soutien financier pour l'éducation des filles



est souvent l'un des premiers efforts jugés « accessoires » à être éliminés. Ngan, 13 ans, du Vietnam, a vécu cela : « Quand j'étais en CM1, à cause de mauvaises récoltes, mes parents se disputaient beaucoup. Une fois, j'étais en train de faire mes devoirs, et ils étaient en pleine dispute. Quand il m'a vue, mon père a crié « quand les récoltes sont mauvaises, apprendre ça ne sert à rien, tu ne fais rien pour tes parents, arrête d'aller à l'école. » Je me suis sentie misérable et j'ai beaucoup pleuré. Mon père a vu ça et n'a plus rien dit. Il a eu l'air de comprendre pourquoi je pleurais et après il m'a même laissée suivre des cours supplémentaires. Je vois bien comme mes parents m'aiment et qu'ils essaient toujours de faire ce qu'ils peuvent pour moi malgré notre pauvreté. » Ngan, au Vietnam, sait même à l'âge de 13 ans faire le lien entre les catastrophes, les dommages environnementaux et l'effet sur son éducation, et au bout du compte, son avenir : « Je vais à l'école tard parce que la route glissante me fait tomber; mes parents ne peuvent pas aller aux champs. Ils ne peuvent pas travailler; ensuite on a moins d'argent et j'ai moins de chances de pouvoir aller aux cours de rattrapage. » Dans la région de Masbate aux Philippines, les filles ont parlé des effets de la sécheresse sur leur communauté et Mary Jane, 16 ans, nous a dit que « les terres sont asséchées... le riz va mourir à cause de la sécheresse. » Quand on a interrogé les filles sur les conséquences ultérieures de la sécheresse, Monica, 14 ans, a parlé de la faim, parce qu'« il n'y a pas d'argent pour acheter à manger ».

Sécurité et sûreté : « Parfois ça fait peur »

Les filles ont aussi discuté de l'impact des catastrophes sur la sécurité des adolescentes. Aux Philippines elles ont mentionné qu'elles avaient une sensation de « timidité » et d'« inconfort » quand elles devaient, en situation d'urgence, se réfugier chez d'autres gens. Liezel, 15 ans, nous a confié: « Parfois, ça fait peur, surtout quand c'est l'heure de dormir, parce que les hommes de la maison ont peut-être des vues sur une fille. » Quand on lui a demandé si cela s'était passé pendant une catastrophe, elle a répondu « oui » et a ajouté « Mais c'est le seul endroit où on peut aller quand il y a un typhon. Alors ta peur, tu dois juste la supporter. » Cette idée est ressortie dans les dires de Miriam, au Salvador : « Pour soutenir les filles en cas de situation d'urgence ce qui est important c'est de les protéger, de les emmener dans un abri, de leur donner à manger, des vêtements, un lit et une couverture, et un endroit sûr pour dormir. » De même, Linda, 16 ans, du Salvador, nous a dit après l'évacuation de sa famille dans une maison temporaire après une inondation : « Je ne me sentais pas en sécurité dans cette maison, et mon père non plus. On a laissé nos affaires là, mais les gens qui aiment voler les choses surveillaient, alors mon père a trouvé que ce n'était pas un endroit sûr pour nous et nous a envoyé ailleurs... J'avais l'impression que ce n'était pas un bon endroit pour moi. »



Responsabilités ménagères : « On a fait du nettoyage »

Notre recherche illustre la façon dont, pendant et après les catastrophes, les stéréotypes sexospécifiques et les schémas comportementaux peuvent être renforcés au travers de la réaffectation de la hiérarchie et des rôles traditionnels du foyer. On nous a également dit que pendant et après les catastrophes il y a une augmentation des corvées ménagères des filles, ce qui réduit leur temps d'étude et leur assiduité scolaire. Aux Philippines, les filles nous ont dit qu'après le passage du typhon Frank¹³ c'était « pendant un mois à partir de décembre qu'on n'est pas allées à l'école. » Lorsque nous leur avons demandé ce qu'elles ont fait pendant cette période sans école, elles ont répondu : « On a fait du nettoyage ». Ces jeunes Philippines ont dit que leurs corvées ménagères avaient augmenté et qu'elles passaient leur temps à nettoyer des vêtements, sécher des vêtements, s'occuper de leurs petits frères et sœurs et aider leur mère. Mary Jo, 15 ans, nous a dit qu'elle passait son temps « à nettoyer la maison, parce que quand la maison est sale et désordonnée, il faut quand même la ranger. ». Ofelia, 14 ans, au Salvador, nous a déclaré qu'à cause de la sécheresse dans sa communauté « parfois on n'a pas l'eau courante à la maison, parce que les tuyaux cèdent, et ma mère travaille, alors c'est moi qui porte l'eau quelquefois, ou bien mon frère aîné, presque tout le monde le fait... mais c'est presque toujours moi. » Au Vietnam, Duyen, 14 ans, nous a dit que pendant les catastrophes : « Ma vie change: un membre de la famille tombe malade... Je fais beaucoup de tâches ménagères pour faire plaisir à mes parents. Je suis heureuse de le faire parce que je suis un membre de la famille et je suis responsable vis-à-vis d'eux. » Miriam, 16 ans, du Salvador, a déclaré qu'après une tempête : « J'ai dû travailler plus, parce que tous les débris sont rentrés dans la maison avec le vent et j'ai dû les balayer dehors. C'est moi qui ai balayé parce que je suis la fille aînée. » Ces entretiens illustrent clairement la façon dont les catastrophes peuvent affecter directement la scolarité des filles et le temps qu'elles ont pour apprendre. Au Vietnam, Hue, 19 ans, a également dit qu'elle passe une grande partie

de son temps à accomplir des tâches ménagères après une catastrophe : « En cas de catastrophe, j'aide mes parents davantage, pour partager leur fardeau. Mais je n'ai pas le droit d'aller dehors gagner de l'argent pour soutenir ma famille. »

Il est clair qu'il est attendu que les filles des trois pays fassent davantage de corvées, ce qui a des implications directes, non seulement sur le temps dont elles bénéficient pour aller à l'école, mais aussi sur leur santé et leur bien-être en général.

Des stéréotypes renforcés : « Les hommes travaillent vraiment plus dur »

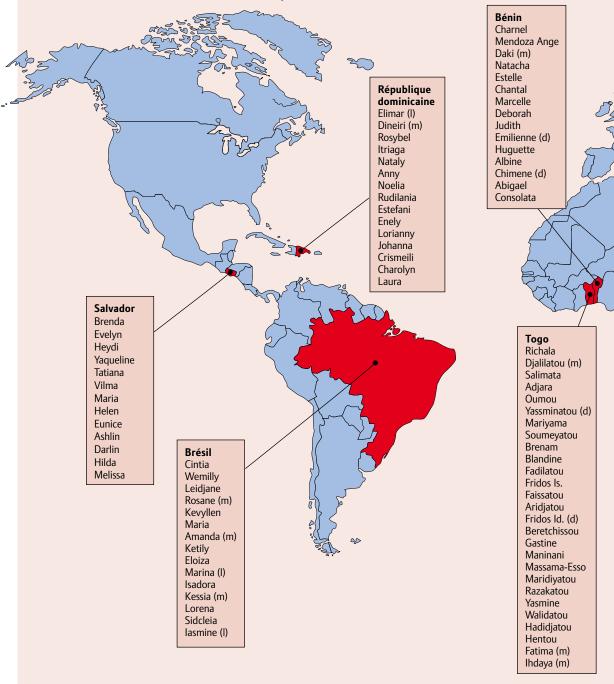
Les filles aux Philippines ont mentionné la difficulté que certaines mères, qui travaillent en dehors de la communauté, rencontrent lorsqu'elles cherchent à récupérer leur travail si elles rentrent dans leur famille après une catastrophe. Bien que ce soit généralement les pères qui travaillent en dehors, il y a quelques mères qui trouvent un emploi loin de leur famille dans d'autres régions du pays. Elles nous ont dit qu'à la suite d'un typhon, récemment, les mères se sont senties obligées de guitter leur travail pour rentrer s'occuper de leur famille. Même si les hommes ont aussi quitté leur travail pour rentrer dans leur famille, les conséquences de ces décisions sont distinctement sexospécifiques. Lorsque nous avons demandé aux filles de Masbate qui était le plus touché, entre les hommes et les femmes, Monica, 14 ans, a répondu sans équivoque que c'était « la femme » car « bien sûr, le père peut trouver plus facilement un travail que la mère... parfois les employeurs des femmes sont stricts : si elles rentrent chez elles retrouver leur famille, elles ne seront pas employées par la même personne. » Elles ont par la suite défini les rôles des hommes et des femmes à la suite

d'une catastrophe en disant que « le rôle des femmes est d'aller chercher les colis d'urgence et celui des hommes d'aller chercher ce qu'il faut pour la maison. » (April, 13 ans). Le rôle et les responsabilités des femmes sont domestiques, comme la collecte de vivres et d'eau, et celui des hommes est davantage associé au fait de gagner sa vie et de subvenir aux besoins de leur famille. Les témoignages des filles indiquent qu'un des impacts d'une catastrophe est de renforcer les rôles traditionnels féminins et masculins. Cette recherche suggère également que la valeur donnée au travail domestique non rémunéré (qui est en majorité effectué par les filles et les femmes) est moindre par rapport à celui des hommes à l'extérieur. Par exemple, des filles aux Philippines nous ont dit que « les tâches des filles sont plus légères, parce qu'elles ne font que balayer, alors que les hommes se servent de pelles pour nettover autour » et Leah, 14 ans, a ajouté que « les hommes travaillent vraiment plus dur ».

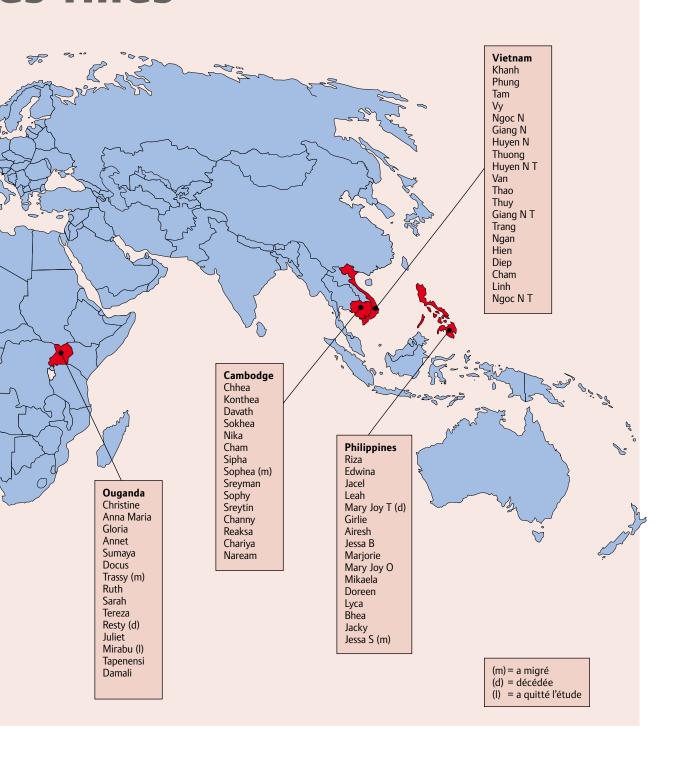
Les filles des Philippines ont aussi identifié les femmes comme étant plus vulnérables aux catastrophes que les hommes, parce qu'elles « ont peur » et « ont tendance à être nerveuses ». Pourtant Joan, 15 ans, des Philippines, a un point de vue alternatif et croit vraiment que les filles sont aussi capables que les garçons à plusieurs égards : « Pour moi ils sont égaux : égaux parce que quand mon frère va chercher de l'eau, moi aussi je vais en chercher. Et s'il faut se servir d'une pelle, moi aussi je sais le faire. » Il est important de créer un environnement propice pour permettre à des adolescentes comme Joan de développer la confiance en soi nécessaire pour participer à des activités pré et post catastrophe; ainsi elles pourront elles aussi subvenir à leurs propres besoins, ceux de leur famille et de leur communauté en période d'urgence.



Parce que nous sommes de Carte d'étude « Choix réels, vies réelles »



es filles





Section 3

Références

La campagne « Parce que je suis une fille » de Plan	154
Introduction	155
Où va l'argent ?	156
Cadre juridique	162
Carte A : Analphabétisme des jeunes filles et adolescentes chefs de famille	168
Carte B : Filles mariées avant l'âge de 18 ans et filles qui ont enfanté avant l'âge de 15 ans	170
Études de cas : pratiques prometteuses	172
1 Réseau des adolescentes d'Haïti : « Espas Pa Mwen » (Mon espace) 2 Plan Indonésie : Projet de réduction des	172
risques de catastrophe centré sur l'enfant 3 UNHCR Éthiopie : Faire avancer l'éducation	
des filles somaliennes réfugiées en Éthiopie 4 La commission des femmes réfugiées (Women's Refugee Commission) :	177
« Protéger et autonomiser les adolescentes déplacées : Éthiopie, Tanzanie et Ouganda »	178
Références	181
Les filles en ligne	200
Glossaire	212
Bureaux de Plan et carte	218
À propos de Plan International	220

La campagne « Parce que je suis une fille » de Plan

La campagne « Parce que je suis une fille » de Plan va aider quatre millions de filles à obtenir l'instruction, les compétences et le soutien dont elles ont besoin pour changer de condition et passer de la pauvreté à un monde d'opportunités.

Au niveau mondial, une fille sur trois est privée d'instruction par les réalités quotidiennes de la misère, de la discrimination et de la violence. Chaque jour, des fillettes sont déscolarisées, mariées de force et soumises à des violences.

Cet état de fait n'est pas seulement injuste, il représente aussi un énorme gaspillage de potentiel humain. Des millions d'adolescentes sont privées de leur droit à l'éducation au moment où elles pourraient transformer leur vie et le monde autour d'elles.

Il y a eu des progrès pour ce qui est du nombre de filles inscrites à l'école, qui est en hausse, mais la qualité de l'enseignement dont ces filles bénéficient est toujours mauvaise dans de nombreux pays. Une éducation de qualité est une éducation qui correspond aux besoins, aux droits et aux aspirations des filles et garçons.

Les 75 ans d'expérience de Plan ont montré qu'un vrai changement peut avoir lieu lorsque les filles et leur éducation sont valorisées. Soutenir l'éducation des filles est l'un des meilleurs investissements qu'on puisse faire pour aider à mettre fin à la pauvreté pour tous. Si l'on donne à une fille au moins neuf ans d'éducation elle sera :

- moins susceptible de vivre des violences, de se marier ou d'avoir des enfants alors qu'elle est encore enfant elle-même
- plus susceptible, ainsi que ses enfants, de savoir lire et écrire, d'être en bonne santé et de pouvoir devenir adulte
- plus susceptible de réinvestir son revenu dans sa famille, sa communauté et son pays
- plus susceptible de comprendre ses droits et d'être un moteur de changement.

C'est incroyable la puissance qui peut en découler. L'éducation sauve des vies et transforme des avenirs, en libérant l'incroyable potentiel des filles et de leur communauté.

Nous travaillons avec des filles, des communautés, des leaders traditionnels, des gouvernements, des institutions internationales et le secteur privé pour aborder les obstacles qui empêchent les filles d'aller au bout de leurs études.

La campagne « Parce que je suis une fille » de Plan appelle à ce que :

Objectif n° 1 : l'éducation des filles soit priorisée par les chefs d'État du monde entier Objectif n° 2 : l'achèvement d'une éducation secondaire de qualité soit une des préoccupations principales de l'action internationale

Objectif n° 3 : le financement de l'éducation des filles soit augmenté

Objectif n° 4 : le mariage des enfants soit aboli Objectif n° 5 : les violences sexistes à l'intérieur et à l'extérieur des écoles prennent fin Objectif n° 6 : les filles et les garçons participent à la prise de décision et inspirent les puissants à passer à l'action.

Les rapports annuel sur la situation des filles dans le monde apportent, et continueront à apporter d'année en année, une preuve tangible des inégalités qui continuent d'exister entre les garçons et les filles et soutiendront la campagne avec des éléments de preuve orientés sur les filles. Ce rapport fera des recommandations concrètes que la campagne devra mettre en avant quant aux façons de gérer les inégalités entre les sexes et de faire en sorte que chaque fille puisse réaliser son plein potentiel.

Pour plus d'informations, consultez le site web : plan-international.org/girls



Ambassadrices de « Parce que je suis une fille » aux Nations Unies

Introduction



«Business as usual » au Pakistan

Cette section s'appuie sur des faits pour soutenir l'analyse du rapport 2013 sous la forme d'une étude du financement humanitaire, d'exemples de pratiques prometteuses, d'un glossaire, de la cartographie visuelle des données associées aux droits des filles en se concentrant particulièrement sur les pays affectés par les crises humanitaires, de références, d'une analyse juridique de la situation des filles en contexte de catastrophe, ainsi que de ressources directement liées aux droits des filles en contexte de catastrophe naturelle.

- 1 « Où va l'argent » fait la démonstration de certaines tendances fortes dans la dépense humanitaire et offre une analyse des flux de financement au cœur des crises humanitaires. Une analyse qui prend en compte la question du genre est proposée par le biais de la Notation genre du Comité permanent interorganisations en s'appuyant sur les cas de Haïti et de l'Afghanistan comme exemples.
- 2 L'analyse juridique se penche en détail sur le droit international actuel et la législation des droits de la personne applicable aux adolescentes en situation de catastrophe.
- 3 Les deux cartes de cette section retracent plusieurs indicateurs du développement

- des filles, le taux d'analphabétisme des adolescentes étant associé avec le nombre de filles assumant un rôle de chef de famille, et le nombre de filles mariées avant 18 ans recoupé avec le nombre de filles ayant enfanté avant l'âge de 15 ans.
- 4 Notre sélection d'études de cas basées sur des « pratiques prometteuses » offre des exemples détaillés de projets novateurs de pays différents qui fonctionnent avec des filles en situation de catastrophe / post catastrophe. Les projets présentés couvrent des thèmes tels que l'éducation, la violence sexiste et la réduction des risques de catastrophe et la résilience.
- 5 La section des ressources en ligne « Les filles en ligne » offre un vaste éventail de guides de référence permettant d'avoir des renseignements sur les organisations, campagnes, recherches et bases de données, avec cette année un accent mis sur les droits et le bien-être des filles en situation de catastrophe naturelle.
- 6 Le glossaire comprend des explications détaillées sur des termes liés au genre ou bien techniques dans le domaine des crises et des situations d'urgence.

Où va l'argent?

Suivi du financement de projets sexospécifiques dans la dépense humanitaire :

Dans ce rapport nous soulignons le besoin d'une augmentation du financement humanitaire pour aider les adolescentes durant les catastrophes naturelles, en particulier dans les domaines de la santé, la protection et l'éducation. Nous fournissons ici des données et des analyses afin de démontrer des tendances mondiales clés de la dépense humanitaire, et un tour d'horizon de la distribution des flux de financement par secteur et par pays.

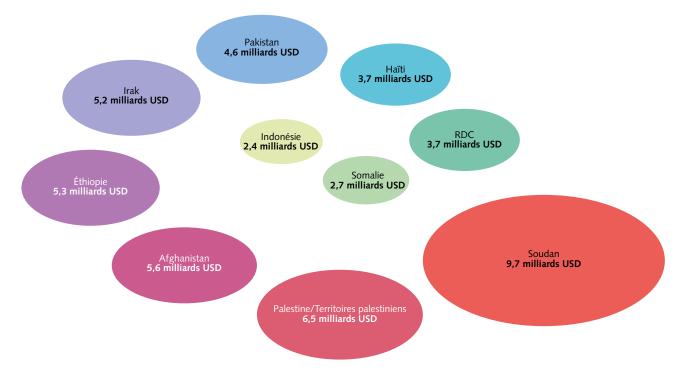
Nous présentons également les recherches et analyses qui mettent en évidence la dépense humanitaire qui est spécifiquement liée à des programmes en rapport avec l'égalité des sexes en utilisant la Notation Genre du CPI², bien que cet outil ne fournisse aucune indication qui permette de mesurer le financement dédié aux adolescentes en particulier.

Tendances générales

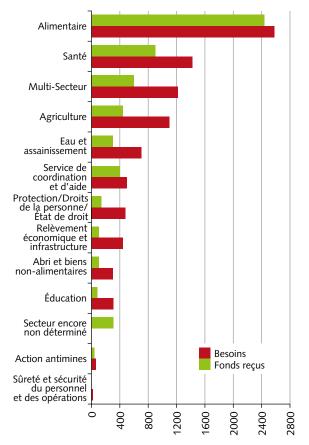
Entre 2001 et 2010, un total de 151 pays a reçu 86 milliards de dollars US d'aide humanitaire, 20 bénéficiaires ayant contracté 75 % de la totalité durant cette période ; 25 % du total a été reçu par les trois plus grands bénéficiaires.³

Vers la fin de l'année 2010 les Nations unies ont lancé un appel record pour réunir 7,7 milliards de dollars US en vue d'aider un nombre de personnes estimé à 51 millions qui avaient été affectés par les crises humanitaires. ⁴ Cependant, fin 2010, seulement 61 % de cette somme a été levée – un chiffre qui n'a pas beaucoup changé dans les cinq dernières années, et qui masque le fait que certaines crises sont négligées et même sévèrement sous-financées. ⁵ Parmi les cinq plus importants destinataires de l'aide humanitaire entre 2001 et 2010 il y avait le Soudan, la Palestine/les Territoires palestiniens occupés, l'Afghanistan, l'Éthiopie et l'Irak. Tous ces pays ont été impliqués dans des situations d'urgence complexes et prolongées.

Les dix principaux bénéficiaires de l'aide humanitaire internationale 2001-2010⁶



Besoins de financement par rapport aux fonds obtenus en millions de dollars US⁷



Le graphique ci-dessus montre l'analyse mondiale de l'OCHA des besoins de financement pour les appels globaux et les appels éclairs en comparaison avec les fonds reçus en 2012.^{i.8}

Le financement réel est resté au-dessous des besoins de financement dans tous les domaines, mais c'est encore plus le cas dans certains domaines que dans d'autres. Les financements de l'aide alimentaire, le secteur qui, globalement, reçoit le plus, ont comparativement un décalage moindre entre ce qui était demandé et ce qui a été reçu, mais pour les secteurs « Protection/Droits de la personne/État de droit » et « Éducation », l'écart entre les fonds reçus et la somme requise représente plus de la moitié. Les demandes de financement indiquent un consensus entre les agences selon lequel un investissement substantiel est nécessaire dans l'aide humanitaire dans des secteurs tels que la « Protection » et l'« éducation », mais il faudrait davantage de volonté politique, et/ou

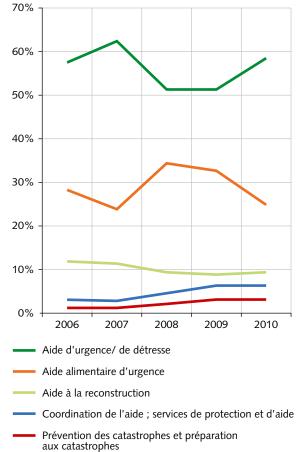
d'engagement à tenir les promesses faites pour s'assurer que ces zones reçoivent bien le financement nécessaire.

Prévention et préparation des catastrophes

La prévention et préparation des catastrophes est un autre domaine dans lequel le financement est comparativement maigre. Le tableau ci-dessous représente le financement de l'humanitaire des membres de l'OCDE CAD de 2006 à 2010.

« Prévention et préparation des catastrophes » était le secteur le moins financé, suivi de très près par la « Coordination de l'aide ; services de protection et de

soutien ». Investir dans des stratégies de prévention et de réduction des catastrophes épargne des vies et de l'argent; beaucoup d'études ont indiqué que la réduction des risques de catastrophe est très rentable : un dollar investi dans la réduction des risques de catastrophe peut économiser entre deux et dix dollars de coûts d'intervention et de relèvement.



i Les décisions sur la priorisation des activités salutaires sont gérées par les acteurs humanitaires sur le terrain. Ces priorités sont organisées dans un document d'appel et présentées aux États membres et à d'autres partenaires en vue du financement. En général il y a deux types d'appels : les appels consolidés sont développés sur une base annuelle dans les pays où il y a des besoins humanitaires permanents ; et les appels éclairs sont développés à la suite d'une urgence soudaine telle qu'une inondation ou un tremblement de terre.

Financement de l'égalité des sexes et de l'humanitaire

La Notation Genre du CPI (Comité permanent interorganisations) qui a été créée en 2009-2010, est un mécanisme pionnier permettant d'encourager et d'identifier les projets humanitaires qui font la promotion de l'égalité des sexes. 11 Il s'agit d'un outil qui évalue dans quelle mesure un projet humanitaire est assez bien conçu pour que les femmes/filles en bénéficient au même titre que les hommes/garçons et s'il peut faire avancer l'égalité des sexes.¹² Si le projet a le potentiel de générer des résultats au niveau de l'égalité des sexes, cette notation évalue si les résultats à ce niveau sont susceptibles d'être limités ou significatifs.¹³ L'introduction d'un indicateur lié au genre pour mesurer la contribution d'un projet à l'égalité des sexes est un pas dans la bonne direction. Son efficacité, cependant, est limitée pour l'instant : cet indicateur serait un outil plus utile s'il opérait une répartition par âge et par sexe.

En utilisant la notation selon le genre en tant qu'indicateur avec le système de suivi financier (*Financial Tracking Service* ou FTS), nous nous sommes servi du financement humanitaire vers l'Afghanistan et Haïti pour l'année 2012 comme exemples permettant d'analyser par secteur l'échelle du financement humanitaire lié aux différences de sexe. Ces deux pays sont dans les 10 plus grands bénéficiaires de l'aide humanitaire de 2001 à 2010. Ils représentent une catastrophe liée à un conflit et une catastrophe liée à un aléa naturel, et mériteraient tous deux de porter davantage d'attention à des projets soutenant l'égalité des sexes. La comparaison est intéressante.

Description de la notation		
0	Aucun signe de contribution potentielle à l'égalité des sexes	
1	Potentiel limité de contribution à l'égalité des sexes	
2a	Potentiel significatif de contribution à l'égalité des sexes (équivalent du Code 2 pour les projets de l'UNDP et de l'UNICEF)	
2b	L'objectif principal du projet est de faire avancer l'égalité des sexes (équivalent du Code 3 pour les projets de l'UNDP et de l'UNICEF)	

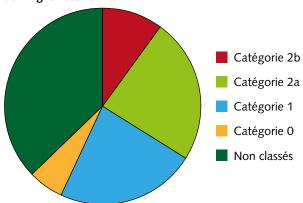
Afghanistan, 201214

L'Afghanistan est un des environnements les plus difficiles quand il s'agit de soutenir les droits de la femme dans le monde. Bien que des femmes aient atteint quelques rôles de leadership dans le gouvernement afghan et la société civile depuis 2001 (l'invasion militaire de l'Afghanistan), y compris en tant que juges et membres du parlement, les femmes et les filles afghanes continuent d'être maltraitées chaque jour. Beaucoup ont été spécifiquement ciblées par les talibans et les forces insurgées.¹⁵

L'indice d'inégalité de genre du PNUD a classé ce pays à la 172ème place sur 187 pays évalués. 16

Sur 103 projets analysés couvrant les secteurs de la nourriture, de la santé, de l'eau et l'assainissement, de l'abri et des biens non-alimentaires, de l'éducation, la protection/des droits de la personne/l'état de droit. 10 projets ont eu « 2b » pour note genre (signifiant que le but principal du projet est l'avancement de l'égalité des sexes). Tous ces projets ont été classifiés dans le secteur de la « Santé », ayant trait plus spécifiquement à la nutrition; sept des projets portaient plus particulièrement sur l'aide nutritionnelle aux enfants en état de malnutrition et aux mères allaitantes/enceintes. Bien que le nombre significatif de projets notés « 2b » soit prometteur, il est décourageant de constater que tous ces projets sont exclusivement liés à la santé; par exemple, il n'y a pas de projet conçu pour encourager l'égalité des sexes dans les secteurs de la protection ou de l'éducation.

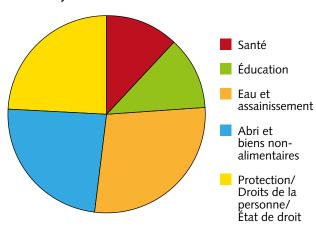
Notation Genre appliquée au financement humanitaire de l'Afghanistan en 2012



Il y a eu un total de 25 projets notés « 2b » (ce qui veut dire qu'ils avaient le potentiel de contribuer de façon considérable à l'égalité hommes-femmes). Sur ces 25, six étaient classés dans le secteur « Protection/ Droits de la personne/État de droit » ; seuls trois projets étaient liés au secteur de l'éducation, et aucun projet lié à la « Nutrition » n'avait obtenu « 2a ». Le reste était classé dans les secteurs de la « Santé » (trois projets), l'« Eau et l'assainissement » (sept projets) et l'«Abri et les biens non-alimentaires » (six projets).

Pour une compréhension plus large de la façon dont ces projets s'articulent entre eux, voir le deuxième schéma ci-dessous pour une répartition plus claire par secteur.

2a: Analyse de secteur



Il y avait un total de 24 projets qui ont eu pour note « 1 » (ce qui veut dire qu'ils avaient le potentiel de contribuer à l'égalité des sexes d'une façon limitée). Sur ces 24 projets, aucun n'était dans le secteur « Éducation », seulement 1 correspondait à « Abri et Biens non-alimentaires », 4 dans la catégorie « Santé », 5 projets à la fois dans « Protection/ Droits de la personne/État de droit » et « Eau et assainissement ». Enfin, il y avait 9 projets dans le secteur « Alimentation ».

Six projets en tout ont eu un « 0 » (ce qui signifie qu'ils n'avaient pas de potentiel visible de contribution à l'égalité des sexes), 3 projets étaient liés à « La santé » et les 3 restants faisaient partie du secteur « Abri et biens non-alimentaires ». Trente-huit autres projets n'ont pas été évalué.

Haïti¹⁷

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère Ouest. ¹⁸ Alors que la violence sexiste y existait bien avant le tremblement de terre de 2010, il y a été signalé qu'une soudaine résurgence de déplacés internes vivant dans des camps a gravement intensifié l'insécurité et que cela a aggravé la situation. ¹⁹ Cependant, malgré cela, sur les 78 subventions post-séismes que la Banque mondiale et la Banque de développement Interaméricaine ont approuvées à ce jour, une seule aborde la violence sexiste. ²⁰

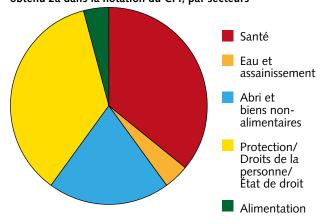
L'indice d'inégalités de genre du PNUD met Haïti en 158ème position sur 187 pays.

Sur les 63 projets examinés en Haïti en utilisant la notation genre dans le FTS, couvrant les secteurs de la nutrition, la santé, l'eau et l'assainissement, l'abri et les biens non-alimentaires, l'éducation, la protection/les droits de la personne/l'état de droit, les tendances suivantes ont émergé :

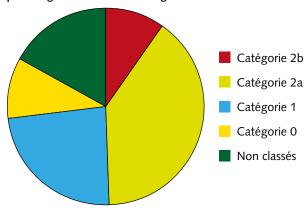
Six projets avaient obtenu « 2b » (ce qui signifie que l'objectif principal du projet est de faire avancer l'égalité des sexes). Ce qui est intéressant, c'est que tous les projets classés à ce niveau étaient dans le secteur de la « Protection/Droits de la personne/État de droit ».

Un total de 25 projets avaient eu « 2a », le plus grand nombre de projets (neuf chacun) émanant des secteurs de la Santé et de la « Protection/Droits de la personne/ État de droit ». Cinq projets émanaient du secteur « Abri et biens non-alimentaires », et il y avait seulement un projet dans le secteur de l'« Alimentation » et de l'« Eau et l'assainissement ». Il n'y avait aucun projet dans le secteur de l'éducation.

Financement des projets humanitaires en Haïti ayant obtenu 2a dans la notation du CPI, par secteurs



Distribution du financement de l'humanitaire en Haïti par catégorie dans la notation genre du CPI



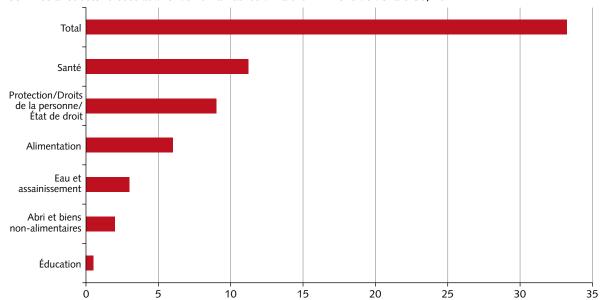
Quinze projets étaient dans la catégorie 1 de la Notation Genre du CPI (ce qui signifie qu'ils avaient le potentiel de contribuer à l'égalité des sexes d'une façon limitée). Sur ces 15 projets, sept étaient classés dans « Eau et assainissement », et les huit projets restant étaient répartis également dans les secteurs « Santé » et « Éducation ». Il n'y avait aucun projet classé dans les secteurs des « Abris et biens non alimentaires », « Alimentation » et « Protection/droits de la personne/état de droit ».

Il y avait un total de six projets qui avaient eu un « 0 » (ce qui signifie qu'ils n'avaient aucun potentiel visible de contribution à l'égalité des sexes). Sur ces six, cinq étaient dans le secteur « Santé » et un dans le secteur « Eau et assainissement ». Les 11 autres projets n'avaient pas été notés.

Il y a quelques tendances intéressantes dans les chiffres du financement global pour Haïti en 2012

- 1 Le secteur « Protection/droits de la personne/état de droit » est le deuxième secteur bénéficiant du plus de financement et proposant le plus de projets notés « 2b » : il y a eu une augmentation de la reconnaissance mondiale du scandaleux degré de violence infligée aux femmes et aux filles (qui était déjà très élevé avant 2010, mais s'est aggravé à la suite du séisme).²¹
- 2 Le niveau de financement du secteur de l'« Éducation » reste décevant, en particulier parce que le séisme d'Haïti de 2010 pourrait être considéré comme une catastrophe prolongée de par le nombre de déplacés internes qui sont toujours sans logis trois ans après.²²
- 3 La totalité du financement alloué à Haïti semble aller à l'encontre de la tendance des autres schémas de financement humanitaire, le financement du secteur de l'« Alimentaire » étant d'habitude celui qui prime sur le financement des autres secteurs tels que la « Protection/Droits de la personne/État de droit » et l'« Éducation »





Conclusion

Le financement humanitaire pour la protection et l'éducation, secteurs identifiés comme cruciaux pour les besoins et droits des adolescentes, est en général très bas sur l'échelle des fonds levés et distribués. Malgré des accords internationaux sensés faire évoluer l'égalité des sexes et les droits des filles, ²⁴ il est difficile de définir exactement la somme d'argent et de programmation qui a ciblé et atteint spécifiquement les adolescentes. Le manque d'indicateurs, dans la notation genre, liés aux données ventilées par sexe et par âge signifie qu'il est virtuellement impossible de déterminer combien de projets auraient pu bénéficier aux adolescentes en particulier.

Cependant, alors que les adolescentes peuvent ne pas être explicitement ciblées dans les projets analysés ci-dessus, qui sont mesurés par la notation genre, il est important de reconnaître qu'elles peuvent aussi rentrer dans d'autres catégories et voir leur identité déguisée, en quelque sorte, en étant par exemple enceintes ou mères allaitantes ce qui peut les empêcher de recevoir les soins adaptés à leur âge et ainsi masquer le besoin d'interventions ciblées. Les indicateurs de mortalité maternelle, par exemple, peuvent ne pas être répartis par âge et donc ne pas relever le fait que les mères adolescentes meurent davantage que les mères d'une vingtaine d'années.

Cette recherche et cette analyse attirent aussi l'attention sur l'ampleur et l'intensité, souvent interminables et complexes, de nombreuses catastrophes des temps modernes, et par là tendraient à soutenir qu'il faut s'écarter de l'approche plus traditionnelle de l'intervention humanitaire de la « première vague » pour aller vers une intervention plus intégrée qui implique des financements plus adaptés pour les secteurs tels que la protection, l'éducation et la santé, en incluant spécifiquement des projets ciblés pour les adolescentes.

Le système de financement humanitaire

Tiré de John Holmes, The Politics of Humanity: The Reality of Relief Aid, 2013²⁵

D'où vient l'argent?

Principalement de quelques gouvernements occidentaux, mais aussi du secteur privé et de particuliers.

Les gouvernements qui donnent aux causes humanitaires mettent généralement de côté une certaine proportion de leur budget d'aide au développement à cet effet, souvent autour de 10 % du total. Ils allouent ensuite cet argent dans l'année aux situations de crise principales, et parfois à des plus mineures, en réponse aux appels à l'aide, en général émanant de l'ONU au nom du reste du système.

On se réfère souvent à ces pays collectivement sous le nom de « donateurs ».

Comment l'argent est-il dépensé?

Environ 70 % de l'aide humanitaire va normalement aux victimes de conflits, et le reste à celles qui sont touchées par des catastrophes naturelles.

La destination de l'argent est le plus souvent les organisations humanitaires – la Croix-Rouge, les agences de l'ONU, ou les grandes ONG – bien qu'il puisse dans certains cas être versé directement aux gouvernements des pays sinistrés. Une part de l'argent est attribuée en tant que financement annuel de base pour l'organisation humanitaire concernée, sans lien avec quelque crise que ce soit. Mais pour la majeure partie, les organismes font des requêtes spécifiques en vue de financer des besoins spécifiques.

Comment est-ce coordonné?

Le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) s'est mis à jouer un rôle central non seulement dans la coordination mais aussi dans des domaines tels que le développement de politiques, les normes, le plaidoyer, la formation, l'alerte précoce, et la collecte de fonds. Il gère les appels collectifs au nom de toutes les organisations humanitaires, avec des projets détaillés dans les secteurs clés : les « appels de fonds consolidés » pour les situations de crise qui durent et les « appels éclairs » pour les nouvelles catastrophes.

Une coordination politique mondiale est assurée par le biais d'un organisme appelé le Comité permanent interorganisations (CPI), présidé par le coordinateur de l'aide d'urgence (*Emergency Relief Coordinator* ou ERC). Il réunit les directeurs des agences principales de l'ONU, des ONG et des sociétés de la Croix rouge pour s'accorder sur des politiques et des questions et normes plus larges.

La plupart de l'effort de coordination est effectuée au niveau local (là où elle est le plus nécessaire) par le biais du bureau de région et d'un coordinateur humanitaire au niveau de chaque pays.

Un nouveau mécanisme de financement a aussi été établi : le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU (Central Emergency Response Fund ou CERF) financé par les gouvernements à hauteur de 400 millions de dollars US par an, pour lancer l'aide immédiatement après l'apparition d'une nouvelle situation de crise et assurer un financement équitable entre les différentes situations. Il est sous le contrôle direct de l'ERC.

Cadre juridique

Cette partie fait un bref tour d'horizon du droit international et de la législation des droits de la personne dans leur application aux adolescentes en situation de catastrophe.

Le droit international reconnaît les différents facteurs qui rendent les adolescentes vulnérables vis à vis des violations des droits de la personne et leur confère certains droits clairement édictés et une protection légale. Les droits des adolescentes s'inscrivent dans le cadre plus large des droits universels de la personne et s'appuient sur la déclaration universelle des droits de l'Homme. Cela signifie également que ce cadre intègre les droits civils et politiques, ainsi qu'économiques, sociaux et culturels issus respectivement du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Au sein de cet ensemble de droits, un vaste panel d'acteurs sociaux tels que l'État, les institutions, la collectivité et la famille est reconnu responsable de la mise en application de ces droits.

Les droits des adolescentes en vertu du Droit international relatif aux droits de la personne leur reconnaissent le double statut d'enfant et de femme. En conséquence, la protection légale qui leur est accordée sauvegarde leurs droits en vertu des deux catégories. Ces droits sont principalement pris en compte dans les deux actes principaux qui traitent des femmes et des enfants, la Convention relative à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant.¹

Ces instruments internationaux se complètent mutuellement et il y a un fort degré de convergence qui assure une protection maximale pour les adolescentes à la fois en tant que femmes et en tant qu'enfants.

Les droits humains des adolescentes

Le droit relatif aux droits de la personne présente certains droits inaliénables qui comprennent ceux qui ne tolèrent aucune violation, détraction, ni aucun manquement, même dans des circonstances exceptionnelles durant lesquelles les droits fondamentaux seraient normalement mis en suspens. Ceux-ci contiennent, par exemple, les dispositions des droits de l'enfant qui protègent le droit à la vie ou le droit à la liberté de pensée ou de conscience. Fondé sur le principe fondamental de la non-discrimination, le droit relatif aux droits de la personne s'applique très largement et impose des obligations juridiquement contraignantes à tous les environnements post-catastrophe dans lesquels tant de filles peuvent subir des préjudices.

Le droit relatif aux droits de la personne procure les moyens d'aboutir à une égalité hommes-femmes fondamentale et d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles.² Ces principes d'égalité doivent être appliqués à tous les stades de l'aide humanitaire y compris aux initiatives de sauvetage, de secours et de reconstruction afin d'assurer une approche vis-à-vis de ces initiatives qui soit basée sur les droits.

Ils comportent

Le droit à une identité légale : La convention relative aux droits de l'enfant reconnaît l'importance de l'enregistrement des naissances et de l'identification, 3 ce qui permet aux enfants de faire valoir leurs droits en vertu de la convention. L'enregistrement de la naissance est le premier pas vers la reconnaissance légale de l'enfant, ce qui permet à son identité en tant que personne légale d'être documentée. Par conséquent, cela pose les jalons pour les autres documents légaux et droits y compris l'éducation, la santé, la protection sociale, l'héritage et les droits de propriété. La Convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte relatif aux droits civils et politiques appellent à l'enregistrement de chaque enfant « immédiatement après la naissance ».

Dans une situation de reconstruction postcatastrophe, les documents liés à l'identité prennent une signification particulière. Au lendemain d'un cataclysme, déplacements et séparation des familles sont monnaie courante. Par conséquent, la disponibilité de ces documents permet à un enfant d'être identifié, réuni avec sa famille, et d'avoir accès à des biens et des services de première nécessité. Ces procédures sont aussi essentielles pour prévenir les violations de droits de la personne tels que le travail des enfants, la prostitution et la traite des enfants et des femmes.⁴

Le droit à la vie: 5 qui impose une obligation pour les États parties de reconnaître le droit à la vie de chaque enfant et d'assurer les conditions adéquates de sa survie et de son développement. Chaque enfant a un droit inhérent à la vie. La Convention relative aux droits de l'enfant reconnaît que les enfants sont vulnérables et ont besoin d'une protection et d'un soutien particuliers. Ce droit est en lien avec plusieurs autres droits de la Convention qui sont essentiels au développement et à la survie de l'enfant. Par exemple, les articles 19 et 37 protègent le droit de l'enfant à ne pas être soumis aux violences et à la négligence, l'article 20 garantit la protection de l'enfant sans famille et l'article 39 oblige les États parties à s'assurer que les enfants recoivent des soins de réadaptation et un traitement approprié pour leur rétablissement et leur intégration sociale.

i Élaboré par Cynthia Farid pour le rapport 2013 de « Parce que je suis une fille ».



Le droit à la santé : Le droit au meilleur niveau atteignable de santé⁶ sans discrimination est également fondamental au développement des filles pendant la période de reconstruction. L'accès aux services médicaux est une nécessité pour leur autonomisation sociale et économique. En vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, les États sont tenus de développer leurs installations et leurs services primaires de santé et de s'assurer que les enfants ont un accès satisfaisant à ces services, de même qu'une alimentation nutritive appropriée et de l'eau potable propre. Les droits sexuels et génésiques font partie intégrante du droit à la santé. La Convention contre les discriminations à l'égard des femmes suppose la délivrance de services de santé centrés sur la santé reproductive et le planning familial7 et recommande que les États parties s'assurent qu'une protection et des services de santé appropriés soient proposés aux femmes, en particulier dans des conditions difficiles.8 Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé a publié un rapport spécial appelant au retrait immédiat de toutes les restrictions qui font obstacle à l'avortement, au plein accès aux méthodes de contraception modernes et à l'apport d'informations complètes et précises sur la santé sexuelle et reproductive.9

Le droit à un niveau de vie convenable: Les normes internationales reconnaissent le droit à un niveau de vie convenable. Par conséquent, les premières nécessités y compris le droit à être nourri, habillé et logé relèveraient de ce droit fondamental. Lorsqu'une adolescente se relève d'une catastrophe, des obstacles importants l'empêchent d'avoir accès à un logement sûr et approprié. Elle se retrouve souvent sans domicile et risque de devoir être confrontée à la discrimination, à la violence, au trafic et aux enlèvements. Les filles rendues orphelines par les

événements ou qui se retrouvent chef de famille rencontrent des difficultés supplémentaires quand il s'agit de faire valoir et d'appliquer leurs droits de propriété foncière et terrienne. En conséquence, les États devraient prendre des mesures de protection des droits d'héritage en faisant en sorte que le terrain soit enregistré sous le nom de l'enfant ou, alternativement, protéger le droit d'héritage des femmes/mères qui peut contribuer dans une certaine mesure à protéger les droits d'héritage des enfants. Les États devraient aussi assurer un suivi et mettre en place des garde-fous pour veiller à ce que les gardiens respectent les biens immobiliers de l'enfant.

Le droit à l'éducation et à la formation : L'éducation et la formation des filles sont une condition préalable à l'autonomisation à la fois sociale et économique, qui est primordiale durant le processus de reconstruction après une catastrophe. Leur procurer une instruction, c'est préparer les fondations sur lesquelles les filles pourront construire leur avenir et celui de leur communauté. Le droit à l'éducation est inscrit dans plusieurs dispositifs internationaux dont la convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), qui suppose que les États fournissent une éducation gratuite obligatoire et s'assurent qu'une formation secondaire et professionnelle soit disponible et accessible à tous les enfants sans discrimination.¹¹ De plus, les États devraient également prendre des mesures pour encourager une assiduité scolaire régulière.12

Le droit à la protection : On sait que la violence sexiste augmente dans les situations d'urgence et durant les catastrophes. Les filles qui ont été affectées ont souvent besoin d'assistance psychologique, sociale et économique pour endurer ce qui leur est arrivé et construire une nouvelle vie. Le cadre international des droits de la personne prévoit certains droits dans ces situations pour protéger les adolescentes. Ceux-ci comprennent :

• Le mariage précoce et le mariage forcé : 14 La Convention relative à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes établit l'égalité des droits pour les femmes vis-à-vis du mariage, et appelle à un âge minimum pour le mariage et à l'enregistrement légal des mariages. En situation de catastrophe, le mariage nonconsensuel, en particulier pour celles qui vivent dans le besoin, ou seules, ou qui sont devenues veuves, est très fréquent. De par le manque de papiers d'enregistrement, en général, le nombre exact de filles qui sont victimes de cette pratique devient difficile à estimer. De plus, bien qu'elles soient couvertes par un certain nombre de traités et que la plupart des pays adhèrent au principe de l'âge minimum, l'application de ces lois reste un obstacle majeur dans la réalisation de ce droit.



- Le droit à la protection contre l'exploitation économique et un travail susceptible de compromettre leur développement et leur bienêtre: 15 Au lendemain d'une catastrophe, divers facteurs peuvent donner lieu à des pratiques d'exploitation du travail des enfants comme le manque d'accès aux écoles, la perte d'un emploi et du revenu de l'unité familiale, le niveau d'éducation faible des parents et les attentes culturelles au niveau du rôle des enfants.16 Par conséquent, les enfants sont particulièrement vulnérables durant ces périodes et ont besoin d'être protégés de l'exploitation. Certains types de travail sont fondamentalement dangereux et sont susceptibles de menacer la santé, la sécurité et le développement général des jeunes. L'article 32 de la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention (N° 182) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination¹⁷ garantissent la protection des enfants contre toutes les formes de travail des enfants. La fille peut encourir un risque élevé d'être entraînée dans le travail des enfants de par la discrimination sexospécifique générale et des industries comme le travail domestique, l'exploitation sexuelle et la pornographie. Par conséquent, l'effort humanitaire des acteurs nationaux et internationaux devrait viser à lutter contre la pauvreté et la crise de l'emploi et à créer des conditions d'encouragement et d'accès à l'éducation.
- Le trafic et l'exploitation sexuelle: Au lendemain de catastrophes, et du chaos qui en résulte, les filles encourent un risque grandissant d'être sujettes à la violence sexiste, qui peut empêcher de nombreuses filles de profiter équitablement des efforts en matière d'aide, de sauvetage et de reconstruction. Les conditions de catastrophe conduisent aussi à de plus grands risques de trafic humain. Le trafic est une violation du droit de l'enfant à la protection et à l'éducation, et expose les enfants à des menaces corporelles telles que l'infection du VIH et autres

maladies chroniques. 18 Les États parties sont tenus de protéger les enfants des abus sexuels, de l'exploitation, de la vente, de la prostitution et de la pornographie infantile.¹⁹ Il y a aussi des dispositions et des mécanismes qui supposent que les États prennent des mesures pour empêcher l'enlèvement et le trafic d'enfants.20 Suite à l'inquiétude grandissante concernant les conséquences du trafic humain sur les femmes et les filles, l'ONU a adopté un Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, et des femmes et des filles en particulier. pour compléter la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée.²¹ On trouve également des initiatives nationales par le Conseil de l'Europe à travers l'introduction d'une nouvelle législation cherchant à contrôler le trafic. Cependant, la mise en application des initiatives régionales et internationales reste faible.

Les devoirs principaux des États

L'État est essentiellement responsable du suivi et de l'application des plans conçus pour garantir que les droits des femmes et des filles sont respectés et que la discrimination à leur égard est prévenue et traitée avant, pendant et après les catastrophes naturelles dans la sphère publique aussi bien que privée. L'obligation des États d'« assurer à l'enfant une protection et des soins à la hauteur de leurs besoin de bien-être » et celle « de respecter tous les droits de la Convention et de s'assurer que les enfants en ont tous la jouissance sans discrimination directe ni indirecte » sont les obligations les plus importantes des États.²² La discrimination directe est liée à une différence affichée de traitement qui est explicitement basée sur le sexe ou d'autres motifs qui ne peuvent être objectivement justifiés. La discrimination indirecte se rapporte à une situation dans laquelle une loi, une politique ou un programme a un aspect neutre mais dont l'application a un effet discriminatoire. En conséquence « le devoir de respect » et de s'assurer de la jouissance des droits suppose que les États abrogent les lois et politiques contraires au principe d'égalité. De plus, les États parties devraient également prendre les mesures requises pour sensibiliser la population à ces droits, former les autorités et officiels nationaux et exécuter la réforme nécessaire de la législation nationale. L'État partie doit aussi introduire des mesures positives pour autonomiser les filles, ce qui peut impliquer la collecte des informations précieuses sur le rôle des filles dans la société pour établir les mesures adaptées qui s'imposent. Les obligations des États supposent aussi l'identification de groupes spécifiques tels que les filles porteuses de handicap, les réfugiés, les déplacés internes et cetera dont le statut peut être aggravé durant une catastrophe, ce qui justifie des mesures spéciales.

Il est important de noter que l'application du droit international des droits de la personne est sujette à certaines qualifications et limitations dans des situations d'après-catastrophe. Par exemple, la responsabilité des États d'assurer la protection de l'enfant n'est pas absolue mais applicable seulement dans la mesure nécessaire à son bien-être. Dans le contexte de droits économiques, sociaux, et culturels, les obligations des États en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant sont liées aux ressources disponibles dans lesquelles il ne leur est demandé que de réaliser progressivement les objectifs du traité. 23 Ainsi les États ont un pouvoir discrétionnaire dans la détermination de l'utilisation des ressources et par conséquent en ce qui concerne le niveau de respect du traité. De plus, l'obligation des États d'utiliser l'étendue maximale des ressources doit être comprise « dans le cadre de la coopération internationale »24, ce qui implique un devoir envers d'autres États ou acteurs internationaux qui interviennent lorsqu'un pays affecté a des ressources limitées.

S'occuper des enfants séparés ou non-accompagnés²⁵

En situation d'urgence, tous les enfants ont un droit inhérent à la famille. Dans la phase de reconstruction suivant une catastrophe, il peut s'agir de ceux qui ont été séparés de leur principal tuteur légal ou coutumier mais sont accompagnés d'autres adultes membres de la famille, et ceux qui ont été séparés de leurs deux parents et n'ont pas d'autre proche survivant ou disponible. Cette dernière catégorie d'enfant est l'une des plus vulnérables au lendemain d'une catastrophe. Les enfants privés de soins parentaux encourent un plus grand risque de discrimination, de soins inappropriés, d'abus, et d'exploitation.²⁶ Les enfants, en particulier les filles, sont confrontés à de graves problèmes de protection pendant et après les catastrophes naturelles. Les dispositions et principes de conventions internationales telles que la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes ainsi que les protocoles optionnels associés demandent un suivi cohérent et systématique des préoccupations concernant cette protection et une réaction appropriée. Ainsi il est impératif que toutes les organisations et tous les travailleurs humanitaires, acteurs d'état ou non, soient conscients des risques encourus par les filles au niveau de la protection.



Cadre juridique international pour l'aide d'urgence en cas de catastrophe : les lignes directrices IDRL

Bien que le DIH²⁷ (Droit international humanitaire) soit habituellement applicable aux situations de conflit, ses principes généraux peuvent être utilisés dans le contexte d'une catastrophe naturelle en s'appuyant sur leurs similitudes. Les atteintes significatives sur la société, la vie quotidienne et provenant d'une catastrophe naturelle ressemblent, à divers égards, aux effets d'un conflit armé. Le droit humanitaire est ancré dans des principes d'impartialité et suppose que l'aide soit basée exclusivement sur le besoin et non pas sur le politique ni sur d'autres considérations. Par conséquent il est utile dans les situations de distribution d'aide, dans lesquelles les organismes humanitaires peuvent chercher à accéder aux populations civiles sinistrées. Cependant, en l'absence de conflit armé, il n'est pas directement applicable et donc n'impose pas de mandat contraignant juridiquement les États à réparer les dommages vécus par les populations dans les zones sinistrées.

Le manque de cadre cohérent et intégral couvrant les diverses phases d'une catastrophe a poussé la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC en anglais) à lancer le programme IDRL (International Disaster Response Laws, Rules, and Principles ou Lois, règles, et principes de l'aide internationale en cas de catastrophe) en 2001. Il a ensuite donné lieu au développement des lignes directrices IDRL, lesquelles ne sont pas juridiquement contraignantes mais ont été adoptées à l'unanimité par de nombreux États. Elles ont un potentiel important pour ce qui est de répondre aux droits et aux besoins des populations sinistrées. Les IDRL couvrent une grande variété des questions qui deviennent valables durant les différentes phases d'une catastrophe, y compris les règles définissant l'obligation des États de prévenir ou d'atténuer une catastrophe et d'assister l'état sinistré et d'autres états ou organisations internationales, les dettes, les personnels, l'administration, et la protection des droits de la personne, y compris ceux des femmes et des enfants. Les IDRL régulent les différentes phases de réponse d'un cycle de gestion de catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme,28 y compris la prévention, la réduction et l'atténuation des risques de catastrophe, le secours ou l'aide, le relèvement précoce²⁹ et le relèvement. Pourtant, ils ne couvrent pas les activités ultérieures telles que la réhabilitation, ou la reconstruction et le développement, qui sont gérées par les règles générales du droit international.

Le droit au recours et quelques implications juridiques des incidents catastrophiques de par le monde

Les obligations des droits de la personne telles qu'elles sont demandent à ce que les états prennent des

mesures pour atténuer les risques de catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Cependant, comme les IDRL se concentrent essentiellement sur les initiatives de secours, le statut des droits des victimes de catastrophe au recours et à une réparation en vertu du droit international n'est pas évident. Pour donner tout son sens aux droits économiques, sociaux et culturels des filles tel qu'ils sont inscrits dans le PIDESC, ces droits devraient pouvoir être « justiciables » - c'est à dire protégés dans les cours nationales dans lesquelles les filles pourraient empêcher et faire objection aux violations de ces droits. On considère que le droit à un recours a maintenant acquis le statut de droit international coutumier.³⁰ Ce droit peut correspondre à des situations dans lesquelles la négligence de l'État dans la gestion des effets d'une catastrophe entraîne une atteinte aux droits à la vie. à un logement convenable et à la propriété, et autres violations des droits de la personne. Par conséquent, dans certains cas, la possibilité d'un recours devant des cours nationales pour les victimes de catastrophe peut être garantie en vertu du droit international des droits de la

La Cour européenne des droits de la personne³¹ a récemment considéré la question de savoir si les morts causées par une catastrophe naturelle ou causée par l'homme peuvent être traitées comme

WOMEN E

des manquements aux droits de la personne par l'État, ce qui obligerait celui-ci à compenser les survivants. Le point de vue de la Cour sur cette question a été qu'un manquement aux mesures préventives et

d'atténuation en cas de catastrophes prévisibles revient à une violation du droit à la vie et par conséquent met en cause la responsabilité de l'État en vertu du droit international. Toute négligence de la part de l'État ou des autorités concernées à prévenir ou atténuer le risque en cas de danger clairement identifiable engagera sa responsabilité. Le comité sur la Convention relative aux droits des enfants a observé que de telles procédures juridiques devraient être sensibles et favorables aux enfants, et qu'un conseil juridique accessible et indépendant devrait être mis à disposition des enfants et de leur représentant par le biais de médiateurs ou de commissions nationales des droits de la personne et autres organismes compétents. Cependant, on doit noter que la Convention relative aux droits de l'enfant n'a pas de dispositions permettant de recevoir des plaintes individuelles provenant d'enfants sur la violation de leurs droits. Le Comité d'experts de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant³² peut maintenant recevoir de telles plaintes, contrairement au reste du monde. La CEDAW donne bien aux filles des opportunités de pétitionner contre les violations de leurs droits, mais le succès de cette

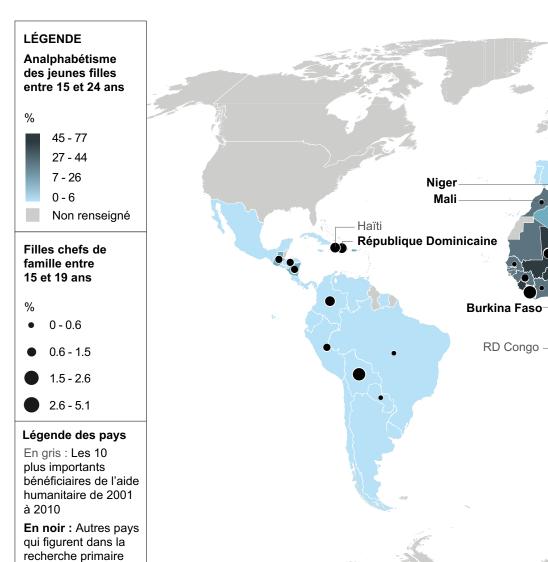
initiative a été limité. Ces procédures ne sont pas centrées sur l'enfant ni ne comprennent tous les droits nécessaires pour protéger les filles. Le problème de l'accès à la justice demeure une tâche difficile dans de nombreux pays du monde de par les insuffisances des systèmes juridiques nationaux. Cela limitera la mesure dans laquelle une victime de catastrophe peut exercer son droit au recours. La situation dans l'Haïti de l'après-séisme en est un bon exemple. Là-bas, la violence sexuelle envers les femmes est généralisée et se produit à l'intérieur et à l'extérieur de camps formels et informels où les victimes de la catastrophe sont abritées. Le nombre de cas rapportés, ayant fait l'objet de recherches et d'inculpations est terriblement bas. En Haïti, les femmes ont en général un accès moindre à l'aide juridique et aux systèmes judiciaires de par les contraintes pratiques telles que des taux d'alphabétisation bas, la pauvreté, le manque de mobilité et le manque de connaissance de leurs droits légaux. De plus, les lois existantes ne font aucun cas des questions de genre. Par exemple, le viol en tant que crime n'a été intégré dans le Code pénal de Haïti qu'en 2005 et les droits et politiques en matière d'égalité des sexes demandent encore à être efficacement intégrés.33 Cependant,

les Haïtiens ont fait quelques progrès quand il s'agit de faire valoir leurs droits dans les cours internationales. Dans une pétition à la Commission interaméricaine sur les droits de la personne (IACHR), les victimes de la catastrophe de 2010, y compris les résidents des cinq camps de déplacés internes

qui ont planté des tentes dans des champs ouverts après la destruction, ont cherché à se prémunir contre une éviction forcée par la police ou des individus privés aidés par la police. L'IACHR a utilisé son pouvoir, qui engage les États, pour demander des mesures de précaution en vertu de l'article 25 de ses règles de procédure dans un effort pour faire appliquer le droit de recours des victimes de catastrophe. L'IACHR a demandé à l'État de protéger les individus de préjudices imminents en suivant plusieurs étapes dont la suspension des expulsions de camps jusqu'à l'arrivée d'un nouveau gouvernement, en s'assurant que des lieux aux conditions minimales d'assainissement et de sécurité soient fournis en guise d'alternative à ceux qui avaient déjà été expulsés et qu'ils aient l'opportunité d'avoir accès au recours en justice devant toute autorité compétente. Bien que le gouvernement haïtien n'ait pas répondu à cette demande contraignante, il s'agit là d'une avancée significative vers le dédommagement des victimes. Par conséquent, les titulaires de droits tels que les adolescentes pourraient en théorie se tourner vers les cours de justice pour faire valoir leurs droits en vertu du droit international des droits de la personne.



Analphabétisme des jeunes filles et adolesce



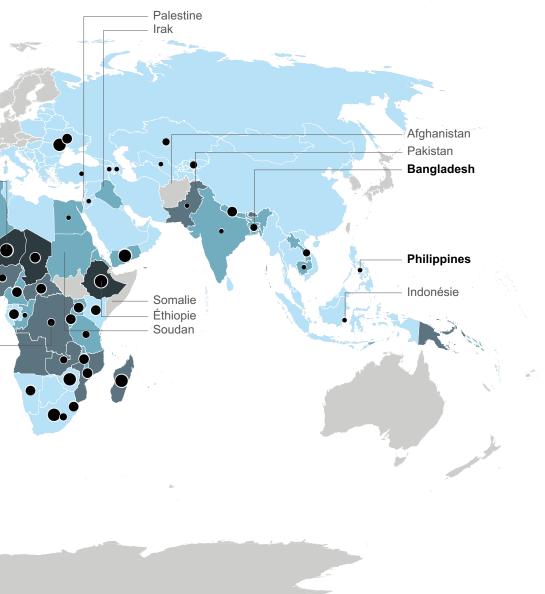
Taux d'illettrisme des jeunes femmes entre 15 et 24 ans (en %)			
Pays	%	Pays	%
Soudan	16	Haïti	30
Palestine	1	RD Congo	38
Afghanistan	Non renseigné	Somalie	Non renseigné
Éthiopie	53	Indonésie	1
Irak	19	Bangladesh	22
Pakistan	39	Philippines	2

Propo	rtion des filles d chefs de fa	
Pays	%	
Soudan	Non renseigné	
Palestine	Non renseigné	
Afghanistan	Non renseigné	
Éthiopie	3.17	
Irak	Non renseigné	
Pakistan	0.52	

effectuée pour ce rapport

entes chefs de famille



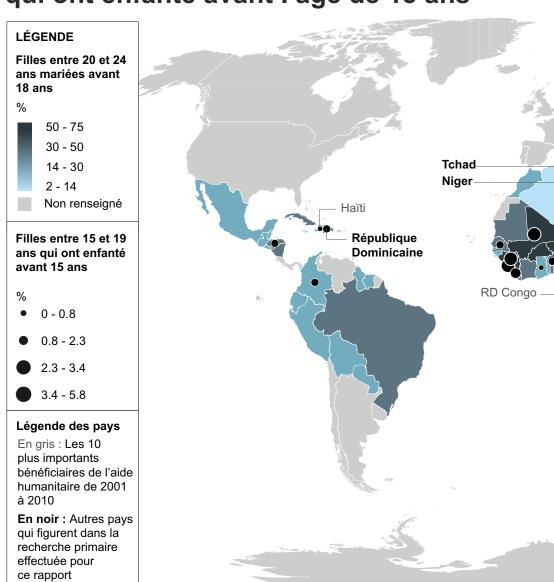


∣5 à 19 ans qui sont le (en %)		
Pays	%	
Haïti	2.12	
RD Congo	1.3	
Somalie	Non renseigné	
Indonésie	0.44	
Bangladesh	0.96	
Philippines	0.49	

- Le Burkina Faso, le Niger et le Mali font partie des pays aux taux d'analphabétisme les plus élevés et qui ont le plus de cas d'adolescentes devenues chefs de famille. Le fait qu'il n'y ait pas de priorité donnée aux fonds dédiés aux crises permanentes ou à progression lente peut avoir un grave impact sur des droits des adolescentes. Notre recherche a déterminé que durant les crises alimentaires 58% des adolescentes du Burkina Faso et du Niger étaient régulièrement obligées d'exercer une activité rémunérée pour aider leur famille, ce qui avait pour effet de leur faire abandonner l'école.
- Les données issues de ces cartes révèlent un niveau élevé d'analphabétisme chez les jeunes femmes au Pakistan – c'est le reflet d'une recherche entreprise au Pakistan après les inondations de 2010 qui a constaté que trois fois plus de filles que de garçons étaient restées déscolarisées.

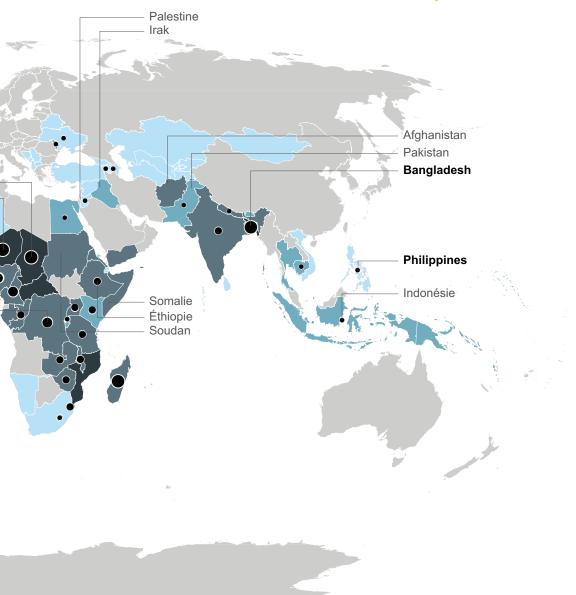
Sources: Plan International 2013, Maplecroft, 2103; Centre de données de l'Institut de statistique de l'Unesco, 2011 et *Demographic Health Surveys* (DHS), 2009.

Filles mariées avant l'âge de 18 ans et filles qui ont enfanté avant l'âge de 15 ans



Proportion de jeunes femmes entre 20 et 24 ans mariées avant l'âge de 18 ans		Proportion de filles a avant l'âge de		
%	Pays	%	Pays	%
33	Haïti	30	Souda	an Non renseigné l
19	RD Congo	39	Palest	tine Non renseigné F
40	Somalie	45	Afghar	nistan Non renseigné S
41	Indonésie	22	Éthiop	pie 1.7 I
17	Bangladesh	66	Irak	Non renseigné I
24	Philippines	14	Pakist	tan 0.5
	mariées avant % 33 19 40 41 17	mariées avant l'âge de 18 ans % Pays 33 Haïti 19 RD Congo 40 Somalie 41 Indonésie 17 Bangladesh	mariées avant l'âge de 18 ans % Pays % 33 Haïti 30 19 RD Congo 39 40 Somalie 45 41 Indonésie 22 17 Bangladesh 66	mariées avant l'âge de 18 ans % Pays % Pays 33 Haïti 30 Souda 19 RD Congo 39 Palest 40 Somalie 45 Afghar 41 Indonésie 22 Éthiop 17 Bangladesh 66 Irak





%
0.8
2.9
Non renseigné
0.4
5
0.2

- En 2010 le Bangladesh a été classé pays le plus « à risque » selon l'indice du risque de catastrophes naturelles. Il fait partie des pays aux pourcentages les plus élevés de filles ayant eu un enfant avant l'âge de 15 ans. La proportion du financement humanitaire dédiée à la protection, qui pourrait avoir un impact sur ces chiffres, est globalement très faible.
- Cette carte fait ressortir le nombre très élevé de cas de mariages précoces et de grossesses adolescentes dans la région du Sahel. Une recherche effectuée pour ce rapport a également constaté qu'il y avait une hausse du nombre de mariages précoces dans certaines zones de cette région à cause des crises alimentaires. Le Sahel, mis à part le Tchad qui est 16ème dans le classement, ne faisait pas partie des bénéficiaires les plus importants du financement humanitaire durant cette période.

Sources: Development Initiatives 2012; FTS OCHA 2013; Plan International 2013; Maplecroft, 2013; UNICEF, 2013 et Demographic Health Surveys (DHS), 2010; IRIN (Actualités et analyses)

Études de cas : Pratique prometteuse



Le réseau des adolescentes d'Haïti : « Espas Pa Mwen » (mon espace)^{1,2,3,4}

Période de mise en œuvre du projet

Ce programme a été lancé en 2010 et se poursuit toujours.

Contexte

En 2010, un séisme de 7 de magnitude a frappé Haïti, affectant selon les estimations 3 millions de personnes, parmi lesquelles 1,5 ont été déplacées vers 1300 sites autour de Port-au-Prince. Plus de 100 000 personnes ont reçu de l'aide sous la forme de fournitures d'urgences telles que de la nourriture, de l'eau, des bâches et des fournitures médicales.⁵ Ce tremblement de terre a exacerbé les difficultés des femmes et des enfants et a augmenté le risque que les filles soient enfermées dans le cycle de la pauvreté, ne finissent pas l'école et subissent des violences.⁶

Le réseau des adolescentes d'Haïti (Haiti Adolescent Girls Network ou HAGN) est une coalition d'organisations populaires locales, d'ONG de la région et d'organisations humanitaires internationales. L'objectif du réseau est d'augmenter la capacité des ONG d'Haïti à encourager le travail avec les adolescentes. En 2010 l'HAGN a mis en place un programme dédié au renforcement des atouts sociaux et économiques par le biais d'espaces réservés aux filles (appelés « Espas Pa Mwen » par la population). Cette initiative est née de l'inquiétude selon laquelle, parce

qu'il y a peu de programmes qui les ciblent, les adolescentes étaient de moins en moins en sécurité, sans endroit pour s'exprimer ou entrer en rapport avec d'autres sujettes aux mêmes difficultés. Ce programme s'appuie sur des espaces pour informer, engager et éduquer les adolescentes sur un panel de sujets tels que la santé sexuelle et reproductive et les droits, la violence sexiste, le leadership et les notions de finance.

Ces espaces dédiés aux filles offrent un accès à une éducation normalement non disponible, mais représentent aussi une zone pour grandir de façon positive, renforcer ses compétences de vie et développer son autonomie. Ce programme procure des mentors dûment formés et s'appuie sur des méthodes participatives et interactives pour partager les savoirs et les informations. Ses contenus et matériaux s'adressent à des filles entre 10 et 14 ans et 15 et 19 ans.

Principaux participants

- Espas Pa Mwen cible des filles, entre 10 et 19 ans, qui travaillent comme domestiques, des « restaveks » (enfants qui sont forcés à devenir domestiques), des filles enceintes qui ont déjà d'autres enfants, celles qui sont déscolarisées, illettrées, chefs de famille, victimes d'abus sexuel, handicapées, et vivent dans des camps.
- À ce jour, 1 146 filles ont bénéficié des programmes Espas Pa Mwen. En 2011, 569 filles y ont participé. Ce chiffre est monté à 902 en 2012.

Objectifs

- Sélectionner, recruter et former 80 mentors pour soutenir les filles les plus vulnérables.
- Établir des espaces consacrés aux filles pour 1000 filles d'ici la fin de la première année.
- Augmenter la capacité des organisations humanitaires et des fournisseurs de service pour mieux répondre aux besoins des adolescentes par le biais d'efforts collaboratifs.
- Offrir une sécurité et une sûreté dans les espaces pour filles pour apporter des conseils, de l'aide et des compétences (en particulier de la part des mentors) dans des périodes de risque et de vulnérabilité accrus.

Activités du projet

- Le contenu est livré par le biais de leçons interactives. La photo, le théâtre, la chanson, la danse et l'art sont utilisés pour offrir des services éducatifs et de soutien aux adolescentes.
- Les adolescentes plus âgées et les femmes ont été formées comme mentors qualifiés pour produire, aider et adapter le contenu de formation dans un panel de domaines comprenant la santé sexuelle et reproductive, l'eau et l'assainissement, le leadership et la prévention de la violence. Le contenu de la formation est disponible en créole, en français et en anglais, avec plus de 30 heures de matériaux disponibles dans chaque domaine.
- Les mentors formés sont accessibles à toute heure, faisant une passerelle entre les adolescentes vulnérables et la société en abordant les conditions de vie familiale, et en améliorant leur accès aux services et aux écoles. Au sein de ces espaces sûrs, les filles sont libres de discuter de sujets qui peuvent être considérés comme tabou à la maison. Elles peuvent aussi débattre de problèmes qu'elles peuvent avoir chez elles ou au sein de leur communauté.

Progrès à ce jour

Le séisme a laissé les filles, qui étaient déjà vulnérables, sans lieu sûr où se réfugier. Beaucoup vivaient sous des tentes ou des abris de fortune, avaient perdu leurs parents, ne pouvaient pas aller à l'école, et le commerce du sexe avait aussi augmenté. Espas Pa Mwen a été créé pour permettre aux filles de l'Haïti post catastrophe de se retrouver dans un espace où elles peuvent discuter sans peur des questions qui les touchent, avec la présence d'un mentor pour les guider. Ce projet renforce les atouts des filles par le biais de discussions de sujets d'actualité, de questions telles que la violence sexiste et de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ce qui les autonomise et participe à leur estime de soi, en leur permettant de surmonter plus efficacement les difficultés de l'après-séisme en Haïti.

- Avec l'aide de 50 organisations, un total de 27 sites Espas Pa Mwen différents ont été créés, ce qui a permis à 1146 adolescentes de passer du temps, semaine après semaine, à apprendre, interagir et jouer ensemble dans un espace sûr.
- Un total de 36 mentors ont été formés et aident actuellement à l'établissement d'un contenu de formation adapté et personnalisé pour les sessions d'information qui se tiennent dans l'Espas Pa Mwen.
- À ce jour, la demande d'espaces sûrs dédiés aux

- filles dépasse l'offre car celles qui participent déjà au programme tiennent à y amener leurs amies et leur famille pour qu'elles participent.
- Beaucoup d'adolescentes de 14 à 19 ans et de femmes adultes ont exprimé le désir de suivre une formation pour devenir mentors pour des organisations qui incorporent la programmation centrée sur les filles dans leur travail.
- L'objectif qui était d'établir des espaces privilégiés pour 1000 filles avant la fin de la première année n'a pas été atteint. Cependant, ce programme a concerné un total de 569 filles.

Bonne pratique et leçon apprise

- Après une catastrophe, les adolescentes souffrent des répercussions médicales, financières et sociales. Le fait d'offrir une grande variété d'informations, de compétences et de services s'est avéré efficace et attrayant.
- Le programme donne une allocation aux mentors, ce qui procure une reconnaissance aux filles et aux femmes et fait d'elles des ressources importantes.
- Le HAGN reconnait le besoin qu'un environnement d'apprentissage collectif a de développer et de soutenir une confiance mutuelle entre les organisations humanitaires, ce qui augmente aussi l'efficacité des initiatives d'aide.
- Désigner des espaces spécifiques, exclusivement réservés aux filles, à certains moments, aide à définir des zones de sécurité dans des environnements qui sont normalement vulnérables.
- L'implication des femmes adultes et des filles les plus âgées donne une occasion aux filles de parler de leurs préoccupations et de développer leurs connaissances.
- Les filles ont exprimé que d'avoir des espaces qui leur sont dédiés leur permettent de faire confiance, de se faire des amies et de réaliser qu'elles peuvent s'amuser avec d'autres filles et qu'elles en méritent le droit.
- Les membres ayant mis en œuvre Espas Pa Mwen se sont adaptés aux besoins des filles qu'ils servent. Les modèles et organisations de programme doivent faire preuve de flexibilité en permettant aux groupes de proposer des solutions locales créatives et spécifiques aux problèmes rencontrés.
- Le recrutement ciblé par le biais d'enquêtes de maison à maison peut identifier les filles en état de vulnérabilité qui sont moins visibles et ne peuvent pas avoir accès au programme Espas Pa Mwen.
- Les organisations ont identifié le besoin de



développer des projets ou des activités qui maintiennent l'engagement des filles les plus vulnérables. Fournir des programmes spécifiques qui répondent aux besoins de filles défavorisées, qui sont par exemple handicapées, enceintes, ou qui se livrent au commerce sexuel, a été difficile pour certains groupes.

- On recueille actuellement des données pour l'évaluation des sites Espas Pa Mwen.
- Les coordinateurs de groupe sont formés au recueil d'informations de référence. Ils ont participé à un exercice d'identification des atouts-clés que le HAGN veut que les filles retirent du programme, y compris des connaissances au niveau des Droits de la santé sexuelle et reproductive, de la violence sexiste, du leadership et des rudiments de finance. Avant que le contenu ne soit partagé avec les filles, les informations de base sur leurs connaissances dans le domaine seront recueillies. Au milieu du programme, et à la fin, on évaluera les connaissances des filles.

Recommandations

- Développer des partenariats avec des groupes locaux pour étendre le rayonnement du programme et augmenter les services disponibles aux adolescentes pour répondre à une grande expansion et demande d'Espas Pa Mwen.
- Consolider et garantir des réseaux robustes d'organisations humanitaires pour augmenter les niveaux de transparence par le biais du partage d'informations et d'initiatives d'aide collaboratives – sans lesquelles les besoins des adolescentes et autres groupes vulnérables risqueraient de rester dans l'ombre.
- « C'est le seul endroit où je me sois jamais sentie en sécurité... Je peux me relaxer et me faire des amies ici. J'apprends des choses ici que je ne pourrais pas apprendre ailleurs. »

Ester, 15 ans, membre d'Espas Pa Mwen⁷



Plan Indonésie: Projet de réduction des risques de catastrophe centré sur l'enfant (Child Centred Disaster Risk Reduction Project)^{8,9}

Durée de la mise en œuvre du projet

Ce projet de réduction des risques de catastrophe centré sur l'enfant a été mis en œuvre entre juillet 2007 et décembre 2009. Une étude de recherche s'inscrivant dans le cadre plus large de ce programme a été menée de 2008 à 2010.

Contexte

Ce programme de réduction des risques de catastrophe centré sur l'enfant (CCDRR) encourage et se concentre sur les opportunités permettant aux enfants d'être mieux protégés des risques de catastrophes et aux enfants d'être entendus dans le cadre du renforcement de la résilience basée sur la communauté. Ce programme relie activement les enfants et adultes au niveau communautaire, régional et national. Par le biais des processus de formation, d'évaluation des risques, de planification de l'action, de la sensibilisation et du changement comportemental on encourage la mise en œuvre de la réduction des risques axée sur les enfants. Élément supplémentaire du programme, le soutien à l'éducation des enfants leur permet d'apprendre des faits sur les risques de catastrophe et le changement climatique par le biais de l'éducation formelle aussi bien que de l'éducation non-formelle.

Créé en 2007, le programme CCDRR de Plan Indonésie a fonctionné dans quatre implantations différentes – les districts de Rembang, Sikka, Jakarta et Bogor. Ce projet reconnait que chaque région est affectée par différentes catastrophes et par conséquent a été conçu initialement pour cibler des besoins locaux.

En 2008, dans le cadre de ce programme élargi, Plan International s'est associé avec l'Institut des études du développement (Institute of Development Studies ou IDS) et l'Institut royal de technologie de Melbourne pour mener une action supplémentaire d'études de recherche dans les districts de Sikka et de Rembang. Les chercheurs ont observé la façon dont les normes sexospécifiques influencent

les perceptions du risque de catastrophe des enfants et des adultes. Ils ont découvert que la croyance selon laquelle les opinions des filles et des femmes sont subordonnées à celles des hommes et des garçons était très répandue. Ce projet a été financé par le Département britannique pour le développement international (DFIP) et s'est appuyé sur un travail avec les filles et les garçons et leur communauté sur une variété d'activités de réduction des risques de catastrophe. Il s'est effectué entre 2008 et 2010.

Principaux participants

- Les filles et garçons du district de Sikka, dans la Province des petites îles de la Sonde orientales; le district de Rembang, dans la province de Java central; la ville de Bogor, dans la province de Java occidental et la ville de Jakarta, territoire spécial de la capitale Jakarta (DKI).¹⁰
- Les autorités locales de 29 villages et 38 écoles, pour permettre une plus grande implication dans le travail avec des enfants sur les questions de renforcement de la résilience et promouvoir la durabilité des interventions du projet.

Objectifs

- Pour aider les enfants à comprendre la RRC et le changement climatique ainsi que leur contribution au renforcement de la capacité de résilience.
- Pour établir des réseaux et des partenariats avec des acteurs de la RRC au niveau des districts et au niveau national.
- Améliorer la sensibilisation sur l'importance de la participation des enfants à la RRC.
- Plaider pour une politique de RRC qui soit sensible aux droits de l'enfant et aux questions de participation.
- Pour accroître la capacité des communautés à intégrer les programmes de réduction des risques centrés sur les enfants, encourager la participation des garçons et filles dans la planification, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la RRC.

Activités de projet

- Procurer aux enfants un environnement qui les soutienne pour participer à des activités de formation et de renforcement des capacités pour qu'ils comprennent les risques d'aléas et comment les aborder. Impliquer les communautés participantes, les enfants en particulier, dans des discussions de groupe autour de la résilience et de la préparation en cas de catastrophe.
- Visualiser à travers la cartographie de la

- communauté dans le but d'identifier et d'analyser les zones à risque.
- Soutenir la planification d'actions de RRC menée par filles et garçons, y compris pour la sensibilisation de leur communauté et mobiliser l'action communautaire pour lutter contre leur vulnérabilité aux risques de catastrophe.
- Soutenir les performances théâtrales et vidéo de et par les enfants pour accroître les connaissances et nourrir le débat autour des questions de RRC qui correspondent aux enfants et aux communautés. À Rembang les filles ont utilisé la poésie et la musique (le Qasida) pour promouvoir la réduction des risques de catastrophe durant un événement communautaire local.

Résultats

- Plan Indonésie a effectué sa dernière évaluation en 2009 pour déceler les changements, évaluer les réussites du programme, pour retracer ses bonnes pratiques pour la gestion de futurs programmes et faire des recommandations pour qu'il soit dupliqué dans d'autres zones dans le cadre de la durabilité du projet.
- 820 filles et 802 garçons ont été directement impliqués dans les activités du projet.¹¹ Les enfants se sont montrés efficaces pour ce qui est d'identifier et de communiquer les risques et de concevoir des outils créatifs permettant de sensibiliser les communautés sur l'atténuation et la préparation des catastrophes naturelles.
- Ce programme a été à la fois attractif et efficace, défiant les attitudes socio-culturelles profondément ancrées envers les filles comme les garçons vis-à-vis de leur rôle et de leur contribution à la réduction des risques de catastrophe.
- On a également aidé les filles à agir pour faire changer les comportements au sein de leur communauté et partager leurs connaissances sur les aléas naturels et les risques en menant des activités de sensibilisation, présentant leurs résultats aux réunions communautaires et en encourageant l'action au niveau des foyers, des écoles et des communautés pour une meilleure gestion des déchets, protection des écosystèmes et préparation aux catastrophes.
- Depuis la mise en œuvre un certain nombre de communautés ont amélioré leurs pratiques de gestion des déchets, en même temps que pris des mesures pour planter plusieurs hectares d'arbres pour les protéger de futurs glissements de terrain et inondations.



- La détermination de ces filles à se ménager un avenir meilleur a favorisé une nouvelle perspective chez leurs leaders locaux.
- « Les parents et adultes ont appris grâce aux messages de leurs enfants qu'ils ont réellement un rôle à jouer dans la préservation de notre nature, et que la gestion des catastrophes est un travail collaboratif qui concerne tout le monde dans la communauté - y compris les garçons et les filles – ainsi que nous leurs leaders. »

Dami Marsutik, chef du village de Woro, Sikka

Bonne pratique et leçons apprises

- La participation des filles et garçons dans le cycle de gestion de la RRC est importante.
 Impliquer les enfants dans la gestion des catastrophes naturelles va mener à de plus grands succès à mesure que les enfants acquièrent une vision unique et à long terme du risque ainsi qu'une approche novatrice de la réduction des risques.
- La capacité des enfants à contribuer de façon constructive aux décisions en RRC à tous les niveaux, y compris sur le débat mondial sur le changement climatique, doit être reconnue. La valeur de la créativité et des connaissances des enfants doit être reconnue et encouragée par les adultes.
- Établir, à tous les niveaux, une coordination régulière avec les parties prenantes principales, y compris les agences gouvernementales, en particulier l'agence de gestion des catastrophes et celle de l'éducation, est primordial pour favoriser l'appropriation du projet par la population et une durabilité à long-terme pour les initiatives engageant les filles comme les garçons dans la RRC.¹²
- Une fois que leur pouvoir d'agir est augmenté par le biais de l'accès au développement de connaissances et de compétences de DRM (*Disaster Risk* Management ou gestion du risque de catastrophe) adaptées, les filles comme les garçons peuvent devenir des agents d'identification et de communication des risques, et des pionniers du changement au sein de leur société. Assurer un meilleur accès aux informations et à la documentation pédagogique sur la réduction des risques de catastrophe est la clé de la responsabilisation des enfants pour accroître leur résilience face aux catastrophes. Il est primordial d'adapter le programme au calendrier scolaire et aux corvées ménagères des filles et des garçons

- pour pouvoir assurer une mise en œuvre efficace du projet.
- En éduquant les adultes sur les droits des enfants et l'égalité entre les sexes par rapport aux catastrophes, et en sensibilisant la population sur le fait que la réduction des risques de catastrophe est une action collective, on a amélioré le rôle et les responsabilités des adultes dans le guidage et le respect des contributions des filles comme des garçons aux activités de RRC.

Recommandations

- Pour favoriser l'appropriation du projet et assurer sa durabilité, les communautés, y compris les enfants et le gouvernement devraient être impliqués dans sa planification, sa mise en œuvre et son évaluation. Des stratégies de sortie devront être formulées et développées avec les bénéficiaires, dès le début d'un projet, pour garantir son appropriation et sa durabilité.
- Le gouvernement local devrait s'engager à soutenir la mise en œuvre de la RRC axée sur l'enfant – par le biais de changements d'objectifs politiques et de programmation et de l'affectation de ressources pour garantir la participation des filles comme des garçons.
- Les garçons et filles devraient être encouragés à exprimer leurs opinions sur la RRC et les retranscrire en actions, en travaillant avec des adultes pour réduire les risques dans leur environnement.¹³
- La résilience communautaire doit être considérée comme un travail collaboratif et inclusif qui encourage la coopération entre enfants et adultes. Par conséquent la participation des enfants doit être équilibrée par la responsabilité des adultes de guider et de respecter leur contribution potentielle et les opinions uniques des filles et des garçons.
- Une approche de type « projet pilote » est requise pour garantir l'efficacité de la mise en œuvre et de la gestion. Cibler une communauté et une école est préférable car plus concentré et plus holistique. Cela donnera un modèle qui pourra être validé et ajusté au besoin avant de le reproduire à plus grande échelle et cela peut mettre en lumière la valeur unique des contributions des enfants à la RRC; et faire en sorte que la programmation soit sensible aux besoins différents des filles et des garçons, quels que soient leur âge ou leur origine.
- Le périmètre d'application de la RRC axée sur l'enfant devrait cibler des zones ayant un risque élevé de catastrophe pour avoir un impact significatif.





3 UNHCR (Agence des Nations unies pour les réfugiés) Éthiopie : Faire avancer l'éducation des filles somaliennes réfugiées en Éthiopie^{i,14,15,16,17}

Période de mise en œuvre du projet Septembre 2011-14

Contexte

Les adolescentes en Éthiopie sont confrontées à de graves difficultés au niveau de leur santé et de leur bien-être à cause de pratiques traditionnelles néfastes et des inégalités entre les sexes ; par exemple, une fille sur cinq en Éthiopie est mariée avant l'âge de 15 ans et dans la tranche d'âge des 15-19 ans pour un garçon séropositif il y a sept filles séropositives.^{18,19}

Pour les filles réfugiées vivant en Éthiopie la situation est encore plus difficile. L'UNHCR (Agence des Nations unies pour les réfugiés) estime qu'il y a plus de 11 000 enfants réfugiés en âge d'être scolarisés qui vivent dans les camps de Sheder et Aw Barre et qu'il n'y a pas assez de places à l'école. Dans le camp Sheder, 50 % des filles et 54 % des garçons sont inscrits dans le primaire. Dans le camp d'Aw Barre, 33 % des filles et 40 % des garçons sont inscrits. Les taux chutent dramatiquement au niveau du secondaire pour les garçons (30 à 35 %) et les filles (14 à 15 %). Dans le camp de Sheder il y a 15 professeurs hommes mais seulement deux enseignantes.

Les adolescentes réfugiées font partie des plus marginalisées du monde. ²⁰ Les familles réfugiées vivant en Éthiopie n'ont pas le droit de travailler, ce qui a pour conséquence une pauvreté qui signifie souvent que les filles ne peuvent pas aller à l'école. ²¹ Moins de 20 % des adolescentes étaient scolarisées dans les écoles des trois camps de réfugiés de Jijiga, ce qui renforce potentiellement le cycle de pauvreté et accentue les inégalités entre les sexes. En particulier dans la mesure où il y a pour les filles des taux de mariage précoce élevés, les familles les priorisant comme moyen de faire face à leur pauvreté croissante.

En réponse au très faible taux d'inscriptions et de fréquentation des filles somaliennes réfugiées dans la région Somali Nord-Est de l'Éthiopie, le UNHCRⁱⁱ et ses partenaires ont introduit un programme éducatif de trois ans pour les filles au début du mois de septembre 2011. Bien que l'éducation soit gratuite dans les camps, les familles ont tout de même du mal à assumer les autres frais liés à l'école tels que les uniformes, les manuels et les fournitures et, s'ils sont obligés de choisir, les familles choisiront souvent d'instruire leur fils plutôt que leur fille.

Principaux participants

- Une cible totale de 4 348 filles réfugiées (à la troisième année du projet). Ce projet ciblait principalement les classes des CM 1 jusqu'aux 5èmes, mais aussi celles qui avaient entre 10 et 19 ans.
- Filles issues de familles défavorisées.

Objectifs

 Ce projet vise à augmenter le nombre d'inscriptions de filles à l'école, leur assiduité et leurs résultats sur les trois camps de réfugiés de la partie orientale de la région Somali d'Éthiopie. Il espère aussi sensibiliser les membres des familles à l'importance de l'éducation des filles.

Activités du projet

- Attribution de bourses et de matériel pédagogique pour les filles.
- Attribution de prix pour récompenser de bons résultats et une bonne assiduité.
- Attribution aux familles des filles de moyens de subsistance pour les encourager à maintenir celles-ci à l'école.
- Visite des parents et de la communauté au sens large pour les convaincre des bénéfices et de l'importance de l'éducation des filles.
- Distribution de lanternes solaires à tous les garçons et toutes les filles à partir du CM1 dans les camps, pour qu'ils puissent finir leurs devoirs après la tombée de la nuit.
- L'ONU aide à construire des latrines séparées pour les filles et les garçons avec des lavabos et un accès à l'eau courante dans les écoles.
- Une fois que les filles sont à l'école, on met en œuvre des clubs de filles pour qu'elles aient de l'aide au niveau social et au niveau des études.
- Les familles qui seraient normalement trop pauvres pour envoyer leurs filles à l'école recevront une formation commerciale et un micro-crédit pour initier des activités générant un revenu.
- L'UNHCR a augmenté le nombre de livres pour enfants des bibliothèques scolaires des camps de réfugiés, et aident aussi les filles à

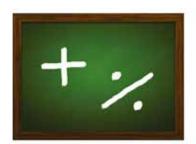
- se servir des bibliothèques, ou à emprunter des livres.
- Emploi de davantage d'enseignantes pour servir de modèles et de mentors aux filles.
- Aménagement d'un espace dédié exclusivement aux filles dans les écoles secondaires, où elles ont la possibilité de passer la récréation et de faire leurs devoirs. Des cours privés et un temps d'étude sont consacrés exclusivement aux filles et facilités par les professeurs.

Résultats à ce jour

- Depuis la mise en œuvre du projet, le taux d'inscription dans le secondaire dans les trois camps de réfugiés de Jijiga est monté de 20 à 32 %.
- Les résultats scolaires des filles se sont aussi améliorés; dans le camp de réfugiés de Sheder, par exemple, les 28 filles de seconde qui ont passé leur examen national l'ont toutes réussi.
- En plus de l'augmentation des taux d'inscription et d'assiduité, ce projet a également amélioré les résultats des filles, ce qui aura un effet positif sur les taux de maintien.

« Je ne suis pas encore mariée et j'espère que j'arriverai à terminer mes études secondaires avant... Mon rêve est d'obtenir une bourse et d'aller à l'université pour étudier l'informatique. Vous imaginez une somalienne spécialiste de la technologie informatique ? Je veux prouver que c'est possible. Je peux le faire.»

Hodan, 17 ans





4 La commission des femmes réfugiées (*Women's Refugee Commission*): « Protéger et autonomiser les adolescentes déplacées: Éthiopie, Tanzanie et Ouganda »^{22,23,24,25}

Période de mise en œuvre du projet

L'initiative de protection et d'autonomisation des adolescentes déplacées dans sa version élargie a été lancée en 2011 et se prolonge. Les projets pilotes ont une période initiale d'un an, 2013-2014.

Contexte

S'inscrivant dans le portefeuille plus large de la protection et de la subsistance de la Commission des femmes réfugiées, ce programme cherche de nouvelles façons d'équiper les adolescentes, aux âges critiques compris entre 10 et 16 ans, d'un capital social et de compétences qui leur permettent de mieux se protéger de l'exploitation sexuelle et de la maltraitance dans les contextes postcatastrophes. La Commission des femmes réfugiées est engagée depuis plusieurs années dans un travail de promotion d'opportunités économiques profitables pour les femmes et les jeunes en vue d'atténuer leur risque d'exploitation sexuelle et de maltraitance et toute autre forme de violence sexiste. Ce projet de protection et d'autonomisation des adolescentes déplacées est un sous-ensemble de cette plus vaste entreprise et cible les adolescentes en tant que nouvelle cohorte d'âge pour laquelle un emploi direct n'est pas une solution appropriée. Il étudie des moyens alternatifs d'autonomisation pour les protéger en levant les obstacles à l'éducation formelle et en mettant à leur disposition des espaces sûrs dans lesquels les filles peuvent développer leur confiance en elles et leur pouvoir d'agir tout en acquérant des compétences financières et utiles pour gagner leur vie, ainsi que des informations sur la santé et la sécurité dans des contextes post-catastrophes.

Principaux participants

- Par le biais d'interventions directes: les adolescentes déplacées entre 10 et 16 ans de trois camps de réfugiés en Éthiopie, Tanzanie et Ouganda.
- Également par le biais de documents pédagogiques et de conseils pour le domaine humanitaire: les adolescentes déplacées du monde entier.

Objectifs

- Réduire la vulnérabilité et augmenter le pouvoir d'agir des adolescentes vivant dans des contextes de déplacement postcatastrophe.
- Évaluer la protection des adolescentes déplacées ainsi que leur capital social et leurs besoins pour le développement de leur pouvoir d'agir, en identifiant les opportunités permettant de les aborder.
- Tester des approches et des modèles novateurs en vue d'accroître le capital social et le pouvoir d'agir des adolescentes déplacées, et d'en tirer les enseignements qui s'imposent.
- Orienter et partager les connaissances actuelles sur le pouvoir d'agir et le capital social des filles à partir de contextes de développement à appliquer dans des contextes humanitaires.
- Prêter assistance à des professionnels pour une meilleure protection des adolescentes déplacées en contextes post-catastrophe.

Activités du projet

Travail en collaboration avec les partenaires agissant au niveau national et mise en œuvre de trois interventions de pilotage de projet basées sur une étude documentaire et qui ciblent des challenges identifiés dans les évaluations renforçant le pouvoir d'agir et les capacités des adolescentes déplacées. Parmi leurs composantes il y a des espaces sûrs pour les filles ; des documents sur les finances et autres compétences aidant à la subsistance ; du mentorat ; des informations sur la santé sexuelle et reproductive. Voici quelques exemples d'activités :

 Dans le camp de réfugiés de Kobe en Éthiopie, les filles et leur famille recevront un soutien en nature comme des vêtements, des fournitures scolaires et des articles d'hygiène intime, pour lever les obstacles à l'assiduité scolaire. Des espaces sûrs pour les filles seront créés pour pouvoir y tenir des clubs d'aide aux devoirs, des cours d'informatique, d'éducation financière ainsi que portant sur les consignes d'hygiène et de sécurité, mais aussi des occasions de se retrouver. Les

- parents, professeurs et autres membres de la communauté participeront à des sessions d'information pour accroître la sensibilisation et multiplier les échanges sur le sujet des droits, des besoins et de la vulnérabilité des adolescentes.
- Dans le camp de réfugiés de Nyarugusu en Tanzanie ce projet se concentrera sur les filles qui sont plus à risque parce qu'elles sont mères, vivent dans un foyer tenu par un mineur ou dans une famille d'accueil, ont été victimes de violence sexiste ou sont séropositives. Ce projet créera des espaces sûrs où les filles pourront développer des connaissances et des compétences au niveau de la santé sexuelle et reproductive et du VIH, de l'alphabétisme, du calcul et de la formation à la vie active, tout en ayant l'occasion de partager des loisirs avec d'autres filles. Des sentinelles communautaires seront impliquées dans la mise en œuvre et la sensibilisation concernant les besoins des filles pour éviter des frictions avec la communauté locale qui serait hostile à un programme centré sur les
- Dans le camp de réfugiés de Kvaka en Ouganda, les filles de 14 à 16 ans qui ont quitté leur éducation formelle depuis plus d'un an et sont jugées peu susceptibles de réintégrer l'école bénéficieront d'une formation, de mentorat et d'aide pour entamer une activité rémunératrice. Elles pourront choisir entre l'élevage de volaille, l'agriculture ou une petite entreprise, et seront associées individuellement avec des mentors expérimentés, en plus de profiter d'une formation financière et arithmétique. Elles travailleront en groupes, ce qui leur fournira une occasion de construire des relations sociales avec d'autres filles tout en développant des compétences de leadership.

Résultats à ce jour

• Il est attendu que l'année initiale des trois projets pilotes aura pour effet des améliorations progressives dans la vie des participantes, y compris un meilleur accès à l'éducation formelle, une optimisation des compétences de vie et de subsistance adaptées à leur âge, et un sentiment accru d'autonomie et d'estime de soi. De plus, on s'attend à élargir la base de connaissances sur les interventions qui réussissent le mieux aux adolescentes, à la fois pour le WRC (le Centre de ressource pour les femmes ou Women's Resource Centre) et, au travers de matériaux d'orientation développés pour l'ensemble du domaine humanitaire.

- Trois rapports d'évaluation nationaux documentant les résultats de la recherche initiale ont été diffusés et sont disponibles en ligne pour l'Éthiopie, la Tanzanie et l'Ouganda.
- Dans le cadre général de l'initiative
 « Protection et autonomisation des
 adolescentes déplacées », des projets pilotes
 seront lancés entre le 1er avril 2013 et le 31
 mars 2014 (l'initiative générale a débuté en
 2011).
- Les environnements scolaires ont été améliorés par le biais de la construction de toilettes et d'un meilleur accès à l'eau courante dans les écoles.
- Basé sur la pédagogie de programme, ce projet a pour but de développer et de diffuser des documents d'orientation sur l'autonomisation et la protection des adolescentes déplacées pour le secteur humanitaire.
- Ce programme vise à mesurer les changements au niveau d'indicateurs clés par rapport aux données de base, en saisissant l'autonomisation, les compétences en matière de subsistance, l'accès à l'éducation et les probabilités de rapports sexuels sous la contrainte, entre autres.

Leçons apprises à ce jour

En se basant sur l'expérience du secteur du développement, et sur le contexte particulier des populations déplacées, les domaines de programmation suivants sont identifiés comme bonne pratique entraînant les changements recherchés:

- Construction du capital social et du sentiment de pouvoir d'action des adolescentes par le biais de la formation au leadership, à la santé sexuelle et reproductive, la sécurité et autres compétences de vie; des occasions de rencontres et de partage avec les autres filles; et des relations de mentorat avec des adultes de confiance. Cela suppose souvent de s'assurer qu'il y a des espaces pour les filles dans lesquels elles sont non seulement protégées, mais que la communauté perçoit comme acceptables.
- Maintenir les filles dans une éducation formelle par le biais de l'école secondaire, en éliminant les obstacles financiers et pratiques; en persuadant les parents et les autres membres de la communauté de l'importance de l'éducation des filles; en aidant les filles à prendre le chemin de l'école en toute sécurité.
- Procurer l'accès à une éducation non-formelle pour assurer un niveau d'alphabétisation et des notions de calcul,



de même que d'autres compétences, pour les filles qui ne peuvent pas continuer une éducation formelle.

- Renforcer les capacités futures de subsistance par le biais de la formation financière; l'accès aux mécanismes d'épargne; la fréquentation de modèles encourageants; la sensibilisation de la communauté aux rôles des filles et femmes.
- Travailler avec les parents, les professeurs, les leaders de camp et de communauté et autres sentinelles pour qu'ils soient sensibilisés aux droits et aux besoins des adolescentes, en soutenant les programmes pour les filles, et faisant en sorte que des services nécessaires pour les adolescentes soient disponibles ainsi que des mécanismes de signalement des maltraitances – ce qui contribue finalement à la prévention contre les violences sexistes et l'exploitation et les abus sexuels.

Étant donné le manque de base d'évidence au niveau des interventions pour les adolescentes en contexte de déplacement, il sera important pour les programmes et projets initiaux de construire des évaluations significatives des résultats pour démontrer que de telles interventions valent financement et soutien, et d'orienter toute décision de programmation qui en découle.

Bonne pratique^{26,27}

Dans ses trois zones d'implantation le programme adopte une approche collaborative avec les organisations locales pour tester des résolutions suggérées par les filles réfugiées. Tout en travaillant collectivement avec les jeunes filles locales et les organisations pour cibler leurs besoins spécifiques, en proposant une aide et des opportunités de formation.

« J'ai été chassée de l'école par mon professeur parce que mon uniforme était trop sale. Je n'avais pas de savon pour laver mes affaires. »

Jeune fille de 12 ans, Tanzanie

Références

Chapitre 1

SECTION 1 Chapitre 1

- 1 UNISDR. « IDDR 2012 Putting women and girls on the map. » http://www.unisdr.org/archive/28886 (dernier accès 8 mai 2013).
- 2 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 8 mai 2013).
- 3 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 4 Humanitarian Response. « The IASC Gender Marker. » Humanitarian Response, http://www.humanitarianresponse. info/themes/gender/the-iasc-gender-marker (dernier accès 8 mai 2013).
- 5 Gender Responsive Budgeting. « The Inter-agency Standing Committee (IASC) Gender Marker. » Gender Responsive Budgeting, ONU Femmes, http://www.gender-budgets.org/index.php?option=com_joomdoc&view=documents&path=resources/by-theme-issue/gender-markers/iasc-gender-marker-report-final-10-january&Itemid=821 (dernier accès 8 mai 2013).
- 6 Humanitarian Response. « Gen Cap. » Humanitarian Response, http://www.humanitarianresponse.info/themes/gencap (dernier accès 8 mai 2013).
- 7 UNISDR. « Step Up. Women and Girls: The Invisible Force of Resilience. 13 octobre 2012 International Day for Disaster Risk Reduction. » UNISDR, http://www.unisdr.org/2012/iddr/ (dernier accès 8 mai 2013).
- 8 Enarson, Elaine. « From the Margins to the Centre: Women and Mitigation. » Article présenté à l'occasion de la conférence: Women in Disasters: Conference Proceedings and Recommendations, Exploring the Issues Seminar, Vancouver, Canada, 5-6 mai 1998; Cupples, J. « Gender and Hurricane Mitch: reconstructing subjectivities after disaster. » Disasters, 31, Issue 2 (juin 2007).
- 9 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 10 Voir par exemple: Ciampi, Maria Caterina, Fiona Gell, Lou Lasap, et Edward Turvill. « Gender and Disaster Risk Reduction training pack. » Oxfam Royaume-Uni, 2011 European Institute for Gender Equality. « Review of the Implementation in the EU of area K of the Beijing Platform for Action: Women and the Environment Gender Equality and Climate Change. » Luxembourg: European Institute for Gender Equality, 2012; Enarson, Elaine and P.G. Dhar Chakrabarti (Eds.) « Women, Gender and Disaster. » Sage, 2009; IASC. « Women, Girls, Boys and Men: Different Needs - Equal Opportunities. IASC Gender Handbook in Humanitarian Action. » IASC, 2006; Hoare, J., I. Smyth, et C. Sweetman. « Introduction: post disaster humanitarian work. » Gender and Development, 20, (juillet 2012), http:// policy-practice.oxfam.org.uk/publications/introductionpost-disaster-humanitarian-work-230692 Une des ressources les plus complètes en cours de développement est le Gender and Disasters Network, réseau autour du genre et des catastrophes, avec en particulier "The Sourcebook", recueil de documents basés sur le genre mis à jour régulièrement (voir http://www.gdnonline.org/).
- 11 Guerrero, Saul, Sophie Woodhead et Marieke Hounjet « On the right track? A brief review of monitoring and evaluation in the humanitarian sector. » ACF International, 2012.
- 12 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 13 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commandée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.

- 14 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commandée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 15 IDS. « Children, Climate Change and Disasters. » IDS In Focus Policy Briefing, 23 (avril 2012), http://www.ids.ac.uk/files/dmfile/IF23.pdf (dernier accès 8 mai 2013).
- 16 Pour plus de détails sur les difficultés de définition voir : UNICEF. « State of the World's Children 2011: Adolescence an Age of Opportunity. » New York : UNICEF, 2011.
- 17 UNISDR, PNUD et IUĆN. « Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive: Policy and Practical Guidelines. » Genève : ISDR, PNUD, IUCN, 2009.
- 18 Peterson, Kristina. « From the Field: Gender Issues in Disaster Response and Recovery. » Natural Hazards Observer, Numéro spécial sur "Women and Disasters" 21, No. 5 (1997) http://www.colorado.edu/hazards/o/ archives/1997/may97/may97a.html#From
- 19 Action Aid Pakistan. « Rebuilding Lives Post 2010 Floods. » Action Aid Pakistan, 2011.
- 20 Telford, John, John Cosgrove, et Rachel Houghton. « Joint evaluation of the international response to the Indian Ocean tsunami: Synthesis Report. » Londres: Tsunami Evaluation Coalition (TEC), 2006. Note issue du rapport: Cette estimation est basée sur les taux de mortalité différentiels 38 visibles sur la Figure 2.3 appliqué au nombre total de morts et de disparus pour chaque zone, le taux de mortalité de la zone la plus proche étant appliqué aux zones pour lesquelles le taux de mortalité n'était pas renseigné, la distribution de population étant estimée là où la mortalité spécifique de la zone n'était pas spécifiée. En définitive, ces morts ne correspondaient pas toutes à des femmes adultes car les taux de mortalité de moins de 15 ans étaient aussi plus élevés à certains endroits.
- 21 Banque mondiale. « Gender & Climate Change: Three Things You Should Know. » Washington, DC: Banque mondiale, 2011.
- 22 Neumayer Eric et Thomas Plumper. « The Gendered Nature of Natural Disasters: the impact of catastrophic events on the gender gap in life expectancy, 1981-2002. » London School of Economics and Political Science, 2007, http://www2.lse.ac.uk/geographyAndEnvironment/whosWho/profiles/neumayer/pdf/Article%20in%20Annals%20 (natural%20disasters).pdf (dernier accès 10 mai 2013).
- 23 Sirimanne, Shamika. « Interactive Panel. Emerging issue: The gender perspectives of the financial crisis. » Nations unies Commission on the Status of Women, cinquante-troisième session New York, 2-13 mars 2009, http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw53/panels/financial_crisis/Sirimanne.formatted.pdf (dernier accès 22 avril 2013).
- 24 Baird, Sarah, Jed Friedman, Norbert Schady. « Policy Research Working Paper 4346, Aggregate Income Shocks and Infant Mortality in the Developing World. » The World Bank Development Research Group, 2007.
- 25 Women's Environmental Network. « Gender and the Climate Change Agenda. » Women's Environmental Network, 2010, http://www.wen.org.uk/wp-content/uploads/Gender-andthe-climate-change-agenda-21.pdf (dernier accès 22 avril 2013).
- 26 OMS. « Women's Health: Fact Sheet No. 334. » OMS, 2009, http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs334/en/index.html (dernier accès 13 mai 2013).
- 27 UNESCO. « Education For All Global Monitoring Report: Youth and Skills: Putting Education to Work. » Paris: UNESCO, 2012.
- 28 UNICEF. « State of the World's Children 2011: Adolescence an Age of Opportunity. » New York: UNICEF, 2011.

Section 1 : Chapitre 1

- 29 Plan Népal. « Impact of Climate change on children in Nepal. » Plan Népal et le National Disaster Risk Reduction Centre Népal, 2012.
- 30 BBC News Online. « Sudanese "killed black people like us". » BBC News Online. 27 février 2013, http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-21586831 (dernier accès 27 février 2013).
- 31 Bureau régional de Plan International Asie. « Children and the Tsunami: Engaging with children in disaster response, recovery and risk reduction: Learning from children's participation in the tsunami response. » Thaïlande: Bureau régional de Plan International Asie, 2005.
- 32 Sustainable Development Policy Institute (SDPI). « Clustered Deprivation: District Profile of Poverty in Pakistan. » SDPI, 2012, http://www.sdpi.org/publications/publication_details-358-36.html (dernier accès 14 mai 2013).
- 33 Concern Worldwide. « Country Profile: Pakistan. » Concern Worldwide, septembre 2010, https://www.concern.net/sites/www.concern.net/files/media/page/pakistan_country_profile.pdf (dernier accès 17 avril 2013).
- 34 Sustainable Development Policy Institute (SDPI). « Clustered Deprivation: District Profile of Poverty in Pakistan » SDPI, 2012, http://www.sdpi.org/publications/publication_details-358-36.html (dernier accès 14 mai 2013).
- 35 Briony Towers en correspondance avec Plan International « Because I am a Girl » Report Team, 2013.
- 36 Eriksen, Christine, Nicholas Gill et Lesley Head. « The gendered dimensions of bushfire in changing rural landscapes in Australia. » Journal of Rural Studies 26, no. 4 (octobre 2010), http://www.bushfirecrc.com/publications/ citation/bf-2431
- 37 In : Grant, Neil and David Williams (Eds.). « From Kinglake to Kabul. » Sydney, Australie : Allen & Unwin, 2011.
- 38 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, « Because I am a girl » Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 39 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 40 Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Feinstein International Center, Université Tufts, août 2011.
- 41 Leoni, Brigitte et Tim Radford. « Disaster through a Different Lens: Behind Every Effect, There Is a Cause – A Guide for Journalists Covering Disaster Risk Reduction. » UNISDR, 2011.
- 42 Oxfam International Secretariat. « Rethinking Disasters: why death and destruction is not nature's fault but human failure. » Oxfam International, 2008.
- 43 Development Initiatives. « Global Humanitarian Assistance Report 2011. » Development Initiatives, 2011.
- 44 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 45 Leoni, Brigitte et Tim Radford. « Disaster through a Different Lens: Behind Every Effect, There Is a Cause – A Guide for Journalists Covering Disaster Risk Reduction. » UNISDR, 2011.
- 46 UNFPA. « The State of the World Population 2012: By choice, not by chance. Family planning, human rights and development. » New York: UNFPA, 2012.
- 47 PNUD. « Human Development Report 2007/8. Fighting Climate change: human solidarity in a divided world. » New York: PNUD, 2007.
- 48 Pells, Kirrily. « The Future We Want: Learning from children's experiences of sustainable development. » Save the Children Policy Paper, Londres: Save the Children UK, 2012
- 49 Persaud, Christine. « Gender and Security Guidelines for

- Mainstreaming Gender in Security Risk Management, EISF Briefing Paper. » European Interagency Security Forum (EISF), 2012.
- 50 ODI/ALNAP. « The State of the Humanitarian System. » Londres: ALNAP, Overseas Development Institute, 2012.
- VOICE/CONCORD. « Linking Relief to Rehabilitation and Development. » document de prise de position VOICE/ CONCORD, 2012, http://www.ngovoice.org/documents/ VOICE%20CONCORD%20position%20paper%20 Linking%20Relief%20Rehabilitation%20and%20 Development-July %202012.pdf (dernier accès 14 mai 2013) ; VOICE/CONCÓRD. « Tsunami one year after: NGO aid intervention and future challenges. » Kit d'information VOICE/CONCORD, 2005, http://www.alnap.org/pool/ files/concord voice tsunami one year after nov 05 pdf (dernier accès 13 mai 2013); OECD. « Towards better humanitarian donorship: 12 lessons learnt from OECD-DAC peer reviews. » OECD, 2012; Save the Children et Oxfam. « A dangerous delay: The cost of late response to early warnings in the 2011 drought in the Horn of Africa. » Save the Children et Oxfam, 2012.
- 52 IASC. « Reference Module for Cluster Coordination at the Country Level. » IASC, novembre 2012, http://clusters. humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ iasc-coordination-reference%20module-en_0.pdf (dernier accès 13 mai 2013).
- 53 UNICEF. « State of the World's Children 2011: Adolescence an Age of Opportunity. » New York: UNICEF, 2011.
- 54 IASC. « Reference Module for Cluster Coordination at the Country Level. » IASC, 2012.
- 55 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : Rapport « Because I am a Girl », Plan International Salvador, 2012.
- 56 UNICEF. « Adolescence: A Time That Matters. » New York : UNICEF, 2002.
- 57 ESCAP. « Discussion Paper on Mobilizing Resources for Disaster Risk Reduction. From Recovery to Preparedness: Investing in Disaster Risk Reduction. » Article préparé pour la troisième conférence ministérielle d'Asie sur la réduction des risques de catastrophe (3ème AMCDRR), Kuala Lumpur, Malaisie, 2-4 décembre 2008.
- 58 Haynes, Katharine, Jonathan Lassa et Briony Towers. « Child centred disaster risk reduction and climate change adaptation: Roles of Gender and Culture in Indonesia: Working Paper 2. » Children in a Changing Climate, septembre 2010.
- 59 Projet Sphère. « Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 60 INEE. « Minimum Standards for Education: Preparedness, Response, Recovery. » INEE, 2010.
- 61 Inter-agency Working Group on Reproductive Health in Crises. « Inter-agency Field Manual on Reproductive Health in Humanitarian Settings. » Inter-agency Working Group on Reproductive Health in Crises, 2010. Voir: Chapitre 2: Minimum Initial Serve Package (MISP) et Chapitre 4: Adolescent Reproductive Health.
- 62 IASC. « Guidelines for Gender-based Violence Interventions in Humanitarian Settings: Focusing on Prevention of and Response to Sexual Violence in Emergencies. » IASC, 2005.
- 63 IASC. « Women, Girls, Boys and Men Different Needs, Equal Opportunities: Gender Handbook in Humanitarian Action. » IASC, 2006.
- 64 Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta and Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Feinstein International Center, Université Tufts, août 2011.
- 65 INEE. « Adolescents and Youth Task Team. » INEE, http:// www.ineesite.org/en/task-teams/adolescents-and-youth (dernier accès 12 mars 2013).
- 66 CCCM, éducation, problèmes alimentaires (comprenant la

Section 1 : Chapitre 1 ; Chapitre 2

- sécurité alimentaire, la distribution des vivres et la nutrition), santé, subsistance, biens non-alimentaires, inscriptions, abris et WASH.
- 67 Calvi-Parisetti, Piero. « Coordination and Funding of Cross-Cutting Issues in Humanitarian Action: A strategic review commissioned by the UN Office for Coordination of Humanitarian Affairs. » Février, 2012.
- 68 Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Feinstein International Center, Université Tufts, août 2011.

Chapitre 2

- 1 Neumayer, Eric et Thomas Plumper. « The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002. » Annales de l'Association of American Geographers 97, no. 3 (janvier 2007), www2.lse.ac.uk/geographyAndEnvironment/ whosWho/profiles/neumayer/pdf/Disastersarticle.pdf
- 2 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011. Citant: UNFPA, « GOUDOUGOUDOU: Boum, Timoun. Enquête sur l'évaluation des besoins et services de santé de la reproduction dans les zones affectées par le séisme. » Octobre 2010; Ministère de la santé publique et de la population et Institut Haïtien de l'Enfance. « Goudougoudou: Boum, Timoun. Enquête sur la santé dans les sites d'hébergement Haïti. » Octobre 2010, paru en juillet 2011.
- 3 Tout le texte anglais de ce rapport sur la convention tiré de http://www.unicef.org.uk/Documents/Publication-pdfs/ betterlifeleaflet2012_press.pdf
- 4 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour ce rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 5 The Coalition for Adolescent Girls. « Missing the Emergency: Shifting the Paradigm for Relief to Adolescent Girls. » Coalition for Adolescent Girls, 2012.
- 6 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionné par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 7 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'est et du Sud, février 2013.
- 8 Comité permanent interorganisations. « Women, Girls, Boys and Men Different Needs – Equal Opportunities Gender Handbook in Humanitarian Action. » Comité permanent interorganisations, 2006.
- 9 Plan Bangladesh. « Children and Climate Change: A research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh et le Bangladesh Centre for Advanced Studies, 2012.
- 10 Programme alimentaire mondial sur la nutrition à l'école : en correspondance avec Victor Tsang.
- 11 Djekombé François. « Mothers Breaking Apart Anthills in Search of Food. » Inter Press Service New Agency. 29 mars 2012, http://www.ipsnews.net/2012/03/chad-famine-ndash-mothers-breaking-apart-anthills-in-search-of-food/(dernier accès 14 mai 2013).
- 12 Feeding Minds, Fighting Hunger. « Eating Well for Good

- Health, Part Four: Nutritional needs of adolescents (11-17 years old). » Feeding Minds, Fighting Hunger, http://www.feedingminds.org/fileadmin/templates/feedingminds/pdf_nu/EW_Lesson6_4.pdf (dernier accès 22 avril 2013).
- 13 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 14 UNFPA et Save the Children. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Toolkit for Humanitarian Settings: A Companion to the Inter-Agency Field Manual on Reproductive Health in Humanitarian Settings. » UNFPA et Save the Children, 2009.
- 15 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, « Because I am a Girl' report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 16 Manohar, Seema. « Adolescents in Adult Bodies: Adolescent Sexual and Reproductive Health in Emergencies ». Huffington Post. 03 juillet 2012, http:// www.huffingtonpost.com/seema-manohar/save-thechildren_b_2829127.html (dernier accès 14 mai 2013).
- 17 Gandhi, P.R., « Blackstone's International Human Rights Documents: 5th edition. » Oxford: Oxford University Press, 2006.
- 18 Women's Refugee Commission. « Sexual and Reproductive Health: Minimum Initial Service Package (MISP). » Women's Refugee Commission, http://womensrefugeecommission. org/programs/reproductive-health/misp (dernier accès 14 mai 2013). UNFPA. « Chapter Two: Minimum Initial Service Package (MISP). » UNFPA, http://www.unfpa.org/emergencies/manual/2.htm (dernier accès 14 mai 2013).
- 19 Women's Refugee Commission. « Minimum Initial Service Package (MISP) For Reproductive Health in Crisis Situations: A Distance Learning Module. » Women's Refugee Commission, Revu 2011, http://www.iawg.net/resources/ MISP2011.pdf (dernier accès 9 mai 2013).
- 20 UNFPA and Save the Children. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Toolkit for Humanitarian Settings: A Companion to the Inter-Agency Field Manual on Reproductive Health in Humanitarian Settings. » UNFPA et Save the Children, 2009.
- 21 Projet Sphère. « Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 22 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, « Because I am a girl » Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 23 MADRE, KOFAVIV, FAVILEK, KONAMAVID, Women's Link Worldwide et la International Women's Human Rights (IWHR) Clinic à la School of Law de l'Université de la ville de New York (CUNY). « Gender Based Violence Against Haitian Women & Girls in Internal Displacement Camps. » Soumission de la République de Haïti à l'examen périodique universel des Nations unies, 12ème session du groupe de travail du Conseil des droits de l'homme, 3-14 octobre 2011; Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M Spitta. « In the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflict-affected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, No.38 (décembre 2012), http:// www.biomedcentral.com/1472-698X/12/38; Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » USA: Human Rights Watch, 2011; Csáky, Corinna. « No One to Turn To: The under-reporting of child sexual exploitation and abuse by aid workers and peace keepers. » Save The Children, 2008
- 24 Projet Sphère. « Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.

Section 1 : Chapitre 2

- 25 Plan Népal. « Impact of Climate change on children in Nepal. » Plan Népal et le National Disaster Risk Reduction Centre Nepal, 2012.
- 26 Nakagawa, Mihoko. « UNICEF reaches out to families and children in earthquake-hit Japan. » UNICEF. 26 mai 2012, http://www.unicef.org/infobycountry/japan_58038.html (dernier accès 15 novembre 2012).
- 27 Aptekar, Lewis et Judith A. Boore. « The emotional effect of disaster on children: a review of the literature. » International Journal of Mental Health 1990, no. 19; Vogel, Juliet et Eric Vernberg. « Children's psychological responses to disasters. » Journal of Clinical Child Psychology 1993, no. 22.
- 28 UNFPA et Save the Children. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Toolkit for Humanitarian Settings: A Companion to the Inter-Agency Field Manual on Reproductive Health in Humanitarian Settings. » UNFPA et Save the Children, 2009.
- 29 Organisation mondiale de la santé. « Gender and Health in Disasters. » OMS, http://www.who.int/gender/ other_health/en/genderdisasters.pdf (dernier accès 22 avril 2013); Stevens, Susie et Laurie Slone. « Tsunami and Mental Health: What Can We Expect? » Centre national du stress post-traumatique, Département des anciens combattants; UNESCO. « Women and Natural Disasters: A Regional Analysis on Asia and the Pacific. » Bangkok: UNESCO, 2010.
- 30 Save the Children. « Watermarks: Child Protection During Floods in Bangladesh. » Dhaka : Save the Children UK, 2006.
- 31 Morgan, Jenny et Alice Behrendt. « Silent Suffering The psychosocial impact of war, HIV and other high-risk situations on girls and boys in West and Central Africa. Sierra Leone, Liberia, Cameroon, Burkina Faso and Togo. » Plan Afrique de l'Ouest et Family Health International, 2009.
- 32 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 33 Nikki van der Gaag pour le rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan, 2012.
- 34 Plan International. « Evaluation of the child protection in emergencies programme of Plan Pakistan: Flood emergency response 2010/2011. » Document interne. Avril 2011.
- 35 Irin. « Women without men vulnerable in South Sudan's refugee camps. » Irin, http://www.irinnews.org/
 Report/97260/Women-without-men-vulnerable-in-South-Sudan-apos-s-refugee-camps (dernier accès 22 avril 2013); UNHCR. « Sexual Violence against Refugees: Guidelines on Prevention and Response. » UNHCR, 1995; Global Crisis Solutions. « Technical Guide on Food Distributions: For use by ActionAid Uganda. » Global Crisis Solutions, novembre 2003.
- 36 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier, 2013; Entretien avec Lili Harris, Chargée de projet: « Because I am a Girl Report », Plan International. Sri Lanka, 2013.
- 37 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 38 OMS. « Adolescent Pregnancy. Fact Sheet. » OMS, http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs364/en/ (dernier accès 14 mai 2013).
- 39 Projet Sphère. « Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 40 UNHCR. « Refocusing Family Planning in Refugee Settings: Findings and Recommendations from a Multi-Country Baseline Study. » UNHCR, 2011.
- 41 Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K. Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M. Spittal. « In

- the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflict-affected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, no. 38 (2012), http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1472-698X-12-38.pdf
- 42 Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K. Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M. Spittal. « In the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflict-affected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, no. 38 (2012), http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1472-698X-12-38.pdf
- 43 Tong, Katie. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Mission to Plan Pakistan. » Interact Worldwide et Plan Pakistan, 2010.
- 44 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 45 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 46 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us" Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 47 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011. Citant: Emmus-IV Haiti 2005-2006, p. 278.
- 48 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 49 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 50 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » Human Rights Watch, août 2011.
- 51 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 52 PNUD. « Human Development Report 2011. Sustainability and Equity: A Better Future for all. » New York: PNUD, 2011.
- 53 Nikki van der Gaag pour le rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan, 2012.
- 54 Tong, Katie. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Mission to Plan Pakistan. » Interact Worldwide et Plan Pakistan, 2010.
- 55 PNUD. « Human Development Report 2011. Sustainability and Equity: A Better Future for all. » New York: PNUD, 2011
- 56 Tong, Katie. « Adolescent Sexual and Reproductive Health Mission to Plan Pakistan. » Interact Worldwide et Plan Pakistan, 2010.
- 57 Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. « World Disasters Report 2008: Focus on HIV and Aids. » Genève : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2008.
- 58 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le Bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 59 UNICEF. « Progress For Children: A report card on adolescents. » New York: UNICEF, 2012.
- 60 Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. « World Disasters Report 2008: Focus on HIV and Aids. » Genève : Fédération internationale des

Section 1: Chapitre 2

- Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2008. Citant : Conseil économique et social de l'ONU, 2004.
- 61 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 62 Oxfam International. « Reducing Vulnerability to HIV before and after Disasters. » UNICEF, 2008.
- 63 Tong, Katie. « Plan Policy Position: Adolescent Sexual and Reproductive Health in Disaster Risk Management. SRH in Emergencies Position Paper. » Plan, 2012.
- 64 Tong, Katie. « Plan Policy Position: Adolescent Sexual and Reproductive Health in Disaster Risk Management. SRH in Emergencies Position Paper. » Plan, 2012.
- 65 OMS, Health Protection Agency et ISDR. « Disaster Risk Management for Health Fact Sheets: Overview. » OMS, Health Protection Agency et ISDR, http://www.who.int/hac/events/drm_fact_sheet_overview.pdf (dernier accès 14 mai 2013).
- 66 BBC News Online. « Q & A Antiretroviral Drugs. » BBC News Online, 24 octobre 2003, http://news.bbc.co.uk/1/hi/health/3210669.stm (dernier accès 7 mai 2013).
- 67 Plan Bangladesh. « Children and climate change: A research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh et le Bangladesh Centre for Advanced Studies, 2012.
- 68 Spittal P.M., H. Muyinda, S.H. Patel, G. Oyat, L. Tebere, S. Atim, G. Shibru, L. Axworthy et N.K. Sewankambo. « Building on Traditional Assets in Protecting Children Against HIV/STDs in War and Post Conflict Situations: The Wayo Strategy of the Acholi in Northern Uganda. » Ontario: CIDA Child Protection Research Fund, 2008.
- 69 Fanfan, Jean Panel. « Adolescents map HIV risks, part of a holistic approach to treating HIV/AIDS in Haiti. » UNICEF. 27 juillet 2012, http://www.unicef.org/infobycountry/haiti_65428.html (dernier accès 15 mai 2013).
- 70 Plan Népal. « Impact of Climate change on children in Nepal. » Plan Népal et le National Disaster Risk Reduction Centre Nepal, 2012.
- 71 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 72 Projet Sphère. « The Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 73 UNFPA. « The State of the World Population 2010: From Conflict and Crisis to Renewal: Generations of Change. » UNFPA, 2010.
- 74 Lalasz, Robert. « The Indian Ocean tsunami: Special challenges for women survivors. » Washington, DC: Population Reference Bureau, 2005.
- 75 People's Report. « Violence against women in the posttsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai : People's Report et Action Aid India, (non daté).
- 76 The Lamp for Haiti Foundation, Institute for Justice and Democracy in Haiti, Bureau des Avocats Internationaux, Lawyers' Earthquake Response Network et University of San Francisco School of Law, Center for Law and Global Justice. « "We've been forgotten": conditions in Haiti's displacement camps eight months after the earthquake. » Philadelphie: The Lamp for Haiti Foundation, 2010.
- 77 Mazurana, Dylan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Orégon: Feinstein International Center, Université Tufts, août 2011. Citant: Blay, Caroline. GenCap Gender Adviser OCHA. « IOM assessment data. » Correspondance par courriel 11 mars 2011.
- 78 The Lamp for Haiti Foundation, Institute for Justice and Democracy in Haiti, Bureau des Avocats Internationaux, Lawyers' Earthquake Response Network et University of San

- Francisco School of Law, Center for Law and Global Justice. « "We've been forgotten": conditions in Haiti's displacement camps eight months after the earthquake. » Philadelphie: The Lamp for Haiti Foundation, 2010.
- 79 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 80 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 81 House, Sarah, Therese Mahon et Sue Cavill. « Menstrual hygiene matters: A resource for improving menstrual hygiene around the world. » Wateraid, 2012.
- 82 ALNAP. « Chapter Four: Summary Findings and Field Recommendations. » ALNAP, http://www.alnap.org/pool/ files/erd-3421-findings.pdf (dernier accès15 mai 2013).
- 83 Projet Sphère. « The Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 84 Enquête en ligne pour les adolescentes et les situations d'urgence, Recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013. Projet Brookings-Bern sur les déplacements internes. « IASC Operational Guidelines on the Protection of Persons in Natural Disasters. » Projet Brookings-Bern sur les déplacements internes, 2011.
- 85 OMS. «Gender and Health in Disasters. » OMS, http://www.who.int/gender/other_health/en/genderdisasters.pdf (dernier accès 22 avril 2013).
- 86 Plan Bangladesh. « Children and climate change: A research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh et le Bangladesh Centre for Advanced Studies, 2012.
- 87 Smith, Ines. « Gender-Sensitive Response and Recovery: An Overview. » Oxfam UK, 2012.
- 88 Oxfam. « Oxfam Internal Gender Learning Review of Pakistan Flood Response 2010-2011. » Oxfam, septembre 2011
- 89 Plan International. « Children and the Tsunami: Engaging with children in disaster response, recovery and risk reduction: Learning from children's participation in the tsunami response. » Bangkok: Plan International, 2005.
- 90 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 91 Résultats de l'enquête en ligne. Rapport « Parce que je suis une fille » 2013, Plan International.
- 92 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 93 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 94 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 95 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a girl" Report2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier, 2013 ; Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013 ; Entretien avec Lili Harris, Chargée de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013 ; Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.

Section 1: Chapitre 2; Chapitre 3

- 96 UNFPA. « World Humanitarian Day: Youth to the Rescue. » UNFPA. 19 août 2012, http://www.unfpa.org/public/home/news/pid/11560 (dernier accès 15 mai 2013).
- 97 Dr Sarah Bradshaw : Chargée de cours principale en études du développement, Université du Middlesex.
- 98 Bradshaw, S. « Gender, Development and Disasters ». Cheltenham/Northampton: Edward Elgar, 2013.
- 99 UNICEF. « An Overview of UNICEF's Humanitarian Mandate and Activities. » New York: UNICEF, 1999.
- 100 Steets, Julia. « Donor Strategies for Addressing the Transition Gap and Linking Humanitarian and Development Assistance: A Contribution to the International Debate. » Berlin: Global Public Policy Institute, 2011.
- 101 Juma, Monica et Astri Suhrke. « Eroding Local Capacity. International Humanitarian Action in Africa. » Uppsala: Nordic Africa Institute, 2002.
- 102 Suhrke, Astri et Arve Ofstad. « Filling 'the gap': Lessons well learnt by the multilateral aid agencies. » Bergen: CHR. Michelsen Institute, 2005.
- 103 Steets, Julia. « Donor Strategies for Addressing the Transition Gap and Linking Humanitarian and Development Assistance: A Contribution to the International Debate. » Berlin: Global Public Policy Institute, 2011.
- 104 Moore, Jonathan. « The Humanitarian-Development Gap.» Revue internationale de la Croix-Rouge 81, no. 833 (avril 2010), http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract ?fromPage=online&aid=6656756
- 105 Lloyd-Jones, Tony. « Mind the Gap! Post-disaster reconstruction and the transition from humanitarian relief. » RICS, juin 2006.
- 106 DFID. « Humanitarian Emergency Response Review. » DFID, 2011.
- 107 Hendrickson, Dylan. « Humanitarian action in protracted crises: the new relief "agenda" and its limits. » ODI: Relief and Rehabilitation Network, 1998.
- 108 Macrae, Joanna. « The death of humanitarianism: An anatomy of the attack. » Disasters 22, no. 4 (décembre 1998), http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1467-7717.00094/pdf
- 109 Fox, Fiona. « New Humanitarianism: Does it provide a moral banner for the 21st Century? » Disasters 25, no. 4 (décembre 2011), http://onlinelibrary.wiley.com/ doi/10.1111/1467-7717.00178/abstract
- 110 Rieff, David. « Moral imperatives and political realities: Response to "Principles, Politics, and Humanitarian Action". » Ethics and International Affairs 13, no. 1 (Mars 1999), http://onlinelibrary.wiley.com/ doi/10.1111/j.1747-7093.1999.tb00325.x/pdf
- 111 Scott, Joan. « Only Paradoxes to Offer: French Feminists and the Rights of Man. » Cambridge: Harvard University Press, 1996.
- 112 Ticktin, Mariam. « The gendered human of humanitarianism: Medicalising and politicising sexual violence. » Gender and History 22, no.2 (août 2011), http://www.newschool.edu/uploadedFiles/NSSR/Departments_and_Faculty/Anthropology/Documents/5_Gendered%20 Human%20of%20Humanitarianism.pdf
- 113 Le Pape, Marc et Pierre Salignon. « Civilians Under Fire: Humanitarian Practices in the Congo Republic 1998-2000. » Bruxelles: Médecins Sans Frontières, 2003.
- 114 Fadlalla, A H. « The Neo-Liberalization of Compassion: Darfur and the Mediation of American Faith, Fear and Terror. » In: Collins, J L, M di Leonardo, and B Williams (Eds.). « New Landscapes of Inequality: Neo-liberalism and the Erosion of Democracy in America. » Santa Fe: School for Advanced Research Press.
- 115 ALNAP. « The State of the Humanitarian System. » Londres : ODI, 2012.
- 116 Buchanan-Smith, Margaret and Simon Maxwell. « Linking

- Relief and Development: An Introduction and Overview. » IDS Bulletin 25, no. 4, http://www.eldis.org/fulltext/LinkingReliefandDevelopment.pdf
- 117 DFID. « Adaptation to Climate Change: Making Development Disaster-Proof. » DFID, 2004.
- 118 ISDR. « Hyogo Framework for Action 2005-2015: Mid-Term Review. » Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, 2011.

Chapitre 3

- 1 Save the Children UK. « From Camp to Community: Liberia Study on Exploitation of Children. Discussion paper on children's vulnerability to exploitation and abuse during the delivery of assistance in Liberia based on field studies carried out by Save the Children UK in Liberia. » Save the Children UK, 2006.
- 2 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 3 Save The Children UK. « Watermarks: child protection during floods in Bangladesh. » Save the Children UK, 2006.
- 4 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 5 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » HRW, août 2011, citant: Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, U.N. DOC No. A/61/529-5/2006/826, (octobre 26, 2006), para. 39.
- 6 MADRE, KOFAVIV, FAVILEK, KONAMAVID, Women's Link Worldwide et la International Women's Human Rights (IWHR) Clinic de la City University of New York (CUNY) School of Law. « Gender Based Violence Against Haitian Women & Girls in Internal Displacement Camps. » Soumission de la République de Haïti à l'examen périodique universel des Nations unies, 12ème session du groupe de travail du Conseil des droits de l'homme, octobre 3-14, 2011 Citant: University of Michigan/Small Arms, « Assessing Needs After the Quake: Preliminary Findings from a Randomized Survey of Port-au-Prince Households, Survey », 2010
- 7 MADRE, KOFAVIV, FAVILEK, KONAMAVID, Women's Link Worldwide et la International Women's Human Rights (IWHR) Clinic de la City University of New York (CUNY) School of Law. « Gender Based Violence Against Haitian Women & Girls in Internal Displacement Camps. » Soumission de la République de Haïti à l'examen périodique universel des Nations unies, 12ème session du groupe de travail du Conseil des droits de l'homme, octobre 3-14, 2011 Citant: Solidarity Fanm Ayisyen or Haitian Women's Solidarity. SOFA, « Rapport Balan 10, Cas de Violences Accueillis et Accompagnés Dans Les 21 Centres Douvanjou de la SOFA de Janvier à Juin 2010. » SOFA, novembre, 2010
- 8 Peterman, Amber, Tia Palermo, et Caryn Bredenkamp. « Estimates and Determinants of Sexual Violence Against Women in the Democratic Republic of Congo. » American Journal of Public Health 101, No. 6 (juillet 2011), http://ajph.aphapublications.org/doi/abs/10.2105/ AJPH.2010.300070
- 9 People's Report et Action Aid India. « Violence against women in the post-tsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai : People's Report et Action Aid India, 2007.
- 10 UNFPA. « State of World Population 2010. From conflict and crisis to renewal: generations of change. » New York: UNFPA, 2010.

Section 1 : Chapitre 3

- 11 Csáky, Corinna. « No One to Turn To: The under-reporting of child sexual exploitation and abuse by aid workers and peace keepers. » Save The Children, 2008.
- 12 Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M Spitta. « In the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflictaffected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, No.38 (décembre 2012), http://www. biomedcentral.com/1472-698X/12/38
- 13 Save the Children UK. « From Camp to Community: Liberia Study on Exploitation of Children. Discussion paper on children's vulnerability to exploitation and abuse during the delivery of assistance in Liberia based on field studies carried out by Save the Children UK in Liberia. » Save the Children UK. 2006.
- 14 Enrtetien avec Lili Harris, Chargée de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013.
- 15 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 16 Plan Bangladesh. « Report on Children & climate change: a research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh, 2012.
- 17 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 18 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 19 Plan Kenya. « Impact of Disaster on Girls' Education in Tharaka. » Plan International, 2012.
- 20 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 21 Morgan, Jenny et Alice Behrendt. « Silent Suffering: The psychosocial impact of war, HIV and other high-risk situations on girls and boys in West and Central Africa: Sierra Leone, Liberia, Cameroon, Burkina Faso and Togo. » Plan International, 2009.
- 22 Plan Bangladesh. « Report on Children & climate change: a research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh, 2012.
- 23 People's Report. « Violence against women in the posttsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai : People's Report et Action Aid India, 2007.
- 24 Zuniga, Marielena. « Aid and Support for Women and Girls in Japan: Soroptimist Disaster Grants for Women and Girls. » Soroptimist, 2012. http://www.soroptimist.org/members/program/ProgramDocs/DisasterRelief/BFWApril2012_DisasterGrants.pdf (dernier accès 15 mai 2013).
- 25 Houghton, Rosalind. « Domestic Violence and Disasters: A Fact Sheet for Agencies. » Te Kunenga Ki Purehoroa, Joint Centre for Disaster Research: Université Massey, septembre 2010.
- 26 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 27 http://www.whiteribbon.ca/ (dernier accès 24 mai 2013).
- 28 www.men-care.org (dernier accès 24 mai 2013).
- 29 http://www.promundo.org.br/en/activities/activities-posts/program-h/ (dernier accès 24 mai 2013).
- 30 Sonke Gender Justice. http://genderjustice.org.za/projects/one-man-can.html (dernier accès 24 mai 2013).
- 31 Bell Bajao. « Bring Domestic Violence to an End » Bell Bajao, www.bellbajao.org (dernier accès 24 mai 2013).

- 32 The Population Council, « And how will you remember me, my child? Redefining Fatherhood in Turkey ». Population Council, 2009.
- 33 Green, Duncan, Richard King, et May Miller-Dawkins. « The Global Economic Crisis and Developing Countries. » Oxford : Rapport de recherche d'Oxfam International, mai 2010.
- 34 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » USA: Human Rights Watch, 2011
- 35 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » USA: Human Rights Watch, 2011.
- 36 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 37 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 38 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 39 People's Report. « Violence against women in the posttsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai: People's Report et Action Aid India, 2007.
- 40 Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M Spitta. « In the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflictaffected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, No.38 (décembre 2012), http://www. biomedcentral.com/1472-698X/12/38
- 41 Patel, Sheetal H, Herbert Muyinda, Nelson K Sewankambo, Geoffrey Oyat, Stella Atim et Patricia M Spitta. « In the face of war: examining sexual vulnerabilities of Acholi adolescent girls living in displacement camps in conflict-affected Northern Uganda. » BMC International Health Human Rights 12, No.38 (décembre 2012), http://www.biomedcentral.com/1472-698X/12/38
- 42 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 43 Casares García, Raquel. « Women and Girls in the Context of Natural Disasters Case Study on Vulnerability and Capacities in the Dominican Republic. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan République Dominicaine et Oxfam République Dominicaine, 2013.
- 44 Casares García, Raquel. « Women and Girls in the Context of Natural Disasters Case Study on Vulnerability and Capacities in the Dominican Republic. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan République Dominicaine et Oxfam République Dominicaine, 2013.
- 45 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 46 IFRC. « World Disasters Report 2007: Focus on discrimination. » IFRC, 2007; Killian Chimtom, Ngala. « Drought in Sahel Affects Urban Cameroonians. » IPS, 29 février 2012, http://www.ipsnews.net/2012/02/drought-in-sahel-affects-urban-cameroonians; Martinage, Jean-Luc. « Cameroon: the Red Cross helps the most vulnerable "filles libres". » IFRC, www.ifrc.org/ar/nouvelles/nouvelles/

Section 1: Chapitre 3

- africa/cameroon/cameroon-the-red-cross-helps-the-most-vulnerable-filles-libres; Musa, Tansa. « Cameroon prostitutes join battle against AIDS. » Reuters, 30 novembre 2007, http://www.reuters.com/article/2007/11/30/us-aids-cameroon-idUSL2528621120071130
- 47 Population Reference Bureau. « HIV/AIDS Among People Ages 15-49, by Gender. » Population Reference Bureau, http://www.prb.org/DataFinder/Topic/Rankings. aspx?ind=245 (dernier accès 22 avril 2013)
- 48 Population Reference Bureau. « HIV/AIDS Among People Ages 15-49, by Gender. » Population Reference Bureau, http://www.prb.org/DataFinder/Topic/Rankings. aspx?ind=245 (dernier accès 22 avril 2013).
- 49 IFRC. « World Disasters Report 2007: Focus on discrimination. » IFRC, 2007; Killian Chimtom, Ngala. « Drought in Sahel Affects Urban Cameroonians. » IPS, 29 février 2012, http://www.ipsnews.net/2012/02/ drought-in-sahel-affects-urban-cameroonians; Martinage, Jean-Luc. « Cameroon: the Red Cross helps the most vulnerable "filles libres". » IFRC, www.ifrc.org/ ar/nouvelles/nouvelles/africa/cameroon/cameroonthe-red-cross-helps-the-most-vulnerable-filles-libres; Musa, Tansa. « Cameroon prostitutes join battle against AIDS. » Reuters, 30 novembre 2007, http://www. reuters.com/article/2007/11/30/us-aids-cameroonidUSL2528621120071130. Population Reference Bureau. « HIV/AIDS Among People Ages 15-49, by Gender. » Population Reference Bureau, http://www.prb.org/ DataFinder/Topic/Rankings.aspx?ind=245 (dernier accès 22 avril 2013).
- 50 Martinage, Jean-Luc. « Cameroon: Hortense, the former "fille libre" turned peer educator. » IFRC, http://www.ifrc.org/ar/ nouvelles/nouvelles/africa/cameroon/cameroon-hortensethe-former-fille-libre-turned-peer-educator/ (dernier accès 15 mai 2013).
- 51 Save The Children Royaume-Uni. « Watermarks: child protection during floods in Bangladesh. » Save the Children Royaume-Uni, 2006.
- 52 Secrétariat des Nations unies. « Secretary-General's Bulletin: Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse. » Secrétariat général des Nations unies, 9 octobre 2003, http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/ rwmain?docid=451bb6764 (dernier accès 15 mai 2013).
- 53 Machel, Graça. « The Impact of Armed Conflict on Children. » Nations unies, Cinquante-et-unième session, 1996, http://www.unicef.org/graca/a51-306_en.pdf (dernier accès 15 mai 2013).
- 54 Save the Children. « No One to Turn To. The underreporting of child sexual exploitation and abuse by aid workers and peace keepers. » Save The Children, 2008.
- 55 Davey, Corinne, Paul Nolan et Dr Patricia Ray. « Change starts with us, talk to us! » Humanitarian Accountability Partnership, 2010.
- 56 Davey, Corinne, Paul Nolan et Dr Patricia Ray. « Change starts with us, talk to us! » Humanitarian Accountability Partnership, 2010.
- 57 Davey, Corinne, Paul Nolan et Dr Patricia Ray. « Change starts with us, talk to us! » Humanitarian Accountability Partnership, 2010.
- 58 Davey, Corinne, Paul Nolan et Dr Patricia Ray. « Change starts with us, talk to us! » Humanitarian Accountability Partnership, 2010.
- 59 Women's Link Worldwide est une organisation internationale qui s'emploie à ce que l'égalité des sexes soit une réalité de par le monde. Women's Link était un des co-pétitionnaires à demander des mesures de précaution devant la Commission Interaméricaine pour protéger les droits des victimes de violences sexuelles dans les camps de déplacés internes d'Haïti. Cette organisation encourage

- également l'utilisation de l'approche intersectorielle dans l'application des normes des droits de la personne aux différents groupes de femmes. Pour plus d'information, visiter www.womenslinkworldwide.org.
- 60 Voir page 162 Section 3 pour le soutien d'un cadre juridique pour les adolescentes dans les catastrophes naturelles par Cynthia Farid.
- 61 Bremer, Catherine et Andrew Cawthorne. « Haiti Says 200,000 May be Dead, Violence Breaks Out. » Reuters, Jan. 2010, http://www.reuters.com/article/idUSTRE60B5IZ20100115
- 62 USAID. « USAID'S Approach to Shelter in Post-Earthquake Haiti: Providing Security, Dignity and Work. » USAID, mai 2010, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDACP673.pdf
- 63 UNHCR. « Sexual and Gender-Based Violence against Refugees and Internally Displaced Persons, Guidelines for Prevention and Response. » 19, 2003, http://www.unhcr. org/refworld/docid/3edcd0661.html
- 64 IASC. « Report of the task force on protection from sexual exploitation and abuse in humanitarian crises. » IASC, http://www.unicef.org/spanish/emerg/files/IASCTFReport.pdf
- 65 Alba, W, D. Luciano. « Salud sexual y reproductiva y violencia en personas vulnerables: La tormenta Noel en República Dominicana. » Saint Domingue, République Dominicaine: INSTRAW et UNFPA, 2008, http://www.un-instraw.org/data/media/documents/GPS/INSTRAW-UNFPA-InformeFinal-1.pdf
- 66 McConnell, Andrew. « À life in exile: how it feels to be a refugee. » http://www.guardian.co.uk/world/2012/ dec/14/displaced-refugees-andrew-mcconnellphotographs?INTCMP=SRCH The Guardian (accès 17 décembre 2012).
- 67 Mémo juridique de Women's Link Worldwide « The rights of adolescent girls in disasters ; sexual and reproductive rights, sexual violence and access to justice » pour l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 68 Convention relative aux droits de l'enfant, http://www. ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx, and Convention Against All Forms of Discrimination Against Women, http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/ text/econvention.htm.
- 69 Par exemple: Le droit à la vie est garanti dans les instruments relatifs aux droits de l'Homme au niveau international et régional. Voir: http://www.essex.ac.uk/reportingkillingshandbook/handbook/part_ii_3.htm
- 70 Cour interaméricaine pour les Droits de la personne, Artavia Murillo et autres vs Costa Rica, http://www.corteidh.or.cr/ docs/casos/articulos/seriec_257_ing.pdf
- 71 CEDAW, Article 12, http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm
- 72 Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la santé, droit de tous de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, A/66/254, disponible sur http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/443/58/PDF/N1144358.pdf?OpenElement
- 73 Un exemple de jurisprudence nationale est l'Auto 092 de la Cour constitutionnelle de Colombie dans le cas de femmes déplacées internes, http://www.womenslinkworldwide.org/wlw/new.php?modo=observatorio&id_decision=318&lang=es
- 74 IACHR. « Women and girls victims of sexual violence living in 22 internally displaced persons camps (Haiti), precautionary measures MC-340-10. » 22 décembre 2010, http://www.womenslinkworldwide.org/wlw/new.php?modo=detalle_proyectos&dc=23
- 75 IACHR. « Women and girls victims of sexual violence living in 22 internally displaced persons camps (Haiti), precautionary measures MC-340-10. » 22 décembre

Section 1 : Chapitre 3

- 2010, http://www.womenslinkworldwide.org/wlw/new.php?modo=detalle_proyectos&dc=23
- 76 On peut trouver des exemples de décisions prises dans les cas de KL v. Pérou, Comité des droits de l'Homme, Communication No. 1153/2003, 22 novembre 2005; Tysiac v. Poland, Cour européenne des Droits de l'Homme, Application no. 5410/03, 2007, et dans le rapport soumis à l'Assemblée générale par le Rapporteur spécial sur le droit à la santé, http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/443/58/PDF/N1144358.pdf?OpenElement.
- 77 Voir page 162 Section 3 pour le soutien d'un cadre juridique pour les adolescentes dans les catastrophes naturelles par Cynthia Farid.
- 78 Mémo juridique du Women's Link Worldwide. « The rights of adolescent girls in disasters; sexual and reproductive rights, sexual violence and access to justice », pour l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 79 Mémo juridique du Women's Link Worldwide. « The rights of adolescent girls in disasters; sexual and reproductive rights, sexual violence and access to justice », pour l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 80 Pour que les victimes retrouvent leur situation d'origine d'avant les violations graves. Assemblée générale des Nations unies (2006). Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, (21 mars 2006). A/RES/60/147
- 81 Pour tout dommage estimable économiquement, de façon appropriée et proportionnelle à la gravité de la violation et aux circonstances de chaque cas. Op cit.
- 82 Plusieurs mesures qui comprennent la cessation des atteintes et des violations des droits de l'homme, la quête de la vérité, les recherches des disparus, la récupération et le nouvel enterrement des dépouilles, les sanctions juridiques et administratives, les excuses publiques et différents processus de commémoration. Op cit.
- 83 Des réformes garantissant la prévention de futures violations comprenant : le contrôle civil des forces militaires et de sécurité, le renforcement du pouvoir judiciaire indépendant, la protection du service civil et des travailleurs des droits de la personne, la promotion générale des normes des droits de la personne, et l'établissement de mécanismes empêchant et contrôlant les conflits sociaux et leur résolution. Op cit.
- 84 Casares García, Raquel. « Women and Girls in the Context of Natural Disasters Case Study on Vulnerability and Capacities in the Dominican Republic. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan République Dominicaine et Oxfam République Dominicaine, 2013.
- 85 Entretien avec Jean Casey, Coordinatrice de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Niger, 2012.
- 86 Deen, Thalif. « "Famine Marriages" Just One By-product of Climate Change. » IPS, 9 mars 2010, http://www.ips.org/TV/beijing15/famine-marriages-just-one-byproduct-of-climate-change/ (dernier accès 7 mai 2013).
- 87 Nations unies. « Déclaration universelle des droits de la personne. » Nations unies, https://www.un.org/en/documents/udhr/ (dernier accès 15 mai 2013); Nations unies. « La convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. » Nations unies, http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm (dernier accès 15 mai 2013); Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations unies. « La Convention relative aux droits de l'enfant. » Nations unies, http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx (dernier accès 15 mai 2013); Nations unies. « Le programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la population et le développement. » Nations unies, http://www.iisd.ca/cairo/program/p00000.html (dernier

- accès 15 mai 2013).
- 88 Ford, Liz. « 140 million girls will become child brides by 2020 at current rates. » The Guardian Online, 8 mars 2013, http://www.guardian.co.uk/global-development/2013/mar/08/140-million-girls-child-brides-2020 (dernier accès 23 avril 2013); The Office of Gordon and Sarah Brown. « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education. A review by Gordon Brown. » The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012.
- 89 The Office of Gordon and Sarah Brown. « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education. A review by Gordon Brown. » The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012. Citant: ICF International. « MEASURE DHS. » Demographic Health Surveys (enquête la plus récente).
- 90 The Office of Gordon and Sarah Brown. « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education. A review by Gordon Brown. » The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012.
- 91 World Vision. « Untying the Knot: Exploring Early Marriage in Fragile States. » Royaume-Uni: World Vision, mars 2013.
- 92 UNFPA. « Marrying Too Young: End Child Marriage. » New York: UNFPA, 2013.
- 93 The Office of Gordon and Sarah Brown. « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education. A review by Gordon Brown. » The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012.
- 94 World Vision. « Untying the Knot: Exploring Early Marriage in Fragile States. » Royaume-Uni: World Vision, mars 2013.
- 95 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 96 Interact Worldwide. « Interact Worldwide assessments of Adolescent Sexual Health reports in Haiti and Pakistan. » Interact Worldwide, juillet et octobre 2010 (inédit). Interact Worldwide, July and October 2010 (unpublished).
- 97 Krishnamurthy, Ranjani. « Review of Sexual and Reproductive Health and Rights in the Context of Disasters in Asia, Kuala Lumpur, Malaysia. » Chennai, Inde: Centre de ressources et de recherche pour les femmes de la région Asie-Pacifique (ARROW), 2009.
- 98 « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education', A review by Gordon Brown, 2012.
- 99 Ally, Terry/Plan International. « Changing the culture of child marriage in Malian refugee camps mission impossible? » Relief Web, 1¢ octobre 2012, http://reliefweb.int/report/burkina-faso/changing-culture-child-marriage-malian-refugee-camps-%E2%80%93-mission-impossible (dernier accès 15 mai 2013).
- 100 Ally, Terry/Plan International. « Changing the culture of child marriage in Malian refugee camps mission impossible?' Relief Web, 1er octobre 2012, http://reliefweb.int/report/burkina-faso/changing-culture-child-marriage-malian-refugee-camps-%E2%80%93-mission-impossible (dernier accès 15 mai 2013).
- 101 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 102 Ford, Liz. « 140 million girls will become child brides by 2020 at current rates. » The Guardian Online, 8 mars 2013, http://www.guardian.co.uk/global-development/2013/ mar/08/140-million-girls-child-brides-2020 (dernier accès 23 avril 2013); « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education », Un article de Gordon Brown, 2012
- 103 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 104 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General

Section 1: Chapitre 3; Chapitre 4

- Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 105 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, Recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 106 CPI. « Guidelines for Gender-based Violence Interventions in Humanitarian Settings. Focusing on Prevention of and Response to Sexual Violence in Emergencies. » Comité permanent interorganisations, 2005.
- 107 Csáky, Corinna. « No One to Turn To: The under-reporting of child sexual exploitation and abuse by aid workers and peace keepers. » Save The Children, 2008.
- 108 Harris, Katie et Kelly Hawrylyshyn. « Climate extremes and child rights in South Asia: a neglected priority. » Plan et ODI Project Briefing, no.78, 2012, http://www.odi.org.uk/sites/ odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7832. pdf (dernier accès 15 mai 2013).
- 109 Nikki van der Gaag pour le rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan, 2012.
- 110 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 111 People's Report. « Violence against women in the posttsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai: People's Report et Action Aid Inde, 2007.
- 112 eople's Report. « Violence against women in the posttsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai : People's Report et Action Aid Inde, 2007.
- 113 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » USA: Human Rights Watch, 2011
- 114 Davey, Corinne, Paul Nolan et Dr. Patricia Ray. « Change starts with us, talk to us!' Humanitarian Accountability Partnership, 2010.
- 115 Plan International. « Written Submission: Protection of Children from sale and exploitation following humanitarian crisis due to natural disasters. » Plan International, 10 octobre 2011.
- 116 Plan UE. « Girls' Rights Gazette. » Plan UE, 11 octobre 2012, http://www.plan-eu.org/content//uploads/2012/10/Girls-Rights-Gazette-text-only-version.doc (dernier accès 15 mai 2013)
- 117 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, « Because I am a girl » Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 118 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 119 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 120 IFRC. « Urban Violence: Community Perceptions, Community Solutions report. » IFRC, 2012.
- 121 IFRC. « Urban Violence: Community Perceptions, Community Solutions report. » IFRC, 2012.
- 122 Odhikar. « International Women's Day and Violence against Women in Bangladesh: Statement from Odhikar. » Odhikar, 7 mars 2011, http://www.odhikar.org/Womens_Day/ International_Women's_Day_English_2011.pdf (dernier accès 23 avril 2013).
- 123 Pour plus de détails, voir : Persaud, Christine. « Gender and Security Guidelines for Mainstreaming Gender in Security Risk Management, EISF Briefing Paper. » European

- Interagency Security Forum (EISF), 2012.
- 124 IASC. « Growing the Sheltering Tree: Protecting Rights Through Humanitarian Action. Programmes & Practices Gathered from the Field. » IASC, 2002.

Chapitre 4

- 1 Nations unies. « We Can End Poverty by 2015: The Millennium Development Goals. » Nations unies, http://www.un.org/millenniumgoals/gender.shtml (dernier accès 24 avril 2013).
- 2 Luqman, Ahmed. « Disasters and Girls' Education: Pakistan Study. » Plan International, 2013.
- 3 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 4 Plan International. « Girls' Rights Gazette. » Plan International. 11 octobre 2012, http://www.plan-eu.org/content//uploads/2012/10/Girls-Rights-Gazette-text-only-version.doc (dernier accès 15 mai 2013).
- 5 Women's Refugee Commission. « Adolescent Girls. » Women's Refugee Commission, http://www. womensrefugeecommission.org/programs/adolescent-girls (dernier accès 15 mai 2013).
- 6 Barr, Robert. « Malala Yousafzai Shooting: Pakistani Teen Recuperating From Taliban Attack. » Huffington Post. 19 octobre 2012, http://www.huffingtonpost. com/2012/10/19/malala-Yousafzai-shooting_n_1986127. html?utm_hp_ref=malala-yousafzai (dernier accès 23 avril 2013).
- 7 Nations unies. « Education brings stability, normalcy and routine into a child's life (Radhika Coomaraswamy). »
 Nations unies. 18 mars 2009, http://www.youtube.com/watch?v=mmizBQTQBx8 (dernier accès 23 avril 2013).
- 8 INEE. « Gender Equality in and through Education: INEE Pocket Guide to Gender. » Genève : INEE, 2010.
- 9 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 10 Morgan, Jenny et Alice Behrendt. « Silent Suffering: The psychosocial impact of war, HIV and other high-risk situations on girls and boys in West and Central Africa ». Plan International. 2009.
- 11 Blankespoor, Brian, Susmita Dasgupta, Benoit Laplante, et David Wheeler. « Adaptation to Climate Extremes in Developing Countries: The Role of Education. » Banque mondiale, 2010.
- 12 INEE. « Normes Minimales pour l'éducation : Préparation, Intervention, Relèvement » New York : INEE, 2010.
- 13 INEE. « Education Cannot Wait: Plan, Prioritize, Protect Education in Crisis-Affected Contexts. » INEE, http://www.ineesite.org/uploads/files/resources/Education_Cannot_Wait_advocacy_statement.pdf (dernier accès 24 avril 2013).
- 14 Cord: Peace through Partnership. « International Women's Day in Chad Madiya's Story. » Cord: Peace through Partnership, http://www.cord.org.uk/the-latest/latest-news/cord-latest/chad-latest-news/608-international-womens-day-in-chad.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+corduk+%28Cord+Latest+News%29 (dernier accès 15 mai 2013).
- 15 Nikki van der Gaag pour le rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan, 2012.
- 16 Lacroix, Emmanuel, Kelly Hawrylyshyn et Nick Hall. « Anticipating the Future: Children and Young People's Voices in Haiti's Post Disaster Needs Assessment (PDNA). » Plan International, 2010.

Section 1: Chapitre 4

- 17 Pereznieto, Poala, Christiana Gbedemah, Paula Monjane, Gisa Roesen, Caroline Harper et Nicola Jones. « Youth Vulnerabilities and Adaptation: Exploring the Impact of Macro-Level Shocks on Youth: 3F Crisis and Climate Change in Ghana, Mozambique and Vietnam. » Londres: ODI, 2011
- 18 Lawler, Jill. « Children's Vulnerability to Climate Change and Disaster Impacts in East Asia and the Pacific. » UNICEF, 2011.
- 19 Save the Children: communiqué de presse du Sri Lanka. « Two years after the tsunami response, still more to be done for children's education. » Save the Children, décembre 2006
- 20 Gubbels, Peter. « Ending the Everyday Emergency, Resilience and Children in the Sahel. » Save the Children and World Vision, 2012.
- 21 Lawler, Jill. « Children's Vulnerability to Climate Change and Disaster Impacts in East Asia and the Pacific. » UNICEF, 2011
- 22 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 23 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 24 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 25 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 26 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 27 Krutikova, Sofya. « Determinants of Child Labour: The Case of Andhra Pradesh. » Young Lives, 2009.
- 28 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 29 Lewis, M et M Lockhead. « Inexcusable absence: Why 60 million girls still aren't in school and what to do about it. » Washington: Center for Global Development, 2006. Cité dans Warner Ann, Anju Malhotra et Allison McGonagle. « Girls' Education, Empowerment and Transitions to Adulthood: A Shared Agenda. » International Center for Research on Women. 2012.
- 30 Plan Népal. « Impact of Climate change on children in Nepal. » Plan Népal et le National Disaster Risk Reduction Centre Nepal, 2012.
- 31 Plan International. « Girls' Rights Gazette. » Plan International. 11 octobre 2012, http://www.plan-eu.org/content//uploads/2012/10/Girls-Rights-Gazette-text-only-version.doc (dernier accès 15 mai 2013).
- 32 Entretien avec Lili Harris, Chargée de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013.
- 33 Luqman, Ahmed. « Disasters and Girls' Education: Pakistan Study. » Plan International, 2013.
- 34 Nikki van der Gaag pour le rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan, 2012.
- 35 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je

- suis une fille ». Plan International, janvier 2013; Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013; Luqman, Ahmed. « Disasters and Girls' Education: Pakistan Study. » Plan International, 2013; Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 36 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 37 Plan International. « Learn Without Fear: The Global Campaign to End Violence in Schools. » Plan International, https://plan-international.org/learnwithoutfear/thecampaign/learn-without-fear-the-global-campaign-to-endviolence-in-schools (dernier accès 24 avril 2013).
- 38 Correspondance avec Tzvetomira Laub de l'INEE, équipe du rapport « Parce que je suis une fille » 2013.
- 39 Basé sur Portela, Orgando, Maria Jose et Kirrily Pells (à paraître en 2013). « "I am dependent on my children's support": risk and protective factors for children experiencing shocks. » In: Boyden, J and M Bourdillon (Eds.). « Growing up in Poverty: Findings from Young Lives. » Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- 40 Entretien avec Lili Harris, Chargée de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013.
- 41 Large, Tim. « One Day in Port-au-Prince: The Schoolgirl. » Thomson Reuters Foundation. 10 janvier 2011, http://www.trust.org/item/20110110000000-oq56a/ (dernier accès 16 mai 2013).
- 42 Correspondance avec Lori Heninger de l'INEE, équipe du rapport « Parce que je suis une fille » 2013.
- 43 Evans, Rosalind et Claudia Lo Forte avec Erika McAslan Fraser. « A Global Review: UNHCR's Engagement with Displaced Youth Social Development Direct. » UNHCR, novembre 2012
- 44 Evans, Rosalind et Claudia Lo Forte avec Erika McAslan Fraser. « A Global Review: UNHCR's Engagement with Displaced Youth Social Development Direct. » UNHCR, novembre 2012.
- 45 UNICEF. « In Pakistan, UNICEF-supported temporary learning centres create opportunities for girls. » YouTube. 6 avril 2011, http://www.youtube.com/watch?v=9Q7Dza DtRRw&feature=youtube_gdata_player (dernier accès 16 mai 2013).
- 46 Correspondance avec Tzvetomira Laub de l'INEE, équipe du rapport « Parce que je suis une fille » 2013.
- 47 Shah, Sweta/ Plan International. « Investing in the Youngest: Early childhood care and development in emergencies. » Plan International, 2013.
- 48 UNICEF. « Temporary learning centres offer new opportunities for children in Pakistan's flood-relief camps. » YouTube. 11 novembre 2010, http://www.youtube.com/watch?v=20VX9FdHEN4 (dernier accès 16 mai 2013).
- 49 IASC. « Growing the Sheltering Tree. Programmes and Practices Gathered from the Field. » Genève: IASC, 2002.
- 50 Correspondance avec Tzvetomira Laub de l'INEE, équipe du rapport « Parce que je suis une fille » 2013.
- 51 Correspondance avec Tzvetomira Laub de l'INEE, équipe du rapport « Parce que je suis une fille » 2013.

Section 1: Chapitre 4

- 52 Information émanant de Sweta Shah, spécialiste de l'éducation inernationale en situation d'urgence pour Plan International. Équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 53 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : Équipe du rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 54 Entretien avec Nikki van der Gaag: Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan 2012.
- 55 UNISDR. « Safe Schools and Hospitals. » UNISDR, http://www.unisdr.org/we/campaign/schools-hospitals (dernier accès 16 mai 2013).
- 56 UNICEF et UNESCO. « Disaster Risk Reduction in School Curricula: Case Studies from Thirty Countries. » Genève: Fonds des Nations unies pour l'enfance, 2012.
- 57 Wisner, Ben. « Let Our Children Teach Us. » UNISDR, 2006.
- 58 Ngaka, Jeffrey Makala. « Children's Charter for DRR: South Africa Budgets for Safe Schools. » UNISDR. 14 octobre 2011, http://www.unisdr.org/archive/22840 (dernier accès 16 mai 2013).
- 59 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 60 UNISDR et Plan International. « Children's action for disaster risk reduction, views from children in Asia. » UNISDR et Plan International, 2012.
- 61 Entretien avec Nikki van der Gaag: Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Pakistan 2012.
- 62 Pour une présentation mettant en valeur une approche équilibrée des vulnérabilités et des capacités des enfants, voir : Peek, Lori. « Children and Disasters: Understanding Vulnerability, Developing Capacities, and Promoting Resilience An Introduction. » Children, Youth and Environments 18, no. 1 (2008), http://www.jstor.org/stable/10.7721/chilyoutenvi.18.1.0001 Onze articles et autres matériaux sont compris sans ce numéro spécial qui offre un accès précieux à la littérature sur le sujet, bien qu'il existe peu d'informations spécifiquement dédiées aux très jeunes filles. Voir également : Anderson, William A. « Bringing children into focus on the social science disaster research agenda. » International Journal of Mass Emergencies and Disasters 23, no. 3 (2005), http://ijmed.org/articles/376/download
- 63 Ce préjugé en faveur des filles de 10 ans et plus, à savoir des adolescentes, plutôt que des fillettes, qui éclipse la petite fille, se retrouve dans les meilleurs portails, comme par exemple dans les bases de données du Population Council et les guides d'inclusion des filles dans la programmation : Austrian, K et D Ghati. « Girl-Centered Program Design: A Toolkit to Develop, Strengthen & Expand Adolescent Girls Programs. » Population Council, 2010.
- 64 Neumayer, Eric et Thomas Plümper. « The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002. » Annales de l'Association of American Geographers 97, no.3 (2007), http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1111/j.1467-8306.2007.00563.x; Pradhan, Elizabeth Kimbrough, Keith P West, Joanne Katz, Steven C LeClerq, Subarna K Khatry et Sharada Ram Shrestha. « Risk of flood-related mortality in Nepal. » Disasters 31, no.1 (mars 2007), http://onlinelibrary. wiley.com/doi/10.1111/j.1467-7717.2007.00340.x/abstract; les études de cas varient, par exemple aux États-Unis où une analyse détaillée des décès suite aux catastrophes a révélé le plus grand risque encouru par les garçons de toutes les tranches d'âge. Voir Zahran, Sammy, Lori Peek et Samuel D Brody. « Youth Mortality by Forces of Nature. » Children, Youth and Environments 18, no. 1 (2008), http://www.jstor. org/stable/10.7721/chilyoutenvi.18.1.0371
- 65 Alors que les différences de sexe étaient insignifiantes au

- niveau de la mortalité infantile, les chercheurs ont trouvé, et c'est plus révélateur, plus de filles chroniquement sousalimentées que de garçons, et une plus grande proportion encore de filles qui sont dans les percentiles les plus bas de la taille par rapport à l'âge. Voir : De Waal, A, A Taffesse et L Carruth. « Child survival during the 2002-2003 drought in Ethiopia. » Global Public Health 1, no. 2 (2006), http:// www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/19153901. Dans une autre étude effectuée dans un camp de déplacés internes au Pakistan, 60 % de 100 enfants en état de malnutrition étaient des filles, selon Gul, Riaz et M Aamir Kiramat. « A profile of nutritional status of under five year old children in internally displaced persons (IDPS) camp, Jalozai District Nowshera. » Journal of Postgraduate Medical Institute 26, no. 1 (2012), http://www.jpmi.org.pk/index.php/jpmi/ article/view/120
- 66 Pour des exemples de stratégies d'adaptation au stress, voir Bhushan, Braj et J Sathya Kumar. « Emotional Distress and Posttraumatic Stress in Children Surviving The 2004 Tsunami. » Journal of Loss and Trauma: International Perspectives on Stress & Coping 12, no. 3 (2007), http://www.tandfonline.com/doi/ abs/10.1080/15325020600945996; et Groteberg, E H. « Resilience programs for children in disaster. » Ambulatory Child Health 7, no. 2 (juin 2001), http://onlinelibrary.wiley. com/doi/10.1046/j.1467-0658.2001.00114.x/abstract. Des résultats contrastés montrant que les garçons intériorisaient davantage sont issus d'une étude des attentats des Tours jumelles, ce qui suggère le besoin d'une analyse plus rapprochée pour guider une pratique soucieuse du genre. Voir Bannon, W, E R DeVoe, T P Klein and C Miranda. « Gender as a Moderator of the Relationship between Child Exposure to the World Trade Centre Disaster and Behavioural Outcomes. » Child and Adolescent Mental Health 14, no. 3 (septembre 2009), http://onlinelibrary. wiley.com/doi/10.1111/j.1475-3588.2008.00517.x/ abstract#
- 67 Par exemple, six filles seulement pour dix garçons en Afghanistan sont bien allées à l'école primaire en 2008. Voir UNICEF. « The State of the World's Children: Special Edition. Celebrating 20 Years of the Convention on the Rights of the Child. Statistical Tables. » UNICEF, 2009, (Table 8) http://www.unicef.org/rightsite/sowc/pdfs/statistics/SOWC_Spec_Ed_CRC_TABLE%208.%20WOMEN_EN_111309.pdf Voir également UNICEF. « The State of the World's Children 2006: Excluded and Invisible. » New York: UNICEF, 2005 though gender/age analysis is inconsistent.
- 68 Thorne, Barrie. « Gender Play: Girls and Boys in School. » New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press, 1993.
- 69 Parmi celles-ci on trouve les excellentes campagnes « Girl Up » (Fondation des Nations unies. « Au sujet de » Girl Up et de la Fondation des Nations unies, http://www.girlup.org/about/ (dernier accès 15 mai 2013)) et « The Girl Effect » (The Girl Effect. « Home. » The Girl Effect, http://www.girleffect.org/ (dernier accès 15 mai 2013)).
- 70 Pour en savoir plus sur le projet G.I.R.R.L.: Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles. « G.I.R.R. L Project. » Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles de l'Université du Nord-Ouest, http://acds.co.za/index.php?page=girrl (dernier accès 15 mai 2013).
- 71 Au lendemain du tremblement de terre de Serbie, il a été constaté que les filles continuaient à penser au séisme bien plus longtemps que les garçons, mais qu'à d'autres points de vue leurs comportements étaient comparables... et les filles étaient non moins intéressées que les garçons dans leur soif d'apprendre. Voir Panić, Milena, Jelena Kovaćević-Majkić, Dragana Miljanović et Radmila Miletić. « Importance of natural disaster education Case study of the earthquake near the city of Kraljevo. » Journal of the Geographical

Section 1: Chapitre 4; Chapitre 5

- Institute Jovan Cvijic, SASA 63, no. 1 (2013), http://www.doiserbia.nb.rs/img/doi/0350-7599/2013/0350-75991300001P.pdf
- 72 Wisner, Ben/ ISDR system Thematic Cluster/ Platform on Knowledge and Education. « Let our children teach us! A Review of the Role of Education and Knowledge in Disaster Risk Reduction. » Bangalore: Books for Change, 2006.
- 73 Entretien avec Lili Harris, Chargée de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013
- 74 INEE. « Education Cannot Wait: Plan, Prioritize, Protect Education in Crisis-Affected Contexts. » INEE, http://www.ineesite.org/uploads/files/resources/Education_Cannot_Wait_advocacy_statement.pdf (dernier accès 25 avril 2013).
- 75 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 76 Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 77 Forbes-Biggs, Kylah et Prof. Dewald van Niekerk. « Final report: The G.I.R.R.L Project. » Consortium de prévention. Recherche et bourses d'action pour la réduction des risques de catastrophe 2007-2008 Round III, 15 décembre 2008.
- 78 Forbes-Biggs, Kylah et Prof. Dewald van Niekerk. « Final report: The G.I.R.R.L Project. » Consortium de prévention. Recherche et bourses d'action pour la réduction des risques de catastrophe 2007-2008 Round III, 15 décembre 2008.
- 79 Forbes-Biggs, Kylah et Yolanda Maartens. « Adolescent Girls at Risk: The GIRRL Program as a Capacity-Building Initiative in South Africa. » Children, Youth and Environments 22 (2012)
- 80 Forbes-Biggs, Kylah et Yolanda Maartens. « Adolescent Girls at Risk: The GIRRL Program as a Capacity-Building Initiative in South Africa. » Children, Youth and Environments 22 (2012); Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles. « Training Sessions ». Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles, http://acds.co.za/index.php?page=training-sessions (dernier accès 16 mai 2013).
- 81 Forbes-Biggs, Kylah et Yolanda Maartens. « Adolescent Girls at Risk: The GIRRL Program as a Capacity-Building Initiative in South Africa. » Children, Youth and Environments 22 (2012); Maartens, Y. and K. Forbes-Biggs. « The G.I.R.R.L. Project (Ventersdorp) Final Report ». Soumis au Dr Kenneth Kaunda, District Disaster Management Centre, 2010. Inédit Fourie, K et K Forbes-Biggs. « The G.I.R.R.L. Project (Maquassi Hills) Final Report. » Soumis au Dr. Kenneth Kaunda District Disaster Management Centre, 2010. Inédit Forbes-Biggs, Kylah. « The G.I.R.R.L. Project (Orkney) Interim Report. » Soumis au Dr Kenneth Kaunda District Municipality Disaster Management Centre, 2012. Inédit.
- 82 Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles. « G.I.R.R. L Project: Background and Purpose. » Centre africain pour l'étude des catastrophes naturelles, http://acds. co.za/index.php?page=background-and-purpose (dernier accès 6 mars 2013).

Chapitre 5

- 1 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 2 IFRC. « World Disasters Report 2007: Focus on discrimination. » IFRC, 2007.
- 3 Rizvi, Zehra. « Shifting Sands: Risk and Resilience among Refugee Youth in Cairo. » Women's Refugee Commission, 2012.
- 4 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 5 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations

- d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 6 Gender Equality Bureau, Cabinet Office, Gouvernement du Japon. « Disaster Prevention and Reconstruction from a Gender Equal Society Perspective: Lessons from the Great East Japan Earthquake From the "White Paper on Gender Equality 2012" » Bureau de l'égalité des sexes, Cabinet, Gouvernement du Japon, juin 2012, http://www.gender.go.jp/english_contents/about_danjo/whitepaper/pdf/2012-01.pdf (dernier accès 16 mai 2013).
- 7 UNISDR, PNUD et IUCN. « Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive: Policy and practical guidelines » ISDR, PNUD, IUCN, 2009.
- 8 Entretien avec Jean Casey, Coordinatrice de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International Salvador. 2012
- 9 Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, janvier 2013.
- 10 IFRC. « World Disasters Report 2007: Focus on discrimination. » IFRC, 2007.
- 11 McIvor, Chris et Karen Myllenen. « Children's Feedback Committees in Zimbabwe: An experiment in humanitarian accountability. » Harare: Save the Children Royaume-Uni, 2005.
- 12 Plan International, 2013.
- 13 Naomi Alfini, Becky Marshall et Ravi Karkara. «
 Strengthening Participation of Girls and Boys in Tsunami
 Response Programme: a workshop report. » Save the
 Children, 2005.
- 14 Correspondance avec Fabian Böckler, chargée de la gestion des risques de catastrophe à Plan Allemagne. Voir également: Projet Sphère. « Charte Humanitaire et Normes Minimales Pour les Interventions Lors de Catastrophes » Projet Sphère, 2011; Geere, J A, P R Hunter et P Jagals. « Domestic water carrying and its implications for health: a review and mixed methods pilot study in Limpopo Province, South Africa. » Environ Health 9, no. 52 (26 août 2010), http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/20796292
- 15 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 16 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 17 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 18 Plan International. « Flood Children of Holdibari. » Plan International, http://plan-international.org/about-plan/resources/videos/flood-children-of-holdibari (dernier accès 16 mai 2013).
- 19 Gubbels, Peter. « Ending the everyday emergency: Resilience and children in the Sahel. » Save the Children et World Vision, 2012.
- 20 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 21 Basé sur une recherche de : Haynes, Katherine, Jonatan Lassa et Briony Towers. « Roles of Gender and Culture in Indonesia Working paper No. 2. » Children in a Changing Climate, septembre 2010.
- 22 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 23 Arnold, Margaret et Cynthia Burton. « Protecting and Empowering Vulnerable Groups in Disaster Recovery. » Article présenté à la conférence sur la reconstruction internationale

Section 1: Chapitre 5; Chapitre 6; Section 2

- de la Banque mondiale World Bank World Reconstruction Conference: Manifestation, Washington, DC, USA, 10-13 mai 2011.
- 24 Lewis, Maureen et Marlaine Lockheed. « Inexcusable absence: Why 60 million girls still aren't in school and what to do about it. » Center for Global Development, 2007. Quoted in: Warner, Ann, Anju Malhotra and Allison McGonagle. « Girls' education, empowerment and transitions to adulthood: a shared agenda. » International Center for Research on Women, 2012.
- 25 Human Rights Watch. « Caste Discrimination: A Global Concern. » Un rapport de Human Rights Watch pour la conférence internationale des Nations unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Durban, Afrique du Sud, septembre 2001.
- 26 Gill, Timothy et Dalit Network Netherlands. « Making Things Worse: how "caste blindness" in Indian post-tsunami disaster recovery has exacerbated vulnerability and exclusion. » Dalit Network Netherlands, 2007.
- 27 Alexander, David, J C Gaillard et Ben Wisner. « Disability and disaster. » In: Wisner, B, J C Gaillard, and I Kelman (Eds). « Handbook of hazards, disaster risk reduction, and management. » New York: Routledge, 2012.
- 28 OMS. « World Report on Disabilities, Summary. » OMS, 2011.
- 29 UNICEF, Innocenti Research Centre. « Promoting the Rights of Children with Disability. » UNICEF, 2007.
- 30 Stough, Laura et Lori Peek. « Children with Disabilities in a Disaster. » In: Wisner, B, J C Gaillard, and I Kelman (Eds). « Handbook of hazards, disaster risk reduction, and management. » New York: Routledge, 2012.
- 31 Plan International Working Group on Disability Inclusion. «
 Fact sheet on disasters and disability. » Plan International,
 septembre 2012.
- 32 Plan Bangladesh. « Children & climate change: a research and program development project on impact of climate change on children in Bangladesh. » Plan Bangladesh, 2012.
- 33 Opolot, Simon, Chercheur principal. « Research to Investigate the Situation of Adolescent Girls in Disasters: An Analysis of Existing Interventions and Related Gaps. Synthesis Report of Studies Conducted in Ethiopia, South Sudan, Zimbabwe & Mozambique. » Recherche commissionnée par le bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud, février 2013.
- 34 d'Adesky, Anne-Christine and The PotoFanm+Fi Coalition.

 « Beyond shock Charting the landscape of sexual violence in post-quake Haiti: Progress, Challenges & Emerging Trends 2010-2012. » The PotoFanm+Fi Coalition, 2012.
- 35 Interrogé par Emma Pierce, Women's Refugee Commission, durant une visite sur le terrain au camp Sheder de Jijiga, en Éthiopie, en septembre 2.
- 36 Women's Refugee Commission. « Disabilities Among Refugees and Conflict Affected Populations. » WRC, 2008.
- 37 Women's Refugee Commission. « Disabilities Among Refugees and Conflict Affected Populations. » WRC, 2008.
- 38 Pearce, Emma (chargée de programme sur le handicap).
 « Gender-based Violence and Disability in Displaced
 Settings. » PowerPoint Presentation. WRC. 28 janvier 2013.
 http://wrc.ms/WoU8fH (dernier accès 17 mai 2013).
- 39 End the Cycle/ CBM Australia. « Videos: Kazol Rekha. » End the Cycle and CBM Australia. http://www.endthecycle.org. au/content/the-people-experience-their-stories/videos/our stories/kazol-rekha (dernier accès 17 mai 2013).
- 40 Knight, Kyle et Richard Sollom. « Making disaster risk reduction and relief programmes LGBTI-inclusive: examples from Nepal. » Humanitarian Exchange Magazine 55, 2012, http://www.odihpn.org/humanitarian-exchange-magazine/issue-55/making-disaster-risk-reduction-and-relief-programmes-lgbtiinclusive-examples-from-nepal

- 41 Overton, Lisa. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Coming out of Katrina: Young women's reflections on their adolescent years following Hurricane Katrina. » Février 2013.
- 42 Huffington Post. « America's 10 Poorest States: 24/7 Wall St. » The Huffington Post, 25 septembre 2012, http://www.huffingtonpost.com/2011/09/15/americas-poorest-states-n 964058.html#slide=362459 (dernier accès 26 avril 2013).
- 43 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, «Because I am a girl» Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.
- 44 Plan International. « Children on the Front Line. »
 YouTube, 11 août 2008, http://www.youtube.com/
 watch?v=yPcUnHEQxak (dernier accès 16 mai 2013).
- 45 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012.
- 46 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.

Chapitre 6

- 1 Bachelet, Michelle. Commentaire sur le « Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, http://daraint.org/humanitarian-response-index/ humanitarian-response-index-2011/ (dernier accès 6 juin 2013).
- 2 Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Feinstein International Center, Université Tufts, août 2011.
- 3 Voir page 23 du Chapitre 1.
- 4 Voir page 101 du Chapitre 4.
- 5 Comité permanent interorganisationnel. « IASC Principles Transformative Agenda. » Comité permanent interorganisationnel, http://www.humanitarianinfo.org/iasc/pageloader.aspx?page=content-template-default&bd=87 (dernier accès 6 juin 2013).
- 6 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011.
- 7 Voir page 14 du Chapitre 1.
- 8 The Coalition for Adolescent Girls. « Missing the Emergency: Shifting the Paradigm for Relief to Adolescent Girls. » Coalition for Adolescent Girls, 2012.
- 9 Bild, Emily et Maggie Ibrahim. « Towards the resilient future children want: a review of progress in achieving the Children's Charter for Disaster Risk Reduction. » World Vision UK/Children in a Changing Climate Coalition, 2013.
- 10 Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, Recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013
- 11 INEÉ. « Education Cannot Wait: Advocacy Briefing. » INEE, avril 2013.
- 12 Save the Children. « Too Little too Late: Child Protection Funding in Emergencies. » Save the Children, http://www.savethechildren.org.uk/sites/default/files/docs/Too_Little_Too_Late_LR_2.pdf (dernier accès 3 juin 2013).
- 13 Voir Glossaire page 213 dans la Section 3.
- 14 Parliament UK. « HC 934 Violence against Women and Girls. » Parliament UK, http://www.publications.parliament. uk/pa/cm201213/cmselect/cmintdev/writev/934/m02.htm (dernier accès 29 avril 2013).
- 15 HM Government. « A Call to end Violence against Women and Girls. Action Plan 2013. » HM Government. Mars 2013, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/181088/vawg-action-plan-2013.pdf (dernier accès 29 avril 2013).
- 16 Parliament UK. « HC 934 Violence against Women and

Section 2; Section 3

- Girls. » Parliament UK, http://www.publications.parliament. uk/pa/cm201213/cmselect/cmintdev/writev/934/m02.htm (dernier accès 29 avril 2013)
- 17 Department for International Development. « Women and girls. Millions to access justice against violence. » Department for International Development. 28 novembre 2012, https://www.gov.uk/government/news/womenand-girls-millions-to-access-justice-against-violence (dernier accès 29 avril 2013).
- 18 Parliament UK. « HC 934 Violence against Women and Girls. » Parliament UK, http://www.publications.parliament. uk/pa/cm201213/cmselect/cmintdev/writev/934/m02.htm (dernier accès 29 avril 2013).
- 19 Entretien avec Lili Harris, chargée de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Sri Lanka, 2013.

SECTION 2 COHORTE

- 1 Stavropoulou, Maria et Nicola Jones. « Off the balance sheet: the impact of the economic crisis on girls and young women. » ODI et Plan International, 2013; Plan International. « Parce que je suis une fille: Les filles dans l'économie mondiale. » Plan International, 2009.
- 2 PNUD. « Human Development Report 2007/8. Fighting Climate change: human solidarity in a divided world. » New York: PNUD, 2007.
- 3 Pells, Kirrily. « "The Future We Want": Learning from children's experiences of sustainable development. » Document d'orientation de Save the Children, Londres: Save the Children Royaume-Uni, 2012.
- 4 PNUD. « Human Development Report 2007/8. Fighting Climate change: human solidarity in a divided world. » New York: PNUD, 2007.
- 5 UNESCO. « Education For All Global Monitoring Report: Youth and Skills: Putting Education to Work. » Paris: UNESCO, 2012.
- 6 Humphreys, Sara. « Corporal Punishment as Gendered Practice. » In: Leach, Fiona et Claudia Mitchell (Eds). « Combating Gender Violence In and Around Schools. » Trentham Books, 2006.
- 7 Leach, Fiona. « Gender Violence in Schools in the Developing World. » In : Leach, Fiona et Claudia Mitchell (Eds). « Combating Gender Violence In and Around Schools. » Trentham Books, 2006
- 8 UNICEF. « Tanzania Violence Against Children Study: Findings from a National Survey 2009. » UNICEF, Tanzanie, 2011, http://www.unicef.org/media/files/VIOLENCE AGAINST CHILDREN IN TANZANIA REPORT.pdf (dernier accès 15 mai 2013) ; Pakes, Jenny et Jo Heslop. « Stop Violence Against Girls in School: A cross-country analysis of baseline research from Ghana, Kenya and Mozambique. Institut de l'éducation, Université de Londres, pour ActionAid International, septembre 2011, http://www.ungei.org/ resources/files/svags_-_a_cross_country_analysis_of_ baseline_research_from_ghana_kenya_and_mozambique.pdf (dernier accès 15 mai 2013); Women and Law in Southern Africa-Zambia/ Avon Global Center for Women and Justice at Cornell Law School / Cornell Law School International Human Rights Clinic. « "They are Destroying Our Futures": Sexual Violence Against Girls in Zambia's Schools. » Women and Law in Southern Africa-Zambia, Avon Global Center for Women and Justice at Cornell Law School, Cornell Law School International Human Rights Clinic, octobre, 2012 http:// www.lawschool.cornell.edu/womenandjustice/Conferencesand-Events/upload/Sexual-Violence-Against-Girls-in-Zambias-Schools.pdf (dernier accès 15 mai 2013).
- 9 UNICEF, Plan Afrique de l'Ouest, Save the Children Suède Afrique de l'Ouest et Action Aid. « Too Often in Silence: A Report on School Based Violence in West and Central Africa. » UNICEF, Plan Afrique de l'Ouest, Save the Children Suède

- Afrique de l'Ouest et Action Aid, mars, 2010.
- 10 Voir Section 2 in : Plan International. « Parce que je suis une fille : Et les garçons dans tout ça ? » Plan International, 2011.
- 11 ONU-Eau. « Statistics: Drinking Water, Sanitation and Hygiene. » ONU-Eau, http://www.unwater.org/statistics_ san.html (dernier accès mars 2013).
- 12 IOM. « Building resilience to disaster in one of the world's "Most Disaster-Prone Countries." » IOM, 29 janvier 2013, http://www.iom.int/cms/en/sites/iom/home/news-and-views/press-briefing-notes/pbn-2013/pbn-listing/building-resilience-to-disaster.html (dernier accès 18 avril 2013).
- 13 World Vision Asia Pacific. « Philippines: Typhoon Fengshen. » World Vision Asia Pacific, http://wvasiapacific. org/philippines-typhoon-fengshen-response/ (dernier accès 22 avril 2013).

SECTION 3 Où va l'argent ?

- Recherche menée par l'équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 2 Humanitarian Info. « Fact Sheet on IASC Gender Marker. » Humanitarian Info, www.humanitarianinfo.org/iasc/ downloaddoc.aspx?docId=5135 (dernier accès 5 mars 2013)
- 3 Development Initiatives. « Global Humanitarian Assistance Report 2012. » Development Initiatives, 2012.
- 4 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011.
- 5 DARA. « The Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, 2011 (Citant OCHA 2011).
- 6 Development Initiatives. « Global Humanitarian Assistance Report 2012. » Development Initiatives, 2012.
- 7 FTS, OCHA. « Consolidated & Flash Appeals 2012 Global requirements & funding per sector as of 21-February-2013. » FTS OCHA, http://fts.unocha.org/reports/daily/ocha_ R30_y2012___21_February_2013_(02_05).pdf (dernier accès 21 février 2013).
- 8 UNOCHA. « Humanitarian Financing Overview. » UNOCHA, http://www.unocha.org/what-we-do/humanitarianfinancing/overview (dernier accès 15 avril 2013).
- 9 IFRC. « The Global Alliance for disaster risk reduction: Building Safer, Resilient Communities. » IFRC, 2008, http:// www.ifrc.org/Global/global-alliance-reduction.pdf, (dernier accès 15 avril 2013).
- 10 Graphique tiré de Development Initiatives. « Global Humanitarian Assistance Report 2012 ». Development Initiatives, 2012.
- 11 ONU Femmes. « Gender Responsive Budgeting: The Inter-Agency Standing Committee (IASC) Gender Marker. » ONU Femmes, http://www.gender-budgets.org/index. php?option=com_joomdoc&view=documents&path=reso urces/by-theme-issue/gender-markers/iasc-gender-markerreport-final-10-january&Itemid=821 (dernier accès 5 mars 2013).
- 12 Humanitarian Info. « Fact Sheet on IASC Gender Marker. » Humanitarian Info, www.humanitarianinfo.org/iasc/ downloaddoc.aspx?docld=5135 (dernier accès 5 mars 2013).
- 13 Humanitarian Info. « Fact Sheet on IASC Gender Marker. » Humanitarian Info, www.humanitarianinfo.org/iasc/ downloaddoc.aspx?docId=5135 (dernier accès 5 mars 2013).
- 14 UNOCHA, Service de suivi financier. Basé sur les données afghanes de 2012 qui utilisent la notation de genre, couvrant les secteurs suivants: Alimentation, Santé, Eau et assainissement, Abri et Biens non-alimentaires, Éducation, Protection/Droits de la personne/État de droit (dernier accès 20 février 2013).

- 15 Human Rights Watch. « World Report 2013. » USA: Human Rights Watch, 2013.
- 16 PNUD. « Gender Inequality Index. » PNUD, http://hdrstats. undp.org/en/indicators/68606.html (dernier accès 3 mars 2013).
- 17 UNOCHA, Service de suivi financier. Basé sur les données haïtiennes de 2012 qui utilisent la notation genre, couvrant les secteurs suivants : Alimentation, Santé, Eau et assainissement, Abri et Biens non-alimentaires, Éducation, Protection/Droits de la personne/État de droit (dernier accès 20 février 2013).
- 18 Mission permanente d'Haïti auprès des Nations unies. « Country Facts. » Permanent Mission permanente d'Haïti auprès des Nations unies, http://www.un.int/wcm/content/ site/haiti/pid/2640 (dernier accès 7 mars 2013).
- 19 Gender Action. « Gender-Based Violence (GBV) in Post-Earthquake Haiti: The International Finance Institutions' (IFIs') Response. » Gender Action, mai 2011. http://www. genderaction.org/regions/lac/Haiti/pegbv.pdf (dernier accès 5 mars 2013)
- 20 Gender Action. « Gender-Based Violence (GBV) in Post-Earthquake Haiti: The International Finance Institutions' (IFIs') Response. » Gender Action, mai 2011. http://www. genderaction.org/regions/lac/Haiti/pegbv.pdf (dernier accès 5 mars 2013).
- 21 Gender Action. « Gender-Based Violence (GBV) in Post-Earthquake Haiti: The International Finance Institutions' (IFIs') Response. » Gender Action, mai 2011. http://www. genderaction.org/regions/lac/Haiti/pegbv.pdf (dernier accès 5 mars 2013).
- 22 Internal Displacement Monitoring Centre. « Haiti, 3 years on, remains a humanitarian crisis in dire need of a development solution. » Internal Displacement Monitoring Centre, 11 janvier 2013 http://blog.internal-displacement. org/2013/01/11/haiti-3-years-on-remains-a-humanitarian-crisis-in-dire-need-of-a-development-solution/ (dernier accès 5 mars 2013).
- 23 UNOCHA, Service de suivi financier. Basé sur les données haïtiennes de 2012 qui utilisent la notation genre, couvrant les secteurs suivants : Alimentation, Santé, Eau et assainissement, Abri et Biens non-alimentaires, Éducation, Protection/Droits de la personne/État de droit (dernier accès février 20th, 2013).
- 24 UNFPA. « Promoting Gender Equality: Background on Key International Agreements and Declarations. » UNFPA, http://www.unfpa.org/gender/rights.htm (dernier accès 5 mars 2013).
- 25 Holmes, John. « The Politics of Humanity: The Reality of Relief Aid. » Head of Zeus, mars 2013.

Cadre juridique

- 1 Voir par exemple: http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx and http://www. un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw.htm
- 2 Projet Sphère. « The Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. » Projet Sphère, 2011.
- 3 Voir: CRC Article 7, http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 4 Voir: Erica Harper. International Law and Standards Applicable in Natural Disaster Situations. IDLO, 2009...
- 5 Voir : CRC Article 6, http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 6 Voir : CRC Article 24, http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 7 Ce droit est garanti par un certain nombre d'instruments internationaux et régionaux. Par exemple, voir le ICESCR, le CRC et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

- 8 CEDAW, Article 12, http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm
- 9 Rapporteur spécial sur le droit à la santé, droit de tous à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, A/66/254, disponible sur http://daccess-dds-ny. un.org/doc/UNDOC/GEN/N11/443/58/PDF/N1144358. pdf?OpenElement
- 10 Voir : CRC Article 27, http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 11 Voir: CRC Article 28 et Article 29, http://www.ohchr.org/ EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 12 Voir: La déclaration de Beijing et plateforme pour l'action, Actions 582-584, http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/; CEDAW, http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm; Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, http://www.refworld.org/docid/3f4b139d4.html
- 13 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » HRW, août 2011, citant: Conseil de sécurité de l'ONU, Rapport du secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, UN DOC No. A/61/529-S/2006/826, (octobre 26, 2006), para. 39.
- 14 Voir : CEDAW, Article 16, http://www.un.org/ womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm; le droit à un mariage consensuel est aussi garanti dans plusieurs traités internationaux. En exemples, voir le ICESCR, le ICCP, la Convention sur le consentement au mariage (Article 1–2) et l'UNDHR.
- 15 CRC, Article 32, http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 16 UNICEF. « Child Protection: A Handbook for Parliamentarians. » UNICEF, 2004.
- 17 Voir: ILO Convention on the Minimum Age for Admission to Employment and Work, No.138, http://www.ilo.org/ dyn/normlex/en/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_ INSTRUMENT ID:312283
- 18 UNICEF. « Child Protection Information Sheets. » UNICEF, 2006.
- 19 CRC, Article 34 (a)-(c), http://www.ohchr.org/EN/ ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 20 CRC, Article 35. Nations unies, 1990. (Protocole optionnel sur la prostitution infantile et la pédopornographie), http:// www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 21 Voir: Protocole pour prévenir, supprimer et punir la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, pour compléter la Convention des Nations unies contre le crime organisé transnational, Article 3, http://www.uncjin.org/Documents/Conventions/dcatoc/final_documents_2/convention_%20traff_eng.pdf; UNICEF. « Child Protection: A Handbook for Parliamentarians. » UNICEF, 2004; UNICEF. « Child Protection Information Sheets. » UNICEF, 2006.
- 22 Voir CRC Article 2.
- 23 Voir : Commentaire général No. 3 : La nature des obligations des États parties, U.N. ESCOR, Comm. sur les droits écon., soc. & cult., 5ème Sess, ¶ 9, U.N. Doc. E/1991/23 (1991)
- 24 Voir en général CRC Art. 4; Comm. sur les droits écon, soc., & culturels, Commentaire général No 3: La nature des obligations des États parties, ¶ 13, U.N. Doc. E/1991/23, Annexe III (Déc. 14, 1990) (« Le comité note que la phrase "au maximum de ses ressources disponibles" était conçue initialement par les rédacteurs de ce pacte pour faire référence à la fois aux ressources existant au sein d'un état et celles que peut fournir la communauté internationale par le biais de la coopération et de l'aide internationale. »); voir également Comm. sur les droits écon., soc. & culturels, Commentaire général No. 14: le droit à jouir du meilleur état

- de santé physique et mentale possible (Article 12 du Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels), ¶ 40, U.N. Doc. E/C.12/2000/4 (11 août 2000).
- 25 Voir: CRC, Articles 9, 10, 20, 21 and 22, http://www.ohchr. org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx
- 26 UNICEF. « Child Protection Information Sheets. » UNICEF, 2006.
- 27 Voir : Conférence diplomatique pour la mise en place de Conventions internationales pour la protection des victimes de guerre. « Les conventions de Genève. » Adoptées le 12 août 1949 ; conférences diplomatiques sur la réaffirmation et le développement d'un droit humanitaire international applicable aux conflits armés. « Protocole (II) additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux » Adopté le 8 juin 1977.
- 28 Voir: Guttry, Andrea de, Marco Gestri et Gabriella Venturuni (Eds.). « International Disaster Response Law. » Pays-Bas: Springer, 2012.
- 29 PNUD. « Post Disaster Recovery Guidelines. » PNUD, www. undp.org/cpr/disred/documents/publications/regions/ america/recovery_guidelines_eng.pdf (dernier accès 20 mai 2013).
- 30 Voir: Nifosi-Sutton, Ingrid. « Contour of Disaster Victims' Rights to a Remedy and Reparation Under International Human Rights Law. » In : Guttry, Andrea de, Marco Gestri et Gabriella Venturuni (Eds.). « International Disaster Response Law. » Pays-Bas: Springer, 2012. De plus, le droit au recours est abordé par de nombreux traités internationaux. Par exemple, voir le Pacte de 1966 sur les droits civils et politiques, Article 2 (3), la Convention de 1965 sur l'élimination de la discrimination raciale, Article 6, la Convention de 1979 sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Article 2 (c), la Convention européenne de 1950 sur les droits de la personne (CEDH). Le droit à une aide légale est présenté dans plusieurs instruments du droit de la personne y compris l'Article 14 (3) (d) du Pacte de 1966 sur les droits civils et politiques et l'Article 8 (e) de la Convention Américaine de 1969 sur les droits de la personne et l'Article 6 (3) (c) de la CEDH de 1950.
- 31 Cour européenne des droits de l'homme. « Fiches d'information ». Cour européenne des droits de l'homme, http://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=press/factsheets&c= (dernier accès 19 juin 2013)
- 32 Comité africain d'experts des droits et du bien-être de l'enfant (ACERWC). « Charte africaine des droits et du bienêtre de l'enfant » ACERWC. Novembre 1999, http://acerwc. org/wp-content/uploads/2011/04/ACRWC-EN.pdf (dernier accès 19 juin 2013).
- 33 Haiti Gender Shadow Report: Ensuring Haitian Women's Participation and Leadership in All Stages of National Relief and Reconstruction, 2010, http://www.genderaction.org/ regions/lac/Haiti/gsr.html (dernier accès 31 mai 2013).

Études de cas

- 1 Abundance Foundation. « Haiti Adolescent Girls Network ». Abundance Foundation, http://www.abundance.org/empowerment/haiti-adolescent-girls-network/ (dernier accès 5 mai 2013).
- 2 The Coalition for Adolescent Girls. « Missing the Emergency: Shifting the Paradigm for Relief to Adolescent Girls. » Coalition for Adolescent Girls, 2012.
- 3 D'Adesky, Anne-Christine avec PotoFanm+Fi. « Beyond Shock. Charting the landscape of sexual violence in post-quake Haiti: Progress, Challenges & Emerging Trends, 2010-2012. » PotoFanm+FI Coalition, novembre 2012.
- 4 Correspondance avec Lodz Joseph et Colleen Larkin du réseau des adolescentes haïtiennes, équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.

- 5 ReliefWeb. « Haiti Earthquake Facts and Figures. » ReliefWeb. 5 janvier 2011, http://reliefweb.int/report/haiti/ haiti-earthquake-facts-and-figures (dernier accès 5 mai 2013).
- 6 PR Newswire. « Empowering & Protecting Adolescent Girls in Haiti. » AmeriCares, http://www.prnewswire.com/news-releases/empowering--protecting-adolescent-girls-in-haiti-103443609.html (dernier accès 29 mai 2013).
- 7 Chime For Change. « Cultivating the leadership of girls in Haiti. » Chime For Change, http://www.chimeforchange.org/projects/cultivating-leadership-girls-haiti?pillar=education (dernier accès 22 mai 2013).
- 8 Plan International. « Case Study: Empowering Girls for a Safer Future, Indonesia. » Document interne.
- 9 Lengkong, Vanda; Anggraeni, Katharina; et Amri, Avianto. « The Implementation of Child-Centred Disaster Risks Reduction (CCDRR) Projet à Sikka Rembang, Jakarta et Bogor. » Plan Indonésie: Rapport d'évaluation final. Mars 2010.
- 10 Plan Indonésie. « Rapport d'évaluation final de la RRC centré sur l'enfant. Produit par l'équipe de gestion du risque de catastrophe. » Plan Indonésie, 2010.
- 11 Plan Indonésie. « Rapport d'évaluation final de la RRC centré sur l'enfant. Produit par l'équipe de gestion du risque de catastrophe. » Plan Indonésie, 2010.
- 12 Plan Indonésie. « Rapport d'évaluation final de la RRC centré sur l'enfant. Produit par l'équipe de gestion du risque de catastrophe. » Plan Indonésie, 2010.
- 13 Lengkong, Vanda ; Anggraeni, Katharina ; et Amri, Avianto. « La mise en œuvre de la RRC centrée sur l'enfant (CCDRR). Projet à Sikka Rembang, Jakarta et Bogor. » Plan Indonésie : Rapport d'évaluation final. Mars 2010.
- 14 Propokchuk, Natalia. « UN education investment scores high marks for Somali refugee students. » UNHCR, 1 novembre 2012, http://www.unhcr.org/5092864d6.html (dernier accès 11 avril, 2013).
- 15 Evans, Dr Rosalind et Claudia La Forte avec Dr Erika McAslan Fraser. « A Global Review. UNHCR's Engagement with Displaced Youth. » Service de développement et d'évaluation politique, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2012. Citant: UNHCR Éthiopie, Advancing The Education Of Somali Refugee Girls In Ethiopia – Proposition de projet.
- 16 GirlUp. « What's up with Girl Up? » Beauty Equation, 5 avril 2012, http://www.beautyequation.com/beone/author/girlup/ (dernier accès 29 mai 2013).
- 17 Correspondance avec UNHCR Éthiopie, équipe du rapport « Parce que je suis une fille », 2013.
- 18 Hervish, Alexandra. « Despite Challenges Ending Early Marriage in Ethiopia is Possible. » Population Reference Bureau, avril 2011, http://www.prb.org/Articles/2011/child-marriage-ethiopia.aspx?p=1 (dernier accès 29 mai 2013).
- 19 USAID. « Case Study: Addressing HIV Vulnerability in Ethiopia', IGWG, http://www.igwg.org/igwg_media/Training/CS_IntegrGendrStrategEthiopia.pdf (dernier accès 29 mai 2013).
- 20 Girl Up. « Ethiopia. » Girl Up, http://www.girlup.org/assets/pdfs/ethiopia.pdf (dernier accès 29 mai 2013).
- 21 Girl Up. « Ethiopia. » Girl Up, http://www.girlup.org/assets/ pdfs/ethiopia.pdf (dernier accès 29 mai 2013).
- 22 International Medical Corps. « Safeguarding the Future Effectively (SAFE) For Adolescent Girls in Kobe Camp: IMC Project proposal. » Document interne. Mars 2013.
- 23 International Rescue Committee. « Protecting and Empowering Displaced Adolescent Girls Initiative: IRC Project proposal. » Document interne. Janvier 2013.
- 24 Danish Refugee Council. « Protecting and Empowering Displaced Adolescent Girls Initiative: DRC Project proposal. » Document interne. Mars 2013.

- 25 Women's Refugee Commission. « Untitled desk review on displaced adolescent girls. » Publication prévue pour fin 2013.
- 26 Women's Refugee Commission. « The Path to Hope: Congolese Refugee Adolescent Girls in Nyarugusu Refugee Camp, Tanzania. » Décembre 2012.
- 27 Women's Refugee Commission. « Scattered Dreams, Broken Promises: An Assessment of the Links between Girls' Empowerment and Gender-based Violence in the Kyaka II Refugee Settlement, » Ouganda. Mars 2013.

Glossaire

- 1 IFRC. « Psychosocial support. » IFRC, http://www.ifrc.org/en/what-we-do/health/psychosocial-support/ (dernier accès 16 mai 2013).
- 2 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http:// www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 24 avril 2013).
- 3 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013)
- 4 FAO, WFP et IFAD. « The State of Food Insecurity in the World 2012. Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition. » Rome: FAO, 2012.
- 5 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 6 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 7 EM-DAT. « The EM-DAT Glossary. » CRED, http://www.emdat.be/glossary/9 (dernier accès 16 mai 2013).
- 8 OMS, UNICEF, UNFPA, Banque mondiale. « Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2010. Estimations de l'OMS, de l'UNICEF, de l'UNFPA et de la Banque mondiale. » Organisation Mondiale de la Santé, 2012
- 9 Barker, Gary, Christine Ricardo et Marcos Nascimento. « Engaging men and boys in changing gender-based inequity in health: Evidence from programme interventions. » Genève: World Health Organisation, 2007. Citant: Division des Nation unies pour l'avancement de la femme. 2003.
- 10 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http:// www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 11 OMS. « Rapport mondial sur la violence et la santé. » Genève : Organisation mondiale de la santé, 2002.
- 12 UNESCO. « UNESCO's Gender Mainstreaming Implementation Framework (GMIF) for 2002-2007. » Paris: UNESCO, 2003.
- 13 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 23 avril 2013).
- 14 Global Humanitarian Assistance. « Data guides. Defining humanitarian aid. » Development Initiatives, http://www. globalhumanitarianassistance.org/data-guides/defininghumanitarian-aid (dernier accès 16 mai 2013).
- 15 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http:// www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 16 FAO, WFP and IFAD. 'The State of Food Insecurity in the World 2012. Economic growth is necessary but not sufficient to accelerate reduction of hunger and malnutrition.' Rome: FAO, 2012.
- 17 UNHCR. « Internally Displaced People. On the Run in Their Own Land. » UNHCR, http://www.unhcr.org/pages/49c3646c146.html (dernier accès 16 mai 2013).
- 18 Women's Commission for Refugee Women and Children. « Masculinities: Male Roles and Male Involvement in the Promotion of Gender Equality. A Resource Packet. » New

- York: Women's Commission for Refugee Women and Children, 2005.
- 19 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 20 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 21 Commission sur l'Audit. République des Philippines. « Articles. Gender 101. » http://www.coa.gov.ph/gad/ articles/gender101_022006-01.htm (dernier accès 16 mai 2013)
- 22 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. « FAO, the IASC and the Transformative Agenda. Information Note of the IASC Transformative Agenda. What it Means for FAO in General, and FAORS in Particular. » Juillet 2012, http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/IASC%20 Transformative%20Agenda.pdf
- 23 UNESCO Institut de Statistique. « Glossaire ». UNESCO, http://glossary.uis.unesco.org/glossary/en/home (dernier accès 16 mai 2013).
- 24 UNESCO Institut de Statistique. « Glossaire ». UNESCO, http://glossary.uis.unesco.org/glossary/en/home (dernier accès 16 mai 2013).
- 25 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août, 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 26 IFRC. « Emergency needs assessment. » IFRC, http://www.ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management/responding/disaster-response-system/emergency-needs-assessment/(dernier accès 16 mai 2013).
- 27 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 23 janvier 2009, http:// www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 28 PNUD. « Évaluation des risques de catastrophe. » PNUD, octobre 2010, http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/disaster/2Disaster%20Risk%20 Reduction%20-%20Risk%20Assessment.pdf (dernier accès 16 mai 2013).
- 29 Benelli, Prisca, Dyan Mazurana et Peter Walker. « Using sex and age disaggregated data to improve humanitarian response in emergencies. » Gender & Development 20, no. 2 (2012), http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/135 52074.2012.687219
- 30 Plan International. « A girl's right to say no to marriage: Working to end child marriage and keep girls in school. » Plan International, 2013.
- 31 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 32 UNESCO. « Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction. » Paris: Institut international de la planification de l'éducation, 2010
- 33 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 34 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013). Citing: The Inter-governmental Panel on Climate Change (IPCC).
- 35 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 36 Comité permanent interorganisations. « Women, Girls, Boys and Men – Different Needs – Equal Opportunities. Inter-Agency Standing Committee Gender Handbook in Humanitarian Action. », Comité permanent interorganisations, 2006.

- 37 Jewkes, Rachel., Kristin Dunkle, Mzikazi Nduna et Nwabisa Jama Shai. « Transactional Sex and HIV Incidence in a Cohort of Young Women in the Stepping Stones Trial. » Journal of AIDS and Clinical Research 3, no. 5 (2012) http://www.omicsonline.org/2155-6113/2155-6113-3-158. pdf . Citant : Dunkle, K L, R K Jewkes, H C Brown, G E Gray, J A McIntyre et S D Harlow. « Transactional sex among women in Soweto, South Africa: prevalence, risk factors and association with HIV Infection. » Social Science and Medicine 59, no. 8 (2004) http://www.ncbi.nlm.nih.gov/ pubmed/15279917; Jewkes, R, R Morrell, Y Sikweyiya, K Dunkle, L Penn-Kekana. « Transactional relationships and sex with a woman in prostitution: prevalence and patterns in a representative sample of South African men. » BMC Public Health 2, no. 12 (2012) http://www.ncbi.nlm.nih.gov/ pubmed/22551102; Wamoyi, J D, D Wight, M Plummer, G H Mshana et D Ross. « Transactional sex among young people in rural northern Tanzania: an ethnography of young women's motivations and negotiation. » Reproductive Health 7, no. 2 (2010), http://www.ncbi.nlm.nih.gov/ pubmed/20429913.
- 38 Projet Sphère. « Glossary. » Chameleon Interactive, http://www.sphereproject.org/handbook/ glossary/?l=D&page=3(dernier accès 16 mai 2013).
- 39 Turnbull, Marilise, Charlotte L Sterrett et Amy Hilleboe. « Toward Resilience: A Guide to Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation. » Warwickshire: Practical Action Publishing Ltd, 2013. Citant: UNISDR, 2009.
- 40 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 23 avril 2013).
- 41 Hoseth, Anne. « IASC Gender Standby Capacity (GenCap) project. » Norwegian Refugee Council, 30 septembre 2010, http://www.nrc.no/?aid=9160724 (dernier accès 29 mai 2013).
- 42 Child Protection Working Group. « Minimum Standards For Child Protection in Humanitarian Action. » CPWG, 2012.
- 43 État de Victoria, Australie. « Service guideline on gender sensitivity and safety. Promoting a holistic approach to wellbeing. » Melbourne, Victoria: Division de la santé mentale, des drogues et des régions, État de Victoria, Département de la Santé, 2011.
- 44 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août 2007, http:// www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 45 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 46 PNUD. « Introductory Gender Analysis & Gender Planning Training Module for UNDP Staff. » PNUD, http://www.undp.org.ir/DocCenter/gender/ GenderMainstreamingTraining.pdf (dernier accès 16 mai 2013).
- 47 Plan International. « Planting Equality: Getting it Right for Girls and Boys. Plan's Gender and Child Rights Training Manual. » 2012.
- 48 IASC Gender-Sub Working Group, GenCap et IASC Gender Marker. « IASC Gender Marker Frequently Asked Questions. » UNOCHA, 29 juillet 2011, https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/Gender%20Marker%20FAQ%2029%20July%20 2011.pdf (dernier accès 16 mai 2013)..
- 49 UNESCO. « Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction. » Paris : Institut international de la planification de l'éducation, 2010. Citant : UNESCO, 1997
- 50 UNESCO. « Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction. » Paris: International Institute for Educational Planning, 2010. Citant: UNESCO, 1997.

- 51 EFA GMR. « Gender and Education For All The Leap to Equality 2003-2004. » Paris: UNESCO, 2003.
- 52 UNOCHA. « About the Process. » UNOCHA, http://www.unocha.org/cap/about-the-cap/about-process (dernier accès May 16, 2013).
- 53 UNICEF. « Convention relative aux droits de l'enfant ».
 UNICEF, http://www.unicef.org/crc/ (dernier accès 16 mai 2013)
- 54 Centre d'actualités de l'ONU. « When a food security crisis becomes a famine. » Nations unies, 21 juillet 2011, http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=39113 (dernier accès 16 mai 2013).
- 55 Projet Sphère. « Glossary. » Chameleon Interactive, http:// www.sphereproject.org/handbook/glossary/?I=P&page=3 (dernier accès 16 mai 2013).
- 56 Practical Action. « Reconstruction. » Practical Action, http://practicalaction.org/reconstruction-answers (dernier accès 16 mai 2013).
- 57 Alive and Lead. « Information Tool for Pastoral Drought Management. The Slow Onset and Blurred Timescale of the Hazard. » Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, http://www.fao.org/ag/againfo/programmes/en/lead/alive_toolkit/pages/pageB_drought_onset.html (dernier accès 15 mai 2013).
- 58 UNHCR. « Refugees. Flowing across Borders. » UNHCR, http://www.unhcr.org/pages/49c3646c125.html (dernier accès 16 mai 2013).
- 59 Turnbull, Marilise, Charlotte L Sterrett et Amy Hilleboe. « Toward Resilience: A Guide to Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation. » Warwickshire: Practical Action Publishing Ltd, 2013. Citant: Oxfam Royaume-Uni, n.d.
- 60 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 61 IFRC. « About disaster management. » IFRC, http://www.ifrc.org/en/what-we-do/disaster-management/about-disaster-management/ (dernier accès 16 mai 2013).
- 62 OMS. « Health topics. Sanitation. » OMS, http://www. who.int/topics/sanitation/en/ (dernier accès 16 mai 2013).
- 63 Organisation mondiale de la santé. « Defining sexual health. Report of a technical consultation on sexual health 28-31 January 2002, Geneva. » Genève : Organisation mondiale de la santé, 2006.
- 64 Turnbull, Marilise, Charlotte L Sterrett et Amy Hilleboe. « Toward Resilience: A Guide to Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation. » Warwickshire: Practical Action Publishing Ltd, 2013. Adapté de UNISDR Terminology 2009 et la définition pratique du DFID.
- 65 EFA GMR. « Gender and Education For All The Leap to Equality 2003-2004. » Paris : UNESCO, 2003.
- 66 UNISDR. « Terminology. » UNISDR, 30 août, 2007, http://www.unisdr.org/we/inform/terminology (dernier accès 16 mai 2013).
- 67 Plan International. « Plan's Policy on Gender Equality: Building an Equal World for all Children. » Document interne, 2011.
- 68 Plan International. « Planting Equality: Getting it Right for Girls and Boys. Plan's Gender and Child Rights Training Manual. » 2012.
- 69 Antonowicz, Laetitia, Allison Anderson et Louise Wetheridge. « Child-Centred Disaster Risk Reduction. Building resilience through participation. Lessons from Plan International. » Plan Royaume-Uni et Children in a Changing Climate, Londres: Plan UK, 2010.
- 70 Centers for Disease Control and Prevention. « Infant mortality. » Centers for Disease Control and Prevention, http://www.cdc.gov/reproductivehealth/MaternalInfantHealth/InfantMortality.htm (dernier accès 16 mai 2013).

Les filles en ligne

Une liste de liens vers des sites internet, des rapports, des instituts de recherche, des bases de données, des campagnes et des agences travaillant sur des initiatives axées plus particulièrement sur les filles, les jeunes femmes et les catastrophes.

Les organisations de droits des filles et des femmes

Camfed est une organisation créée pour améliorer l'accès à l'éducation des filles au Ghana, au Malawi, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. En utilisant une approche holistique, centrée sur la communauté, Camfed apporte un soutien de longue durée, en payant par exemple les frais de scolarité d'une fille; en proposant aux femmes des formations professionnelles ainsi que des petites allocations ponctuelles. Son but est d'autonomiser les femmes en partenariat avec Cama, une association d'anciennes de Camfed, et d'autres femmes africaines qui encouragent les jeunes femmes à devenir des leaders dans leur propre communauté.

Pour en savoir plus : camfed.org

Ipas est une organisation dont le but est d'accroître la capacité des femmes à exercer leurs droits sexuels et reproductifs. Son activité s'étend dans différents domaines, et se focalise sur la violence sexuelle et la jeunesse, le plaidoyer, la recherche, et la formation du personnel médical dans les techniques, technologies et conseils pour l'avortement. Pour plus d'information, visiter: ipas.org/Index.aspx

Vital Voices est un partenariat international qui a pour but l'autonomisation des femmes à travers le monde. Travaillant avec des hauts fonctionnaires, des organisations dans le secteur des affaires et des cadres d'ONG, il forme des leaders et entrepreneurs féminins dans le monde entier qui peuvent ensuite dans leur propre communauté former à leur tour des femmes pour construire un réseau de leaders féminins modèles. Pour plus d'informations, visiter vitalvoices.org

Womankind Worldwide a pour but de promouvoir les femmes en tant qu'instruments du changement dans le développement. Cette organisation est présente dans 15 pays émergents et finance en partenariat avec des organisations de droits de la femme à des projets liés aux droits des femmes, à la santé et à l'autonomisation féminine. Visiter le site: womankind.org.uk

Women for Women International est une ONG internationale qui travaille avec des femmes socialement exclues ayant survécu à des conflits. Elle leur apporte une aide financière, une formation professionnelle, leur fait prendre conscience de leurs droits et leur fournit une éducation en matière de leadership. Pour en savoir plus sur les programmes et les projets de cette ONG, consulter le site: womenforwomen.org

The Population Council est une ONG internationale qui mène des recherches sur les problèmes relatifs à la population mondiale. Ses travaux se répartissent entre 3 domaines principaux : le VIH/sida ; la pauvreté, les jeunes et les questions de genre ; et la santé reproductive. Le Population Council travaille en partenariat pour trouver des solutions qui mènent à des politiques, des programmes, et des technologies plus efficaces. Pour trouver ressources et publications, voir : popcouncil. org/publications/index.asp

Equality Now est une organisation qui plaide pour les droits des femmes et des filles du monde entier en accentuant la visibilité de cas individuels d'abus. Ils mobilisent l'aide publique et utilisent des pressions politiques pour encourager les gouvernements à faire appliquer les lois et politiques qui soutiennent les droits des femmes et des filles. **Pour en savoir plus, visiter**: equalitynow.org/resources

KOFAVIV est un réseau de femmes et d'hommes qui se consacrent à l'aide des victimes de violences sexuelles. Ces personnes donnent accès aux soins de santé et à une représentation légale aux victimes en les rapprochant de leur communauté, et leur donnent un moyen d'expression tout en les guidant vers l'obtention de la justice à Port-au-Prince, en Haïti. Voir: bit.ly/YVrTf7

Women's Refugee Commission (WRC) se sert de la recherche pour identifier les problèmes cruciaux qui affectent les femmes, les enfants et les jeunes déplacés. Cette commission oriente les meilleures pratiques, propose des solutions et développe des outils novateurs pour améliorer la façon dont l'aide humanitaire est apportée dans les camps de réfugiés, en encourageant des améliorations à long terme et des changements dans les pratiques politiques appliquées aux réfugiés. On peut trouver des documents sur leur travail avec les adolescentes ici : bit.ly/142awlz

Mama Cash soutient les initiatives de femmes dans le monde entier, fort de l'opinion selon laquelle le changement social commence avec les femmes et les filles. Depuis 1983, Mama Cash a attribué plus de 37 millions d'euros pour faire avancer les droits de la personne pour les femmes et les filles, en travaillant en Asie, en Afrique, au Moyen Orient, en Europe, en Amérique Latine, dans la Caraïbe et les états indépendants du Commonwealth. Pour plus d'informations, voir : bit.ly/11E9Uf4

Le Fonds pour les femmes d'Amérique Centrale (FCAM) est une fondation consacrée à la mobilisation des ressources pour les groupes locaux de femmes et qui propose des outils, des savoirs et des opportunités permettant de renforcer ces groupes en tant qu'organisations qui défendent et font la promotion de leurs droits de la personne. Visiter: fcmujeres.org/en/home.html

FRIDA: Le jeune fonds féministe est une initiative qui finance et renforce la participation et le leadership de jeunes activistes féministes de par le monde. Ce fonds est le fruit d'une collaboration entre l'AWID (Association pour les droits de la femme dans le développement), le FCAM (Fonds des femmes d'Amérique centrale) et de jeunes activistes féministes de différentes régions du monde.

Pour connaître leur programme de bourses: bit.ly/12aPjd7

Campagnes

10x10 exploite le support cinématographique et les actions sociales pour accroître les investissements pour la cause des filles, en sensibilisant l'opinion publique et en créant un vaste réseau relationnel local. En se servant de ses soutiens, l'organisme 10x10 plaide en faveur des changements de politiques gouvernementales, mondiales et institutionnelles pour accroître l'autonomisation des adolescentes. En mars 2013 10x10 a lancé « Girl Rising », un film qui suit neuf filles dans neuf pays différents, pour montrer le pouvoir et la force de l'éducation des filles. Pour en savoir plus sur les films et le travail de cet organisme, consulter le site : 10x10act.org Pour plus d'informations sur Girl Rising, visiter : girlrising.com

ActionAid (Stop Violence Against Girls in School) est une initiative de plusieurs pays qui travaillent ensemble pour faire face à la violence envers les filles au Ghana, au Kenya et

au Mozambique. Cette campagne s'est donné pour but de réduire la violence envers les filles à l'école par l'élaboration de politiques et de lois, pour parvenir à autonomiser suffisamment les filles et à leur permettre de défier la culture de la violence à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école, tout en augmentant l'accès des filles à l'école. Pour des informations générales sur ce projet, voir : bit.ly/12unGh0

Girl Up désigne la campagne de sensibilisation de la Fondation des Nations unies destinée à exploiter l'énergie et l'enthousiasme des filles en l'utilisant comme un puissant instrument du changement. Cette campagne vise à créer des opportunités pour que les filles puissent bénéficier d'une éducation, être en bonne santé et en position d'être les prochaines générations de leaders. **Voir** : girlup.org

Making Cities Resilient: « My City is getting ready » (ma ville se tient prête) a été lancé en mai 2010 par l'UNISDR et aborde les questions de gouvernance locale et de risque urbain en relation avec les catastrophes naturelles.

Cette campagne souligne le besoin d'efforts collaboratifs de la part des gouvernements, du secteur privé, des universitaires et des citoyens ordinaires pour réduire leurs risques de catastrophes. Pour trouver les domaines d'action, déclarations et informations sur la campagne, rendez-vous sur :

unisdr.org/campaign/resilientcities/ about

UNISDR – Step Up: les femmes et les filles en tant que « force [in]visible de la résilience » cherche à sensibiliser sur le besoin des femmes et des filles d'être à la pointe de la réduction du risque et de la gestion de la réponse mondiale aux catastrophes naturelles. Cette initiative a débuté en 2011, ce qui a mené à la Conférence mondiale pour la réduction des catastrophes en 2015. On peut y trouver les thèmes suivants : enfants et jeunes, femmes et filles, le handicap et les populations vieillissantes (2014). Pour plus d'informations, visiter: unisdr.org/2012/iddr/

Plan International: Campagne « Parce que je suis une fille » a pour but d'aider des millions de filles à obtenir l'éducation, les compétences et l'aide dont elles ont besoin pour transformer leur vie et le monde qui les entoure. Pour Plan International, l'éducation est l'un des meilleurs investissements possibles pour mettre fin à la pauvreté. Pour « lever la main » en faveur des droits des filles, visiter: bit.ly/19xy2xo

Coalitions

L'Association for Women's Rights in **Development (AWID)** est une organisation internationale s'occupant des droits des femmes, de l'égalité hommes-femmes et du développement. Elle s'efforce de créer des alliances et d'influencer les institutions internationales pour faire avancer les problèmes des femmes. L'AWID donne des informations récentes sur les droits des femmes dans les médias. Elle tient également un registre des recherches récentes et des informations sur une multitude de sujets, de thèmes et de pays. Le forum AWID est une conférence mondiale du droit de la femme et du développement qui rassemble leaders et activistes afin d'informer et d'élargir la compréhension sur l'égalité entre les sexes. Aller sur : forum.awid.org/forum12/

L'ONG Working Group on Girls' Rights est un réseau international qui vise à assurer l'application domestique des normes internationales relatives aux filles, et ce à chaque étape de leur jeunesse. Cette ONG cherche également à faire avancer leur statut et leur inclusion en tant qu'agents du changement, et à les aider à atteindre leur plein potentiel. Pour plus d'informations, consulter le site: girlsrights.org

A Safe World for Women est une organisation à but non-lucratif menée par des femmes qui, en collaboration avec des groupes locaux, font la promotion des droits de la femme et de l'enfant. Cette organisation vise à procurer une plateforme d'interaction internationale ainsi qu'un organe d'information qui documente les droits de la femme et de l'enfant et les violences perpétrées contre eux. A Safe World for Women est une ressource précieuse pour les universitaires, les chercheurs et la communauté internationale.

Visiter: asafeworldforwomen.org

Haiti Adolescent Girls Network est un réseau consacré à l'autonomisation, la sécurité, la santé, et le bien-être des filles en Haïti. L'Haiti Adolescent Girls Network envisage un monde dans lequel les adolescentes ne seraient pas sujettes à la violence, la discrimination et la maladie, un monde dans lequel les filles se sentiraient soutenues, écoutées et en sécurité, et pourraient atteindre leur plein potentiel. Leur site web est actuellement en cours d'élaboration ; en attendant, suivre leur actualité ici : https://www.facebook.com/

haitiadolescentgirlsnetwork et ici: twitter.com/haitigirlsntwk Adolescent Girls Advocacy and Leadership Initiative (AGALI) est un partenariat mis en œuvre par les International Health Programs of the Public Health Institute. Son but est de renforcer les efforts de plaidoyer et la capacité de leadership pour améliorer les circonstances économiques et les opportunités éducatives des adolescentes et jeunes femmes d'Amérique Latine et d'Afrique. Les partenaires de l'AGALI ont procuré des formations directes et des services à plus de 40 000 adolescentes et à leurs alliés, en impliquant également 600 organisations locales dans des plaidoyers centrés sur les filles. Voir : agaliprogram.org



Mouvements de jeunesse

L'association mondiale des guides féminins et des éclaireuses opère dans le monde entier afin de procurer une forme d'éducation informelle aux filles leur permettant d'acquérir des compétences de vie et de développement personnel. L'association compte environ 10 millions de filles réparties dans 145 organisations membres. Elle a récemment ajouté un programme pour mettre fin à la violence à l'égard des filles et une formation à la préparation aux catastrophes.

Pour plus d'informations, visiter : wagggsworld.org/en/home

Le YWCA est un réseau mondial qui responsabilise les femmes à travers le monde afin qu'elles soient les agents de changements sociaux et économiques. Cet organisme travaille avec 25 millions de femmes et de filles dans 22 000 communautés. Il s'occupe de quatre domaines prioritaires : la paix et la justice, les droits de l'homme, la santé des femmes et le VIH/SIDA, et le développement durable. Pour toute information sur le « Changement climatique, passez à l'action maintenant! », visiter: bit.ly/100F9uh

Youth Climate est un mouvement international de lutte contre le changement climatique qui prône que les jeunes insufflent l'espoir, l'optimisme et une vision pour l'avenir. Ce mouvement sensibilise et encourage activement les gouvernements à agir sur l'évidence grandissante des impacts du changement climatique. Pour obtenir des informations sur projets et programmes liés à ce mouvement, voir : youthclimate.org/projects-and-actions/

Oxfam International Youth Partnerships (OIYP) est un réseau international de jeunes qui ont en commun la vision d'un monde juste et qui s'engagent à œuvrer pour un changement social pacifique, équitable et durable au sein de leur communauté. Tous les trois ans, ce programme incorpore 300 jeunes hommes et femmes supplémentaires de 18 à 25 ans au réseau, provenant du monde entier. Depuis le lancement de ce programme en 2000, l'OIYP a collaboré avec plus de 1150 jeunes de 98 pays différents. Pour se renseigner sur le genre, les catastrophes naturelles et les déplacés de force, aller sur : oiyp.oxfam.org.au/resources/

Fondations

La Fondation Cherie Blair fait en sorte de procurer aux femmes du monde entier des opportunités dans l'entreprise et un accès à la technologie. Elle apporte financement, réseaux et soutien au développement des entreprises en partant du principe que les femmes économiquement autonomes, tout en contrôlant mieux leur vie et celle de leurs enfants, ouvrent la voie vers un avenir meilleur à leur communauté et leur économie. Voir : cherieblairfoundation.org

La Fondation des Nations unies La section Femmes et Population de la fondation s'emploie à l'autonomisation des femmes et des filles dans le monde en partant du principe qu'elles sont essentielles pour l'éradication de la pauvreté et pour la justice sociale. Elle met l'accent sur la santé reproductive et sexuelle, la violence sexiste, le changement climatique et le besoin d'augmenter les financements pour les programmes ciblant les adolescentes.

Pour plus d'informations, consulter le site: bit.ly/15Mka69

Le partenariat Fondation des Nations unies – Fondation Vodafone (UN-VFP) aide les travailleurs de l'intervention d'urgence à réagir plus rapidement et efficacement ainsi qu'à reconnecter les familles séparées par les catastrophes. Ce partenariat représente un accord public-privé qui se sert de programmes de technologie de façon stratégique pour soutenir les efforts humanitaires des Nations unies dans le monde entier. Pour plus d'informations, visiter: bit.ly/10poELl

La Fondation Ford vise à encourager une approche collaborative parmi les organisations à but non-lucratif, les gouvernements et le secteur de l'entreprise, s'assurer de la participation d'hommes et de femmes de communautés diverses et travailler avec ceux qui sont le plus près des problèmes localisés. Cette fondation opère en créant des bourses ou des prêts qui encouragent la connaissance et renforcent les organisations et les réseaux. Pour plus d'informations, visiter : fordfoundation.org/

Les organisations multilatérales

Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (GFDRR) est un partenariat de 41 pays et 8 organisations internationales qui s'engagent à aider les pays en voie de développement à réduire leur vulnérabilité aux aléas naturels et à s'adapter au changement climatique. Les initiatives incluent le genre, le développement de la capacité d'agir et l'assurance vis-à-vis des risques de catastrophe. Pour plus d'informations visiter le site: gfdrr.org

Partenariats

Girl Hub est le fruit d'une collaboration entre le Département de développement international du gouvernement du Royaume-Uni (DFID) et la Fondation Nike. Girl Hub a pour but la formation d'un réseau international d'experts et de défenseurs des filles pour ensuite les mettre en relation avec les programmes de développement et les décideurs afin de promouvoir les droits des filles. Pour plus d'information, visiter le site : girleffect.org/about/girl-hub/

La coalition pour les adolescentes sert de plateforme à plus de 30 organisations internationales qui travaillent à l'amélioration de la vie d'adolescentes des pays en développement qui sont enfermées dans des cycles de pauvreté. Cette coalition procure une plateforme unique pour permettre aux organisations de partager des informations, des outils et des ressources ; de trouver des points d'intersection et des opportunités de collaboration, développer des capacités techniques et monter des stratégies à partir de bonnes pratiques. Aller sur : coalitionforadolescentgirls.org

A World at School est dirigé par Gordon et Sarah Brown et se donne pour mission de sensibiliser les populations et de plaider le droit à une éducation de qualité pour tous les enfants. Ils reconnaissant le besoin d'intensifier les efforts actuels, d'aider et de collaborer avec d'autres organismes et de souligner les réussites pour atteindre les objectifs d'éducation fixés dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Visiter le site: aworldatschool.org

La World Bank Adolescent Girls Initiative, une initiative de la Banque mondiale, a été lancée en 2008 dans le cadre d'un plan d'action pour le genre du groupe Banque mondiale. Cette initiative vise à améliorer les perspectives d'emploi des filles de demain avec la formation et l'éducation d'aujourd'hui. Elle opère en

partenariat avec les gouvernements d'Australie, du Royaume Uni, du Danemark, de la Suède et de la Norvège, et des sociétés du secteur privé telles que Cisco, Standard Chartered Bank et Goldman Sachs. Ce programme fait l'objet de projets pilotes dans huit pays à faibles revenus, y compris Haïti, le Népal et l'Afghanistan. Voir: go.worldbank.org/15PX4JETM0

Le Comité permanent interorganisations (CPI) est un forum inter-agences qui implique des partenaires humanitaires dépendant ou non de l'ONU. Le CPI développe des politiques humanitaires, identifie et aborde les lacunes au niveau des interventions et plaide pour des principes humanitaires effectifs. En 2009-2010, le CPI a mis au point la Notation Genre qui facilite le suivi de la répartition hommesfemmes dans les projets humanitaires et encourage des résultats plus équitables au niveau du genre. Pour plus d'information, visiter: humanitarianinfo.org/IASC/

Humanitarian Accountability Partnership (HAP) est une initiative multi-organisationnelle qui œuvre pour l'amélioration de la redevabilité de l'action humanitaire vis-à-vis des populations affectées par les catastrophes et autres crises. Les membres de l'HAP peuvent aussi bien être des donateurs institutionnels que des agences d'aide d'urgence et de développement. Pour en savoir plus, visiter: hapinternational.org/projects/research.aspx

Le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) est un réseau international comptant plus de 8 500 individus qui travaillent ensemble pour garantir le droit à l'éducation en situations d'urgence et le relèvement précoce. L'INEE relie organisations et individus afin de faciliter la collaboration, encourager le partage des expériences et s'engager dans le plaidoyer sur le thème du droit à une éducation en situation d'urgence. L'accès à leurs ressources est disponible par le biais de ce site : ineesite.org/en/resources

Girls Not Brides est un partenariat international entre des organisations non-gouvernementales qui veulent mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles d'atteindre leur plein potentiel. Visiter: girlsnotbrides.org

Global Business Coalition for Education (GBC-Ed) réunit des dirigeants d'entreprise du monde entier qui s'engagent à assurer une éducation de qualité pour tous les enfants du monde. Dirigée par Gordon et Sarah Brown, cette coalition soutient l'action internationale

ciblant les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au niveau de l'éducation par un travail collaboratif avec le gouvernement et d'autres parties prenantes. Leurs trois fonctions principales sont la coopération, le plaidoyer et la recherche. Pour en savoir plus: gbc-education.org

Société civile

Le Global Network of Civil

Society Organisations for Disaster Reduction est un réseau international d'organisations non-gouvernementales et à but non-lucratif qui cherchent à améliorer la vie des personnes affectées par les catastrophes dans le monde entier. Plus de renseignements sur : globalnetwork-dr.org/resources.html

CBM International est une organisation chrétienne internationale de développement dont l'engagement porte sur l'amélioration de la qualité de vie de personnes porteuses de handicap dans certaines des communautés les plus défavorisées du monde. Leur objectif principal est de rendre possible un environnement dans lequel les personnes handicapées auront accès à leurs droits en tant que personnes et pourront atteindre leur plein potentiel. Pour plus d'informations, visiter : cbm.org/In-Action-250903.php

Reach Out to Asia (ROTA) Avec l'aide de partenaires, de bénévoles et des communautés locales, ROTA cherche à garantir aux personnes affectées par les crises en Asie et dans le monde entier un accès permanent à une éducation primaire et secondaire de haute qualité qui soit pertinente. Opérant sur 10 pays différents, ROTA engage les jeunes ainsi que les autres membres de la communauté à se confronter aux défis que représentent l'éducation et le développement. Pour voir leur travail actuel, visiter: reachouttoasia.org/en/projects



ONGI

Save the Children opère sur 120 pays, en luttant pour les droits de l'enfant et sa vie, et en les aidant à atteindre leur plein potentiel. En 2012 Save the Children est intervenu en urgence dans 39 pays différents, en apportant de la nourriture, de l'eau, des soins, une protection et une éducation aux enfants et à leurs familles.

Pour plus d'informations sur leur travail en situation d'urgence, voir : savethechildren. org.uk/about-us/emergencies

Action Aid est un organisme qui œuvre dans le sens d'un monde sans pauvreté. Leur travail s'applique à un certain nombre de domaines : la faim, l'éducation, les situations d'urgence, les droits de la femme et le VIH et le sida. On peut trouver des publications sur les situations d'urgence et de conflit ici : actionaid.org.uk/100235/emergencies__ conflict.html

L'International Rescue Committee (IRC) réagit aux crises humanitaires, en aidant les gens à reconstruire leur vie après une catastrophe dans plus de 40 pays et dans 22 villes des USA. Il se concentre essentiellement sur les femmes, l'éducation, le plaidoyer et la survie de l'enfant. L'IRC aide à mettre en place des espaces « favorables aux enfants », leur offrant un lieu pour jouer, pour participer à des activités structurées et pour se remettre du traumatisme et des pertes tout en revenant à un semblant de normalité. À ce jour ces espaces ont accueilli 589 000 filles.. Voir ici pour plus d'informations : rescue.org

Recherche

Asia Pacific Women's Watch est un réseau d'organisations féminines de la région Asie-Pacifique. Il cherche à améliorer les droits de la femme en s'associant avec d'autres ONG, des gouvernements nationaux et l'ONU. Plus d'informations sur : apww-slwngof.org

Girls Count est une série de rapports de recherche internationale concentrés sur l'autonomisation des adolescentes. Parmi les rapports publiés en 2012 il y a « Start with a girl : a new agenda for global health», « Girls speak : a new voice in global development » and « Girls grow : a vital force in rural economies ». Ces rapports sont réalisés par la coalition pour les adolescentes. Pour en savoir plus sur la série de rapports, visiter : coalitionforadolescentgirls.org

Child Rights Information Network (CRIN) est un réseau international d'organisations pour les enfants qui coordonne et fait la promotion d'informations sur les droits de l'enfant. Il compte 2000 organisations membres, et propose des fonctions de recherche permettant de procéder par région ou par thème avec de nombreuses informations concernant des droits légaux des enfants. Pour plus d'informations concernant les mécanismes de mise en œuvre des droits de l'enfant, voir : crin.org/docs/CRINmechs.pdf

Young Lives est une étude longitudinale internationale de la pauvreté des enfants qui accompagne 12 000 enfants du Pérou, d'Inde, du Vietnam et d'Éthiopie sur 15 ans. Ces zones ont été choisies spécifiquement à cause de leurs problèmes en commun, dont l'endettement, la reconstruction post-conflit et les conditions environnementales telles que les inondations et la sécheresse. Young Lives est un projet collaboratif de recherche financé par le Département britannique pour le développement international (UKAID) et coordonné par l'Université d'Oxford en collaboration avec des partenaires de recherche et en matière de politique dans ces quatre pays. Pour plus d'informations sur Young Lives, aller voir sur: younglives.org.uk

The G.I.R.R.L Project est un projet de recherche-action participative conçu pour développer les connaissances en vue de l'autonomisation, d'améliorer la résilience des adolescentes noires d'Afrique du Sud en les intégrant dans des initiatives de RRC. D'autres renseignements sont disponibles sur : acds. co.za/index.php?page=girrl

Global Disaster Preparedness Centre (GDPC) est le fruit d'une collaboration entre la Croix Rouge Américaine et la fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le GDPC vise à soutenir des approches innovantes et à proposer un environnement permettant d'en apprendre davantage sur la préparation aux catastrophes. On peut trouver des informations sur leur programme de recherche sur : preparecenter. org/PromotingResearch.html

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) est un organisme scientifique bénéficiant de l'appui des Nation unies. Il passe en revue et évalue les informations scientifiques, techniques et socio-économiques générées dans le monde entier qui sont en rapport avec la compréhension du changement climatique. Pour leurs publications voir : bit.ly/10GkP1e

Population Reference Bureau (PRB) fournit des informations précieuses sur les courants de populations et leurs implications dans tout le territoire étasunien. « Powerful Partners : Adolescent Girls' Education and Delayed Childbearing » explique les liens entre les taux d'éducation et le nombre de naissances. Pour plus d'informations, voir : prb.org/pdf07/powerfulpartners.pdf

ODI Humanitarian Policy Group (HPG) est une équipe de chercheurs indépendants et de professionnels de l'information qui se penchent sur des questions humanitaires. Ils se consacrent à l'amélioration des politiques et des pratiques humanitaires par le biais de l'analyse, du dialogue et du débat d'idées. Pour en savoir plus, visiter: odi.org.uk/programmes/humanitarian-policy-group/our-work

DARA: Impact Matters vise à améliorer l'intervention humanitaire par le biais d'évaluations innovantes et axées sur les résultats, et offre des services sur-mesure aux acteurs humanitaires. DARA propose des évaluations en temps réel, une assistance technique stratégique et des évaluations qui couvrent l'ensemble du système. Pour consulter leur index de l'intervention humanitaire, voir : daraint.org/humanitarian-response-index/

International Centre for Research on Women (ICRW), centre international de recherche sur la femme, est une organisation qui travaille sur de l'aide technique et de recherche pour le renforcement de la capacité d'agir et le plaidoyer. Sa recherche est centrée sur l'adolescence, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement économique, la santé reproductive et la violence à l'égard des femmes. En ce qui concerne les adolescentes, elle cherche à améliorer les droits sexuels et reproductifs, combattre le mariage précoce et ouvrir l'accès à l'éducation. Toutes ses publications sur des sujets peuvent être trouvées ici : icrw.org/publications

Harvard Humanitarian Initiative est un centre basé sur l'université qui implique de multiples organisations au sein d'Harvard qui proposent leur savoir en termes de santé publique, de médecine, de sciences sociales et de gestion entre autres disciplines pour faire la promotion d'approches de l'aide humanitaire fondées sur des données probantes. Pour s'informer sur les programmes et la recherche en cours, visiter: hhi.harvard.edu/programs-and-research

Ressources et bases de données

Wikigender est un projet pilote initié par l'OCDE, consacré à l'indexage et au partage de termes et d'informations sur la question du genre, y compris l'autonomisation des filles. Ce projet vise à souligner l'importance des institutions sociales telles que les normes, traditions et pratiques culturelles qui ont un impact sur l'autonomisation des femmes.

Pour plus d'informations, visiter le site: wikigender.org/index.php/New_Home

Le Centre de recherche sur la violence envers les femmes et les enfants produit une recherche axée sur l'action dans le but de soutenir des communautés locales, nationales et internationales dans leur travail contre la violence envers les femmes et les enfants. On peut trouver les recherches et publications de ce centre sur ce site: learningtoendabuse.ca/our-work/publications

Devinfo est un système de base de données approuvé par le Groupe de développement des Nations unies qui permet aux utilisateurs de surfer, de télécharger, de visualiser et de partager des données socio-économiques avec l'intention de suivre les avancées vers les Objectifs du Millénaire pour le développement. Leur page d'actualités montrant les dernières parutions et annonces importantes est particulièrement intéressante. On peut la trouver ici:

devinfo.org/articles/news

Girls Discovered est une ressource de données liées au bien-être, à la santé, à l'éducation et aux opportunités des filles dans le monde. Il permet aux usagers de choisir parmi 200 ensembles de données et de visionner, comparer et analyser leurs données sur des cartes ou de les télécharger sous forme de tableaux. Visiter le site: girlsdiscovered.org/create_your_own_map/

Le réseau de la prévention de la violence sexuelle utilise le cadre de la justice sociale et de la santé dans le but de sensibiliser et de partager des informations avec pour but ultime de mettre fin à la violence sexuelle. Son objectif est de promouvoir un réseau de chercheurs, de décideurs, d'activistes et de donateurs pour aborder le problème de la violence sexuelle. Pour voir une liste des ressources disponibles, voir : svri.org

Young Feminist Wire est une plateforme internet créée en 2010 par *l'Association for*

Women's Rights in Development. Ce site propose l'opportunité pour les jeunes femmes qui travaillent sur les droits liés à l'égalité des sexes et sur la parité de se connecter, d'apprendre et de partager des ressources pour accroître leur efficacité. Il faut aller voir : yfa. awid.org



Gateway to the United Nations Systems Work on Climate Change est un guichet unique pour le public, les praticiens et leurs pairs pour accéder aux ressources, publications et données précieuses sur le changement climatique.

Pour y accéder: un.org/wcm/content/site/climatechange/gateway/

La Base de données des institutions et du développement (GID-DB) représente un outil pour les chercheurs et décideurs pour déterminer et analyser les obstacles au développement économique des femmes. Elle couvre un total de 160 pays et comporte un panel de 60 indicateurs sur la discrimination de genre. Pour plus d'informations, visiter : bit.ly/12aQbyq

Un autre de leurs projets est le **SIGI** (*Social Institutions and Gender Index*), une mesure composite de la discrimination sexospécifique basée sur les institutions sociales dans plus de 100 pays non-membres de l'OCDE. Les utilisateurs peuvent élaborer leur propre indice de genre en changeant la priorité des institutions sociales dans le SIGI. **Voir** : *genderindex.org*





The Gender and Disaster Network (GDN) est un projet éducatif initié par des individus intéressés par les relations de parité entre hommes et femmes dans les contextes de catastrophe. Le GDN se sert de diverses sources médiatiques pour soutenir un réseau international de chercheurs et de praticiens. Ce réseau documente et analyse les expériences avant, pendant et après les catastrophes, pour encourager le partage d'informations et le renforcement des ressources parmi les membres. Une collection très complète de ressources est disponible sur le site : gdnonline.org/resources.php

ReliefWeb propose des informations humanitaires précieuses sur les crises et les catastrophes internationales. Leurs fonctions principales comprennent la collecte de mises à jour provenant de 4000 sources d'informations internationales et la mise à disposition d'une plateforme permettant aux partenaires humanitaires d'analyser contextes et situations et de prendre de meilleures décisions. Une carte interactive pour renseigner sur les catastrophes naturelles au niveau mondial est disponible sur le site : reliefweb.int/disasters

Humanitarian Practice Network (HPN), organisé par l'ODI (Overseas Development Institute) est un forum indépendant pour que les décideurs, praticiens et autres personnes travaillant dans le secteur humanitaire puissent partager et faire circuler les informations, les analyses et l'expérience, en proposant une plateforme pour l'apprentissage et le partage. Leur magazine « Humanitarian Exchange » est accessible ici : odihpn. org/humanitarian-exchange-magazine

Integrated Child Development Service (ICDS) offre un accès aux ressources sur les adolescents dans les catastrophes naturelles, les femmes enceintes et allaitantes et les adolescentes. Voir : icds.ewebsite.com/articles/adolescent-girls.html

Ushahidi est une société technologique à but nonlucratif spécialisée dans le développement de logiciels gratuits et open-source pour la collecte d'informations, la visualisation et le mapping interactif. Cette société élabore des outils pour démocratiser l'information, accroître la transparence et supprimer les obstacles qui empêchent les individus de raconter leur histoire. **Lire leur blog sur :** *blog.ushahidi.com*

CrowdMap est un site qui appartient et qui est exploité par Ushahidi. Il contient des cartes créées par des usagers qui font passer des informations obtenues en collaboration en ligne. Un usager peut, par exemple, créer une carte qui présente les informations relatives à des connaissances et des ressources locales, là où les services d'urgence sont nécessaires pendant une catastrophe naturelle, ou pour cartographier et observer des élections locales. Leur site étant en cours d'élaboration, il est possible de trouver d'autres informations sur : crowdmap.com/welcome

Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action (ALNAP) est un réseau d'apprentissage qui aide le secteur humanitaire à améliorer la performance humanitaire par le biais de l'apprentissage, du partage des fichiers entre utilisateurs et de la recherche. Plus de ressources disponibles sur : alnap.org/resources.aspx



Initiatives des Nations Unies

Stop Rape Now (Halte au viol) est une Action contre la violence sexuelle dans les contextes de conflit qui réunit le travail de 13 entités onusiennes avec pour but de mettre fin à la violence sexuelle durant les conflits armés. Elle vise à améliorer la coordination et la redevabilité, accroître la programmation et le plaidoyer, et soutenir les efforts nationaux pour empêcher la violence sexuelle et répondre de façon performante aux besoins des victimes. Pour plus d'informations, visiter : stoprapenow.org

Le programme des Nations unies pour la jeunesse est le point central des Nations unies concernant la jeunesse. Il publie tous les deux ans un rapport sur la situation mondiale de la jeunesse. Un des thèmes abordés est la situation des filles et des jeunes femmes. Pour plus d'informations concernant son travail pour les filles et les jeunes femmes, consultez le site: bit.ly/19sf3V0

End Poverty 2015: The United Nations Millennium Campaign (Halte à la pauvreté 2015) a pour but de soutenir les OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement) et d'y sensibiliser. La campagne produit des publications résumant les données et les réalisations des OMD jusqu'à ce jour, avec une section spécifique traitant des publications sur le genre/l'autonomisation des femmes. Pour plus d'informations aller sur : endpoverty2015.org

Le Centre de connaissances virtuelles pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles est présenté par l'ONU Femmes et joue le rôle d'un centre en ligne qui encourage et soutient la création de programmes basés sur les faits dans le but de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer plus efficacement les initiatives destinées à empêcher et à aborder les violences faites aux femmes et aux filles. Leur site web fournit des directives graduelles et des conseils d'experts pour la conception de ces programmes, portant notamment sur la manière de travailler avec des hommes et des garçons dans 60 langues différentes, en garantissant un accès précieux aux informations actuelles. Pour plus d'informations, voir : endvawnow.org

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (ESD en anglais) s'efforce de mobiliser les ressources éducatives du monde entier afin d'aider à la construction d'un avenir plus durable. Il se concentre sur 12 domaines principaux, dont l'égalité des sexes, la connaissance des autochtones, la réduction des risques de catastrophe, l'urbanisation durable et le changement climatique. Pour en savoir plus, visiter : bit.ly/13kN9XJ

Women Watch a été créé initialement en 1997 comme projet commun avec les Nations unies pour offrir un espace internet consacré aux questions de l'égalité des sexes dans le monde et pour soutenir la mise en œuvre de la Plateforme d'action de Beijing de 1995. Ce mouvement est aujourd'hui géré par une équipe du Réseau inter-agences sur les femmes et l'égalité des sexes dirigé par l'ONU Femmes et fait office de guichet central d'informations et de ressources sur la promotion de l'égalité des sexes et sur l'autonomisation des femmes dans l'ensemble du système des Nations unies. Pour plus d'informations, visiter : un.org/womenwatch Ce mouvement se concentre plus particulièrement sur la question des filles ; plus de renseignements : bit.ly/10y9MX1

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) vise à considérer en coopération ce que la communauté internationale peut faire pour limiter les augmentations moyennes des températures dans le monde et le changement climatique qui en découle. Cela suppose de se fixer des objectifs spécifiques, d'orienter des nouveaux financements vers

des activités autour du changement climatique dans les pays en développement, en donnant aux nations développées la responsabilité de montrer le chemin et de mettre à plat les problèmes de changement climatique aussi bien que les solutions.

D'autres rapports, webcasts et communiqués de presse de la Conférence d'avril 2013 à Bonn sont accessibles ici : unfccc.int/2860.php

United Nations Habitat Disaster Management Programme aide les gouvernements et les autorités locales à reconstruire dans des pays qui se relèvent d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle. Pour plus de renseignements : unhabitat.org/categories. asp?catid=286

La Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou CEDAW est une déclaration de droits internationale pour les femmes. Elle est constituée de 30 articles, et définit ce qui constitue de la discrimination envers les femmes tout en établissant un programme d'actions nationales en vue de mettre fin à de telles discriminations. Voir : un.org/womenwatch/daw/cedaw/

L'Initiative mondiale du Secrétaire général de l'ONU: « L'éducation avant tout » vise à mettre la question de l'éducation au devant de la scène politique, à renforcer le mouvement mondial pour une éducation de qualité et à générer des financements supplémentaires suffisants par le biais d'un plaidoyer appuyé. Atteindre des résultats positifs au niveau de l'éducation peut avoir un impact sur les objectifs du millénaire pour le développement, d'une baisse de la mortalité infantile et maternelle à une meilleure santé, un salaire plus élevé et des sociétés plus soucieuses de l'environnement. D'autres renseignements se trouvent ici: globaleducationfirst.org/index.html

Gordon Brown, nommé par le Secrétaire général de l'ONU en tant qu'envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation pour tous, a été chargé de travailler en collaboration étroite avec des partenaires clés pour aider à encourager l'aide à cette initiative pour l'éducation avant tout. Son rôle sera d'apporter le changement, de mobiliser des ressources et de générer des financements en se faisant le défenseur de cette cause auprès des leaders mondiaux, de la société civile et du milieu des affaires.

Pour en savoir de plus : *globaleducationfirst.org/index. html*

Agences de l'ONU

Le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF) s'intéresse au développement de l'enfant, à l'éducation, à l'égalité hommes-femmes, au VIH/SIDA, à la protection de l'enfance et au plaidoyer politique. Particulièrement intéressant pour les filles, le rapport de 2007 sur la « Situation des Enfants dans le Monde » — « Femmes et enfants, le double dividende de l'égalité des sexes », le rapport de 2009 : « La santé maternelle et néonatale », le rapport de 2010 : « Les Droits de l'Enfant », le rapport de 2011 sur « L'adolescence : l'âge de tous les possibles » et le rapport 2012 : « Des enfants dans un Monde Urbain ». On peut lire ces rapports sur le site : unicef.org/sowc/

UN Commission on the Status of Women: la Commission de la condition de la femme du Conseil économique et social des Nations unies est consacrée à l'égalité hommes-femmes et à l'amélioration du statut des femmes. La 57ème session de la Commission a eu lieu au quartier général des Nations unies à New York du 4 au 5 mars 2013. Le thème examiné en priorité était l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Les détails sont disponibles ici: bit.ly/YVuqWJ

L'ONU Femmes ou UN Women (United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women) a été créé en juillet 2010 pour accélérer la progression vers les objectifs des Nations Unies en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. L'ONU Femmes travaille à l'éradication de la discrimination à l'encontre des femmes et des filles, à l'autonomisation des femmes et à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, des actions humanitaires, de la paix et de la sécurité. En outre, l'ONU Femmes tient l'ensemble du système des Nations unies responsable de ses propres engagements en matière d'égalité des sexes, notamment en surveillant régulièrement les avancées du système dans ce domaine. Pour plus d'informations, consultez le site : unwomen.org

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) propose des conseils spécialisés et une aide technique en matière de politiques aux gouvernements sinistrés, aux agences des Nations Unies et aux organisations non-lucratives pour ce qui est de réactiver leur système éducatif dans des situations de post-catastrophe. Voir : unesco.org/new/?id=41660

Des engagements sont également pris en matière d'égalité des sexes dans le système éducatif. Le rapport de suivi mondial EFA 2003-04, qui se concentrait sur les filles et l'éducation, se trouve ici : bit.ly/YVtTE5

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est l'organisation de développement des Nations Unies qui travaille sur le terrain dans 166 pays. Son rapport annuel sur le développement humain assure le suivi du développement au niveau national, régional et international. Il est disponible à l'adresse suivante : hdr. undp.org/en/reports/. hdr.undp.org/en/reports/. Son Indice de développement humain, particulièrement intéressant, mesure le développement d'un pays en tenant compte de l'éducation, de l'espérance de vie et des revenus. Le PNUD élabore également des indices spécifiques au genre : l'Indice sexospécifique du développement humain (Gender Development Index) et l'Indice de l'autonomisation des femmes (Gender Empowerment Index), qui sont disponibles sur : hdr. undp.org/en/statistics/indices/gdi gem/

L'Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI) vise à s'assurer qu'à partir de 2015 l'écart des genres dans l'enseignement primaire et secondaire sera plus faible et que tous les enfants achèveront le cycle de l'éducation primaire. Ses projets

« Réalisations et perspectives de genre »
 (GAP) dans l'éducation, tentent d'évaluer les progrès accomplis en vue de l'OMD2
 (éducation primaire universelle en 2015) et d'identifier les obstacles et les innovations. Le Rapport GAP est disponible sur : ungei.org/gap/pdfs/unicef_gap_low_res.pdf

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) utilise des données démographiques pour s'assurer que chaque homme, femme ou enfant ait le droit de vivre en bonne santé. Il publie chaque année un rapport sur « La situation de la population mondiale » dont plusieurs chapitres s'intéressent au genre. En 2009, le rapport traitait des femmes, des populations et du climat. Consultable ici : unfpa.org/public/home/publications/pid/4353
Plus d'information sur les adolescentes ici : web.unfpa.org/adolescents/girls.htm

Le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) a été créé en 1999 avec pour objectif de garantir la mise en œuvre de la stratégie internationale pour la réduction des risques. L'UNISDR encourage la collaboration entre les organismes des Nations unies, les universitaires, le secteur privé, les médias et les organisations de la société civile. Pour plus de renseignements consulter : unisdr.org

Dans la lignée du travail de l'UNISDR, il y a aussi le « Local Government Self-Assessment Tool » (LGSAT) qui vise à aider les gouvernements locaux à s'impliquer avec différentes parties prenantes pour cartographier et comprendre les manques au niveau de la réduction

des risques de catastrophes et fournir des informations au niveau local qui s'appuient sur le Cadre d'action de Hyogo. **D'autres renseignements sont disponibles sur :** bit.ly/10yagMR

Le programme des Nations unies pour l'environnement, l'environnement au service du développement (PNUE) a pour objectif d'assurer le leadership et d'encourager les partenariats pour s'occuper de l'environnement en permettant aux pays d'améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures. Dans les domaines ciblés on trouve également le changement climatique, les catastrophes et les conflits.

Il y a des informations sur l'actualité des activités du PNUE au niveau des catastrophes et des conflits sur ce site en anglais: bit.ly/18Kz77s

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) est la division du Secrétariat des Nations unies qui s'occupe de rassembler les acteurs humanitaires pour garantir une intervention aux situations de catastrophe collaborative et cohérente. Leur mission au sens large est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire performante, de prendre la défense des défavorisés, promouvoir la préparation et la prévention et faciliter les solutions durables. Voir : unocha.org

The United Nations Disaster Assessment and Coordination (UNDAC), organe des Nations unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe, fait partie du système d'intervention internationale en situation d'urgence pour les cas de crise soudaine. Créé en 1993, l'UNDAC a été conçu pour aider les Nations unies et les gouvernements de pays sinistrés durant la première phase de l'urgence soudaine. L'UNDAC accompagne également la coordination de l'aide d'urgence internationale au niveau national et/ou sur site. Pour consulter le manuel UNDAC voir : bit.ly/10GlfVi

La division des Nations unies pour le développement durable (DSD) mène la promotion et la coordination de la mise en œuvre de l'agenda du développement durable des Nations unies. Le travail de cette division se traduit par cinq fonctions principales : l'aide aux processus intergouvernementaux de l'ONU sur le développement durable ; l'analyse et le développement de politiques ; le développement des capacités au niveau national ; la coordination inter-agences, la gestion des savoirs, la communication et le rayonnement. La DSD s'intéresse aussi à la réduction des risques de catastrophe et propose des publications, des déclarations et des initiatives bénévoles.

Consulter: bit.ly/12aQLMI

L'équipe spéciale inter institutionnelle en faveur des adolescentes (UN IATF) a été fondée en 2007 pour assister l'ONU dans son travail avec les gouvernements et partenaires en vue de développer politiques et programmes spécifiques visant les adolescentes. Pour accéder aux publications sur les problèmes d'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, voir : bit.ly/10ya2Fw

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) assure la coordination au niveau de la santé au sein des Nations unies. C'est cette organisation qui mène les questions de santé au niveau mondial, en fournissant une aide technique, des options de politiques basées sur les faits et en évaluant les tendances en matière de santé. Pour tout renseignement sur l'action humanitaire en matière de santé, visiter: who.int/hac/en/



Glossaire

L'Agenda transformatif (IASC): Se réfère à un ensemble de recommandations établies, l'objectif en étant d'améliorer la performance et l'efficience du système d'intervention humanitaire et d'aborder ses défauts. Cela inclut plusieurs actions qui visent à transformer la façon dont la communauté humanitaire réagit aux situations d'urgence.1

Aide humanitaire: L'aide et les actions dont le but est de sauver des vies, de réduire les souffrances et de défendre et de sauvegarder la dignité humaine pendant et après les situations d'urgence.2

Aléa naturel : Un phénomène ou un processus naturel qui peut avoir pour conséquence des pertes humaines, des blessures ou d'autres impacts sur la santé, des dommages matériels, la perte de services et des moyens de subsistance, des perturbations sociales et économiques ou des dommages pour l'environnement. Ce terme décrit les phénomènes mêmes ou les risques qui sont latents et qui peuvent mener à de futurs événements.3

Alphabétisme : L'aptitude à lire et écrire, tout en le comprenant, un énoncé simple sur sa vie quotidienne. Ce terme suppose une continuité dans les capacités en lecture et en écriture, souvent associé à des compétences de base en arithmétique.4

Appui psychosocial : Les procédés et les actions qui encouragent le bien-être des gens dans leur environnement social, comme la possibilité d'être soutenu par les amis, la famille et la collectivité.5 En situation d'urgence, une assistance psychosociale efficace peut aider les gens à faire face, à mener des vies normales et empêcher une aggravation de la détresse et de la souffrance.6

Articles non-alimentaires: Les articles non-alimentaires varient selon la culture et le contexte ; ils comprennent des articles de première nécessité comme des couvertures, des matelas de couchage et de protections en plastique pour s'abriter de la pluie, du soleil, du vent et du froid.7

Assainissement: Les services et installations prévues pour éliminer en toute sécurité l'urine et les excréments humains, dans le respect des conditions d'hygiènes par des services tels que la collecte des déchets et l'élimination des eaux usées.8

Atténuation : La réduction ou la limitation des effets néfastes d'aléas ou de catastrophes associées.9 Bien que la prévention intégrale des effets néfastes des aléas soit souvent impossible, leur importance et leur gravité peuvent être réduits par de nombreuses mesures telles que la sensibilisation du public et les politiques environnementales. 10 L'atténuation est définie différemment dans le cadre des politiques de changement climatique, dans lesquelles on l'utilise en tant que terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui sont à la source du changement climatique.11

Autonomisation: L'autonomie permet de construire sa vie et celle de son environnement. Le manque d'autonomie est l'un des obstacles principaux empêchant les filles et les femmes d'exercer leurs droits et d'échapper aux cycles de pauvreté. On peut surmonter cela avec une stratégie d'autonomisation. L'autonomisation basée sur le genre implique le développement des ressources des filles (sociales, économiques, politiques et personnelles), le renforcement de leur capacité à faire des choix pour leur avenir, et le développement de l'estime de soi et de leur sentiment profond d'être à même de contrôler leur propre vie.12



Cadre d'action de Hyogo (Hyogo Framework for Action ou HFA) 2005-2015 : Une stratégie établie pour dix ans pour augmenter la sécurité dans le monde face aux aléas naturels. Elle détaille ce qui est demandé des différentes actions et différents secteurs pour minimiser les pertes lors de catastrophes. L'objectif du HFA est de réduire radicalement les pertes dues aux catastrophes d'ici 2015 en augmentant la résilience des communautés et des nations face aux catastrophes.13

Catastrophe: Grave perturbation dans le fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant des pertes et des conséquences humaines, matérielles, économiques et environnementales importantes qui dépassent la capacité de la communauté ou de la société affectée à faire face grâce à ses propres ressources.¹⁴ Les catastrophes peuvent provenir de facteurs naturels ou humains ou d'une combinaison des deux. Elles peuvent survenir soudainement (déclenchement rapide) ou peuvent être chroniques (gestations lente).

Catastrophe soudaine: Les catastrophes soudaines se manifestent après l'émergence soudaine d'aléas dont le déclenchement ne peut être prévu à l'avance, par exemple les tremblements de terre, les cyclones et les inondations.¹⁵

Changement climatique: Un changement dans l'état du climat qui peut être identifié (par exemple à l'aide de statistiques) par des modifications de sa moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés, qui persistent durant une période prolongée, en général des décennies ou davantage. Le changement climatique peut être dû à des processus naturels internes ou des mécanismes de forçage externe, ou bien à des changements anthropogéniques dans la composition de l'atmosphère ou dans l'aménagement des sols.¹⁶

Contrôle et évaluation : Le contrôle est l'estimation de la performance d'un programme sur la durée, ce qui implique la collecte et l'examen permanents des données. L'évaluation complète le contrôle en utilisant plus d'estimations en profondeur de l'efficacité, de l'impact et de la durabilité d'un programme à un moment donné.¹⁷

Convention relative aux droits de l'enfant (Convention on the Rights of the Child ou **CRC)**: Le premier instrument international légalement contraignant à intégrer toute la gamme des droits de la personne - civils, culturels, économiques, politiques et sociaux – pour les enfants. Adoptée en 1989, cette convention décline les droits en 54 articles et deux protocoles facultatifs. Elle énonce les droits fondamentaux qui sont ceux de tous les enfants : le droit à la survie ; le droit à se développer au maximum de ses capacités ; le droit à être protégé des influences néfastes, de la maltraitance et de l'exploitation ; et à participer pleinement à une vie familiale, culturelle et sociale. Les quatre principes primordiaux de la convention sont la nondiscrimination ; le dévouement pour les meilleurs intérêts de l'enfant ; le droit à la vie, à la survie et au développement ; et le respect pour les opinions de l'enfant.18

Déplacés internes (Internally Displaced Person ou IDP): Comparé à un réfugié, un déplacé interne est une personne qui est restée dans son pays d'origine et n'a pas traversé de frontière internationale. Les déplacés internes sont protégés légalement par leur gouvernement, et en vertu des droits de la personne et des droits humanitaires

internationaux, ils conservent leurs droits et leur protection en tant que citoyens.¹⁹

Développement durable : Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins.²⁰

Discrimination sexuelle: La discrimination sexuelle se rapporte à une situation dans laquelle une personne est traitée différemment du fait de son appartenance au sexe masculin ou féminin plutôt que selon ses compétences ou capacités individuelles. Par exemple. l'exclusion sociale, l'incapacité à participer au processus de décision, et la restriction de l'accès à et du contrôle des services et ressources. sont les résultats courants de la discrimination. Lorsque cette discrimination fait partie de l'ordre social, elle est appelée discrimination systémique fondée sur le sexe. À titre d'exemple, dans certaines communautés, les familles choisissent de scolariser leurs garçons mais gardent leurs filles à la maison pour aider aux tâches domestiques. La discrimination systémique a des racines sociales et politiques et doit être combattue à bien des niveaux différents de la programmation.21

Éducation non-formelle : Activités éducatives organisées et durables qui donnent accès à un apprentissage structuré et peuvent avoir lieu à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions éducatives. 23,23 L'éducation non-formelle peut inclure un enseignement de base, des compétences de vie, des compétences professionnelles et de la culture générale. Les programmes éducatifs non formels peuvent varier au niveau de la durée.²⁴ Égalité des sexes : L'égalité des sexes signifie que les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient du même statut dans la société. Ils ont les mêmes droits humains : ils ont droit au même niveau de respect dans leur communauté; ils ont droit aux mêmes opportunités pour leurs choix de vie, et sont autant à même de façonner les résultantes de ces choix. L'égalité des sexes ne signifie pas que l'homme et la femme sont identiques, mais plutôt que leurs besoins et leurs priorités sont différents mais liés, qu'ils sont confrontés à des contraintes différentes, et qu'ils profitent d'opportunités différentes. Leurs positions respectives dans la société sont basées sur des principes qui, bien qu'ils ne soient pas immuables, tendent à avantager les hommes et les garçons et à désavantager les femmes et les filles. En conséquence, ils sont influencés différemment par les politiques et les programmes. Une



approche de l'égalité des sexes suppose la compréhension de ces différences relatives, en appréciant le fait qu'elles ne sont pas rigides mais qu'elles peuvent être changées, pour ensuite mettre en œuvre des politiques, des programmes et des services qui tiennent compte de ces différences. Au final, promouvoir l'égalité des sexes signifie transformer les relations de pouvoir entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, pour créer une société plus juste pour tous.²⁵

Enfants non scolarisés : Enfants officiellement en âge d'aller à l'école qui ne sont pas inscrits à l'école.²⁶

Équité entre les sexes : C'est l'impartialité du traitement des hommes et des femmes, des filles et des garçons. Pour garantir cette impartialité, on met en place des mesures pour aborder la discrimination sociale ou historique et les désavantages vécus par les filles par rapport aux garçons. C'est une approche équitable des genres assurant un accès à et un contrôle des ressources et bénéfices du développement par le biais de mesures ciblées. L'attribution de bourses scolaires aux filles est un exemple d'une approche équitable qui profite à tous les enfants, garçons et filles, qui entrent à l'école et bénéficient des mêmes opportunités d'éducation. Le renforcement de l'équité entre les deux sexes ne constitue qu'une partie d'une stratégie contribuant à l'égalité des sexes.27

Évaluation des besoins: Une évaluation du degré et de l'impact des dommages causés par une catastrophe (les besoins) et de la capacité de la population affectée à combler ses besoins de survie immédiats (degré de vulnérabilité). Cela implique l'identification des besoins nécessitant une intervention extérieure et des lacunes qui devront être comblées.²⁸

Évaluation des risques : Le risque se définit comme la probabilité de conséquences néfastes victimes, biens endommagés, perte de moyens de subsistance, activité économique perturbée, et dommages à l'environnement – qui découle de l'interaction entre les aléas naturels et provoqués par l'homme et les conditions de vulnérabilité. L'évaluation des risques est un processus permettant de déterminer la nature et la portée d'un tel risque, par le biais de l'analyse des aléas et de l'évaluation des conditions existantes qui peuvent, cumulées, porter préjudice aux personnes exposées, aux biens, aux services, aux moyens de subsistance et à l'environnement dont ils dépendent. Une évaluation des risques en bonne et due

forme mesure la magnitude et les probabilités de pertes potentielles mais aussi permet une compréhension profonde des causes et de l'impact de ces pertes.²⁹

Famine: Pénurie alimentaire catastrophique qui affecte de grands nombres de personnes en conséquence de facteurs climatiques, environnementaux et socio-économiques.³⁰ Une famine se déclare lorsque les degrés suivants au niveau de la mortalité, de la malnutrition et de la faim sont atteints: au moins 20 % des ménages d'une zone sont confrontés à une pénurie alimentaire extrême et n'ont qu'une capacité réduite à pouvoir faire face; les taux de malnutrition élevés dépassent 30%; et les taux de mortalité dépassent deux personnes par jour sur 10 000.³¹

Formation professionnelle: Conçue principalement pour préparer les élèves à entrer dans un métier ou un commerce (ou à une catégorie de professions ou d'activités professionnelles).³²

GenCap (CPI): renvoie au projet du Comité permanent interorganisations appelé GenCap (Gender standby Capacity). GenCap vise à renforcer les capacités, au niveau national, des acteurs humanitaires à intégrer les notions d'égalité des sexes dans les programmes, dans tous les secteurs de la réponse humanitaire. Le but de GenCap est de faire en sorte que les différents besoins ainsi que les capacités des femmes, filles, et garçons soient traités avec une considération équitable au sein de l'action humanitaire.³³

Gender-Blind ou sans préjugé sexiste: Une approche qui n'a pas de considération pour la question du genre dans la mise en œuvre de projets, programmes ou politiques. Elle ne reconnait pas le genre comme étant un élément déterminant des résultats sociaux qui a un impact sur les politiques et projets.³⁴ Elle ne prend pas en compte les différences entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes.³⁵

Genre: Le concept de genre se réfère aux normes, aux attentes, aux croyances portant sur les rôles, les relations et les valeurs qu'on attribue aux filles et aux garçons, femmes et hommes. Ces normes sont d'origine sociale, et ne sont ni invariables ni déterminées biologiquement, et changent avec le temps. Elles se transmettent par la famille et les amis, dans les écoles et les communautés, et par le biais des médias, des organisations gouvernementales et religieuses.³⁶

Gestion des catastrophes: Pour réduire l'impact des catastrophes, la gestion des catastrophes est l'organisation de responsabilités et de ressources liées à chaque aspect humanitaire des urgences, en particulier la préparation, la réponse et le relèvement.³⁷

Insécurité alimentaire: Elle a lieu lorsque la population n'est pas sûre d'avoir accès à suffisamment de nourriture sûre et nutritive pour une croissance et un développement normaux, et pour vivre une vie active et saine. Elle peut être chronique, saisonnière ou transitoire.³⁸

Intégration du genre : L'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes est la promotion de l'égalité des sexes dans tous les aspects du travail d'une organisation et dans ses systèmes et procédures. C'est un processus qui porte sur ce que fait une organisation (intégration externe) et la façon dont travaille une organisation (intégration interne). L'intégration du genre signifie que toutes les politiques, tous les programmes, ainsi que tous les processus d'organisation et de gestion sont conçus, mis en oeuvre, contrôlés et évalués en prenant en compte les besoins différents et relatifs ainsi que les contraintes des filles, garçons, femmes et hommes avec pour but la promotion de l'égalité des sexes. L'objectif de l'intégration du genre est de s'assurer que les femmes, hommes, filles et garçons puissent exercer leurs droits et que l'inégalité ne se perpétue pas.39

Intérêts stratégiques de genre : Se réfère aux changements structurels, généralement non matériels, de la société en relation avec les inégalités et la subordination de genre.⁴⁰

Intervention: En se concentrant essentiellement sur les besoins immédiats et à court-terme, l'intervention en situation de catastrophe est la fourniture d'aide publique et de services d'urgence qui a lieu pendant ou immédiatement après une catastrophe pour sauver des vies, minimiser les impacts sanitaires, assurer la sûreté publique et répondre aux besoins fondamentaux de subsistance de la population sinistrée.⁴¹

Mariage des enfants/ Mariage précoce et forcé: Le terme « mariage des enfants » est interchangeable avec d'autres termes, y compris « mariage précoce et forcé » et « mariage forcé et mariage d'enfants ». Ces termes sont souvent utilisés pour appuyer le fait que les enfants ne sont pas considérés aptes – de par leur âge – à donner leur plein consentement, librement et en toute connaissance de cause, au mariage, et sont

souvent mariés sous la menace, la contrainte ou même par la violence. L'âge minimum de 18 ans est considéré approprié selon le droit international des droits de la personne pour s'assurer que les enfants puissent donner leur consentement libre et entier au mariage, et qu'ils aient la maturité nécessaire - physiquement, émotionnellement et psychologiquement – avant de s'engager dans le mariage. Le mariage est un partenariat formalisé et légalement contraignant entre adultes consentants. Le mariage d'enfants, d'un autre côté, peut être n'importe quelle forme de mariage, que ce soit en vertu du droit civil, religieux ou coutumier, avec ou sans enregistrement formel, que l'un ou les deux

Marqueur d'égalité de genre/Notation Genre (CPI): Le marqueur d'égalité de genre est un outil qui codifie, sur une échelle de 0 à 2, l'équité des bénéfices d'un projet humanitaire pour les femmes/filles et les hommes/garçons. S'il peut potentiellement contribuer à l'égalité des sexes, ce marqueur prédira si les résultats seront significatifs ou limités. 43

époux aient moins de 18 ans.42

Masculinités: Fait référence aux perceptions socialement élaborées de ce que veut dire être un homme et implique qu'il y a beaucoup de définitions différentes et changeantes de la virilité et de la façon dont les hommes sont sensés se comporter.⁴⁴

Mortalité infantile: Estimation du nombre de morts d'enfants pour 1000 naissances vivantes. 45

Normes du genre : Les croyances socialement construites vis-à-vis des comportements des hommes et femmes qui sont « assignées » selon leur sexe biologique. Ces normes gouvernent nos actions et choix et peuvent mener à des stéréotypes sexospécifiques.

Patriarcat: Fait référence aux inégalités de pouvoir historiques et aux pratiques et systèmes culturels qui donnent le pouvoir et offrent aux hommes et aux garçons plus d'avantages sociaux et matériels qu'aux hommes et aux filles ⁴⁶

Préparation : Les connaissances et les capacités développées par les gouvernements, les organisations professionnelles d'aide et de relèvement, les communautés et les individus, pour anticiper efficacement, réagir, et se relever des impacts de phénomènes dangereux ou probables, imminents ou en cours.⁴⁷ Cela s'effectue dans le cadre de la gestion

des risques de catastrophe et a pour but d'augmenter les capacités nécessaires pour gérer les urgences efficacement et passer de la réponse au relèvement durable d'une façon systématique.48

« Primum non nocere » (d'abord, ne pas nuire): Ce concept conseille aux agences humanitaires d'éviter toute conséquence négative fortuite dans des situations dans lesquelles elles opèrent de façon à ce que l'intervention humanitaire ne mettent pas les populations affectées en plus grand danger, et ne limite pas les capacités des communautés en termes de renforcement de processus de paix et de reconstruction. Plus généralement, il spécifie également que les agences humanitaires ont des politiques d'orientation durant la planification, le contrôle et l'évaluation de la façon d'utiliser des informations qui sont sensibles et peuvent mettre à mal la dignité ou la sûreté des populations.49

Processus d'appel consolidé : Le processus d'appel consolidé rapproche les organisations d'aide humanitaire pour planifier, coordonner, mettre en œuvre et contrôler ensemble leurs interventions en cas d'urgence complexe ou de catastrophe naturelle. Ils peuvent faire un appel de fonds ensemble au lieu de se faire concurrence, ce qui permet aux gens d'être aidés d'une façon opportune, prévisible et responsable. Un appel consolidé comprend un plan d'action humanitaire commun et les projets concrets nécessaires à la mise en œuvre de ce plan.50

Protection de l'enfance : Fait référence à la prévention de et la réponse à la maltraitance, la négligence, l'exploitation et la violence à l'égard des enfants.51

Reconstruction: La reconstruction après une catastrophe fait suite à un travail d'aide d'urgence et vise à redonner aux gens leur vie normale de façon plus permanente, y compris en reconstruisant des infrastructures et remettant en place des moyens de subsistance.52

Réduction des risques de catastrophe (RRC) : Voir page 61 du chapitre 2

Réduction des risques de catastrophe centrée **sur l'enfant :** La réduction des risques de catastrophe centrée sur l'enfant favorise la capacité d'action des enfants et des jeunes, en groupes ou en tant qu'individus, en les encourageant à chercher à avoir des vies plus sûres et à renforcer la résilience de leur

communauté face aux catastrophes. Son approche est basée sur les droits, combinée avec des activités axées sur les enfants et menées par les enfants, avec des interventions qui visent à apporter un changement dans leur communauté et chez les responsables locaux et nationaux. Elle applique des stratégies telles que la sensibilisation, le renforcement des capacités, la mise en place de groupes, le développement institutionnel, la recherche et l'influence et le plaidoyer sur toute une gamme de domaines.53

Réfugié: Comme il est prévu dans la convention relative au statut des réfugiés de 1951, un réfugié est quelqu'un qui « de par une peur fondée d'être persécuté pour raison de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social ou des opinions politiques particuliers, est hors de son pays de nationalité. et n'est pas en mesure de, ou bien de par cette peur, n'a pas l'intention de se réclamer de la protection de ce pays. »54

Relèvement : Le rétablissement, et les améliorations lorsque c'est pertinent, des installations et des conditions de vie des communautés sinistrées, incluant des efforts pour réduire les facteurs de risque de catastrophe.55

Relèvement rapide : Le relèvement rapide implique un changement d'orientation pouvant aller de sauver des vies au rétablissement de movens de subsistance. Les interventions visent à stabiliser la situation économique, la gouvernance, la sécurité humaine et l'équité sociale.56

Résilience: La résilience se rapporte à la capacité d'un individu, d'un foyer, d'un groupe de population ou d'un système d'anticiper, d'absorber, et de se remettre d'aléas et/ou des effets du changement climatique et d'autres chocs sans compromettre (et, potentiellement, en améliorant) ses perspectives à long terme. La résilience n'est pas un état final fixe, mais un ensemble dynamique de conditions et de processus. Ce qui sous-tend la résilience est le besoin d'une meilleure analyse du risque à différents niveaux spatio-temporels, et que l'analyse soit contrôlée et mise à jour pour informer et améliorer la programmation.57

SADD: données ventilés par sexe et par âge: Données qui sont collectées par sexe et par tranche d'âge d'une personne. Elles peuvent être recueillies par le biais de méthodes qualitatives et quantitatives.58

Sensibilité aux différences entre les sexes :

Prise en compte des questions de genre et des perceptions et intérêts différents des femmes qui découlent de leur positionnement social et de leur rôle sexospécifique différent.⁵⁹ Des pratiques sensibles aux différences entre les sexes reconnaissent les différentes expériences, attentes, pressions, inégalités et besoins des femmes, hommes, des transgenres et intersexués. Elles représentent aussi l'identité et les préférences sexuelles, ainsi que de nombreux autres facteurs qui interagissent avec le genre pour avoir un effet sur le bien-être de quelqu'un.⁶⁰

Sexe: Fait référence aux caractéristiques biologiques qui définissent les humains en tant que masculin ou féminin. Cela ne doit pas être confondu avec le genre, qui est une attribution sociale. ⁶¹ Les caractéristiques sexuelles sont déterminées biologiquement, et restent les mêmes de tous temps et dans toutes les sociétés. Les attributs de genre sont formés par les relations sociales, changent avec le temps et peuvent différer selon les sociétés. ⁶²

Sexe transactionnel: L'échange de biens ou de services, y compris de l'argent liquide, un transport et un logement, contre des rapports sexuels. Le prix peut être convenu, mais il n'y a généralement pas de négociation de prix au préalable.⁶³

Stéréotypes de genre/sexospécifiques : Les stéréotypes de genre sont des croyances socialement construites et jamais remises en question sur les différentes caractéristiques, les rôles et les relations des femmes et hommes qui sont considérées comme vraies et immuables. Les stéréotypes de genre sont reproduits et renforcés par le biais de processus tels que l'instruction et l'éducation des filles et des garçons, ainsi que l'influence des médias. Dans de nombreuses sociétés les filles sont sensées être sensibles, émotives, soumises et indécises alors que les garçons apprennent à avoir de l'assurance, à être courageux et indépendants. Les stéréotypes de genre apparaissent lorsque ces caractéristiques sont systématiquement attribuées aux rôles et identités des personnes de sexe masculin ou féminin dans la société. Ces stéréotypes ont un impact sur les attitudes des gens, leurs comportements et leurs décisions. Ils enferment filles et garçons dans des schémas comportementaux qui les empêchent de développer tout leur potentiel et d'exercer leurs droits. Ils peuvent mener à l'exclusion sociale de ceux qui ne correspondent pas au stéréotype.64

Système d'alerte précoce : Les aptitudes requises pour générer et distribuer des

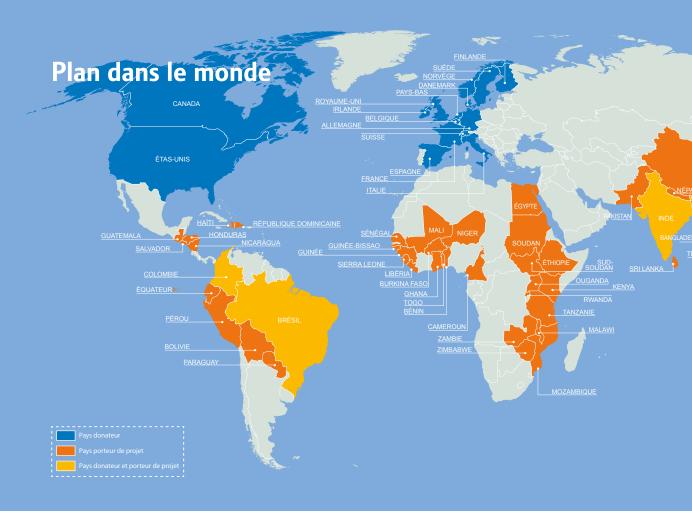
informations d'alerte significatives au moment opportun pour permettre aux individus, aux communautés et organisations menacées de dangers de se préparer et de prendre des mesures appropriées et opportunes pour minimiser les possibilités de préjudices et de pertes. 65 Cette définition couvre toute la gamme de facteurs nécessaires pour accomplir des interventions efficaces en réponse aux alertes. Un système d'alerte précoce est constitué de quatre éléments : la connaissance des risques ; le contrôle, l'analyse et la prévision des dangers ; la communication ou la diffusion des alertes et avertissements ; et la capacité locale de réagir aux alertes reçues. 66

Taux d'alphabétisation: Le pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée qui sait lire et écrire, tout en le comprenant, un énoncé simple sur sa vie quotidienne.⁶⁷

Taux de mortalité maternelle : Le nombre de morts féminines associées à la maternité dans une période donnée pour 100 000 femmes en âge de procréer à la même période.⁶⁸

Violence sexiste (Gender-Based Violence ou GBV): La violence sexiste se rapporte aux violences physiques, sexuelles, psychologiques et parfois économiques infligées à une personne du fait de son appartenance au sexe masculin ou féminin. Ce sont les filles et les femmes aui en sont le plus généralement victimes mais cette violence peut aussi s'exercer sur des garçons et des hommes, particulièrement envers ceux qui ne correspondent pas aux stéréotypes du mâle dominant, dans leur comportement ou leur apparence. La violence sexiste peut se manifester dans des actes criminels d'agression commis par des individus, ou bien dans des violences perpétrées en toute légalité qui peuvent même être pratiquées par des autorités nationales. Parmi celles-ci il y a des violations des droits de la personne telles que la violence domestique, la traite des filles ou des garçons, les mutilations génitales féminines ou les violences envers des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes.⁶⁹

Violence sexuelle: Se réfère à tout acte sexuel, effort pour obtenir un acte sexuel, commentaire sexuel ou avance non sollicités, ou actes de trafic, ou bien dirigés contre la sexualité de quelqu'un par la force, par toute personne quelle que soit sa relation à la victime, dans quelque environnement que ce soit, y compris, mais pas seulement, dans le cadre de la maison ou du travail.⁷⁰



BUREAUX DE PLAN

Siège de Plan International Duke's Court, Duke Street Woking, Surrey GU21 5BH Royaume-Uni

Tél: (+44) (0) 1483 755 155 Courriel: info@plan-international.org

Site web: plan-international.org

Bureau régional de Plan pour les Amériques Building 112, Ciudad del Saber Clayton, Apartado 0819-05571 Panama, République de Panama Tél: +507 317 1700

Courriel:

rosario.delrio@plan-international.org

Bureau régional de Plan Asie 14th Floor, 253 Asoke Building Sukhumvit 21 (Asoke) road, Klongtoey Nua Wattana, BKK 10110

Thaïlande

Tél: +66 (0) 2 204 2630-4

Courriel:

aro.feedback@plan-international.org

Plan International Inc

Bureau régional de Plan Afrique de l'Est et du Sud (RESA)

Methodist Ministries Centre

Block C, 2nd Floor, Oloitoktok Rd, Lavington

P. O. Box 14202-00800 Nairobi, Kenya

Tél: + 254 714 637 217

Courriel: resaro@plan-international.org / regis.nyamakanga@plan-international.org

Bureau régional de Plan Afrique de l'Ouest Immeuble Seydi Djamil

Immeuble Seydi Djamil Avenue Cheikh Anta Diop x Rue Leo Frobenius

Fann Residence Dakar, Sénégal

Tél: +221 33 869 74 30

Courriel: waro.ro@plan-international.org

Bureau de Plan Union europeenne Galerie Ravenstein 27/4 1000 Bruxelles, Belgique Tél: +32-2-504-6050 Site web: www.plan-eu.org

Bureau de Plan Union européenne

Bureau de liaison auprès du siège de l'ONU de Plan International 211 E. 43rd St., Room 1902 New York, NY 10017, USA

Tél: 001 917 398 0018 Courriel: fiyola.hoosen-steele@plan-international.org

Bureau de liaison et de plaidoyer de Plan auprès de l'ONU Rue de Varembe 1, 5th Floor CH-1202 Genève, Suisse

Tél : +41 22 919 71 21

Courriel: UNofficeGeneva@plan-international.org

Bureau de liaison auprès de l'Union africaine et bureau de programme panafricain Plan International

Suite 103, TK Building, Bole Sub-city,

P.O. Box 5696 Addis Abeba, Éthiopie Tel/Fax: +251 11 66 10 182

Courriel:

AUliaisonoffice@plan-international.org



Plan Canada 245 Eglinton Ave. East Suite 300 Toronto, Ontario M4P 0B3 Canada

Tél: +1 416-920-1654 Courriel: info@plancanada.ca

Plan Colombie Calle 71 No 13-47 Bogota, Colombie Tél: +571-3454099 Courriel:

Colombia.co@plan-international.org

Plan Danemark Borgergade 10, 2. sal tv. 1300 Copenhagen K Danemark Tél: +45-35-300800

Courriel: plan@plandanmark.dk

Plan Finlande Kumpulantie 3. 6th floor 00520 Helsinki Finlande

Tél: +358-9-6869-800 Courriel: info@plan.fi

Plan France 11. rue de Cambrai 75019 Paris France

Tél: +33-1.44.89.90.90 Site web: www.planfrance.org Courriel: contact@planfrance.org

Plan Allemagne Bramfelder Strasse 70 D-22305 Hambourg Allemagne

Tél: +49-40-611400

Courriel: info@plan-deutschland.de

Plan International Hong Kong Room 1104, 11/F Cameron Commercial Centre 458 Hennessy Road, Causeway Bay Hong Kong

Tél: +852 3405 5300 Courriel: info-hk@plan.org.hk

Plan Inde E -12 Kailash Colony New Delhi 110 048 Inde Tél: +91 11 46558419

Courriel: india.co@plan-international.org

Plan Irlande 126 Lower Baggot Street Dublin 2 Irlande

Tél: +353-1-6599601 Courriel: info@plan.ie Plan Italie Via Torri Bianche 3 Palazzo Larice, 20871 Vimercate MI. Italie

Tél: +39 039 684870.1 Courriel: info@plan-italia.org

Plan Japon 11F Sun Towers Centre Building 2-11-22 Sangenjaya Setagaya-Ku Tokyo 154-8545, Japon Tél: +81-3-5481-0030 Courriel: hello@plan-japan.org

Plan Corée 2nd Floor, Cheongwoo BD, 58-4 Samsung-dong, Gangnam-gu Séoul, Corée 135-870 Tél: +82-2-790-5436 Courriel: kno@plankorea.or.kr

Plan Pavs-Bas Stadhouderskade 60 1072 AC Amsterdam, Pays-Bas Tél: +31-20-549-5555 Courriel: info@plannederland.nl

Plan Norvège Tullins Gate 4C Postboks 1 St. Olavs Plass 0130 Oslo. Norvège Tél: +47-22-031600 Courriel: info@plan-norge.no

Plan Espagne C/ Pantoia 10 28002 Madrid, Espagne Tél: +34-91-5241222 Courriel: info@planespana.org

Plan Suède Box 92150, Textilgatan 43 SE -120 08, Stockholm Suède

Tél: +46-8-58 77 55 00 Courriel: info@plansverige.org

Plan Schweiz (Suisse) Badenerstrasse 580 CH - 8048 Zurich. Suisse Tél: +41 44 288 90 50 Courriel: info@plan-schweiz.ch

Plan Royaume-Uni Finsgate, 5-7 Cranwood Street Londres EC1V 9LH Rovaume-Uni Tél: +44 (0) 300 777 9777

Courriel: mail@plan-international.org.uk

Plan USA 155 Plan Way Warwick, Rhode Island 02886-1099

Tél: +1-401-7385600

Courriel: donorrelations@planusa.org

Plan International Australie Level 18, 60 City Road Southbank VIC 3006 Australie

Tél: +61-(0)3-9672-3600 Courriel: info@plan.org.au

Plan Belgique Galerie Ravenstein 3 Bus 5 1000 Bruxelles Belgique

Tél: +32 (0)2 504 60 00 Courriel: info@planbelgie.be

Plan Brésil Av. das Nacoes Unidas 14171 150 Andar Marble Tower São Paulo, Brésil SP 04794-000

Tél: +55.11.3568-2081 Courriel: plan@plan.org.br

À propos de Plan International

Plan est l'une des agences de développement les plus anciennes et les plus importantes au monde. Fondée en 1937 pour porter secours aux enfants de la guerre civile espagnole, elle a fêté ses 75 ans d'existence en 2012. Nous sommes présents sur 69 pays au total, et opérons dans 60 pays d'intervention en Afrique, en Asie et en Amérique. Plan, par son travail, aide plus de 90 000 communautés ce qui représente une population de 84 000 enfants. Nous prenons des engagements à long terme envers les enfants défavorisés et apportons notre soutien au plus grand nombre d'enfants possible en travaillant en partenariat et en association avec eux, leur famille, leur communauté, la société civile et le gouvernement, en développant des réseaux de relations fructueuses et en leur permettant de se faire entendre et reconnaître pour toutes les questions qui les concernent. Plan est un organisme indépendant sans affiliation religieuse, politique ou gouvernementale.

Notre vision: Un monde dans lequel tous les enfants peuvent atteindre leur plein potentiel au sein de sociétés qui respectent les droits et la dignité des personnes. Aujourd'hui des centaines de millions d'enfants sont toujours privés de leurs droits. Nous pensons que c'est totalement inacceptable.

D'ici 2015, la stratégie de Plan se concentre sur un objectif : atteindre le plus grand nombre d'enfants possible, et plus particulièrement ceux qui sont exclus ou marginalisés, avec des programmes de qualité qui engendreront des bénéfices durables.

plan-international.org

